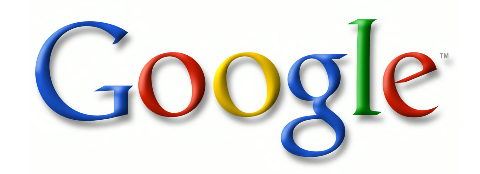
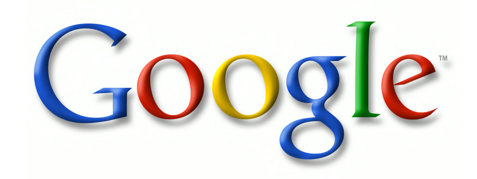
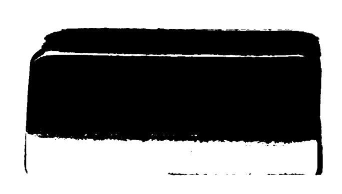






PIERRE DENIS

LE BRÉSIL au XX[e] siècle

QUATRIÈME ÉDITION



Librairie Armand Colin

Rue de Mézières, 5, PARIS

LE BRÉSIL
au XXe siècle

PIERRE DENIS

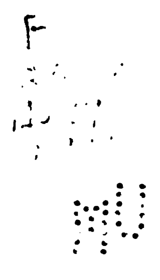
LE BRÉSIL au XXe siècle

QUATRIÈME ÉDITION



LIBRAIRIE ARMAND COLIN
RUE DE MÉZIÈRES, 5, PARIS

1911



INTRODUCTION

Ancienneté de la colonisation au Brésil. — Le vieux Brésil sucrier — Prédominance de la vie rurale. — L'aristocratie brésilienne. — Les classes rurales inférieures. — Immigration européenne dans le Brésil méridional. — Le Nord du Brésil et les races noires et indigènes. — La population des villes et les étrangers.

Les Brésiliens aiment à dire que leur pays est un pays jeune ; ils ont en effet pour lui de hautes espérances, et ils savent son présent chargé de promesses. Mais le Brésil n'est pas un pays jeune en ce sens qu'il n'ait ni passé ni traditions. Si le passé y est moins effacé qu'ailleurs, si les traditions et l'histoire y sont plus vivantes, l'Européen qui y débarque en arrivant de la vieille Europe le remarque à peine ; mais il en sera vivement frappé s'il apprend à connaître le Brésil après avoir déjà parcouru d'autres pays américains, l'Argentine ou les États-Unis. On est moins dépaysé au Brésil, on n'y éprouve pas cette sensation de surprise ou d'effroi que donnent l'Argentine

et les États-Unis, avec leur société mal assise, sans hiérarchie et sans racines, et conduite exclusivement par le goût de l'indépendance individuelle et par le souci de la fortune. Le patriotisme brésilien est autre chose que la reconnaissance d'une population nouveau-venue pour la terre qui lui a donné l'aisance, et que l'ignorance vaniteuse de tout ce qui fait le charme et la grandeur de la vie en Europe ; il comporte plus de souvenirs, plus d'oubli de soi-même.

Le Brésil est donc en un sens un pays vieux par là, il mérite la curiosité plus qu'aucune autre partie de l'Amérique. Cette terre a été peuplée par des hommes de race blanche, depuis plus de trois siècles. Les différences de sol et de climat surtout ont eu tout ce temps pour marquer leur empreinte sur les colons. Suivant la vie qu'elles leur ont imposée, suivant les cultures qu'ils ont dû pratiquer et les occupations qui leur sont échues, ils ont pris des coutumes et des âmes diverses. On y rencontre, non pas un type uniforme de civilisation, mais des modes différents d'existence où se traduit l'action lente d'influences physiques et morales. Cette diversité est accusée par la diversité des races. Ici, la race portugaise est restée à peu près pure ; ailleurs, elle s'est profondément mélangée et fondue avec la race indigène ; ailleurs, elle a importé des travailleurs noirs qui ont fait souche : autant de

populations différentes, avec leur caractère, leur activité ou leur paresse, leurs amusements, leur folklore.

Si le Brésil est un pays de vieille culture, cela tient avant tout à ce qu'il est un pays tropical, propre à la production de la canne à sucre. Le sucre est en effet le premier produit agricole que l'Europe ait demandé à l'Amérique coloniale. Comparez le Brésil aux États-Unis. Dans son caractère de pays tropical tient toute son originalité physique et économique. Le territoire qui s'étend depuis Rio jusqu'aux Amazones et, pour ne pas parler de l'intérieur, la côte au nord de la baie de Rio, n'a pas d'équivalent aux États-Unis, et se rapproche davantage des Antilles par la splendeur de sa nature équatoriale. L'histoire primitive du Brésil ressemble aussi à celle des Antilles. Ses plus vieilles villes, Bahia et Pernambouc, ont vécu du commerce du sucre comme les vieilles villes des Antilles. La culture du sucre a créé au Brésil comme ailleurs, et dès le XVIIe siècle, non seulement une vieille industrie, mais une vieille richesse.

Tandis qu'une société agricole se fondait au voisinage de la côte, les mines s'ouvraient dans l'intérieur. Tout ce passé a laissé des traces. Les champs de canne à sucre n'ont pas disparu, les mines travaillent encore. Avant d'être la capitale politique d'un état fédéral moderne, Rio de Janeiro a été le

débouché de la plaine sucrière de Campos et des mines de l'intérieur. Quelles que soient les transformations récentes, on ne lui a pas enlevé encore son caractère pittoresque et séduisant de vieille métropole coloniale. Ce n'est pas seulement Rio, c'est le Brésil tout entier qui possède ainsi ses titres de noblesse.

Par son histoire économique, le Brésil diffère donc profondément des États-Unis; le parallèle entre les deux pays, lieu commun de la conversation au Brésil, manque toujours d'exactitude. Si Saint-Paul joue dans la direction du Brésil moderne le même rôle prépondérant que la Virginie aux États-Unis à la fin du XVIII[e] siècle, s'il lui fournit, comme fit la Virginie, des hommes d'État et des financiers, si la société pauliste avec son aristocratie foncière rappelle ce que fut jadis la société virginienne, l'analogie s'arrête là. La Virginie, province sudiste, s'imposa par son ancienne puissance économique aux provinces froides du Nord des États-Unis, dont la croissance avait été plus lente. La grandeur de Saint-Paul, au contraire, est récente; auprès des états tropicaux vers lesquels il étend aujourd'hui son influence, il n'est qu'un cadet parvenu.

De même, rien au Brésil ne ressemble à l'irrésistible mouvement vers l'ouest, à la colonisation successive de la forêt, puis de la prairie, épopée qui

a créé au XIXe siècle la nation américaine moderne. Les colons brésiliens du Rio Grande et du Parana défrichent la forêt, comme firent les pionniers du Kentucky ou de l'Ohio; mais la frontière argentine sépare leur domaine des plaines de la Pampa; elle n'a laissé passer aucun courant de population colonisatrice. L'Argentine a reçu d'Europe ses immigrants; les Brésiliens sont restés confinés à la forêt. Il ne s'est pas produit, dans l'histoire du Brésil, de ces révolutions, de ces rénovations nationales si profondes, que tout ce qui leur est antérieur ne garde plus ensuite qu'un intérêt archéologique.

Il existe au Brésil ce qui manque aux États-Unis et à l'Argentine, une véritable aristocratie : c'est le privilège des sociétés déjà vieilles. L'organisation politique est, il est vrai, parfaitement démocratique, et j'ai trouvé partout des convictions démocratiques profondes, mais ni constitution ni théories ne peuvent rien contre l'histoire. Sauf dans les États du sud, où l'immigration européenne a été intense au XIXe siècle, partout se retrouve, au-dessus de la classe ouvrière, qui est souvent de race noire ou de sang mêlé, une classe dirigeante d'origine portugaise à peu près pure.

Presque toujours, la propriété foncière lui appartient. Le Brésil est essentiellement un pays agricole, et cette classe est en majorité rurale. Les distances

de propriété à propriété sont grandes, et condamnent beaucoup de familles à l'isolement. Dans les villes, à Rio surtout, où la vie sociale est développée, où le caractère national s'est tempéré par le contact d'étrangers de toutes provenances, on raille volontiers le campagnard, ignorant du passage éphémère des modes. Ce campagnard a été baptisé ; il s'appelle le *caïpire.* On ne prononce pas son nom sans qu'aussitôt chacun s'égaie. Il est curieux de remarquer que le type du caïpire n'est pas pauliste. Le grand propriétaire pauliste, au milieu de ses plantations, a une existence active. Il voyage, va à la ville, suit les cours du café ; ajoutez que la grande culture à Saint-Paul est relativement récente. Le caïpire descend à Rio de l'État de Minas. C'est à Minas qu'il a existé jadis, et qu'on trouverait peut-être encore ces fazendas où une famille vit plantureusement, et cependant sans ressources, exportant peu, demandant peu de chose au reste du monde, et faiblement atteinte dans sa vie isolée par le contre-coup des révolutions économiques qui bouleversent des marchés lointains. Là, dit la satire populaire, le temps et la nature ont élaboré le caïpire. Ce caïpire n'est, bien entendu, qu'un type littéraire, et par conséquent qu'une caricature ; mais il était nécessaire de le citer ; en analysant son caractère, on découvre un reflet de la vie rurale au Brésil comme vous pourriez

reconstruire la campagne prussienne tout entière en étudiant le pauvre « Michel ».

J'ai toujours été frappé par le goût très répandu au Brésil pour la vie rurale; les jeunes gens quittent la ville volontiers pour aller vivre à la fazenda, et les hommes faits reviennent volontiers au vieux domaine agricole et le préfèrent à des villégiatures plus modernes. J'ai rarement entendu un Brésilien se plaindre de vivre à la fazenda. J'attribue ces tendances moins au charme de la nature brésilienne qu'à la séduction exercée sur ceux qui en sont les chefs par l'organisation sociale qui règne dans les campagnes brésiliennes; la fazenda est quelque chose d'intermédiaire entre une famille et un royaume. Le fazendaire y est maître, comment ne jouirait-il pas de sa puissance? Cette autorité, je ne sais si elle n'a pas disparu de la plus grande partie du monde; elle subsiste encore au Brésil, et elle y forme un lien puissant entre les hommes et la terre.

Dans la solitude où il vit, recevant lentement les nouvelles du monde, surtout jadis, le fazendaire aime la culture intellectuelle; il est volontiers philosophe, et a une certaine éloquence naturelle. Plus d'une fois j'ai discuté positivisme à la fazenda. On sait quelle influence Auguste Comte a eue au Brésil; si elle s'efface peu à peu dans les grandes villes, elle persiste encore dans les campagnes.

Une des qualités du fazendaire, à laquelle je dois bien une mention particulière, est son extrême hospitalité. L'hospitalité brésilienne dépasse en cordialité et en délicatesse tout ce que l'Européen le plus hospitalier peut imaginer. Le fazendaire fera tous ses efforts pour vous rendre sa maison agréable ; si vous voulez sortir, vous aurez le meilleur cheval, ou le plus sûr, selon vos qualités d'écuyer ; le fils aîné vous accompagnera. Après dîner, on cherchera parmi les disques du phonographe les chansons françaises. Et le matin, au départ, votre hôte, coupant court à vos remerciements, vous assurera qu'il vous est reconnaissant de votre visite. J'ai vu cette scène vingt fois, et chaque fois — ai-je dû cette fortune à ma qualité de Français ? — il m'a semblé avoir été reçu comme un ancien ami.

On pénètre ainsi au foyer de familles nombreuses. Avoir dix enfants n'est pas considéré comme un fait extraordinaire. L'autorité paternelle est respectée, et le fils baise en entrant la main de son père. La femme est occupée des soins de la maison ; le mari a la charge d'en faire les honneurs. Un étranger ne voit guère de femmes brésiliennes que lorsqu'il a l'occasion d'être l'hôte d'une famille. Les femmes ne sont pas habituées à recevoir la visite des hommes, et il m'a semblé que la vie mondaine cessait pour elles avec le mariage. Elles se marient, je crois, très jeunes, et subissent pro-

fondément l'influence de leurs maris. Aussi ont-elles, en dehors de leur famille, une vie indépendante restreinte. Elles sont des mères admirables, mais on les connaît mieux par les générations qu'elles forment que par ce qu'elles laissent voir d'elles-mêmes ; elles chérissent l'obscurité domestique. On n'arrive pas aux États-Unis sans être aussitôt entouré, questionné, conseillé, chaperonné par des femmes américaines ; rien de pareil au Brésil.

Cette aristocratie rurale, outre son autorité sociale, jouit aussi de la puissance politique. Le Brésil a, il est vrai, établi le suffrage universel, mais le peuple souverain, avant de déléguer sa souveraineté à ses représentants, commence par confier à la classe dominante le soin de le guider dans ses fonctions électorales. Les grands propriétaires fonciers choisissent les candidats, et leurs instructions sont généralement obéies. Ils forment les cadres de tout ce qui existe en tant que parti politique, et en sont toute la force et toute la vie ; ils gouvernent le Brésil et ils l'administrent. L'administration est au Brésil une grande force. Elle fait beaucoup, chacun compte beaucoup sur elle, est-ce atavisme latin, est-ce l'effet des conditions matérielles de la vie sur ce territoire sans bornes, où l'individu est si peu de chose et l'association si difficile? On exagérerait un peu seule-

ment en disant que l'administration joue au Brésil le même rôle que dans une colonie européenne comme l'Algérie ou comme l'Inde.

Entre les membres de l'administration toute puissante qui m'ont accordé pendant mon voyage leur protection, et leurs frères, dont j'ai reçu l'hospitalité dans les fazendas, j'étais peut-être en danger de connaître exclusivement cette classe supérieure dont une moitié dirige l'exploitation agricole du pays, tandis que l'autre le gouverne. Ce serait cependant une grave erreur de croire qu'elle constitue à elle seule tout le Brésil. J'ai cherché de mon mieux à voir au delà d'elle la classe populaire, plus nombreuse, plus diverse, masse confuse de qui dépend avant tout l'avenir du Brésil. Elle vit sous un climat heureux, ou du moins sous un climat qui ne permet pas ce que nous appelons en Europe la misère. Elle est aussi une classe rurale. C'est de ses mains qu'est accompli le travail de la terre.

Dans tout le Brésil méridional, l'immigration européenne a, pendant la seconde moitié du XIXe siècle, renouvelé la population rurale. A Saint-Paul, les Italiens ont fourni à l'ancienne population pauliste la main-d'œuvre nécessaire à l'extension des cultures de café. Ils habitent sur les plantations, des villages qui sont de véritables cités ouvrières. Rien ne les fixe au sol ; ils semblent ne pas avoir

le goût de la terre, et un très petit nombre achètent des propriétés. Ils ne se lient que par des contrats d'un an, et changent volontiers de patron après chaque récolte. On ne peut imaginer de peuple plu nomade ; ils se déplacent sans cesse de fazenda en fazenda. Rien non plus ne les retient dans l'État de Saint-Paul, et ce n'est pas le moindre danger de la crise caféière que l'exode qu'elle provoque parmi les colons italiens.

Plus au Sud, du Parana au Rio Grande, l'immigration a créé des populations très différentes, une petite démocratie de paysans : Polonais, Allemands et Venètes. Étant propriétaires, ils sont solidement enracinés au sol. De même que l'afflux des Italiens à Saint-Paul ne fut pas un mouvement spontané, mais l'œuvre de l'administration pauliste, de même, la colonisation allemande et polonaise dans le sud fut provoquée et subventionnée par le gouvernement du Brésil et des provinces intéressées. Les colons étrangers furent envoyés dans des régions jusque-là désertes, où des courants commerciaux ne purent s'établir, où la vie économique resta nulle. Ils y vécurent livrés à eux-mêmes, sans voisins, sans clients. L'origine politique — artificielle — des colonies les condamna à l'isolement ; l'isolement les rendit fidèles à leurs coutumes nationales et à leurs langues, qu'ils auraient volontiers oubliées dans d'autres circonstances.

Ces populations de sang étranger se laisseront-elles assimiler? Problème plus simple peut-être que celui qui se pose à Saint-Paul, où l'on cherche, non à assimiler les immigrés, mais à les fixer.

Le Nord du Brésil n'a pas reçu d'immigrants d'Europe. Les nègres y sont nombreux partout où règna la culture de la canne avant l'abolition de l'esclavage, à Campos, à Pernambouc et à Bahia où l'industrie sucrière a disparu depuis. Personne ne leur dispute le dur travail des plantations de canne, et comme il n'existait pas dans ces régions d'autre personnel disponible, ils se sont remis comme travailleurs libres aux occupations qu'ils avaient pratiquées comme esclaves. Ouvriers insuffisants, intempérants, sans ambition, dédaigneux du travail régulier, ils forment l'élément le plus médiocre des populations rurales brésiliennes.

Un dernier type de population agricole se rencontre tout au nord du Brésil, dans la province de Céara. Des métis de Portugais et d'Indiens s'y livrent à l'élevage des bœufs. Le Céara est d'une extrême pauvreté, des sécheresses périodiques le dévastent, et y détruisent les troupeaux. La misère chasse loin de chez eux les *Céarenses*. Ils ont peuplé tout le bassin des Amazones ; ce sont des émigrants céarenses qui font, sur les affluents de l'Amazone, la récolte du caoutchouc. Tandis que le

Brésil méridional a dû faire appel à l'Europe pour peupler ses plateaux, le Brésil équatorial dispose d'une race de colons indigènes, prolifique, et déjà formée au climat.

La seule partie de la population qui soit véritablement urbaine, ce sont les étrangers, commerçants de toutes sortes, qu'on rencontre à Rio, à Saint-Paul, et dans quelques autres grandes villes. La plupart des affaires sont entre leurs mains. C'est même parce que le Brésil, en pays colonial, manquait d'une population urbaine indigène, que depuis le développement du pays, le nombre des commerçants étrangers s'est élevé rapidement. Mais les éléments allemands, anglais ou français, n'agissent pas d'une façon pénétrante sur la vie nationale. Ils se mêlent peu aux Brésiliens de race ; gardent leurs attaches en Europe, cherchent à faire fortune au plus vite et à s'en aller. Ils sont les témoins les moins impartiaux qu'on puisse imaginer sur toutes les questions brésiliennes.

Il n'en est pas de même d'un autre élément urbain, étranger aussi, l'élément portugais. L'immigration portugaise a de tout temps été nombreuse, elle ne s'est pas dispersée dans les campagnes, comme l'immigration italienne par exemple. Tout Portugais arrivant à Rio a en effet sur ses concurrents, les immigrants d'autres nationalités, une supériorité notable, c'est la langue

qu'il parle, et qui est celle du pays. Tous les métiers de la ville lui conviennent et nul autre ne peut les lui disputer. S'il a, comme il arrive souvent, des aptitudes commerciales, il se fera boutiquier ou revendeur. Les Portugais ne sont pas comme les autres étrangers, réduits au commerce de gros ; à Rio, le commerce de détail est entièrement entre leurs mains. Ainsi ils se fondent avec la population brésilienne dont il est difficile de les distinguer. Dans la formation du Brésil actuel, les Portugais ont donc joué un grand rôle, puisqu'ils ont largement contribué à la formation de la classe urbaine ; et la pénétration portugaise serait une question capitale si le vrai Brésil était dans les villes.

LE BRÉSIL AU XXᵉ SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

LE PAYSAGE BRÉSILIEN

Le sol. — Le plateau du littoral atlantique. — La végétation. — La forêt tropicale de la côte et son rôle dans l'histoire du Brésil. — Les hautes terres de l'intérieur. — Monotonie du paysage brésilien. — Paysages typiques. — Les campagnes et les villes.

Le territoire brésilien a quinze fois la superficie de la France. La difficulté des communications ajoute encore à son immensité. Après des journées de cheval, on s'étonne, en regardant la carte, de l'insignifiante étape parcourue. De grandes étendues restent encore mal connues, n'ayant été traversées que par des voyageurs peu soucieux de géographie. Les cartes générales sont médiocres, et figurent le terrain sans fidélité.

Qu'on se représente donc, en arrière de la côte de l'Atlantique sud, depuis le cap San Roque jusqu'au voisinage du Rio de la Plata, un vaste plateau de structure confuse qui couvre la moitié du Brésil. Au delà, vers l'intérieur, à travers d'immenses plaines au sol gréseux et au relief indécis, on arrive enfin à la dépression centrale de l'Amérique du Sud ; le bassin des Amazones s'y étale au nord, et celui du Parana au sud. Le

nord seulement, la cuvette des Amazones, appartient tout entier au Brésil ; au sud, le Paraguay et le Parana n'ont sur le territoire brésilien que la partie supérieure de leur cours. Le Brésil méridional est limité à la zone des plateaux ; l'arrière pays, la plaine, ne lui appartient pas. Tandis que l'Amazone au nord est, par ses embouchures autant que par la plus grande étendue de son bassin, un fleuve Brésilien, vers le sud au contraire, le Brésil n'atteint même plus le Rio de la Plata, estuaire commun du Paraguay, du Parana et de l'Uruguay. Cette dissymétrie est le trait le plus net de la géographie du Brésil.

Les hautes plaines de l'intérieur, qui écoulent leurs eaux vers le sud et vers le nord, n'ont jamais eu d'importance économique ; la vallée de l'Amazone s'est éveillée tout récemment et sa population est encore restreinte. Le plateau du littoral atlantique constitue donc, de l'Uruguay au Céara le sol du Brésil historique. Sur sa longueur de 3.000 à 3.500 kilomètres, ce plateau présente la plus grande diversité d'aspects ; il n'a pas d'unité hydrographique. Son altitude augmente dans la partie méridionale où elle atteint un millier de mètres. Le cours du San Francisco révèle cette dénivellation générale du sud au nord. On emploie au Brésil pour désigner le nord du plateau le nom de Borburema. Ce vieux nom géographique mérite d'être conservé, car il représente une province brésilienne qui a son originalité. La saison sèche y est longue, la Borburema nourrit maigrement de petits fleuves côtiers qui descendent en éventail vers l'Atlantique ; car le plateau s'abaisse ici en pente douce vers la mer.

Il en est autrement dans le Brésil méridional. A partir de l'État de Saint-Paul, le front du plateau sur l'océan est un gradin énorme de 800 à 1.000 mètres,

qui sépare une étroite bande littorale du bassin des grands fleuves intérieurs. C'est ce gradin continu qui porte successivement les noms de serra do Mar et de serra Geral. De Saint-Paul au Rio Grande, aucune rivière ne le franchit. Mais les ruisseaux qui naissent sur son flanc continental, presque en vue de la mer, traversent cependant toute la largeur du plateau avant d'aller rejoindre le Parana ou l'Uruguay. La serra do Mar n'est donc pas véritablement une chaîne. Vue de la mer, ses crêtes dentelées en prennent l'apparence; mais le voyageur qui l'aborde en venant du plateau arrive au sommet en gravissant des pentes insensibles, et il ne découvre la serra qu'en apercevant brusquement la mer, profondément au-dessous de lui.

Au delà de la serra, le territoire de Minas n'est qu'un amas confus de groupes montagneux parmi lesquels il n'est pas aisé de s'orienter, ni sur la carte, ni sur le terrain. Un énorme dos de granite, la Mantiqueira, traverse la partie méridionale de Minas. Le chemin de fer en gravit péniblement les pentes herbeuses. La Mantiqueira, qui reçoit sur son flanc sud les pluies apportées par les vents marins, est le faîte du plateau et le nœud hydrographique du Brésil. Elle donne naissance au Rio Grande, bras principal du Parana.

Dès qu'on dépasse au sud la frontière de l'État de Saint-Paul, le plateau se transforme ; les granites disparaissent et le paysage devient plus ordonné. Les terrains primitifs, le gneiss et le granite, dans lesquels la serra do Mar est taillée, portent à l'ouest une couverture de roches sédimentaires dont les couches, pendantes vers l'ouest, plongent l'une après l'autre sous d'autres couches plus récentes. Elles sont formées presque exclusivement de grès rouges et gris, et le sol sableux que

produit leur décomposition couvre l'ouest des quatre États méridionaux. La topographie se modifie avec la structure géologique. L'affleurement des couches de grès, qu'on croise en marchant vers l'ouest, découpe le plateau en paliers successifs. Des crêtes dissymétriques tournent vers l'est leur versant abrupt, comme les côtes de la Moselle et de la Meuse dans le bassin de Paris; les rivières les abordent de front, et s'y glissent dans des gorges étroites. Ces falaises de grès, l'œil le moins exercé ne les confondra jamais avec un chaînon granitique ; ce ne sont pas des serras, mais, suivant le langage local, des serrinhas.

Dans Sainte-Catherine et dans le Rio Grande, d'énormes éruptions basaltiques ont recouvert une partie du plateau. Le basalte s'est même avancé jusqu'à la côte, et à partir de l'île où est bâtie Desterro, il recouvre les granites de la serra do Mar. Les basaltes aussi forment au sud le flanc du plateau qui domine les prairies du Rio Grande. Le jugement populaire s'y est trompé et il a désigné du même nom de serra Geral la chaîne granitique et le rebord de l'épanchement basaltique, comme si l'un était la suite de l'autre.

Si l'on excepte les prairies du Rio Grande, où s'annoncent les pampas de l'Uruguay et de l'Argentine, il n'existe, en avant de la serra do Mar qu'une laisse sableuse et étroite. Les pluies qui ravinent le flanc de la serra lui apportent des alluvions pauvres ; des rivières insuffisamment puissantes travaillent lentement à combler les marais qui bordent la côte; elles se perdent au milieu d'îlots granitiques, dans des baies profondes que les premiers explorateurs s'obstinaient à prendre pour de grands estuaires. Du Rio Grande à l'Espirito Santo, seule la Parahyba a réussi à construire au pied de la serra, autour de ses bouches, une plaine côtière

fertile et solide ; c'est celle où se sont fondées les sucreries de Campos.

Ce qui donne aux diverses régions brésiliennes leur caractère, c'est avant tout la végétation. On s'imagine à tort le Brésil entièrement recouvert de forêts. La forêt est concentrée d'une part dans le bassin de l'Amazone ; elle forme d'autre part un ruban le long de la côte atlantique, de l'Espirito Santo au Rio Grande. L'abondance des pluies seule nourrit la forêt ; la serra do Mar, arrêtant l'humidité sur ses flancs ruisselants, sans cesse chargés de brouillards, ressuscite jusqu'à une latitude très méridionale les conditions qui ont livré le bassin de l'Amazone à la forêt équatoriale. Sur 2.000 kilomètres, les hommes qui abordèrent aux différents mouillages de la côte trouvèrent partout sur le flanc de la serra la même forêt également impénétrable et splendide. Encore aujourd'hui, c'est à peine si elle a été touchée. Elle encercle, elle étreint Rio ; elle semble lui refuser la place de s'étendre, comme dans ce conte de Daudet, où la forêt reconquiert en un printemps le terrain que des colons téméraires lui ont arraché pour y établir leur camp.

Au-delà de la zone littorale marécageuse, où des arbres maigres, surchargés d'épiphytes, luttent contre le drainage imparfait et contre la pauvreté du sol, au pied même de la serra, on aperçoit la forêt. Les dômes des grands arbres étagés sur la pente cachent le sol, et on a l'illusion que cette végétation extraordinaire s'élève d'une seule portée depuis le pied jusqu'à la cime de la montagne. Par endroits seulement surgit dans le feuillage le flanc lisse et lavé d'un morne de granite. La voie du chemin de fer pénètre au milieu de murailles de verdure ; le sous-bois, qui souffre ailleurs

du manque de lumière, grandit avidement le long de la trouée. Les lianes, les fougères, les bambous s'élèvent vigoureusement jusqu'à la couronne des arbres. On croirait voir la course brutale des plantes vers l'air ibre et vers le soleil. Beaucoup de voyageurs ont parlé de l'impression de violence, de combat, que donne la forêt vierge. C'est le long des percées ouvertes par l'homme, sur les troncs qu'il abat, et qu'il n'enlève pas qu'une bataille ardente se livre en effet entre les espèces et les individus, pour conquérir de haute lutte l'espace libre. Comme toujours, c'est l'homme qui introduit le désordre dans la nature. Loin de ses routes, l'ordre est rétabli par la victoire des plus forts, et la forêt qui n'a jamais été violée, donne au contraire une impression profonde de calme.

La serra est le domaine propre de la forêt équato riale. Cependant, au delà de la crête, elle recouvre encore le sud et l'ouest de l'État de Minas, le bassin du Rio Doce et de la Parahyba. La Mantiqueira forme à peu près la limite des forêts ; au-delà commence la brousse. Je me souviens d'une longue course sur le ver sant nord de la chaîne qui porte la nouvelle capitale de État de Minas, Bello Horizonte. Vers le nord, nous apercevions d'immenses étendues découvertes ; la montagne était garnie d'étroites bandes de forêt qu rampaient le long des vallées, jusqu'aux sources des ruisseaux ; nous traversions tour à tour des fourrés d'épines et des prairies dont le sol est bosselé de termitières. Les arbres épais, dépouillés de leurs feuilles par les mois de sécheresse, commençaient à revivre, et se couvraient de fleurs aux couleurs éclatantes, inconnues dans la forêt des régions humides. C'est là que commence la brousse. Elle s'étend de là vers le nord, sans interruption, si ce n'est le long

des rivières, plus ou moins drue selon les pluies qu'elle reçoit.

A Saint-Paul et au Parana, la crête de la serra do Mar ne marque pas non plus la limite des régions forestières. Sur le plateau, forêts et prairies alternent. Les feux qu'allumaient les Indiens dans les savanes ont par endroits mutilé la forêt; cependant, l'homme a un rôle modeste dans la distribution présente des formations végétales. La forêt s'est maintenue partout où les conditions naturelles étaient favorables, se tenant fidèlement aux versants humides, et aux terres riches et fortes. Certains sols, soit par leur richesse, soit par leur fraîcheur, conviennent à la forêt, tandis que dans les sols légers, les arbres résistent mal aux sécheresses. Les diabases, à Saint-Paul, sont toujours couvertes d'un manteau de forêt, dont la carte pourrait tenir lieu d'une carte géologique.

La forêt du plateau, coupée de prairies, est aussi moins exubérante et moins touffue que la forêt de la serra, et, à mesure qu'on avance vers le sud, elle en diffère davantage. Vers la frontière de Saint-Paul et du Parana, les arbres tropicaux sont remplacés par les résineux. Les immenses pins du Parana, au tronc rectiligne, au dôme aplati, dont la forme rappelle un peu celle du chandelier à sept branches, couvrent de leur gris sévère les parties boisées du plateau depuis le Paranapanema jusqu'au-delà de l'Uruguay. Avec leur feuillage grêle qui laisse passer la lumière, ils ressemblent à une forêt résineuse d'Europe.

Pour retrouver la forêt tropicale, il faut pousser jusqu'à la serra Geral dont les pentes descendent au sud vers les prairies du Rio Grande, comme elles descendent à l'est vers la mer. Là, sur les flancs basaltiques s'étend un dernier lambeau. Sa magnificence égale presque

celle des forêts de Rio ou de Santos. C'est la forêt équatoriale qui fait la continuité de la serra, et non pas sa constitution géologique. Quand les Brésiliens parlent de la serra, c'est beaucoup plus à la forêt qu'ils pensent qu'à la montagne. Des cartographes peu perspicaces, et qui travaillaient sur des témoignages sans toujours bien les interpréter ont semé la carte du Rio Grande d'un grand nombre de chaînes imaginaires. En parcourant le pays, on les cherche vainement ; mais à leur place, on découvre des forêts que les habitants appellent serras ; le nom de montagne est devenu par la logique immanente du langage un nom de forêt. Rien n'indique mieux quelle est l'importance de la végétation dans le paysage brésilien : elle efface tous les autres caractères.

Forêt, brousse, prairie, changent d'aspect avec le cycle annuel des saisons. Tout le Brésil intérieur connaît l'alternance de deux saisons bien tranchées. La température est égale pendant toute l'année, il n'existe pas une saison froide et une saison chaude, mais une saison sèche et une saison de pluies : cette dernière coïncide avec l'été austral. Aux premières pluies, vers septembre ou octobre, la végétation ralentie se réveille brusquement. Puis vient l'époque plantureuse où la terre fournit aux troupeaux une pâture abondante. Mars ramène la sécheresse sur les campagnes brûlées. Le domaine des étés pluvieux comprend l'État de Saint-Paul, et s'étend quelquefois jusqu'au Parana. Au delà, ce n'est plus la distribution des pluies qui rythme la vie végétale, mais les variations de la température dont l'amplitude est de plus en plus forte. Au Rio Grande, de juin à septembre, les gelées sont fréquentes. Le bétail aux pâturages souffre du froid autant que de la faim. Le printemps revient, et l'herbe

croît quand le soleil reprend de la force ; c'est la seule partie du Brésil où les mots d'hiver et d'été s'entendent de la même façon qu'en Europe.

La bande côtière de la serra, au contraire, ne connaît pas de saisons ; tous les mois de l'année s'y ressemblent, tous reçoivent des hauteurs de pluie sensiblement égales. La végétation y est véritablement éternelle et ne s'y repose jamais. La crête de la serra sépare donc deux provinces différentes. S'il est vrai que la division de l'année en saisons marquées, aide puissante pour l'agriculteur, est le privilège des régions tempérées, le Brésil tropical ne s'étend qu'au pied de la serra et sur ses pentes : l'intérieur est un autre Brésil.

Son avènement dans l'histoire brésilienne date de très loin; les premiers colons gravirent tout de suite la serra, et découvrirent les vastes terres qui s'offraient à eux sous un climat plus favorable à l'effort. La bande côtière était trop étroite et trop chaude pour être le berceau d'un peuple. La colonisation ne se fit pas comme aux États-Unis. Dans l'Amérique du Nord, des pionniers fixés sur la côte, sous un ciel rude et sain, y vécurent longtemps sans souci de dépasser à l'ouest les montagnes qui bornaient leurs champs. Ils prospérèrent et se multiplièrent dans leur étroit domaine, et, ayant formé une nation, ils entreprirent alors seulement d'étendre ses territoires vers l'ouest. Au Brésil, si la capitale administrative de la colonie resta fixée sur la côte, la pénétration de l'intérieur commença rapidement. Aujourd'hui encore, en avant du plateau où les immigrants ont afflué, et qu'ils ont ouvert partout à la vie laborieuse, la côte reste faiblement peuplée. Tandis que les forêts de l'intérieur reculent peu à peu devant l'agriculteur, le Brésil a gardé intacte sa

forêt littorale,à qui l'homme n'a pas disputé la place. Entre les villes maritimes et les régions agricoles des plateaux, elle forme une sorte de marche déserte, façade somptueuse et décevante. Beaucoup de voyageurs ne connaissent du pays qu'elle seule. Elle trompe sur la nature du Brésil, elle trompe aussi sur ses progrès économiques. Les parties vraiment vivantes du Brésil s'étendent derrière cet écran.

Après le premier émerveillement de l'arrivée, quand on a longtemps voyagé au Brésil, les yeux finissent par se lasser; on s'accoutume au riche décor que l'on traverse, on trouve au paysage de la monotonie. La verdure sombre des forêts et des herbages couvre partout les roches, le sol que le chemin écorche est d'un rouge sombre uniforme, la poussière même est rouge. Les couleurs claires et les lignes brisées sont également rares. On avance au milieu de croupes arrondies ; un climat humide a adouci les contours des collines et des vallées. Les souvenirs de l'itinéraire parcouru se mêlent et se confondent, lisières et forêts, touffes de bananiers auprès de ruisseaux guéables, méandres du chemin sinueux au milieu des prairies ondulées.

Cette monotonie, il faut l'attribuer beaucoup moins à la nature elle-même qu'à la rareté de l'homme, et à la petite place que tiennent ses œuvres dans le paysage. Elle n'est pas particulière au Brésil : elle est commune à tous les pays jeunes. Quand on a toujours vécu en France, où depuis tant de siècles les générations travaillent à discipliner et à diversifier la nature, où elle est si profondément humanisée, on oublie trop combien c'est l'homme qui crée le paysage. Qu'est-ce, en France, qu'un paysage, sinon, au milieu d'une végétation que l'homme a introduite et qu'il

dirige, les maisons et les routes que l'homme à bâties? De la nature primitive il ne reste rien, sinon les contours généraux, les grandes lignes de l'horizon, le dernier plan. Au Brésil, une population d'origine récente et très disséminée lutte contre une nature plus puissante : le paysage brésilien n'est pas achevé.

Si l'on s'avance dans l'intérieur au delà des régions de culture, toutes les traces de la présence de l'homme disparaissent. On est parvenu dans cette contrée que les Brésiliens appellent d'un mot intraduisible : le *Sertaon*, les Algériens diraient le Bled, — c'est-à-dire le pays sans maisons et sans routes, où la circulation n'a encore introduit aucune espèce de confort, où toute rencontre est un événement, où l'on se conduit à la boussole, et où l'on vit des provisions emportées et de sa chasse, en dormant la tête sur sa selle. Les limites du Sertaon sont mouvantes; à mesure que le temps passe, elles reculent. Il faut le chercher très loin aujourd'hui, et la majorité des Brésiliens ne le connaissent pas plus que les paysans de Beauce ou de Brie ne connaissent la montagne ou la lande. Mais les ingénieurs, les chercheurs de mines, les pionniers d'avant garde qui élèvent dans le Sertaon leur bétail à demi domestique, ont un fervent attachement pour l'existence affranchie qu'ils y mènent.

Au retour du Sertaon, le moindre hameau est une capitale, et la fazenda la plus modeste est un palais. Le sud de l'État de Minas offre un des aspects les plus caractérisques des campagnes brésiliennes. La région a été tout entière conquise sur la forêt ; on l'appelle encore aujourd'hui la *Matta*, c'est-à-dire la forêt Cependant la forêt primitive a été détruite partout, et les forêts actuelles ont repoussé sur un sol autrefois défriché. Cette forêt reconstituée, c'est, en portugais,

la *capoeira*. Il faut de l'expérience pour la distinguer de la forêt vierge tant est rapide la poussée des plantes les troncs énormes qu'on admire sont des géants de vingt-cinq ans ; vous vous croyez encore en forêt, et le fazendaire qui vous guide vous explique qu'il y a quatre ans, à cette place, la terre a été nettoyée, et qu'on y a récolté du manioc. Heureux pays où le déboisement n'est pas à craindre. La forêt y a sa place dans le cycle des travaux qu'on exige de la terre, dans l'assolement. Après quelques années de culture, on lui confie le soin de régénérer le sol et de reformer l'humus.

A travers les capoeiras, on arrive aux champs cultivés qui nourrissent la fazenda. La canne à sucre verdit dans les fonds humides, les pentes sont garnies de caféiers aux feuilles luisantes comme des feuilles de laurier, et des maïs mûrissent entre leurs lignes. Les pâturages que l'on brûle pour y rendre l'herbe plus tendre sont entourés de lignes de bambous dont les bœufs dégarnissent le pied. Des bouquets de bambous fusant comme des feux d'artifice et des palmiers en éventail y sèment des taches d'ombre. Les chemins sont coupés de portes de bois qui empêchent le bétail de passer d'une fazenda à l'autre; on y croise de loin en loin un fazendaire en tournée sur un petit cheval vif et docile, à la queue traînante, et qui va l'amble. On entend venir de loin, au grincement perçant de leurs essieux, les chars emportant les récoltes, traînés par quatre paires de bœufs qu'anime, paraît-il, cette musique sauvage. Au Brésil, le bœuf ne laboure pas, on ne l'emploie qu'aux transports. De place en place, parfois groupées à quelques-unes, les huttes rustiques des ouvriers qui sont presque tous des noirs. Vous apercevez de loi;

sur la colline, leur troupe qui travaille bruyamment sous l'inspection d'un chef d'équipe. Quand leur voix s'est éteinte, vous êtes poursuivi par le bruit sourd du pilon que manœuvre le ruisseau voisin : c'est le moulin primitif qui prépare sa farine à quelque ménagère au teint d'ébène.

Un détour, et voici la fazenda. Elle est d'ordinaire en bas, auprès du ruisseau. Parfois on laisse au pied de la colline le moulin à canne et le lavoir à café, et l'on bâtit à mi-côte où sur la crête une grande maison carrée et simple avec un toit de tuile que la mousse envahit vite. Un jardin l'entoure, avec des orangers chargés de fruits, si productifs que les oranges pourrissent à leurs pieds. Sur la terrasse, quelques-uns de ces palmiers dont le tronc ressemble à de longues colonnes graciles, et qui sont comme le blason de la fazenda ; de même les vieilles demeures seigneuriales des campagnes françaises se targuaient de leurs tourelles.

Autres cultures, autres aspects. La plaine riante de Campos porte des champs de canne à sucre que dominent les cheminées des usines. A Saint-Paul, dans les centres caféiers, les rangées d'arbustes moutonnent au loin sur les collines, d'où les cultures plus pauvres ont été chassées. La hutte de torchis, dont le nègre se contente, est remplacée par la maison blanchie à la chaux où logent les Italiens et les Espagnols. Au Rio Grande ou au Parana, autour de leurs habitations souvent coquettes, les colons venus de l'Europe septentrionale, race pleine de vertus domestiques, cultivent un jardin fleuri, et étendent méthodiquement leurs défrichements.

Comme si, dans ce pays divers, ils représentaient un principe d'unité, les centres ruraux se ressemblent

entre eux. Sauf quelques colonies polonaises où une vieille architecture de bois, importée d'Europe, préside encore à la construction de l'église, tous ces vi lages de l'intérieur sont du même modèle, étagés su la pente d'une colline, avec leurs maisons basses, peintes à la détrempe en blanc, en rose ou en vert. L'église est à deux clochers, deux lanternes carrées que couronne une minuscule coupole à huit faces; au-dessus du portail règne une sorte de fronton classique Ainsi s'est perpétué modestement un style qui domina le monde au XVIIIe siècle. Si petit que soit le village, je laisse à penser avec quelle joie on l'aperçoit au soir tombant, après une longue journée de chevauchée.

La plupart des villes sont bâties sur le plateau. Celle dont l'histoire est le plus curieuse est la capitale nouveau-née de l'État de Minas Geraes. Bello Horizonte fut fondée par décret — il y a je crois quinze ans — en un point désert où des palmiers poussaient au milieu de la brousse; il en reste quelques-uns encore dans les jardins de la ville. On dessina le plan; on prépara de la place pour une population de trois cents mille âmes, et la ville put s'appeler, comme on a appelé Washington aux États-Unis, la ville des distances. Le nom de Bello Horizonte convient au site qu'elle occupe, loin des chaleurs humides et des forêts de la côte, au milieu des plaines découvertes; c'est une joie pour les yeux que d'y suivre, de la hauteur où elle est bâtie, les lignes immenses de l'horizon, dans l'air transparent des lointains. Toutes les villes des plateaux, Saint-Paul, Curitiba; ressemblent à Bello Horizonte, non seulement parce qu'elles ont grandi vite, mais parce que la lumière y est la même, et l'horizon également vaste.

Les villes de la côte sont plus originales parce qu'elles

ont plus d'âge, et parce que leurs sites sont plus particuliers, depuis Pernambouc et Bahia, les métropoles jumelles de l'ancien Brésil, dans leurs jardins de manguiers et d'arbres à pain, jusqu'aux petits ports pittoresques des côtes méridionales, comme Paranagua et San Francisco, avec leurs vieilles douanes portugaises aux murs décrépits.

Rio est l'orgueil des Brésiliens. A l'entrée de la baie se dresse un bloc inaccessible de granite, le pied léché par les vagues : c'est le Pain-de-Sucre. Sa forme étrange et familière est populaire au Brésil, elle est un des traits les plus universellement aimés de l'image de la patrie. Un Brésilien raconte qu'après avoir achevé la baie de Rio, le Créateur, satisfait de son chef-d'œuvre voulut le signaler à l'admiration des hommes par un point d'exclamation. Ce point d'exclamation, c'est le Pain de Sucre. Qu'on arrive à Rio la nuit, lorsque la baie est endormie entre les lumières de la ville et celles de Nichteroy, sur la rive d'en face, et qu'on ne voie du tableau que le cadre et la silhouette ; ou que, le jour levé, se révèlent les riches couleurs du paysage, le gris des eaux, l'ocre des terres, les maisons peintes, le fond sombre de la forêt et le ciel drapé lourdement d'épais nuages, l'impression est également saisissante.

Rio est bâtie sur une étroite plaine alluviale qui enclave plusieurs collines granitiques, autrefois des îlots de la baie. On a rasé à la pioche et à la mine plusieurs de ces collines ; cependant on a respecté jusqu'ici la plus haute de toutes et la plus pittoresque, le Morno del Castello ; l'observatoire astronomique y est logé sur les murs d'une vieille église jésuite qui n'a jamais été terminée. Il paraît que l'on conspire contre le Morne du château, et qu'il est en danger d'être nivelé comme

les autres. Je demande grâce pour lui ; le détruire serait un sacrilége : combien donnerait Buenos Ayres pour une colline pareille, au milieu de la plaine monotone où elle s'étend !

Deux rues forment le cœur de Rio : c'est la Nouvelle Avenue Centrale, et la vieille rue d'Ouvidor. L'Avenue Centrale a été percée en deux ans au milieu des vieux quartiers ; les grandes constructions qui ont sur elle leurs façades marquent l'introduction au Brésil de l'architecture américaine à charpente de fer. L'apparence est luxueuse, mais un peu cosmopolite, et j'avoue que je préfère la rue d'Ouvidor. Elle est étroite, un peu sombre, élégante cependant ; les voitures n'y circulent pas, les marchands de journaux y étalent leurs feuilles sur le pavé. C'est là qu'on vient montrer et regarder les toilettes : c'est là qu'on peut deviner quelque chose de la vie des classes riches de Rio.

C'est du haut des collines de Sainte-Thérèse ou du Corcovado qu'il faut voir Rio ; comme toutes les villes bâties à plat, elle se cache quand on la regarde de la mer, et on ne la découvre que lorsqu'on la domine. On monte à Sainte-Thérèse par des rues en lacets, plantées d'arbres aux troncs vêtus de longues mousses. Leurs racines, tant la végétation est puissante, soulèvent irrégulièrement les dalles du pavé, et font du chemin une sorte d'escalier inégal. Du sommet, on distingue les vieux quartiers, les faubourgs modernes ramifiés comme des doigts dans les vallées de la montagne. Un pêle-mêle de mornes et de crêtes longe la côte vers le nord; dans une coupe profonde, la baie enchâsse un archipel d'îles boisées, et la ligne de la serra do Mar ferme l'horizon. La forêt est partout présente, autour de la ville qu'elle enserre, dans la ville même, dans les jardins, sur les pentes abruptes

où l'on n'a pu bâtir. Pas un champ auprès de Rio qui parle de colonisation, de domestication du sol. Dans cette zone côtière, le domaine de l'homme ne déborde pas au dehors de la supefircie restrcinte des villes.

CHAPITRE II

LES ROUTES

Les routes maritimes. — Le cabotage. — La navigation fluviale. — Les routes de terre. — Les anciennes routes et leur rôle géographique. — Mauvais état des chemins. — Les chemins de fer et la disparition des vieilles routes. — Géographie du réseau brésilien. — Transbrésiliens et transcontinentaux en projet. — Le chemin de fer et la colonisation.

La grande route brésilienne a été, est, et sera vraisemblablement toujours la mer. Depuis le temps où l'unité nationale s'est fondée, le cabotage travaille à la cimenter. La mer unit en effet les diverses provinces colonisées qui sont le plus souvent séparées les unes des autres par des étendues encore inhabitées. La navigation est assez active le long de toute la côte ; elle est réservée par la loi à la marine brésilienne. Ces voyages côtiers se font aujourd'hui très confortablement à bord de vapeurs suffisamment rapides. Les escales sont nombreuses. On va de port en port, depuis les baies rocheuses du sud, environnées de montagnes, jusqu'aux rivières maigres de la Borburema, où la marée amène des eaux claires sur des fonds de sable, entre des rives plates où poussent des cocotiers, et jusqu'aux larges estuaires des Amazones où des courants puissants charrient des eaux douces et troubles.

A côté de la navigation maritime, la navigation

fluviale est assez développée. Elle règne sans rivale sur tout le bassin des Amazones. Là, les rivières sont les seules percées à travers la forêt. C'est en bateau que les immigrants font leur première étape de Para à Manaos. Les vapeurs transatlantiques atteignent Manaos sans rompre charge. Au-delà, une flottille de petits vapeurs dessert les exploitations de caoutchouc. L'ouvrier qui veut fuir la forêt n'a pas d'autre ressource, et le maître qui veut empêcher les désertions se contente de surveiller le bateau pendant l'escale ; le bateau parti, son personnel est prisonnier avec lui. Au Para, la vie fluviale est pittoresque : on y voit quelque chose de ce qui existe en grand dans les ports d'Orient. En guise de jonques, de grosses gabarres à voiles où vivent des familles sont attachées au quai. On les croise, lourdement chargées, sous leurs voiles grises. La région des estuaires est leur domaine. Parfois, elles poussent jusqu'à l'Oyapock et s'aventurent dans la mer des Guyanes et des Antilles, où la petite navigation à voile est restée si vivante.

Le bassin des Amazones forme un admirable réseau navigable, sans égal peut-être dans le monde entier. Ailleurs, la navigation fluviale n'a qu'une importance locale. Le Parana est barré par des chutes à Urubupunga, au-dessus du confluent du Tiété, et aux Séte Guedas, au-dessus du confluent de l'Yguassu. Le Tiété court aussi de cascade en cascade. Les chutes de Paulo Affonso, sur le San Francisco, sont célèbres, et les cataractes de l'Yguassu, quand elles seront plus accessibles, attireront les touristes comme celles du Niagara. La navigation se borne donc à utiliser, autant qu'il est possible, les biefs praticables des rivières ; elle économise quelques journées de charroi, mais elle ne rend pas de services d'intérêt général.

J'ai gardé de bons souvenirs de quelques journées de navigation sur l'Yguassu. A vrai dire, un peu de mépris du confort m'a été utile, et aussi un peu de cette qualité si générale au Brésil, la patience : traduisez l'indifférence au temps perdu. Ma mauvaise chance m'avait fait embarquer sur celui des vapeurs de la flottille dont la réputation était la plus boiteuse. C'était une sorte de grande péniche de fer, avec la chaudière à l'avant, et une grande roue à palettes qui occupait tout l'arrière. Une tôle lui servait de toit ; la cargaison était de sacs de feuilles de maté, dont l'odeur est pénétrante et âcre. J'ai partagé avec l'équipage le brouet de haricots noirs, et le maté qu'on aspire à tour de rôle dans la même paille. Nous avons remonté lentement le courant du fleuve, entre les berges où les palmiers alternent avec les pins. Nous dormions la nuit sur les sacs, pendant que l'orage illuminait la forêt. Lorsque le combustible manquait, on échouait la péniche le nez dans les arbres de la rive, et passagers et équipage s'occupaient d'abattre un arbre et de le débiter en bûches. On attendait ensuite que la pression eût remonté, et le mécanicien surveillait son manomètre avec un calme qui exaspérait mes compagnons, que des années de voyage dans le Sertaon auraient dû rendre philosophes. J'ajoute que nous sommes arrivés heureusement, et que la cargaison de maté a été débarquée sans encombre, ce qui est assurément d'un intérêt infiniment plus général. Le succès de ce voyage eût-il été moins complet que je ne jugerais pas la navigation brésilienne d'après cette expérience. Autant juger de la batellerie française par la *Belle Nivernaise.*

Je ne connais qu'un seul endroit au Brésil où il existe un véritable réseau fluvial. Ce sont les environs

de Porto Alegre, au Rio Grande. Un éventail de rivières y aboutit. Elles ont contribué à la prospérité des colonies allemandes qu'elles desservent. Elles débouchent au fond de la lagune dos Patos, où vit, comme sur l'Amazone, une population de bateliers. Chalands remorqueurs et goëlettes animent ses eaux. Le tablea y est le même qu'à deux cent milles au sud sur les chenaux du Rio de la Plata.

La navigation recule presque partout devant le chemin de fer. La rivière n'est jugée navigable qu'aussi longtemps qu'elle est la route la moins dangereuse et la moins coûteuse. Si une autre route plus aisée est ouverte, la rivière est abandonnée. Ainsi en France, la voie fluviale de la Loire resta vivante jusqu'à la construction des chemins de fer. De même au Brésil, on a utilisé autrefois un plus grand nombre de rivières. Il y a deux siècles, les aventuriers paulistes — les *bandeirantes* — pour gagner l'intérieur, descendaient le Tiété en barque, et la route qu'ils suivaient ainsi est aujourd'hui si délaissée que la commission géographique de Saint-Paul a dû organiser une véritable expédition pour en faire l'exploration.

Les routes de terre sont presque toujours malaisées. Quelques-unes sont très anciennes. L'une des plus vieilles est celle qui joignait à Rio le centre de l'État de Minas, l'ancienne capitale qui porte le nom somptueux d'Ouro Preto, c'est-à-dire l'or noir. Elle était très passante. D'Orbigny, qui arriva à Ouro Preto au milieu du XIX[e] siècle, lui consacre quelques lignes :

« C'est surtout entre Rio-de-Janeiro et Villa Rica « (Ouro Preto) que les rapports sont plus fréquents et « les communications plus faciles. A peu près chaque « semaine, il part de la ville une caravane emportant

« vers le littoral les produits de la contrée, cotons, « cuirs, pierres précieuses et lingots d'or, pour rap- « porter en échange du sel, du vin, des toiles, des « mouchoirs, des miroirs, de la quincaillerie ou des « esclaves achetés pour le lavage des mines (1) ».

Cette route avait exercé sur les populations une extraordinaire attraction. Aujourd'hui encore, où tout trafic y a cessé, ruinée et par endroits presque effacée, on la suit aux hameaux nombreux qui jadis se sont groupés sur son passage. Sa trace subsiste aussi dans la forme des villages qu'elle traversait, qui, au lieu de rester groupés autour de leur église, se sont modelés sur elle et s'allongent aujourd'hui en une grande rue, tronçon fossile de l'ancienne voie.

Une autre vieille route est celle qui, de Saint-Paul, menait à Minas, en traversant du sud au nord les vallées qui sillonnent le territoire de Saint-Paul. Elle aussi s'est peu à peu effacée, mais elle a eu sur les régions traversées une influence semblable à celle de la route d'Ouro Preto à Rio. Les terres y furent rapidement appropriées. Les vieilles routes marquent en effet au Brésil les points où la propriété est le plus ancienne, car c'est le long des routes que la terre acquiert d'abord une valeur.

Ce qu'étaient ces anciennes routes, plus d'un chemin aujourd'hui pratiqué peut nous l'apprendre. Les cantonniers brésiliens ont affaire à trop forte partie : le climat le plus hostile aux routes qu'on puisse imaginer. Il en coûterait, je ne dis pas pour ouvrir un réseau de routes à la française, mais seulement pour les entretenir, une somme telle que le budget fédéral et les budgets des États fléchiraient sous le poids ; on se

(1) D'Orbigny, *Voyage dans les deux Amériques*, p. 170.

résigne donc à ne faire que les réparations indispensables, et à avoir de mauvais chemins. Beaucoup ne sont que des sentiers muletiers, et c'est à dos de bêtes que s'y font les transports. Les grandes routes admettent cependant la circulation des chars. Dans les pays de grande propriété, où les propriétaires exécutent les transports à leur propre compte, comme il arrive pour la canne ou le café, ils sont intéressés à l'entretien des chemins, et on ne voit jamais la circulation arrêtée. Il en est autrement dans les régions de petite propriété.

J'ai fait connaissance avec ces routes rudimentaires lorsque, de San Matheus, sur l'Yguassu, je voulus rejoindre, à quatre-vingt-dix kilomètres de là, la station la plus proche du chemin de fer. La voie la plus commode et la plus fréquentée était la rivière, mais le vapeur devait tarder plusieurs jours, et j'étais pressé. A force de recherches, je trouvai un cocher, un imprudent, qui risqua dans l'entreprise son attelage et sa carriole. La semaine avait été pluvieuse. Nous avons traversé en deux jours le plus merveilleux pays du monde, de la forêt aux prairies. Le premier jour, à force de prudence, nous avons versé deux fois ; le second jour, nous avons cheminé lentement de fondrière en fondrière. Les chevaux, de la boue jusqu'au poitrail, épuisés par un effort incessant, refusaient le maïs et le foin ; Stanislas, mon cocher polonais, n'avait plus de forces que pour me maudire. Plus d'une fois, je me suis demandé si je n'avais pas eu tort de négliger les avertissements des anciens du village. Si tel est le sort d'un voyageur sans bagages, muni de bons chevaux, les transports commerciaux sur ces routes sont véritablement impraticables.

En beaucoup de points, le chemin de fer a remplacé

les vieilles routes; presque partout il les a tuées. Les transports par route sont toujours si difficiles qu'aussitôt la voie ferrée ouverte, la clientèle y va sans tarder. Avant l'ouverture officielle, la ligne sert déjà au public, qui profite sans vergogne de toutes les occasions, s'installe dans les trains de charge, ou s'accroche de son mieux à une locomotive en service. L'administration ne se tient plus pour obligée d'entretenir la route, une fois le chemin de fer construit. La vieille route d'Ouro Preto a disparu de la face du monde, faute d'entretien. Au Parana, peu d'années avant la construction du chemin de fer, on venait d'achever la route de Curitiba à la mer. On l'appelait la route de la Graciosa. C'était peut-être la meilleure parmi les routes du Brésil. Je ne sais si l'on a fait depuis pour elle la moindre dépense ; les réparations ont été négligées, les travaux d'art sont effondrés ; elle est devenue impraticable sur toute sa longueur. C'est au monopole de fait dont ils jouissent que les chemins de fer brésiliens doivent de pouvoir maintenir des tarifs aussi élevés.

Parfois cependant les routes n'ont pas disparu devant le chemin de fer : elles ont survécu, par exemple, sur le plateau du Parana. La résistance des routes y a eu des causes géographiques, et d'autres causes, historiques. Le fret est assez abondant, car on apporte de Ponta Grossa et d'au delà à Curitiba toute la feuille de maté qui est récoltée dans les forêts de l'ouest de l'État. De Ponta Grossa à Curitiba le plateau est médiocrement boisé, et c'est à peine si la route traverse quelques forêts de pins clairsemés. Or la forêt est l'ennemi des routes. Elle entretient l'humidité, et empêche le soleil de guérir le mal fait par les pluies. Si vous avez une étape à faire, soyez sûr que sorti des bois, vous en aurez fait la moitié la plus rude. Hors de la forêt,

la route se maintient plus facilement d'elle-même, et même sans réparations. Dans la prairie, le charretier a de plus l'avantage énorme de pouvoir faire un détour à droite ou à gauche pour éviter un mauvais pas. Quand la route s'use, on en change à son gré. Les pays de prairies comme l'Argentine ne connaissent pas le problème de l'entretien des routes. Le Parana a eu la même chance. Le sol est de grès friable ; les ornières ne peuvent s'y creuser, et le drainage y est rapide.

Lorsque, du haut d'une des croupes supérieures du plateau, on cherche à suivre vers l'horizon la ligne de la route, on voit au milieu des herbes, sur plusieurs centaines de mètres de largeur, et parfois sur plusieurs kilomètres, les collines écorchées par le passage des charrettes. Il n'y a pas une route, mais toute une zone qui est employée comme route.

Le passage étant ainsi praticable, il y eut une classe d'hommes qui se dédia à l'industrie des transports, et demanda sa vie à la route. Sans eux, les routes du Parana seraient mortes, comme les autres, et Curitiba recevrait le maté seulement par chemin de fer, comme Saint-Paul reçoit le café. Ce ne furent pas des Brésiliens, mais des immigrants de date récente, des Russes, qui arrivèrent au Parana en 1878. Ils étaient de nationalité russe, mais de langue allemande, ayant été transplantés d'Allemagne sur la Volga sous le règne de Catherine II. Ils essayèrent d'abord de l'agriculture ; mais une première récolte malheureuse les découragea et, tandis que les uns se dispersaient dans le monde, les autres devinrent rouliers. Le Parana a ses rouliers; c'est un des types les plus curieux de la population brésilienne que ces charretiers allemands à qui leur langue et leur métier font une double originalité. Ils ont leurs quartiers dans quelques villages

où vivent leurs familles. Autour de leur maison, ils possèdent quelques pâturages ; leurs bœufs s'y refont des fatigues de leurs grands voyages. J'ai croisé leurs énormes voitures, lourdes et recouvertes d'une grande bâche grise posée sur des bois en cerceau. Leur attelage est de quatre paires de bœufs, pour le moins ; et parfois de chevaux. On les enferme le soir dans le parc d'auberges rustiques qui, elles aussi, sont restées vivantes sur la route. Les rouliers y trouvent, non le gîte, car ils dorment dans leur voiture, mais le maïs qu'il faut à leurs bêtes, et leur repas du soir. C'est là que j'ai recueilli leurs confidences, et cherché à deviner quelques traits de leur âme de nomades.

D'autres routes, que les chemins de fer n'ont pas toujours fait disparaître, ce sont les chemins de troupeaux, les « drailles », suivant un ancien nom français. Il en existe sur bien des points du territoire, et comme il est naturel, surtout dans les grands pays d'élevage, aux deux extrémités du Brésil, au Rio Grande et au Céara. Comme tous les états brésiliens, même ceux dont la richesse est aujourd'hui fondée sur l'agriculture, ont été autrefois consacrés à l'élevage, tous ont leurs drailles, mais elles ont perdu leur animation à mesure que l'industrie pastorale est entrée en décadence. Je n'en connais plus, par exemple, à Saint-Paul. Les anciennes routes que suivaient autrefois le bétail du Matto Grasso ou du Parana ne sont plus guère pratiquées. Chaque canton produit à peu près ce qu'il lui faut de bétail, de sorte que les transports d'animaux sont réduits à peu de chose, et la consommation des grandes villes est assurée de plus en plus par les chemins de fer.

Les drailles les plus animées se trouvent aujourd'hui dans les provinces dont l'élevage est resté la grande

industrie, au Céara et au Rio Grande. Au Céara, le bétail gagne les ports d'exportation ; au Rio Grande, les abattoirs et les sècheries de viande le long de larges pistes qui se peuplent chaque année à la fin du printemps, lorsque les troupeaux sont gras. La concurrence que font à ces pistes les lignes de chemin de fer est toute récente. Autrefois les pâturages des deux côtés de la piste n'étaient pas fermés par des clôtures. Le bétail de passage y pénétrait librement, broûtait à sa faim ; on ne pourvoyait pas autrement à sa nourriture La servitude était lourde pour les terres voisines de la route, mais les frais de voyage du troupeau étaient à peu près nuls. Aujourd'hui, l'habitude se répand d'enclore les propriétés. Il faudra donc acheter à l'étape le fourrage nécessaire, comme font en France les bergers qui suivent les drailles des Cévennes. Les frais s'élèveront. Le chemin de fer remplacera les drailles, lorsque les fils de fer règneront sur tout le Rio Grande, comme ils règnent déjà sur la Pampa argentine. Ces migrations disparaîtront, et avec elles un des épisodes les plus pittoresques de la vie des gauchos.

Il existe au Brésil près de dix-huit mille kilomètres de voies ferrées ; c'est peu, si l'on songe à la superficie du pays, mais c'est déjà beaucoup pour le chiffre de la population. En 1907, sept cent un kilomètres nouveaux ont été mis en trafic. La densité du réseau est très variable. La moitié orientale de l'État de Saint-Paul est sillonnée de chemins de fer ; au contraire, le bassin de l'Amazone en est encore totalement dépourvu. A la vérité, il n'existe pas un réseau brésilien, mais de petits réseaux indépendants, couvrant de leurs mailles les régions de colonisation ancienne, et sans communication entre eux. On peut en distinguer cinq principaux, dans

les États de Pernambouc, de Bahia, de Minas, de Saint-Paul et de Rio Grande du Sud. Deux d'entre eux seulement, ceux de Minas et de Saint-Paul, sont reliés l'un à l'autre. La ligne de Saint-Paul à Rio est aujourd'hui la seule voie de transit entre deux groupes d'États, doublant la voie maritime.

Chacun des réseaux locaux se compose d'un éventail de lignes, desservant une région de l'intérieur, et aboutissant sur la mer à un port. L'existence du port est liée à celle du réseau. La côte septentrionale est pauvre en ports naturels. Au sud du cap San Roque, elle est bordée par une ligne de récifs coralliens qui présente de rares coupures. Une de ces coupures a déterminé la position de la ville de Pernambouc. Au delà, les baies sont nombreuses, vastes et sûres. Les premiers navigateurs n'eurent que l'embarras du choix entre d'excellents abris, et ils hésitèrent souvent avant de choisir le site de leurs établissements. Sur la côte de Saint-Paul, par exemple, San Sebastiaon et San Vincente précédèrent Santos.

Les ports primitifs n'étaient que de simples mouillages. Mais à la fin du XIXe siècle, on entreprit de leur donner un aménagement moderne. Santos, débouché des cafés de Saint-Paul, fut le premier port brésilien aménagé. La construction des quais de Rio est très avancée ; les travaux sont commencés à Bahia ; à Pernambouc, la concession du port vient d'être accordée à une maison française. Reste la barre du Rio Grande, qui donne accès à la lagune Dos Patos. C'est une sorte d'estuaire sableux, ouvert à la marée. On vient de décider d'en approfondir et d'en régulariser les chenaux. Lorsque l'œuvre sera terminée, le dernier des réseaux brésiliens possèdera, comme les autres, un port d'accès facile par tous les temps.

Dans le Brésil méridional, les chemins de fer qui unissent les ports aux plateaux de l'intérieur, se sont heurtés partout au même obstacle : la serro do Mar. La muraille n'avait pas de brèches. Il fallut escalader ce gradin de 800 mètres. La construction des lignes qui gravissent la serra a coûté de gros capitaux et des prodiges de technique ; aussi sont-elles relativement rares. La forme du terrain se lit dans le dessin du réseau. Les lignes qui gravissent le plateau se ramifient seulement de l'autre côté de la crête de la serra. C'est précisément le contraire de ce qui se passe en Argentine, où les voies ferrées se dispersent en tous sens au départ des ports de Buenos Ayres et de Rosario. Autant les plaines de la Pampa s'ouvrent librement du côté de la mer, autant le plateau brésilien est d'abord difficile. En Argentine, les ports ont prospéré rapidement, et sont devenus eux-mêmes des capitales. Dans le Brésil méridional, les ports, isolés de l'arrière-pays, exercent exclusivement leurs fonctions de ports, à chacun d'eux correspondant une ville dans l'intérieur. Santos et Saint-Paul forment un couple inséparable, comme ailleurs, dans l'Amérique tropicale, Caracas et La Guayra, et, avant la conquête morale du Mexique par les États-Unis, quand les relations étaient plus actives avec l'Europe, Mexico et La Vera Cruz.

Le problème technique du passage de la serra a été résolu suivant des méthodes diverses. De Rio à Pétropolis, on a établi une crémaillère. La ligne centrale du Brésil profite d'une vallée secondaire, et de courbe en courbe atteint enfin le faîte. De Santos à Saint-Paul, la *S. Paulo Railway C°* a construit une sorte de glissière divisée en plusieurs étages. Mais la ligne la plus extraordinaire est celle du Parana. La serra y était plus abrupte qu'ailleurs, et la voie est suspendue au flanc

d'une muraille verticale de granite, tantôt en tunnels, tantôt portée au-dessus de l'abîme. Les difficultés de la construction furent telles qu'on faillit abandonner les travaux ; le jeune ingénieur qui les reprit et les mena heureusement à leur terme y fonda sa réputation.

La plupart des voies de pénétration de la mer vers l'intérieur furent ouvertes en un temps où les industries agricoles des plateaux étaient à peine nées. On ne pouvait prévoir leurs brillants résultats financiers.

La plus fructueuse a été celle qui aboutit à Santos et qui dessert l'État de Saint-Paul. Le prix de revient d'une ligne à travers la serra étant très élevé, nul ne s'est risqué à en ouvrir une deuxième ; la S. Paulo Railway Cie jouit donc d'un monopole de fait. Lorsque les plantations de café s'étendirent, des compagnies nouvelles rayonnèrent sur le plateau; mais toutes se greffèrent sur le tronc de la première. Elle concentra, sans crainte de concurrence, l'énorme trafic que représente toute l'exportation et toute l'importation de l'État. Elle fixe arbitrairement ses tarifs. Ses bénéfices sont indépendants de la prospérité générale ou du malaise du pays. La crise du café ne l'atteint pas. Vendu à des prix rémunérateurs, ou livré à perte, il faut bien que le café soit exporté, et la S. Paulo Railway perçoit impitoyablement la même redevance. La seule préoccupation de la compagnie est aujourd'hui de limiter ses bénéfices nets au taux passé lequel elle devrait en restituer une partie à l'État. Elle s'applique donc à grossir ses dépenses ; ses gares sont des palais, ses voies sont tenues comme un salon, les talus de la voie sont sarclés comme les allées d'un jardin, et ses employés touchent — paraît-il, — des salaires royaux.

Le régime des chemins de fer brésiliens est très

varié. Le gouvernement a souvent accordé aux compagnies concessionnaires une garantie d'intérêts sans laquelle elles auraient réuni difficilement les capitaux nécessaires : la garantie est donnée pour une somme fixe de dépenses au kilomètre, et calculée d'après le nombre de kilomètres de la voie. Cette forme de contrat eut les conséquences les plus funestes. La compagnie concessionnaire n'a aucun intérêt à adopter le tracé le plus direct. Elle met au contraire la plus grande ingéniosité à appliquer le principe : construire le plus long possible au meilleur marché possible. Elle évite donc les remblais et les tranchées, et la voie, suivant fidèlement les courbes de niveau, se traîne en méandres déraisonnables. L'intérêt public en souffre, la longueur des voyages s'accroît. Pour la compagnie elle-même, la spéculation est assez malheureuse lorsqu'après avoir construit la ligne, elle est chargée d'en assurer l'exploitation. Car un tracé défectueux augmente les dépenses et peut entraver le développement du trafic sur la ligne. Le gouvernement brésilien s'est aperçu des dangers de cette clause de garantie. Dans le dernier contrat avec la compagnie du N. W. pour l'ouverture d'une ligne d'Itapura à Corumba sur la frontière bolivienne, tout en accordant une garantie d'intérêts kilométrique, il a limité le nombre total de kilomètres que pourra mesurer la ligne.

Les compagnies vivent d'ordinaire en bonne harmonie entre elles. Le territoire du Brésil est trop vaste pour qu'elles se portent ombrage l'une à l'autre ; n'étant pas voisines, elles n'ont pas de causes de procès. La lutte entre deux compagnies de chemin de fer n'est pas une des distractions ordinaires de l'existence comme aux États-Unis par exemple. Il arrive cependant que des compétitions naissent au sujet d'un canton

fertile dont deux compagnies rivales se disputent la clientèle. La compagnie Mogyana et la compagnie Paulista ont eu des démêlés dont l'histoire est amusante. La ligne de la Mogyana desservait le grand centre caféier de Ribeirao Preto. La compagnie Paulista poussa une ligne jusqu'au contact de la Mogyana, au sud de Ribeirao Preto, et espéra détourner à son profit une partie du trafic. C'était exactement ce qu'on appelle en géographie physique, en parlant de la constitution d'un réseau hydrographique, une capture. La partie amont de la Mogyana aurait servi à nourrir la Paulista. En aval, la Mogyana aurait perdu toute activité et les trains y auraient circulé à vide. La Mogyana se défendit de son mieux. Elle inventa d'organiser un service de trains directs. Le direct s'arrête ponctuellement à chaque station; il n'en brûle qu'une seule, celle précisément où il faudrait descendre pour prendre le train de la Paulista. Bon gré, mal gré, il faut donc, pour revenir de Ribeiraon Preto à Saint-Paul, se contenter de la Mogyana.

Le gouvernement fédéral possède et exploite lui-même un important réseau dans l'État de Rio et dans celui de Minas ; la grande ligne de Rio à Saint-Paul en fait partie. Sur tout le territoire fédéral, il poursuit présentement une politique systématique, et cherche à racheter les chemins de fer aux compagnies qui en avaient la propriété. Il ne se propose pas de les exploiter en régie, mais il concède l'exploitation à des compagnies fermières. Le réseau de Bahia a été exproprié. Le réseau du Rio Grande du sud, exproprié, lui aussi, a été affermé à la Compagnie auxiliaire de chemins de fer. De même l'État de Saint-Paul, après avoir racheté le réseau de la Sorocabana, l'a affermé à un syndicat franco-américain. La nouvelle ligne de Baüru, en Bo-

livie, sera construite par la Compagnie du Nord-Ouest au compte du gouvernement, et l'exploitation lui en sera ensuite affermée.

Le gouvernement actuel cherche non seulement à réformer le régime des chemins de fer, mais aussi à donner de l'unité au réseau, à le développer selon un plan méthodique. Il se propose de construire quelques grandes lignes d'intérêt général qui desserviront tout le territoire. Ces vastes projets sont propres à frapper l'esprit public ; ils ont soulevé au Brésil un véritable enthousiasme. Il semble à la foule que la création de ces lignes, unissant les États du nord à ceux du sud, rendra palpable l'unité nationale. Rio deviendrait accessible par voie ferrée, de toutes les parties de l'Union. Au début de 1908, les journaux annoncent que l'ingénieur Schnorr vient de remettre au ministre des travaux publics son rapport sur la jonction du réseau de Minas avec celui de Bahia. Ce travail achevé, le réseau de Bahia serait rapidement relié au réseau de Pernambouc et tout le plateau du littoral nord serait traversé par la voie ferrée.

Vers le sud, plus prochainement encore, le chemin de fer reliera Rio à l'Argentine et à l'Uruguay. Il était nécessaire de combler le vide entre le réseau de Saint-Paul et celui du Rio Grande, à travers le Parana et Sainte-Catherine. C'est le plan que poursuit la S. Paulo-Rio Grande, dont le nom est bien connu en France, où elle a lancé de nombreuses émissions de titres. La S. Paulo-Rio Grande est très populaire au Brésil ; elle aura un grand intérêt stratégique, car elle permettra de porter rapidement des troupes vers la frontière du sud. On se souvient encore à Rio des difficultés qu'on eut à vaincre pendant la guerre du Paraguay, et aussi de la lenteur avec laquelle — faute de routes —

on parvint à étouffer la révolution du Rio Grande il y a quinze ans.

La S. Paulo-Rio Grande aura-t-elle le sort de la plupart des lignes d'intérêt stratégique, qui est de manquer de fret en temps de paix ? Je souhaite que non. Je ne crois pas cependant qu'elle devienne jamais une voie de transit bien active. La voie maritime sera toujours plus avantageuse pour les marchandises. Quant aux voyageurs, le chemin de fer pourrait, en effet, du Rio Grande à Rio, abréger leur voyage, mais la traversée par mer restera plus confortable. Il faut avoir l'expérience des chemins de fer brésiliens, de la poussière rouge et fine soulevée du ballast de la voie, qui pénètre à travers les fenêtres fermées et rend l'air irrespirable, pour s'imaginer la fatigue que représentent quatre ou cinq journées de séjour dans un wagon, sur les plateaux, où la température est souvent très élevée.

La S. Paulo-Rio Grande prospérera autrement, tronçon par tronçon, en semant la vie à la surface du plateau désert. Elle en rendra l'exploitation possible. Des centres y apparaîtront, des cantons agricoles y naîtront pour les nourrir. Si le plateau fournit quelque produit d'exportation, ses bois, par exemple, il cherchera à gagner la mer par la voie la plus courte. Les directeurs de l'entreprise l'ont si bien compris qu'ils ont demandé la concession d'une ligne transversale qui coupera la ligne principale à la frontière du Parana et de Sainte-Catherine. Elle aboutira à la mer au port de San-Francisco. Cette route du plateau à la mer, qui aujourd'hui, dans l'ensemble du réseau, paraît n'être qu'une branche secondaire, en deviendra peut-être la partie la plus vivante, le tronc.

Toutes les grandes lignes nouvelles en construction,

la S. Paulo-Rio Grande, la Nord-Ouest du Brésil, qui doit atteindre prochainement la Bolivie, le chemin de fer de Goyaz, celui de Victoria et Minas, malgré leur titre un peu pompeux de lignes internationales ou interrégionales, et leur prétention à être l'amorce de futurs transcontinentaux, ont en effet pour fonction essentielle d'ouvrir à la vie économique des régions nouvelles : ce sont des lignes de pénétration.

Les Brésiliens les construisent en plein désert, en vertu du principe vérifié aux États-Unis, que les chemins de fer développent le pays qu'ils traversent, et que le colon, le commerçant et l'industriel suivent la locomotive.

La construction d'une ligne de ce genre ne va pas sans difficultés. Le premier contrat ne fixe avec précision que le point de départ, la direction à suivre, et parfois le nombre de kilomètres qui devront être livrés annuellement. Quant au tracé de la voie, on le laisse indéterminé, faute d'une connaissance topographique suffisante du pays qui doit être traversé. Le premier travail de la compagnie qui s'est chargée de l'entreprise est donc de fixer le tracé. En Europe, les études préliminaires pour la construction d'une ligne se font d'après la carte. Au Brésil, la méthode est inverse, les levés des ingénieurs du chemin de fer sont d'ordinaire les premiers documents précis qu'on ait sur la conformation d'une région nouvelle. Une première équipe d'ingénieurs est donc envoyée en avant et opère une reconnaissance générale du terrain. Pendant cette période d'études préliminaires, on rassemble de toutes parts des renseignements sur le pays à traverser, on organise de véritables explorations pour le parcourir suivant divers itinéraires. D'après les rapports reçus, les grandes lignes du tracé sont déterminées.

On se préoccupe de desservir les régions les plus fertiles, et de choisir le tracé qui assurera à la ligne le développement le plus rapide. De préférence, elle franchira les rivières au voisinage d'une chute. L'avantage est visible. Le bief navigable d'amont et celui d'aval seront également à portée du chemin de fer. La zone où le chemin de fer répandra la vie, et qui lui fournira du fret, s'élargit d'autant. Ainsi la ligne du Nord-Ouest du Brésil traversera le Tiété aux chutes d'Itapura et le Parana aux chutes d'Urubupunga. Surtout on cherche à réduire les dépenses. Les chemins de fer brésiliens évitent presque constamment les vallées, et recherchent les parties les plus élevées du plateau, au voisinage des lignes de partage des eaux ; les dénivellations y sont plus rares, pas de ravins à franchir, la construction de la voie présente moins de difficultés. Le travail de la première équipe d'ingénieurs consiste donc avant tout dans une esquisse hydrographique du pays. Quand on connaît la zone des crêtes, entre les différents bassins fluviaux, on sait à peu près où la ligne se tiendra.

Une deuxième équipe est chargée d'établir exactement le tracé sur le terrain. En pays découvert, le travail est facile ; mais en forêt, il se complique. La forêt vous prive en effet de toute vue ; on y pénètre comme à tâtons, sans pouvoir y faire de visées, ni se servir du niveau. On se heurte à des dénivellations qu'on ne découvre que quand le sol manque sous vos pieds. L'ingénieur qui dirige la deuxième équipe fait ouvrir dans la forêt une picade, c'est-à-dire un sentier, qui suit aussi fidèlement que possible les courbes de niveau. De la picade centrale il ouvre vers la droite et vers la gauche des picades transversales ; s'il a du flair et une longue expérience de la forêt, sur ces maigres

données il arrive à établir son tracé d'une façon satisfaisante, et lorsque, plus tard, une connaissance plus exacte du terrain permet d'exercer la critique, il arrive qu'on n'y trouve pas trop à reprendre.

En arrière vient la troisième équipe, qui exécute les travaux de terrassement, puis la quatrième qui pose les rails. J'ai passé quelques journées à la tête des rails sur la ligne en construction du nord-ouest de Saint-Paul, qui, partant de l'extrémité des terres colonisées, au village de Bahuru, progresse rapidement vers le Matto Grosso et la Bolivie.

Les scènes auxquelles j'ai assisté évoquent Gustave Aymard et l'Ouest américain après le rush de l'or en Californie. La fin des rails est le royaume des caractères aventureux. L'isolement y est complet; le petit monde qui vit là doit se suffire à lui-même, moralement du moins, car il est ravitaillé par la ligne. Les femmes sont rares, et n'exercent pas leur influence en faveur de la douceur et de la paix. Il existe encore dans la forêt quelques Indiens persuadés qu'on viole leurs droits en envahissant leur domaine, et qui se livrent de temps en temps à une attaque la nuit, ou massacrent des travailleurs endormis. Leur voisinage sert de prétexte pour vivre armé. Le camp était pittoresquement groupé au bord d'un ruisseau, sur la pente ; on avait construit en branches le magasin de la Compagnie qui abrite les vivres, les outils de rechange et les munitions ; les hommes dormaient sous la tente ou à la belle étoile. Il régnait à la fois de l'agitation et de la somnolence, un désordre dont nul ne s'offensait. Un groupe jouait aux cartes : quelques mètres plus bas, un autre groupe avait placé une bouteille et la criblait de balles de revolver ; les joueurs n'en perdaient pas une levée.

Plus intéressante que ces scènes un peu violentes,

est l'influence immédiate qu'exerce la voie nouvelle sur out le pays traversé. A l'une des stations, ouverte depuis un an à peine, un village agricole s'est déjà fondé au milieu de la forêt. Les colons y ont trouvé de la terre à bon marché, et y ont défriché des champs : déjà le chemin de fer a transporté les sacs de maïs de leur première récolte ; chose singulière, la ligne en construction agit non seulement en arrière, et le trafic une fois ouvert ; mais même en avant, et sur toute la région où l'on sait qu'elle doit passer. Brusquement, des terres auxquelles nul n'avait jamais songé, se découvrent un maître ; sur des prairies inhabitées on entreprend de l'élevage. Il s'agit en réalité moins d'élever du bétail que d'occuper le sol qui va rapidement augmenter de valeur. Cette population qui se répand au devant des ingénieurs de la ligne, est faite de spéculateurs sur les terres. L'occupation à elle seule ne suffit plus, il est vrai pour procurer la propriété du sol. Les États ne tolèrent plus, en principe, cette usurpation aux dépens de leurs domaines. Mais il existe une foule de titres de propriété faux, ou plus souvent simplement vagues, anciens, dressés en un temps où le terrain était mal connu, et qui peuvent être interprétés diversement. Si l'on ne peut occuper les terrains sans titres, du moins peut-on tricher sur ces titres ; et cela se pratique en grand. L'État, après tout, a raison de fermer les yeux, puisque son but est de peupler et de développer de nouveaux territoires, et que ceux qui vont s'y établir servent ses desseins. L'occupation rapide du sol en avant de la fin des rails donne une idée de la façon dont les terres ont été appropriées il y a deux siècles, sur le tracé des premières routes.

Le sort de la ligne est si intimement lié au développement des pays qu'elle dessert, que le gouvernement

brésilien a été amené logiquement à faire des compagnies de chemins de fer des compagnies de colonisation. La loi fédérale de 1907 sur le peuplement du sol contient un chapitre entier sur la colonisation par des entreprises de transport. Le choix des localités fait par l'entreprise devra être approuvé par le gouvernement fédéral. L'entreprise est chargée d'acheter les terrains nécessaires, et autorisée à les exproprier au besoin; elle est tenue également d'entretenir à l'étranger un service de publicité pour la vente des lots; elle aura à sa charge les frais d'établissement des colons; elle leur devra de plus des secours et des semences, des journées de travail sur la voie, et une réduction de 50 % sur ses tarifs pendant cinq ans. Quant au gouvernement, il s'engage à accorder aux immigrants le passage gratuit d'Europe à Rio, et à la compagnie, son appui financier. Il lui paiera en effet des primes de 200 milreis (320 fr.) par maison construite; 100 milreis (160 fr.) par famille établie depuis plus de six mois; 5 contos (8.000 fr.) par groupe de 50 lots ruraux où des immigrants étrangers auront reçu leurs titres définitifs de propriété.

De même plusieurs contrats récents obligent les compagnies à créer à portée de leur ligne, tous les vingt kilomètres environ, des centres coloniaux. Le gouvernement les laisse disposer à cette fin des terres du domaine. Des clauses analogues ont été imposées à la compagnie du chemin de fer de Goyaz, à celle de S. Paulo-Rio Grande, à la Compagnie fermière de la Sorocabana à Saint-Paul. Je ne sais si elles les ont adoptées de bonne grâce. Elles auront vraisemblablement peu d'efforts à faire, et faute de leur appui, les villages naîtraient spontanément au voisinage des gares. La Compagnie est plus intéressée que personne

à ce que la zone qu'elle traverse se peuple rapidement, et le Brésil n'est pas le premier pays où le gouvernement ait associé les chemins de fer à sa politique de colonisation. Il a suivi modestement sur ce point l'exemple des États-Unis et du Canada.

CHAPITRE III

VIE POLITIQUE

La Constitution. — L'autonomie des États. — Le gouvernement fédéral. — Son prestige croissant. — L'impérialisme brésilien. — Absence de véritables partis politiques. — L'opposition au Rio Grande.

Sous le gouvernement impérial, le Brésil était un État fortement centralisé. Selon le régime institué après la Révolution de 1889, il est au contraire aujourd'hui une République fédérale; sa constitution a été calquée de très près sur celle des États-Unis de l'Amérique du Nord; le nom officiel d'États-Unis du Brésil ne trompe pas. Les États, les anciennes provinces jouissent d'une large indépendance. Chacun d'eux forme une véritable nation, ayant ses autorités élues et son administration autonome. Leurs ministres et leur président dirigent, sous le contrôle du parlement, leur politique financière. Ils discutent librement des contrats avec des compagnies étrangères pour l'exécution de travaux publics, ou pour la conclusion d'emprunts. Ils ont leur justice, leurs services d'instruction publique, et sous le nom de forces de police, plusieurs d'entre eux entretiennent de véritables armées. Quelques-uns ont en Europe des représentants

qui y jouent presque un rôle diplomatique, et on en a vu tenir entre eux des conférences et signer des conventions particulières où n'intervenait aucune autorité fédérale.

Leurs ressources budgétaires varient avec leur poputions et leur richesse. La constitution leur a laissé une importante source de revenus en les autorisant à établir et à percevoir à leur profit des droits à l'exportation. Il n'est pas, je crois, de budget d'État qui ne mette les droits à l'exportation au premier rang de ses recettes. Le droit sur l'exportation du café alimente le budget de Saint-Paul, comme le droit sur l'exportation du maté alimente celui du Parana. Il existe donc au Brésil une double ligne de douanes, l'une tournée vers l'extérieur, et l'autre vers l'intérieur. Les droits perçus sur l'entrée des marchandises étrangères, les douanes proprement dites, sont matière fédérale, et dépendent du gouvernement central. Mais les droits d'exportation reviennent aux États. De même qu'il y a une double ligne de douanes, il y a deux espèces de contrebande. On fraude en introduisant des marchandises étrangères ; on fraude aussi en exportant clandestinement des produits du pays.

Les droits à l'exportation — c'est le sort de toute espèce d'impôts — ont de nombreux ennemis au Brésil. Théoriquement, le principe en est discutable. On leur reproche de frapper lourdement la production alors qu'il vaudrait mieux imposer avant tout la richesse improductive. En fait, l'exportation brésilienne ne comprend guère que des produits agricoles ; taxer ces produits agricoles, c'est donc taxer la propriété dont ils proviennent, et les droits à l'exportation se réduisent à un véritable impôt foncier indirect, auquel on ne

peut faire qu'un seul reproche, c'est qu'il n'atteint pas la propriété urbaine.

Le plus réel avantage des droits à l'exportation c'est qu'ils sont aisés à percevoir. L'exportation se fait tout entière par mer. Les ports sont peu nombreux, et la surveillance est facile. Le Brésil n'a pas de frontières de terre. Cette affirmation semble un paradoxe ; elle est cependant parfaitement exacte au point de vue économique ; car l'intérieur est encore désert et sans routes, et tout le commerce extérieur se concentre sur la côte de l'Atlantique. Les seuls pays avec lesquels le Brésil soit véritablement en contact sont l'Argentine et l'Uruguay. La frontière du sud est aussi la seule où se fasse un peu de contrebande ; mais c'est à peine si quelques charges de maté arrivent à franchir le Parana en fraude. Dans l'ensemble, le coulage est nul ; les frais sont minimes, et les droits d'exportation sont une forme d'impôt parfaitement adaptée à un pays de population encore aussi clairsemée.

L'impôt foncier proprement dit a été cependant introduit dans quelques États, comme Minas et le Rio-Grande. Il y est perçu difficilement, faute d'un cadastre. Comment asseoir un impôt foncier, alors que la fortune agricole, en plein développement, n'a encore aucune stabilité, que la limite des terres défrichées se déplace sans cesse, et que la superficie et l'emplacement des cultures se modifie chaque année sur chaque propriété ?

En face des Etats, la constitution place le gouvernement fédéral qu'on appelle, au Brésil, l'Union. Les pouvoirs réservés à l'Union sont assez étendus ; il existe une armée et une marine fédérales ; de plus, toutes les questions monétaires sont de sa compétence ; enfin l'Union décrète et applique les tarifs douaniers sur

l'importation des marchandises étrangères. Si le budget des États est nourri par les droits d'exportation, ce sont les droits à l'importation qui soutiennent le budget fédéral. C'est par le règlement des questions monétaires, qui sont au Brésil d'une exceptionnelle gravité, et par la fixation des tarifs douaniers que le gouvernement fédéral exerce l'action la plus profonde sur la vie nationale. A la liste des services fédéraux, il faut ajouter le service des postes.

L'Union a été d'abord très étroitement cantonnée dans ces quelques fonctions. Dans les années qui suivirent la Révolution, on laissa porter à la décentralisation tous ses fruits ; les États jouissaient sans réserve de leur autonomie. Depuis deux ou trois ans, un courant contraire se fait sentir ; l'autorité de l'Union et son prestige s'accroissent tout ensemble. D'abord, elle a acquis un domaine propre, le territoire de l'Acre, cédé par la Bolivie au traité de Pétropolis. C'est un important morceau de la plaine des Amazones, et une des grosses régions productrices de caoutchouc. Au lieu de faire de l'Acre un État nouveau, on l'a laissé à l'Union, comme une sorte de douaire. Il est au Brésil ce qu'est la terre d'empire d'Alsace-Lorraine pour l'Allemagne. L'Union y perçoit les droits d'exportation sur le caoutchouc, qui, hors du territoire fédéral, reviendraient aux caisses des États. Les revenus de l'Acre ont suffi à amortir en trois ans l'indemnité promise à la Bolivie. Ils se confondent aujourd'hui avec les autres revenus de l'Union, et forment un appoint sérieux à son budget.

L'annexion de l'Acre n'est pas le seul succès récent de la diplomatie brésilienne. Elle a obtenu également des rectifications de frontière favorables du côté de l'Argentine et du Pérou, et en Guyane, elle s'est fait recon-

naître par la France la propriété du territoire contesté de l'Oyapock. Ces négociations heureuses ont valu au ministre des relations étrangères, le baron de Rio Branco, une popularité générale. Cette popularité a été accrue encore par l'intervention de la diplomatie brésilienne dans les questions de politique internationale, et particulièrement dans les discussions de la conférence de La Haye. Le Brésil s'efforça, à La Haye, de prendre la place de délégué des petites puissances devant les grandes. Il tenait avant tout à passer pour le représentant de l'Amérique du Sud. Car si le Brésil n'a pas encore de politique mondiale, il a du moins une politique américaine et souhaite établir dans l'Amérique du Sud son hégémonie morale. De pareilles ambitions, assez imprécises, trouvent un écho dans le sentiment populaire. Il est né dans les dernières années une sorte d'impérialisme brésilien ; la diplomatie étant matière fédérale, l'Union profite, par contre-coup, de ce mouvement d'opinion.

De même les ministères fédéraux de la marine et de la guerre ont accru leurs dépenses, partant leur rôle, dans le pays. L'opinion accepte sans résistance les charges financières que suppose la puissance militaire. Je n'ai jamais entendu personne protester contre la commande à des chantiers anglais de trois cuirassés du dernier type, qui fut passée pendant mon séjour. Il m'a semblé qu'on accueillait moins favorablement la nouvelle loi militaire sur la conscription. Les engagements volontaires ne suffisant pas à maintenir l'effectif de l'armée sur pied de paix au niveau désirable, la nouvelle loi, votée au début de 1908, décide qu'on recourra à la conscription pour combler les vides. Un tirage au sort désignera chaque année le nombre nécessaire de conscrits. La conscription a rarement été

populaire. Au Brésil, elle a été accueillie sans enthousiasme dans les campagnes. Avant qu'elle fût votée, j'avais entendu, pendant mon voyage, les colons, les gauchos, en parler avec inquiétude. Je n'ai jamais, je crois, trouvé d'accueil aussi glacial que le jour où, cherchant à expliquer ma vague profession de géographe ambulant je fus pris, sur mes explications sans doute maladroites, pour un agent recruteur, chargé de dresser les listes du tirage au sort. Même à Rio, l'opposition a été assez forte. Cependant l'agitation qu'entretenaient quelques journaux s'est calmée, et la loi sera prochainement appliquée. En fortifiant l'armée fédérale, elle fortifie aussi l'Union.

Enfin, depuis peu, l'Union se propose d'intervenir aussi en des matières qui sont, d'après la Constitution, de la compétence exclusive des États. La faiblesse de certains gouvernements d'États, et l'inaction à laquelle les condamnait leur faiblesse, ont provoqué ces interventions, toujours joyeusement acceptées, car elles se traduisent ordinairement par des subventions. Deux lois proposées au Parlement de Rio sont significatives à cet égard. C'est la loi sur l'enseignement public et la loi sur le peuplement du sol. La première autorise l'Union à ouvrir et à subventionner des écoles sur le territoire des États ; elle en déterminera les programmes et en assurera l'inspection par l'intermédiaire d'une sorte de conseil fédéral de l'instruction publique ; ainsi l'enseignement public cessera d'être la chose privée des États. La seconde loi trace à l'Union un programme de politique générale de colonisation ; elle établira des immigrants non pas sur des terres à elle — l'Union n'en possède pas — mais sur le territoire des États, l'ancienne terre publique qui fut répartie entre eux après la chute de l'empire. La colo-

nisation, c'est-à-dire l'allotissement des terres publiques, est une charge et non un revenu. En bonne logique, elle incombait aux États, depuis que les terres du gouvernement impérial leur avaient été distribuées. Mais presque partout les gouvernements d'États l'avaient négligée. Il y avait un intérêt national à ce qu'elle fût reprise, et seule l'Union pouvait le faire. La loi nouvelle sur le peuplement du sol semble revenir sur les premières lois républicaines qui avaient dispersé entre les vingt États le patrimoine national des terres publiques. L'Union ne redevient pas propriétaire de ces terres, mais elle participe à leur distribution, elle en réglemente l'usage. Elle venait de recevoir le royal douaire de l'Acre ; on pourrait dire, en forçant un peu les choses, que la loi sur le peuplement du sol lui reconstitue un domaine dans l'intérieur de chaque État.

Ni la loi sur l'enseignement, ni la loi su le peuplement du sol, n'auront d'application immédiate. Le Sénat a refusé de voter les crédits nécessaires avec le budget de 1908. Mais le vote même de ces deux lois par les Chambres indique les tendances nouvelles de l'opinion brésilienne, la renaissance de l'Union.

Il est difficile de distinguer au Brésil des partis politiques. Il existe, il est vrai, des adversaires politiques, mais ils ont rarement un programme distinct, et la plupart des questions politiques se réduisent à des rivalités personnelles. Les traditions manquent. Les anciens partis des libéraux et des conservateurs, dont la rivalité se poursuivit pendant tout l'empire, se sont évaporés aussitôt après la révolution. Les questions religieuses ne se mêlent pas aux questions politiques ; pas davantage les questions sociales. Dans le nord, l'opposition des

classes est masquée par l'opposition des races. Dans le sud, les classes ouvrières sont d'origine étrangère, sans cohésion et sans discipline. A Saint-Paul même, les organisations socialistes en sont encore à leurs timides débuts. Une grande partie de la population est indifférente; les nègres par puérilité, les immigrants parce qu'ils ne se sentent pas encore définitivement fixés dans le pays. Quant aux classes dirigeantes, aux vieilles familles brésiliennes, elles vivent trop dispersées; les séductions du pouvoir sont trop fortes pour qu'il puisse s'y former de véritables partis fidèles à des principes.

En face des hommes au pouvoir, des intrigues, il est vrai, se nouent autour d'un nom, pour se dissoudre aussitôt. Le moment le plus fertile en dissensions politiques est celui où se préparent les élections, présidentielles et autres. Mais l'opposition est toujours intermittente, elle manque d'une doctrine. Elle ne représente pas de tendances différentes de celles des hommes qu'elle combat. Pour étendre son influence dans le pays, elle a parfois la fortune de pouvoir exploiter l'impopularité de telle ou telle mesure. Elle donne alors l'illusion d'une force, mais l'agitation se calme vite, et sa puissance s'effondre.

Le gouvernement de M. Rodriguez Alvez, qui précéda celui de M. Penna, eut à vaincre un brusque mouvement d'opposition, qui souleva à Rio une véritable émeute. La foule ne fut jamais mêlée au complot politique qu'avait formé un petit groupe d'hommes, elle ne le connut même pas. Mais on s'assura sa complicité momentanée en l'irritant contre les réformes sanitaires qu'introduisait alors la municipalité de Rio, sous la direction du grand médecin Oswaldo Cruz. Le service de la santé avait, en effet, entrepris de délivrer la ville

de la fièvre jaune, et, suivant l'exemple des Américains à la Havane, il faisait exécuter de grands travaux d'assainissement et de nettoyage et pourchassait les larves de moustiques. Tout cas de maladie contagieuse devait être déclaré, et la municipalité faisait procéder à la désinfection de l'appartement contaminé. On rendit de plus la vaccine obligatoire. Ces mesures ont eu les résultats les plus rapides; la mortalité a diminué, la fièvre jaune a disparu. Elle n'existe plus au Brésil que dans le bassin des Amazones. Cependant la foule avait vu sans sympathie les agents chargés de désinfecter les maisons et de répandre la santé, bon gré, mal gré. On les baptisa les *mata mosquitos*, on les couvrit de quolibets, et les choses en seraient restées là, les mata mosquitos auraient continué à exercer leurs fonctions au milieu du mépris, mais de la docilité générale, si l'on n'avait songé à exploiter le mécontentement public au profit d'une faction politique. L'émeute fut vaine et sans but, et le coup de main préparé ayant échoué, elle tomba d'elle-même, sans avoir agité aucune idée politique.

Un seul problème pourrait diviser l'opinion et créer des partis : c'est la question constitutionnelle de l'autorité fédérale et de l'autonomie des États. La révolution qui institua le fédéralisme ne rencontra aucune opposition. Certains esprits cependant désapprouvent la constitution fédérale ; elle a, disent-ils, désorganisé le Brésil. L'administration devrait être plus centralisée. Le gouvernement de l'Union devrait avoir un représentant dans les États, y nommer une sorte de préfet, tandis que les présidents d'États sont aujourd'hui des chefs élus et indépendants.

Il est un État, où le parti unitaire est vivant : c'est le Céara. Il y paraît un journal, l'*Unitario*. En puisant

dans ses colonnes, on pourrait réunir les éléments d'une doctrine cohérente. La situation économique du Céara explique qu'il soit la citadelle d'un parti unitaire. Affligé par la misère, dévasté par des sécheresses périodiques, il a besoin des secours d'un gouvernement central actif et fort. La devise de la révolution républicaine était : Les États autonomes. La conséquence nécessaire, c'est que les États devront pourvoir à leurs besoins avec leurs seules ressources ; ils n'ont pas d'aide à espérer. Le gouvernement central a d'autant moins d'obligations qu'il a moins de puissance. C'est cette conséquence de la doctrine fédéraliste que le Céara pouvait difficilement admettre.

A l'autre extrémité du Brésil, au Rio Grande, vit aussi un parti d'opposition qui s'intitule fédéraliste. Quelle part la doctrine constitutionnelle — fédéralisme ou unitarisme — eut-elle dans les origines compliquées et mal connues de la révolution du Rio Grande, qui ensanglanta les premières années de la République ? Cela est impossible à déterminer. Les révolutionnaires comprenaient des impérialistes, attachés à l'empire par une fidélité personnelle et hostiles au gouvernement nouveau. A côté d'eux, des séparatistes, fédéralistes ultra, qui souhaitaient l'indépendance complète des provinces méridionales. Mais, en classant ainsi les éléments du parti, on risque d'exagérer le rôle que jouèrent dans le mouvement les principes et les idées. Aujourd'hui l'opposition, au Rio Grande, vient moins de doctrines politiques que des souvenirs guerriers de la Révolution. Quels que soient les sentiments qui l'animent, elle est restée nombreuse et vivante, elle est autre chose que des cadres sans armée ; vaincue après trois ans de guerre civile, elle n'a pas désarmé. J'ai assisté au Rio-Grande à une campagne électorale,

et j'ai pu constater combien les passions politiques y étaient encore ardentes. Le voisinage de la frontière argentine, la seule où le Brésil soit en contact avec un voisin militaire et ambitieux, entretient une atmosphère batailleuse. Le Rio Grande est la Lorraine du Brésil. Un peu de cette ardeur guerrière s'emploie dans les luttes politiques.

CHAPITRE IV

VIE ÉCONOMIQUE

Le protectionnisme. — Le tarif douanier. — Traits généraux de la vie économique au Brésil. — La dispersion industrielle et la dispersion agricole. — Histoire économique. — L'exportation du sucre et l'élevage du bétail. — Productions du Brésil moderne. — L'exportation du café et du caoutchouc. — Courants commerciaux entre les États du Brésil. — L'unité économique du pays.

Si l'on peut trouver dans l'opinion brésilienne des divergences générales et profondes, ce n'est pas en matière politique, mais en matière économique. Libre-échange et protection sont parmi les sujets les plus fréquemment discutés. Les théories protectionnistes dominent le monde officiel. Elles ont été appliquées avec méthode, et dans des champs très divers. Nous étudierons les formes multiples qu'a prises à Saint-Paul la protection de la culture caféière; le protectionnisme est d'accord avec toutes les habitudes brésiliennes; l'administration est puissante, et on la considère comme tenue d'user de cette puissance pour seconder l'industrie des particuliers. Cependant, la théorie contraire, le libre-échangisme, n'est pas sans voix. Plus d'un Brésilien profite en tant que producteur de la protection que le gouvernement accorde à son industrie; mais en tant que consommateur il souffre de la protection que le gouvernement accorde aussi aux

autres branches d'industrie exercées par ses concitoyens. Les employés à salaire fixe, les petits fonctionnaires, dont les honoraires ne sont pas extensibles, et qui ne retirent aucun avantage personnel de l'existence des tarifs douaniers, aiment à médire du régime protectionniste.

Son règne n'est cependant pas gravement menacé. Les douanes ont, en effet, au Brésil, une double fonction; d'une part, elles cherchent à réserver à l'industrie brésilienne le marché national; d'autre part, elles remplissent le trésor. Elles prétendent être un instrument de progrès économique ; elles sont aussi une nécessité budgétaire. Ceci garantit leur durée. On ne les supprimera pas ; on ne pourra même pas abaisser sensiblement leurs tarifs, tant qu'on n'aura pas découvert d'autres sources de recettes. Les discussions qui s'élèvent à leur propos ont donc un caractère très platonique.

Eternelle ou non, la douane fédérale est aujourd'hui une puissance. Les droits sont très élevés et ne grèvent pas seulement les articles de luxe, mais les objets de consommation courante, et jusqu'à l'outillage des industries qui cherchent à se créer dans le pays. Par là, elles semblent aller contre leur but primordial, et ralentir le développement général du pays. Aussi, chaque année, à propos d'amendements proposés à la loi des douanes, soit pour abaisser, soit pour élever les droits, des critiques semblables renaissent.

L'annuaire commercial du *Journal du Commerce* de 1908 présente, au sujet de la politique douanière, des observations intéressantes (1). « Nos législateurs,

(1) Le *Journal du Commerce*, le premier journal du Brésil, publie annuellement sous le nom de *Retrospecto*, une étude des grands événements de l'année économique et financière et de leur influence sur le marché de Rio. C'est un guide commode, qui permet de suivre pas à pas l'histoire du Brésil.

« dit-il, ont une opinion contraire à celle des légis-
« lateurs des autres pays sud-américains, et des éco-
« nomistes en général, qui considèrent que dans les
« pays de fertilité agricole et d'abondants produits
« extractifs, le protectionnisme absolu aux industries
« manufacturières qui débutent, pseudo industries
« nationales, est le grand obstacle à la progression des
« revenus publics, et à l'augmentation de la fortune
« des habitants. On favorise un homme aux dépens
« de mille, ce qui n'est pas conforme à la justice, et
« encore moins à une saine doctrine d'économie poli-
« tique. » Il montre ensuite comment le mot même de protectionnisme s'applique mal à la politique douanière du Brésil, puisque le plus souvent les industries que l'on prétend protéger n'existent même pas en germe. « Nous frappons presque prohibitivement,
« dit-il, les tissus de soie et de laine, et nous ne possé-
« dons pas l'industrie de la sériciculture, ni celle de l'éle-
« vage des moutons; nous frappons lourdement les
« parapluies, et les fabricants brésiliens importent, à
« droits modiques, les manches, la monture, et la soie
« découpée en triangles, de façon que la *fabrication*
« *nationale* ne comprend que l'assemblage des parties
« composantes. Nous frappons lourdement le papier
« peint à tapisser, et les rares fabricants brésiliens
« importent le papier en bandes, souvent coloré déjà
« d'une teinte de fond. » De même on protège la fabrication nationale des allumettes, et, alors que le Brésil est couvert de forêts inexplorées, les fabriques d'allumettes y font venir de Norvège leur bois débité en lamelles. On pourrait multiplier à l'infini les exemples.

Lorsqu'on étudie les progrès récents de l'industrie brésilienne, il ne faut jamais perdre de vue qu'elle a pris naissance sous un régime de protection outrée.

Plusieurs branches d'industrie ont prospéré grâce à elle. Le tissage du coton, par exemple, s'est notablement développé, et l'on peut prévoir le moment où le Brésil cessera d'acheter des cotonnades anglaises. De même la brasserie, la savonnerie, ont largement profité de la protection. Les usines sont éparses sur tout le territoire hors des deux capitales, Rio et Saint-Paul ; aucune région ne peut être considérée comme un foyer industriel. Rien qui rappelle la concentration industrielle aux États-Unis. Là, les transports sont faciles. Les usines se groupent au point où les conditions sont les plus favorables à la production. Leurs produits se répandent au loin dans une clientèle mondiale. Au Brésil, au contraire, la dispersion industrielle est extrême. On trouve de minuscules usines jusque dans de très petites bourgades qu'on était très loin de se figurer d'avance comme des centres industriels. L'immensité du territoire et le prix des transports créent à chacune d'elles une sorte de zone protégée où elle jouit d'un véritable monopole. Le prix des transports s'élève en effet si rapidement qu'il arrive vite à dépasser la valeur de la marchandise. Les usines se sont donc fondées partout où existait une clientèle, chacune d'elles a la sienne et peut compter sur sa fidélité forcée.

Les mêmes causes ont eu, sur l'agriculture brésilienne, des conséquences analogues : à la dispersion industrielle répond la dispersion agricole. Les cultures alimentaires sont pratiquées partout. Elles ont subsisté même dans les régions de cultures riches, à Saint-Paul au milieu des plantations de café, à Pernambouc au milieu des plantations de sucre. Chaque hameau, bien mieux, chaque famille a son champ de manioc et de maïs. Dans bien des cantons ruraux, la farine

de manioc et le maïs, qui forment la majeure partie de l'alimentation des classes inférieures, ne sont cependant pas des objets d'échange courant : chaque ménage a sa récolte.

La difficulté des communications, et peut être aussi la défectueuse organisation commerciale, fait que le Brésil est loin de former un marché national. Elle décompose le territoire en une foule de petits marchés locaux isolés et indépendants; chacun d'eux a sa vie propre. Si les cours y varient, ni hausse ni baisse n'ont de répercussion au dehors. Je trouve à Rio les producteurs de sucre dans l'allégresse ; en peu de mois le prix du sucre vient de monter de 100 %. Deux jours après, je débarque au Parana : là, sur l'étroite bande tropicale qui borde la mer, existent quelques cultures de canne, dont la récolte est vendue sur le plateau, sous forme, non de sucre, mais d'eau-de-vie. La récolte locale de canne avait été plantureuse, et les propriétaires de moulins au pied de la serra se plaignaient de vendre leur eau-de-vie bien au-dessous des cours habituels (1). De même, les cours du café s'abaissent à Saint Paul et à Santos au point que l'industrie caféière pauliste en paraît compromise, et que l'État de Saint-Paul s'aventure dans la périlleuse affaire de la valorisation pour sauver les planteurs. Cependant, au Céara, quelques producteurs de café suffisent à peine à la clientèle céarense, vendent un café inférieur à un prix double, et ne connaissent pas d'autre inquiétude que celle de la sécheresse qui menace leurs récoltes. De pareils

(1) En dehors des grandes régions sucrières, la canne à sucre est une culture courante au Brésil. Elle sert le plus souvent, non à la fabrication du sucre, qui demande un outillage coûteux, mais à la production d'eau-de-vie, et parfois d'une espèce de sucre primitif, la rapadure.

contrastes sont fréquents. Si tel est le sort de produits de luxe comme le sucre et le café, que dire des produits plus pesants, dont le transport est plus coûteux encore ?

L'étroitesse des marchés rend la vie économique du pays inégale et mal réglée. Elle l'expose à des crises de détail perpétuelles qui en ralentissent les progrès. Lorsque la production est trop forte pour la consommation, le marché local ne peut se dégorger sur les marchés voisins, où les producteurs trouveraient peut-être des prix avantageux, puisqu'il existe entre les différents marchés, et de par les prix des transports, des sortes de cloisons étanches. Les prix s'effondrent donc sans remède possible ; aussitôt, la production se restreint, elle devient insuffisante ; les prix se relèvent ; aucune importation du dehors n'intervient pour limiter la hausse. Réveillée par la hausse, la production reprend l'essor, et ses progrès eux-mêmes préparent une nouvelle crise. J'ai vu les colons du Parana habitués et résignés aux sautes brusques des cours, qu'ils finissent par considérer comme des circonstances inévitables et normales. Ils vivent ainsi sous un régime d'incertitude qui les empêche de prévoir quelles seront chaque année leurs ressources. L'esprit d'épargne en est miné. De la même façon, le grand commerce souffrait autrefois des variations démesurées du change. Les Brésiliens ont compris les dangers de ce régime. Il n'existe qu'un remède : améliorer les communications. La question du Brésil est avant tout un problème de routes.

La vie, au Brésil, est chère. La même impression pénible attend tout étranger dès l'arrivée. Faites la part de la maladresse du nouveau venu, qui ne connaît pas encore les usages, et parfois refuse de s'y plier ;

le fait subsiste malgré tout. Les Français, pénétrés par atavisme du culte de l'économie, s'y résignent difficilement. Si deux Français se rencontrent au Brésil, soyez sûr que la conversation s'engagera par des doléances sur le prix des loyers, des restaurants ou des voitures. La différence n'est pas la même pour tous les articles. Le climat chaud permet par exemple, et conseille même, de simplifier l'ameublement, et de réduire les dépenses de mobilier. C'est en matière d'habillement peut-être que la différence avec les prix de France est la plus forte. Un Brésilien économe et de ressources moyennes, habitant la ville, consacre à son habillement un tiers environ de son budget. J'ai fait sur ce point une petite enquête sans méthode. La cherté de la vie n'est pas égale dans toutes les provinces. Elle est extrême dans le bassin des Amazones, où le climat inhospitalier arrête l'immigration, où la main-d'œuvre est coûteuse, où rien n'est produit sur place, et où tout ce qui se consomme est importé. Elle est bien moindre dans les régions colonisées du Brésil méridional.

Le régime protectionniste en est la cause la plus claire. Mais il en est d'autres : d'abord la rareté des capitaux. Le taux ordinaire de l'intérêt n'est guère inférieur à 10 % pour des affaires sûres. On prête en première hypothèque à 12 %. Tout industriel, tout entrepreneur subit ces conditions, et, en définitive, c'est le client qui paie. Le loyer de la maison où vous logerez n'est si élevé que parce qu'elle a été bâtie avec de l'argent emprunté à 10 %. Le marchand voisin paie un loyer égal, et grossit d'autant ses prix de vente. Ainsi l'indigence de capitaux fait sentir de mille manières son influence.

Une dernière cause, moins apparente, mais non moins réelle, tient à l'indifférence des Brésiliens à la dépense,

à leur horreur du marchandage, à leurs habitudes de prodigalité. Ces mœurs s'expliquent si l'on songe que la population du Brésil est en grande partie rurale. La vie urbaine est encore d'origine récente, et les habitudes d'une vie urbaine réglée et économe n'ont pas eu le temps de naître. Dans les campagnes, riches et pauvres mènent une existence analogue. Les planteurs n'ont, tant qu'ils séjournent sur leur domaine, l'occasion de faire aucune dépense personnelle. Si leurs affaires ou leurs plaisirs les amènent à la ville, ce sera pour peu de jours seulement. Le plus souvent, ils n'y sont pas connus personnellement, et le moyen le plus simple d'inspirer l'estime et le respect est de payer largement en belles espèces sonnantes. Les calculs d'économie sont d'autant moins nécessaires qu'aussitôt leur bourse vide, ils n'ont qu'à regagner leur maison des champs. Ils n'aiment donc pas à compter. Pendant les quelques journées d'oisiveté relative qu'ils passent à la ville, ils déploient une tendance à la prodigalité qui gagne par contagion la population urbaine proprement dite.

Plus d'une ville doit ses rapides progrès à la générosité des fazendaires en vacances. Ribeiraon Preto, qui date de l'essor des plantations caféières, et qui grandit au temps où il suffisait de cultiver du café pour trouver crédit, acquit la réputation d'une ville dépensière et luxueuse, ville de plaisir d'où l'on avait banni d'un même coup l'ennui et l'économie. Aujourd'hui, cette So ome, châtiée par la misère, souffre comme les campag es avoisinantes de la crise du café ; mais il subsiste encore quelque chose des mœurs anciennes. Saint-Pau et Rio prêtent aux mêmes remarques.

Il est temps de tracer une esquisse de la vie écono-

mique du Brésil. Le sucre fut, à l'origine, le grand produit d'exportation du pays. San Salvador, plus connue sous le nom de l'État dont elle est le chef-lieu, Bahia, et Recife, capitale de la province de Pernambouc, furent les premiers centres de culture. Les vieilles géographies, comme la Galerie agréable du Monde, représentent Recife, et surtout Bahia, comme des villes déjà importantes, en un temps où tous les autres établissements européens au Brésil n'étaient encore que de misérables factoreries isolées. Cependant, même à l'époque des origines, Bahia et Pernambouc ne constituèrent jamais tout le Brésil. Au delà des provinces sucrières, et en dehors des cantons miniers, certaines parties de l'intérieur reçurent de très bonne heure des colons. L'occupation presque unique de ces colons était l'élevage des bœufs. Le Brésil devint un vaste terrain d'élevage primitif, où le bétail, importé du Portugal, vivant sans soins, et presque libre, dégénéra en une race osseuse et mal musclée, rustique, mais peu vigoureuse au travail. L'élevage est, en effet, le premier moyen de tirer un revenu de la terre. Il exige peu de capitaux, peu de main-d'œuvre, et s'accommode d'une organisation commerciale rudimentaire.

Un double débouché s'offrait pour les bœufs. D'abord la population, surtout dans les centres et dans les grandes plantations, s'habitua vite à consommer, à défaut de viande fraîche, difficile à conserver, de la viande boucanée, séchée au soleil ; et ensuite les cultivateurs de canne demandèrent des bœufs, non pour le travail de la terre, qui fut toujours fait à la main, mais pour les transports. Car le bœuf n'a jamais été employé à d'autres usages en agriculture, depuis les premiers temps de la colonisation jusqu'à nos jours. Un cercle de régions d'élevage s'étendit donc autour des provinces

agricoles, et le rayon de ce cercle fut beaucoup plus grand qu'on ne se l'imagine. N'est-il pas étrange de voir l'immense étendue du territoire brésilien consacrée tout entière à la production du bétail que consomment quelques cantons aussi exigus ?

Les régions d'élevage auraient été, en effet, bien plus restreintes, si l'on n'avait usé d'une pratique dont on trouve l'équivalent dans le monde un peu partout. On ne pouvait mener directement les bœufs des pâturages où ils avaient grandi à des foires aussi distantes. On coupait donc la route en deux étapes. Les éleveurs les plus éloignés faisaient la première en plusieurs mois de lent voyage ; ils allaient vendre leur troupeau à d'autres éleveurs, qui le laissaient se refaire dans d'autres pâturages ; après des mois de repos, les bœufs reprenaient leur voyage et arrivaient enfin sur les marchés. Ce bétail voyageur, c'était le produit des savanes éloignées, sous la seule forme qui pût être transportée. Les bœufs vieillissaient en chemin. Partis bouvillons, ils arrivaient adultes au terme du voyage qui était pour les uns les piquets où l'on sèche la viande salée, et pour les autres les chars de canne à conduire des champs au moulin. Une sorte de division du travail se faisait entre les diverses provinces : les plus lointaines faisaient de l'élevage proprement dit, les plus rapprochées, de l'engraissage. Saint Paul, par exemple, recevait du Matto Grosso, du Parana, et quelquefois même du Rio Grande, des bœufs qu'on conservait un an avant de les vendre à Rio ou à Minas. L'or qui soldait l'exportation du sucre se répartissait ainsi sur toute la superficie de la colonie ; l'intérieur en prenait, par l'élevage, sa maigre part.

Cette première colonisation pastorale ne fut sans

doute pas bien dense. Ses débouchés étaient trop restreints pour que nous puissions le supposer. Mais la vie pastorale se suffisait presque à elle-même. Ces éleveurs, vêtus de cuir, vivaient de fromage et de viande séchée, et du produit de quelques petites cultures annuelles, car il n'était pas d'élevage sans cultures vivrières; ils montaient des chevaux non ferrés, et arrivaient presque à se passer des secours du monde. Ils furent donc plus nombreux que ne le ferait croire le nombre des bœufs vendus à Recife ou à San Salvador. Etant les premiers colons, ils furent aussi les premiers adversaires de la forêt, qu'ils brûlèrent là où ils purent, pour élargir leur domaine. Ce sont eux, et non les planteurs de canne, que visent, au XVIII[e] siècle, les premières ordonnances qui cherchent à arrêter la destruction des forêts.

L'élevage fut donc la première occupation de toutes les provinces; toutes ont traversé le stade de la richesse pastorale, toutes ont connu le temps où l'on évaluait la fortune de chacun d'après l'effectif de son troupeau. Quand on connaît les fazendas qui couvrent aujourd'hui Saint-Paul, et ses immenses plantations de café, on s'étonne de lire dans d'Orbigny, qui voyageait il y a 60 ans, que « la principale richesse de la province de S. Paulo consistait dans l'éducation du bétail (1). »

L'organisation économique actuelle du Brésil est plus compliquée. Le sucre ne vient plus en première ligne parmi les produits d'exportation ; il a été remplacé par le café. Les hauts et les bas de l'exportation brésilienne correspondent aujourd'hui aux bonnes et aux mauvaises récoltes de café. Comme le café a

(1) D'Orbigny, *Voyage dans les deux Amériques*, p. 179.

pris la place du sucre, le sud du Brésil a enlevé au nord sa prédominance économique. Le centre de la culture du café est en effet à Saint-Paul. Sa production forme, dans les années moyennes, les deux tiers de la production totale du Brésil, et la moitié de celle du monde. Le café de Saint-Paul est expédié par le port de Santos, tandis que le port de Rio exporte la production plus dispersée et moins volumineuse de l'État de Minas, et que les plantations restreintes de l'Espirito Santo embarquent directement leur récolte à Victoria. Dans le reste du Brésil, le café n'est pas une culture d'exportation. Deux autres produits agricoles sont également exportés pour des sommes importantes : c'est la gomme de caoutchouc que la vallée des Amazones envoie aux États-Unis et en Europe, et la feuille de maté, que le Parana vend aux autres pays de l'Amérique du Sud, et surtout à l'Argentine et au Paraguay. Ajoutez des exportations de cotons, de cuirs bruts et de produits tropicaux, cacao, bois, etc... réparties sur un grand nombre de ports et d'États, et vous aurez la liste à peu près complète de ce que le Brésil vend à l'étranger.

Un flot d'or entre annuellement dans les États exportateurs. Mais il ne s'y fixe pas tout entier, et des courants commerciaux intérieurs le répartissent entre un plus grand nombre de provinces. Plusieurs, en effet, qui exportent peu à l'étranger, vendent leur production à d'autres États du Brésil. Ces courants d'affaires à l'intérieur du territoire ont une double importance ; ils assurent la distribution de la richesse sur tout le territoire brésilien : de plus, en créant entre les États des liens de dépendance mutuelle, ils sont la base la plus solide de l'unité nationale.

Les deux centres sucriers principaux, Pernambouc et Campos, dans l'État de Rio, ont vu, dans le cours du

XIXe siècle, leur marché principal se déplacer. L'étranger n'est plus leur premier client, et c'est au Brésil surtout qu'ils vendent leurs sucres. Les gros acheteurs de sucre de Pernambouc et de Campos sont au Para, à Rio et à Saint-Paul (1). Soit qu'on aille vers le nord ou vers le sud, si l'on suit dans un caboteur la côte brésilienne, on est assuré de prendre à Pernambouc un chargement de sucre. Le marché sucrier de Rio est largement indépendant du marché international. Une récolte manquée à Pernambouc, y fait hausser fortement les prix.

L'État de Minas a trouvé une source abondante de richesse dans l'approvisionnement de la ville de Rio. Rio a aujourd'hui 800 000 habitants environ, et la population s'accroît vite. Or, bâtie au bord de la mer, et en pleine forêt tropicale, elle n'a pu s'entourer d'une banlieue de jardins et de potagers comme la plupart des grandes villes. C'est au delà de la serra do Mar que se trouvent les cultures dont elle vit. Les trains lui apportent chaque jour de très loin le lait, les légumes et la viande. Nourrir la capitale est pour l'État de Minas une industrie lucrative, et depuis le début de la crise caféière, c'est à elle qu'il se consacre surtout. Chaque fazenda engraisse des porcs qui sont destinés à Rio. La Mantiqueira est devenue un centre important de laiteries et de fromageries, et le beurre de Minas dispute aujourd'hui le marché de Rio au beurre normand

(1) En 1906, le Brésil envoya, il est vrai, à la Conférence de Bruxelles, des délégués qui s'efforcèrent d'obtenir de l'Angleterre qu'elle n'exclût pas les sucres brésiliens. Mais si les fabricants de Pernambouc — les usines de Campos n'exportent jamais — ont intérêt à voir le marché de Londres leur rester ouvert, c'est pour pouvoir y placer, le cas échéant, un excédent de récolte, qui pèserait sur les cours si on le conservait au Brésil. Leur marché ordinaire est au Brésil.

qui y est vendu salé en petites boîtes de fer-blanc. A mesure que la pénétration s'étend vers le nord, cette sorte de banlieue lointaine de Rio s'élargit. Elle a dépassé aujourd'hui la limite des forêts et poussé jusque dans la brousse, au nord de Bello Horizonte, où un climat plus sec permet d'entreprendre la culture de produits des pays tempérés ; les pommes de terre de Minas commencent à apparaître à Rio.

L'ancienne industrie de l'élevage, qui a jadis occupé le Brésil entier, a restreint son domaine et s'est concentrée. Comme les bœufs ne sont pas employés à la culture proprement dite, mais seulement au transport des produits agricoles, il en résulte que l'élevage ne se combine à l'agriculture que lorsque les cultivateurs ont eux-mêmes des transports à faire, c'est-à-dire dans les grandes propriétés. C'est ainsi qu'à Saint-Paul, toute fazenda a son troupeau, et souvent ses animaux reproducteurs, ses pâturages, et son champ de canne qui la fournit de fourrage artificiel. A Minas, Il en est ordinairement de même. Mais le bétail manque au contraire dans les pays de petite propriété et de petite culture ; le colon du Parana ou de Sainte-Catherine n'emploie pas de bœufs ; le seul animal domestique dans les colonies est le cheval de selle.

Le bétail règne au contraire sans partage sur les prairies du Rio Grande. C'est un des traits les plus curieux de la vie rurale brésilienne, que l'opposition tranchée entre régions pastorales et régions agricoles. Nous aurons à la signaler maintes fois. Autres occupations, autres mœurs. L'élevage et la culture ne se mêlent pas comme en Europe. Les agriculteurs ne possèdent pas de bœufs ; d'autre part, les bœufs des pays d'élevage, ceux du Rio Grande, par exemple, ne sont en aucun sens des animaux domestiques, car

ils n'ont pas le caractère pacifique, et ils ne sont pas les compagnons des travaux de l'homme, ils ne sont pas ses serviteurs.

L'élevage dans les prairies du Rio Grande vise uniquement la production de la viande. La viande salée exportée du port de Pelotas est consommée dans le Brésil entier. Le Rio Grande vit de cette exportation. Pendant la saison de 1907, ses abattoirs ont égorgé 1 400 000 bœufs destinés au séchage. Tandis que la partie méridionale du Rio Grande, consacrée à l'élevage, exporte de la *carne seca*, la région des colonies qui s'étend au nord des prairies commence à répandre dans les États voisins ses vins et sa graisse de porc.

On le voit, les relations économiques entre les diverses régions brésiliennes se sont multipliées. Depuis les temps coloniaux, l'organisme s'est compliqué, il se perfectionnera encore ; on peut prévoir sans peine, par exemple, le temps où les salines du Rio Grande do Norte et du Céara approvisionneront les sécheries de viande du Rio Grande, qui n'achètera plus le sel de Cadix. Les planches de pins du Parana remplaceront aussi quelque jour les cargaisons de bois résineux de Norvège qu'on débarque encore à Rio et à Santos. Enfin le Brésil méridional ne parviendra-t-il pas à fournir la farine de blé, qui est présentement importée d'Argentine ? — Ainsi, non seulement naîtront de nouveaux liens entre les vingt États, mais le Brésil verra se réduire le tribut qu'il est obligé de payer à l'étranger.

CHAPITRE V

LA QUESTION MONÉTAIRE ET LE CHANGE

La balance commerciale et les importations d'or. — La monnaie de papier. — Émissions exagérées. — L'effondrement du change et sa restauration progressive. — L'opinion et le change. — Partisans de la hausse et partisans de la baisse. — La spéculation sur le change à Rio. — La fixation du change et la Caisse de conversion.

Dans tout pays, le mouvement des échanges avec l'étranger se règle annuellement par une entrée ou par une sortie d'or. Pour un État jeune comme le Brésil, et ne possédant encore qu'une réserve métallique insuffisante, il est d'une extrême importance que la balance commerciale lui soit favorable. Il ne suffit pas, à la vérité, de comparer, d'après les statistiques douanières, les importations et les exportations. Pour savoir si la fortune du Brésil s'accroît ou se réduit, il faut tenir compte d'autres éléments : si l'on ne voit pas au Brésil, en dehors de l'exportation, de raison qui puisse motiver une entrée d'or, on voit bien au contraire des raisons qui provoquent une sortie d'or.

En premier lieu, le Brésil envoie chaque année à l'étranger, et surtout en Angleterre, la somme qui représente le loyer des capitaux étrangers qui lui ont été prêtés. Quelle est au juste cette somme? Nous savons exactement à combien s'élèvent les intérêts des

emprunts d'États, mais nous ne connaissons pas la somme que le Brésil paie en dividendes aux Compagnies anonymes étrangères. Prenez par exemple la London and River Plate Bank. Elle a des affaires à la fois en Argentine et au Brésil. Quelle est la part de ses bénéfices qui répond à une sortie d'or du Brésil, et quelle part provient d'Argentine?

Il est plus difficile encore de savoir quelle somme est dépensée par les Brésiliens en voyage à l'étranger. Le protectionnisme brésilien a pour conséquence qu'un voyageur brésilien ne fait pas seulement à l'étranger des dépenses de voyage proprement dites, mais qu'il profite de son passage dans des pays de libre-échange pour y acheter à meilleur compte des produits dont le prix au Brésil est exagéré, en particulier les articles d'habillement. Je me souviens des observations amusantes que j'ai pu faire lors de mon passage à la Barbade, île anglaise, c'est-à-dire libre-échangiste, où font escale aujourd'hui les bateaux allant du Brésil aux États-Unis; tous les passagers consacrent aux emplettes les quelques heures de l'escale. Un important commerce de marchandises sèches, comme on dit en anglais, c'est-à-dire de nouveautés, d'étoffes et de lingerie, s'est fondé, ayant pour clientèle presque exclusive, ces acheteurs de passage, venus d'un pays protectionniste, et allant vers un pays protectionniste. Chacun joue de son mieux les douanes fédérales. On profite d'un séjour à l'étranger pour s'équiper. On part pour l'Europe les malles vides, on en revient les malles pleines. C'est là une forme d'importation déguisée, et qui représente, elle aussi, pour le pays, une sortie d'or.

Enfin, les ouvriers agricoles d'origine étrangère, immigrés depuis peu, envoient chaque année dans leur

pays une partie de leurs économies, une somme d'or inconnue, mais qui n'est certainement pas négligeable. La Banque commerciale italo-brésilienne, dont le siège est à Saint-Paul, centre de la colonie italienne, déclare dans ses rapports avoir envoyé en Italie, au nom des ouvriers agricoles italiens, plus de 18 millions de lires en 1905, et près de 17 millions en 1906 (1). Or, la Banque commerciale n'est pas le seul canal par lequel les immigrants italiens font parvenir de l'argent en Italie.

On ne peut donc calculer *a priori* les variations annuelles de la fortune brésilienne. Il est tout aussi impossible de les évaluer *a posteriori* ; les statistiques signalent, il est vrai, des entrées d'or, mais on ne peut distinguer combien de cet or représente un bénéfice acquis, et combien est importé en vertu d'emprunts contractés à l'étranger, comme une avance qui devra plus tard être remboursée.

Si je crois cependant pouvoir affirmer que dans les dernières années le Brésil a vu s'accroître sa richesse, c'est d'après un indice qui ne peut guère tromper : la hausse du change. La question du change est, en effet, intimement liée à celle de la balance commerciale. Elle est le fond de la vie économique du Brésil tout entier.

La monnaie d'or n'est pas en circulation au Brésil. La seule monnaie courante est le papier du gouvernement. Ce papier subit aujourd'hui une assez forte dépréciation. Le Trésor brésilien est incapable, présentement, de tenir la promesse inscrite sur les billets,

(1) Les expéditions ont été particulièrement importantes ces deux années-là, qui correspondent à une rapide hausse du change. Les immigrés ont profité de la hausse pour faire passer leur fortune en Italie, et les envois ne peuvent pas s'être maintenus à ce niveau.

c'est-à-dire de les échanger contre de l'or, à la demande du porteur. Le rapport entre la valeur réelle du papier exprimée en or, et sa valeur nominale, est ce qu'on appelle le change. On dit que le change monte si ce rapport grandit, c'est-à-dire si la valeur du papier s'élève, et dans le cas contraire on dit que le change baisse. Les variations du change peuvent être considérables. Il est, en effet, nécessaire pour que toute monnaie fiduciaire reste au pair, c'est-à-dire conserve pratiquement sa valeur nominale, que l'émission en soit proportionnée aux garanties qu'elle présente. Une banque n'émet de billets qu'à mesure que sa réserve ou son portefeuille augmente. Au Brésil, où il ne s'agit pas de billets de banque, mais de billets d'État, il faut du moins que la somme des billets n'excède pas la fortune liquide de la nation.

La France a traversé des crises monétaires au cours desquelles le papier fut si discrédité qu'il perdit presque complètement sa puissance d'achat : 100 livres en assignats étaient alors un pourboire médiocre. Le Brésil n'a pas connu de chutes aussi profondes. On peut admettre que le papier-monnaie a toujours conservé à peu près la même valeur à l'intérieur. On est étonné de voir combien les variations du change ont peu affecté les prix courants exprimés en papier. Ce n'est donc pas à ce point de vue que la question du change a de la gravité. La monnaie de papier a joué son rôle comme moyen d'échange national ; c'est son rôle international qu'elle n'a pu remplir.

Lorsqu'un négociant brésilien, ayant vendu des cafés en Europe, négocie auprès d'un banquier les traites qu'il tire sur la maison française ou allemande qui a acheté les cafés, ces traites sont acceptées par le banquier pour leur valeur en or, car il sait que soit au Havre,

soit à Hambourg, elles seront réglées en or. Mais un importateur brésilien, ayant acheté en France des soieries pour les revendre au Brésil, ne disposera pour les payer que de monnaie de papier que le Français ne veut pas recevoir en paiement; il lui faudra donc s'adresser à un banquier pour acheter de l'or ; et c'est précisément cette opération qui donne lieu au change. Lorsqu'un grand nombre de négociants cherchent à acheter de l'or et offrent du papier, la loi de l'offre et de la demande amène une hausse de l'or, c'est-à-dire qu'il faut donner plus de monnaie de papier pour avoir moins de monnaie d'or ; le change baisse. Au contraire, si les banquiers ont de l'or en abondance, et se disputent les rares vendeurs de papier, le change monte (1). Diverses causes peuvent provoquer la baisse. La cause la plus normale est l'excédent des importations sur les exportations. Mais la baisse peut être aussi amenée par une émission excessive de papier-monnaie. Si un gouvernement augmente exagérément la masse de son papier-monnaie, la circulation de ce papier dans l'intérieur du pays augmente, la fortune en papier de chaque habitant s'accroît. Mais comme le gouvernement n'a pas pu, par décret, accroître la somme des exportations, la quantité d'or que le commerce met annuellement à la disposition des importateurs n'augmente pas, et cet or étant disputé entre des concurrents plus riches en papier, le change baisse fatalement.

C'est en effet l'excès des émissions qui détermina

(1) On emploie, au Brésil, pour désigner le cours du change, des expressions qui ont pour origine la valeur comparée de l'unité brésilienne en papier, le milreis, et de la monnaie anglaise. On dit par exemple que le change est à 10 ou à 15 si le milreis vaut 10 ou 15 pence. Le change est au pair à 27, c'est-à-dire lorsque le milreis vaut 27 pence.

la baisse du change au Brésil. En 1889, au moment de la Révolution, la quantité totale de papier-monnaie en circulation était de 174 millions de milreis. Le change se trouvait au-dessus du pair, à 27 3/16 (1).

Avec les émissions successives, la baisse du change s'accentua. De 1890 à 1891, il était encore en moyenne à 18 7/16 ; de 1891 à 1894, il descendit à 12 17/32 ; de 1895 à 1897, à 9 1/8. En 1898 et pendant le premier trimestre de 1899, il atteignit le point le plus bas de la courbe, entre 7 et 6, c'est-à-dire que le papier valut plusieurs mois moins d'un quart de sa valeur nominale. La situation était d'une extrême gravité. Le budget fédéral se soldait par des déficits. Ayant à payer une grande partie de ses dépenses à l'étranger, et par conséquent en or, et touchant au contraire en papier tous ses revenus, le Trésor voyait ses difficultés s'accroître à chaque nouvelle baisse du change, et plus le papier s'éloignait du pair, plus il perdait l'espoir d'une amélioration possible. On ne bouchait les déficits que par des émissions nouvelles, et ce remède aggravait le mal, puisqu'il contribuait à déprécier encore le papier.

Dans ces conditions, et au moment où le Brésil paraissait acculé à une banqueroute inévitable, son crédit financier fut relevé par l'habileté et le bon sens de ses créanciers, qui lui offrirent le salut, auquel ils étaient plus intéressés que personne. L'opération qui marque le principe de la restauration financière, porte le nom de *Funding Loan*. Elle fut négociée à Londres,

(1) Le milreis valant au pair 2 fr. 70, le papier-monnaie avait une valeur totale de 470 millions de francs environ. Les gouvernements républicains, d'abord avec l'intention déterminée de favoriser l'essor économique, ensuite par simple expédient budgétaire, ajoutèrent à ce stock primitif d'autres émissions. Le papier-monnaie atteignit, en 1898, 785 millions de milreis.

en 1898, entre la Banque Rothschild et le président Campos Salles, dont elle est le principal titre de gloire. Le plan est simple. Le gouvernement brésilien, reconnaissant ne pas pouvoir payer les intérêts des emprunts extérieurs contractés par lui, ces intérêts seront payés du 1er janvier 1898 jusqu'au 30 juin 1901, non en or, mais en titres consolidés (*Funding bonds*) qui seront émis périodiquement. La banque Rothschild émettra 10 millions de livres sterling de titres à 5 % d'intérêt, garantis par une première hypothèque sur les revenus de la douane de Rio et des autres ports. C'était délivrer pour trois ans le Brésil de la charge de sa dette; mais le point important, c'est qu'en échange de cette faveur, le Brésil s'engageait à remettre à Rothschild, au fur et à mesure, l'équivalent des émissions de titres en papier monnaie au change de 18, qui serait aussitôt détruit. Ainsi, par la réduction du papier-monnaie, on pouvait espérer arrêter la baisse du change, le relever ensuite progressivement, et, une fois les conditions financières ramenées à l'état normal, voir le Brésil reprendre aisément ses paiements. Le plan du Funding a parfaitement réussi. C'est en mars 1899 que la baisse du change s'arrêta. En août, 50 millions de milreis de papier avaient déjà été brûlés, et le change dépassait 8. Depuis lors, la hausse a marqué chaque année un progrès. En avril 1908, près de 145 millions de milreis de papier, près d'un cinquième de la circulation totale était détruit, et le change atteignait 16. La période de dépression était évidemment close.

L'opinion était moins unanime sur la question du change qu'on ne pouvait s'y attendre. Le grand public saluait avec joie la hausse, signe de santé financière, et le rétablissement du crédit brésilien. Mais il subsistait un grand nombre de partisans du change bas.

Celui-ci profitait en effet à un grand nombre de bourses. Nous avons noté que si le papier avait diminué de valeur comme monnaie internationale, il n'avait cependant pas perdu sa puissance d'achat à l'intérieur. Un pays comme le Brésil ne vit pas d'importations, c'est à peine si les classes inférieures consomment des produits étrangers. Le prix des aliments communs avait donc pu ne subir aucune altération malgré la baisse du change ; les salaires ne s'étaient pas modifiés. Tout producteur qui vendait à l'étranger ses produits, qui recevait ses paiements en or et qui changeait ensuite cet or en monnaie de papier, recevait en papier une somme plus forte avec le change bas, et c'est pourquoi il y tenait.

Un commentaire suffira. En 1889, le Brésil exporta pour 258 millions de milreis en or. En 1898, l'exportation brésilienne, ayant baissé, est évaluée seulement à 216 millions. Cependant, en 1889, le change étant au-dessus du pair à 27 3/16, les exportateurs ont reçu en papier, monnaie courante dans le pays, seulement 253 millions, tandis qu'en 1898, favorisés par la hausse du change, ils ont touché 814 millions, trois fois autant. La différence représente à peu près le bénéfice qu'ils doivent à la baisse. Réciproquement, la hausse les ruina et elle souleva parmi eux une clameur. Avec une certaine habileté, ayant analysé les causes de leur mécontentement, ils voulurent montrer le Brésil divisé en deux camps : dans l'un, ceux qui désiraient la hausse, les consommateurs d'objets d'importation étrangère ; dans l'autre, ceux qui voulaient la baisse, les producteurs, classe plus digne de la sollicitude du gouvernement. Leur raisonnement demande à ne pas être poussé à l'extrême ; il est évident que la baisse continuelle, en désorganisant la vie économique du pays, ne pouvait

manquer de nuire aux producteurs aussi. Cependant la hausse trop précipitée de 1899 à 1906 leur causa de dures souffrances, et leurs réclamations exprimaient des vérités.

A côté de ces deux partis hostiles, dont l'un réclamait la baisse et l'autre la hausse, un troisième tenait avant tout à voir le change rester mobile et variable ; ce parti comptait surtout des hommes d'affaires et des banquiers, dont les bénéfices les plus clairs provenaient de la spéculation sur le change sous toutes ses formes.

Le principe des variations du change est facile à saisir. Il arrive en effet que les ventes d'or sur la place de Rio, ou les ventes de traites payables en or, s'accumulent en un espace de l'année assez restreint, vers juin, juillet, avant le début des exportations de café, et au moment où l'on commence à les escompter. C'est un fait commun dans tous les pays qui exportent un produit agricole, et qui a pour conséquence régulière la hausse du change. Au contraire, pendant les mois suivants, l'exportation se ralentit, l'offre de l'or se réduit, les banques n'ont plus affaire qu'à des importateurs qui cherchent de l'or pour régler leurs achats à l'étranger. Elles leur distribuent les réserves d'or qu'elles ont accumulées pendant les mois d'exportation, et, à leur grand profit, le change baisse, c'est-à-dire que, pour la même somme d'or, elles reçoivent plus de papier. Ces mois où, dans les années normales, si la spéculation laissait libre le jeu des causes économiques naturelles, le change marquerait une tendance à la baisse, reviennent au Brésil de février à mai à peu près (1). La baisse est d'autant plus difficile à éviter

(1) Les plus gros mois d'exportation pour le café sont septembre et octobre, mais il ne faut pas oublier que les cours du change s'appliquent non au change à vue, mais au change à 90 jours. La

que l'année commerciale a été mauvaise, c'est-à-dire que l'exportation a été réduite, et les récoltes inférieures à la moyenne. C'est ainsi qu'au début de 1908, après une récolte de café déficitaire, on a fortement redouté une baisse du change, qui a pu heureusement être évitée.

Une spéculation très lucrative et presque sûre pour les banquiers, consistait à acheter de l'or au change haut, c'est-à-dire à bon marché, pendant les mois d'exportation, et à le revendre au change bas, c'est-à-dire plus cher, pendant le reste de l'année.

A la vérité, quand on étudie de plus près les variations du change, on constate que les lois très simples que nous avons expliquées s'appliquaient rarement en toute liberté. La spéculation intervenait sans cesse, tantôt pour pallier, tantôt pour exagérer les mouvements que pouvait provoquer la situation changeante du marché. Tantôt c'était telle banque qui, prévoyant pour telle période un resserrement de l'or, en accumulait des réserves, et empêchait ainsi la baisse attendue de se produire ; tantôt, au contraire, des spéculateurs, en achetant tout l'or disponible sur la place, n'en laissaient plus de libre pour les besoins du commerce, et l'or étant rare, le papier marquait une baisse profonde.

Le rythme normal annuel du change, avec hausse pendant les mois d'exportation, et baisse pendant la morte-saison était troublé non seulement par la spéculation, mais aussi par d'autres causes sans nombre. Parfois les exportateurs de café, espérant une amélioration des cours, gardaient leurs cafés en

récolte fait donc hausser les cours trois mois avant de battre son plein, et la tendance à la baisse se marque bien avant qu'elle soit achevée.

magasin après la récolte, et la campagne d'exportation se prolongeait au point de se confondre avec celle de l'année suivante; parfois des emprunts contractés à l'étranger amenaient de l'or dans le pays à un moment où le commerce international n'aurait pu en introduire. La courbe du change est donc d'une extrême irrégularité, et d'une complication décourageante. La bourse du change était le théâtre d'un jeu effréné; seules les grandes banques, qui, par leur puissance financière étaient les véritables arbitres du marché, pouvaient se flatter d'y réaliser des bénéfices. Les plus solides d'entre elles n'étaient pas même à l'abri de tout danger, et plus d'une a traversé des crises difficiles après des périodes de spéculation trop aventureuse.

Pour donner une idée de ce que pouvait être la vie économique du Brésil avant la fixation du change, peut-être est-il bon de suivre ses variations pendant une année. J'ai choisi à dessein l'année 1900, où les irrégularités de la valeur du papier-monnaie eurent plus d'amplitude que jamais.

L'année s'ouvre en janvier avec le change à 7. La valeur du papier est très faible. Le *Funding Loan* n'a pas encore eu le temps de relever sensiblement le crédit du Brésil. La hausse se marque dès janvier et février. La lutte s'engage en effet entre des spéculateurs qui ont en main de l'or, et les banques qui veulent les obliger à le vendre. La hausse ruine les porteurs d'or, qui ont acheté au change bas, puisque la hausse du change, c'est-à-dire du papier, n'est en réalité qu'une baisse de l'or. Les banques s'appliquent donc à provoquer la hausse ; la bataille est rude, le succès reste longtemps douteux. Enfin les banques l'emportent, et, à la fin de février, le change est à 8 1/4, c'est-

à-dire que la valeur du milreis de papier est montée, en deux mois, de 7 pence à 8 pence 1/4.

Mais l'époque de l'année est mal choisie pour que la hausse continue. C'est le temps en effet où les exportations chôment, les marchés caféiers sont paralysés, les places de Santos et de Rio ne fournissent aucune traite sur l'étranger, l'or est rare. Aussi le mouvement de hausse est-il entravé pendant plusieurs mois, et à la fin d'avril, le change est encore, comme à la fin de février, à 8 1/4. En mai, la London and River Plate Bank se déclare franchement pour la hausse. Le mouvement de hausse est soutenu par de nombreux spéculateurs. On commence à escompter la récolte du café, qui doit commencer en juillet, et l'afflux d'or qu'elle provoquera, et la hausse s'affirme deux mois avant le début de la récolte. Les commerçants importateurs de la place de Rio profitent de la hausse pour régler leurs dettes à l'étranger. A la fin de mai, le change est à 9, niveau qu'il n'avait pas atteint depuis janvier 1897.

Cependant la conviction règne que la hausse n'est pas factice, qu'elle s'accentuera encore, et que l'importance des prochaines récoltes relèvera d'une façon durable le cours du papier. Confiants dans la hausse, un grand nombre de spéculateurs vendent de l'or à découvert; la hausse continue : « Une transformation radicale se produisit en juin dans la situation du marché du change. Autrefois les possesseurs de lettres de change (c'est-à-dire les porteurs d'or) étaient les vrais arbitres du taux du change, mais actuellement, c'étaient les possesseurs du papier-monnaie en circulation qui fixaient la valeur en or de la monnaie » (1). Le change dépasse 11 à la fin de juin. En juillet il dépasse 14.

(1) *Journal du Commerce*, Retrospecto commercial pour 1900

Qu'on se représente à ce moment le préjudice supporté par un négociant qui avait acheté un stock de marchandises importées en janvier au change de 7, alors que le même stock acheté six mois plus tard au change de 14 lui serait revenu à une somme moitié moindre.

Mais la hausse a été trop brusque pour se maintenir, d'autant plus que tous les vendeurs à découvert qui cherchent maintenant à se couvrir, augmentent la demande normale d'or. De nouveau la quantité d'or offerte est insuffisante pour les besoins du marché. La London and River Plate Bank était engagée à la hausse. Les autres banques s'associent pour lui résister. Il y avait eu dans le premier trimestre lutte entre les banques et les spéculateurs ; il y a maintenant combat entre les banques elles-mêmes. Les baissiers l'emportent. A la fin de juillet, le change est retombé à 11. La baisse s'accentue. En septembre s'ouvre une crise des banques ; la Banque de la République suspend ses paiements. Le gouvernement se donne aussitôt la tâche de la réorganiser à la satisfaction de ses créanciers, mais d'autres banques sont atteintes. Le marché est lourd, la spéculation intimidée. La baisse continue. Par bonheur, la situation commerciale n'est pas mauvaise ; les expéditions de café sont importantes, aussi l'effondrement n'est-il pas général. Le change oscille, pendant la fin de l'année, entre 11 et 9, et l'ensemble de l'année marque un progrès sensible du cours du change, qui de janvier à décembre a gagné deux points.

Telle est l'histoire de cette année agitée et pleine de catastrophes, où se manifesta la première hausse notable depuis le *Funding Loan.* Si elle causa la ruine de plus d'un spéculateur, beaucoup d'autres en sortirent avec des bénéfices. Sauf la London and River

Plate Bank, que la baisse d'août atteignit rudement, les banques étrangères firent de gros profits. L'irrégularité du change a constitué bien des fortunes, et l'on comprend pourquoi telle classe de spéculateurs en change ne redoutait rien tant que d'en voir la régularisation.

Pour cette raison même, elle devait paraître désirable à tous les Brésiliens soucieux de l'avenir de leur pays. L'incertitude continuelle des prix, qui résulte de l'instabilité de la valeur de la monnaie, avait sur toute la vie économique du pays des effets désastreux. On se demande quelle entreprise industrielle ou commerciale pouvait se bâtir sur un fond aussi mouvant. Les banques négligeaient les opérations régulières d'escompte, et ne s'occupaient que du change. L'amour du jeu sous toutes ses formes entrait dans les mœurs publiques. Je ne sais si c'est de ce temps que date la popularité universelle du « Jeu des Bêtes », qu'on pratique aujourd'hui dans le Brésil entier et jusque dans les plus petits centres, et qui est un puissant facteur de démoralisation nationale.

Aussi la préoccupation dominante des politiques les plus clairvoyants, du jour où le crédit du Brésil parut consolidé, ne fut-elle pas de faire monter le change, mais de le fixer. C'est à quoi parvint, en 1906, le président Penna, par la création de la Caisse de Conversion. La caisse est son œuvre personnelle. Il est probable qu'il fut gagné par l'exemple de la Caisse de Conversion argentine qui, réorganisée en 1899, commença en 1903 seulement à rendre les services qu'on attendait d'elle. Avant son élection, M. Penna annonçait que sa préoccupation principale était de rendre au Brésil une monnaie saine, de valeur fixe, c'est-à-dire de sortir du régime du cours forcé. « La transformation du papier

de cours forcé en papier conversible, voilà le premier devoir de la République, » disait-il dans un discours, le 12 octobre 1905. Il ajoutait que la conversion immédiate en bloc au cours actuel du papier, outre qu'elle ne serait pas honnête, serait impossible, qu'il faudrait donc procéder progressivement, et que, comme il était difficile, dans les circonstances actuelles, de créer une banque d'émission chargée de lancer dans la circulation un papier conversible qui prendrait peu à peu la place de l'ancien papier d'état, le gouvernement serait obligé d'agir par lui-même.

Le mécanisme dont il se servirait serait la Caisse de Conversion. Elle aurait pour fonction d'émettre contre de l'or, reçu par elle, soit de déposants, soit du gouvernement, des billets à un change fixe, billets qui seraient éternellement conversibles, sur présentation à la caisse, puisqu'elle n'en aurait émis qu'en proportion de sa richesse en or. Elle introduirait donc au Brésil, à côté de la monnaie inconversible, une deuxième sorte de monnaie conversible ; le change serait fixé, puisque la monnaie inconversible ne pourrait plus s'éloigner de la valeur de la monnaie conversible qui serait invariable. Ainsi, dans un attelage, un cheval dressé maintient dans l'ordre un cheval rétif.

Le projet de la Caisse de Conversion fut longuement discuté entre le futur président et les représentants des États caféiers, au mois de janvier 1906, où l'on chercha le remède de la crise caféière, et sa création fut associée au premier projet de l'opération qu'on a appelée *Valorisation du café*. La valorisation telle qu'elle fut conçue à ce moment, comptait en effet un gros emprunt de 15 millions de livres sterling. Le produit de cet emprunt servirait de lest à la caisse. Au lieu de jeter directement dans le pays l'or provenant de l'emprunt, la

caisse émettrait avec la garantie de cet or les billets qui entreraient en circulation à mesure que les États caféiers en auraient besoin, l'or restant accumulé à la caisse. Les planteurs de café étaient en effet parmi les plus intéressés à l'établissement de la caisse. Car l'afflux d'or résultant de l'emprunt projeté, pénétrant librement sur le territoire, devait fatalement y provoquer une hausse notable du change, et nous avons déjà dit combien la grande propriété souffrait de la hausse. Rien de surprenant par conséquent dans cette alliance entre les Paulistes qui voulaient éviter la hausse, et le président qui voulait avant tout fixer le change. La Caisse de Conversion devait servir à atteindre ce double but.

Le projet de valorisation ayant échoué, comme nous le verrons dans un autre chapitre, M. Penna reprit, sous une forme peu différente, le plan de la Caisse de Conversion, qui fut définitivement ouverte le 6 décembre 1906. Son fonctionnement et les services qu'elle a rendus se trouvent exposés dans le rapport du ministre des finances de 1907. La caisse est chargée d'émettre du papier conversible contre des dépôts d'or au change de 15 (1 milreis pour 15 pence d'or). Au 31 décembre 1907, la Caisse avait en or un solde de dépôts de 5.816.352 livres sterling et de 10.585.680 francs, et elle avait émis un peu plus de 100 millions de milreis de billets. C'est-à-dire que la circulation brésilienne conversible équivalait déjà à près d'un sixième de la circulation inconversible (1). Il est aisé de voir de quelle manière

(1) La Caisse de Conversion brésilienne diffère de la Caisse argentine sur un seul point : la Caisse argentine émet des billets exactement semblables aux billets ordinaires, tandis que les billets de la Caisse brésilienne sont différents des billets inconversibles. De la sorte, tout porteur de billet conversible au Brésil est assuré de recevoir de l'or sur présentation de son billet à la Caisse ; au con-

la caisse remplit sa fonction, qui est de fixer le change. Lorsque le change monte au-dessus de 15, tous les porteurs d'or affluent à la Caisse pour y troquer leur or contre du papier, à un taux plus avantageux que celui qu'offrent les banques. La Caisse absorbe donc de l'or, et ses émissions augmentent la circulation générale du papier. Pour cette double raison, l'or se faisant rare, et le papier se faisant abondant, la Caisse enraye la hausse. Le change ne peut donc dépasser sensiblement le taux de 15. Si au contraire le change baisse, l'or valant plus sur la place que le papier avec lequel on peut l'obtenir à la Caisse, les porteurs de papier conversible se présentent aux guichets de la Caisse, et réclament de l'or. L'or rentre dans la circulation, et la baisse s'arrête. La Caisse de Conversion résistera donc à la baisse tant qu'elle contiendra encore des réserves, et qu'elle continuera à lancer de l'or sur le marché.

On voit que le rôle de la Caisse n'est pas exactement le même dans la hausse et dans la baisse. Contre la hausse, elle est un frein tout puissant, puisque les

traire, tout porteur d'un billet argentin court le risque, en cas de panique, d'être devancé par d'autres porteurs qui épuiseront les fonds de la Caisse de Conversion, et de ne pas recevoir d'or en échange de son billet. En conséquence, la Caisse de Conversion argentine ne commence à recevoir de dépôts qu'une fois la confiance générale dans les finances de l'État parfaitement établie, lorsque une baisse du change est peu probable, et lorsque chaque particulier, le change tendant à monter, a intérêt à acheter du papier au taux fixe auquel la Caisse de Conversion en livre. Au contraire, au Brésil, les déposants ne risquent rien, puisque leur or ne peut être livré à des porteurs de papier inconversible. Suivant le système brésilien, l'achat du papier de la Caisse constitue véritablement un dépôt, et ses billets sont des certificats de dépôt d'or. Le danger du système brésilien, c'est que les deux monnaies créées, la conversible et l'inconversible, ne se confondent pas : le papier inconversible restant seul en circulation, tandis que le papier conversible, comme une véritable monnaie d'or, restera enfermé dans les banques.

dépôts peuvent s'élever sans limite; contre la baisse, elle ne peut lutter qu'un temps, et toute baisse prolongée viderait ses coffres, et aurait raison de sa résistance. La Caisse est donc avant tout une arme contre la hausse ; mais pratiquement, et à moins de crises nationales irrésistibles, elle suffit à sa double tâche, et prévient également la hausse et la baisse. La caisse a rempli sa fonction de frein contre la baisse, notamment pendant les premiers mois de 1908. C'est la première occasion qu'elle ait eue de faire ses preuves. Après la récolte déficitaire de café de 1907, l'or étant rare, on redoutait une baisse du change, comme celle qui s'était produite auparavant dans des circonstances analogues. La Caisse de Conversion vit en effet ses dépôts d'or diminuer ; mais elle ne fut pas vidée, et le taux du change se maitint (1).

Le ministre des finances s'efforce de prouver que les objections faites contre la Caisse de Conversion, au moment où elle fut installée, sont sans valeur. On prédisait que ses fonds seraient utilisés à autre chose qu'au remboursement des billets, qui se trouveraient ainsi inconversibles par la force des choses. La Caisse de Conversion finirait par n'être qu'une caisse d'émission déguisée. C'est là une critique à laquelle un gouvernement honnête peut refuser de répondre.

Une autre était peut-être plus sérieuse, parce qu'elle était une objection de principes. On reprochait à la Caisse, en fixant le change aux environs de 15, d'arrêter

(1) Il y a, pour le gouvernement brésilien, un tel intérêt à éviter la baisse qu'il intervint lui-même sur le marché du change. Par exemple, il lutta contre la baisse en contractant en Europe un emprunt à court terme sur lequel il lui est possible de tirer lorsque la place de Rio manque d'or. Il veille à ce que l'offre d'or reste suffisante à Rio. Une intervention officielle de ce genre, peu orthodoxe, mais après tout fort utile, s'est produite au printemps de 1908.

le Brésil dans le mouvement qui le ramenait rapidement vers le change au pair, c'est-à-dire vers la libre circulation de l'or. La création de la Caisse n'est-elle pas une forme de banqueroute ? Et d'après quel droit un gouvernement émet-il du papier à un change inférieur au pair ? La réponse du ministre est aisée. D'abord, il laisse entrevoir, lorsque les dépôts à la Caisse se seront suffisamment élevés, une modification possible du taux du change. On remplacerait alors, l'état du marché le permettant, le papier inconversible à 15 par du papier conversible à 16, par exemple. Le Brésil affirme ainsi qu'il ne renonce pas à l'espoir de rouvrir enfin ses frontières à la monnaie d'or.

Mais surtout, les services actuels rendus par la Caisse sont tels, qu'on avait le droit de leur sacrifier quelque chose. Le Brésil aurait payé trop cher des espérances trop lointaines, s'il avait fallu, pour respecter le principe du change au pair, continuer à vivre un temps illimité sous le régime des oscillations du change, tant étaient déplorables les conséquences de ce qu'il a appelé « la danse du change ».

En fait, la création de la Caisse semble avoir ouvert au Brésil une ère économique nouvelle. Depuis le début de 1907, le change se tient presque invariablement aux environs de 15 1/4. Le Brésil a conquis enfin une monnaie stable, base indispensable aux progrès d'une nation qui veut vivre non de spéculation, mais de travail régulier, d'agriculture, d'industrie et de commerce. La stabilité monétaire, qui portera tous ses fruits dans quelques années, quand l'expérience aura démontré qu'elle est durable, et quand des habitudes nouvelles se seront créées, sera pour le Brésil un puissant élément de rénovation.

CHAPITRE VI

SAINT-PAUL

Formation historique de la Société pauliste. — Richesse du territoire de Saint-Paul. — La colonisation à Saint-Paul et l'expansion des cultures caféières. — Le peuplement. — Activité économique de Saint-Paul et sa puissance d'absorption sur les étrangers. — Les écoles.

Quelques traits résument l'histoire contemporaine du Brésil : le plus net est l'avènement de Saint-Paul. C'est là aujourd'hui le vrai centre économique du pays. Tandis que le Brésil tropical, Pernambouc et Bahia, restèrent au premier rang pendant l'ère coloniale, leur influence décline depuis l'indépendance, au profit des provinces du sud, du Brésil tempéré. Saint-Paul mène la marche en avant du jeune Brésil.

Cependant, même à Saint-Paul, les progrès récents, une croissance rapide, de nouvelles sources de richesses, une place conquise en peu d'années dans la vie économique du monde, l'afflux des émigrants, tout cela n'a pas effacé la forte empreinte du passé. Un séjour à Saint-Paul laisse l'impression de tout autre chose que d'une société de formation récente. La population issue du vieux sang pauliste a imprimé sa marque au développement moderne de l'État. Elle en a été l'ouvrière, elle en a recueilli les profits ; elle ne

songe pas à abdiquer. Elle est encore aujourd'hui le milieu le plus fermé et le plus exclusiviste qui soit au Brésil. Les traditions paulistes remontent au XVIIe et au XVIIIe siècles. Des bandes de chercheurs de métaux précieux, parties de Saint-Paul, parcoururent alors tout l'intérieur du continent ; on les appelait les Bandeirantes. Leurs expéditions , à demi militaires, aventureuses anabases qui luttaient contre les distances, le climat, les privations, trempaient fortement les caractères ; ce fut l'école où un peuple se forma.

Lorsque d'Orbigny visita Saint-Paul au milieu du XIXe siècle, au temps où, suivant son témoignage, la plus grande richesse de la province était l'élevage, la densité de la population sur le territoire pauliste était encore bien faible, et la capitale n'était qu'une grosse bourgade. D'Orbigny observa cependant qu'il existait une sorte de patriotisme local, et que les Paulistes avaient hérité de leurs aïeux les Bandeirantes un caractère énergique, de l'audace et de l'entreprise. « De cette vie aventureuse, il résulta que les Paulistes « restèrent au milieu du Brésil comme une exception « bien caractérisée, et que Saint-Paul forma bientôt « une petite république assez semblable aux républi- « ques italiennes du moyen âge, turbulente comme « elles..... Les Paulistes sont fiers de tels antécé- « dents » (1). Bien des choses ont changé depuis le voyage de d'Orbigny : la bourgade est devenue une ville de 300.000 âmes. La forêt a partout reculé devant les cultures ; le café a répandu un flot de richesses cent fois plus abondantes que n'en avait produit autrefois l'élevage ; et cependant, dans l'essor même de Saint-Paul, quelque chose répond à l'idée qu'exprimait

(1) D'Orbigny, *Voyage dans les deux Amériques*, p. 178.

d'Orbigny. La république pauliste a gardé vivant son ancien esprit. Si les mœurs contemporaines n'offraient plus à des caractères aventureux les mêmes occasions qu'autrefois, et si les grandes randonnées dans l'intérieur n'étaient plus de ce siècle, l'activité pauliste se retrouva tout entière lors de l'expansion de la culture du café, et elle s'y employa. La conquête du sol par les agriculteurs fut rapide comme un véritable raid.

Le territoire de Saint-Paul est la seule partie du Brésil dont nous ayons aujourd'hui une connaissance scientifique. Nulle part, sauf peut-être au Parana, le caractère de plateau n'est plus accentué, et nulle part la serra do Mar ne forme vers la mer un gradin d'accès plus rude. Au pied de la serra, la zone basse, humide et chaude, s'élargit dans le bassin de la rivière d'Iguape. L'altitude corrigeant la latitude, il se trouve que la partie tropicale de l'État est justement la partie la plus éloignée de l'Équateur. Au nord de la serra, au contraire, s'étend le cœur du pays pauliste. L'altitude du plateau est de 800 mètres en moyenne près de la serra, mais il s'abaisse lentement vers le nord-ouest, et près du Parana, il ne dépasse plus 400 et 300 mètres. Un climat uniforme y règne : les mêmes étés arrosés de gros orages, les mêmes hivers clairs et secs, où parfois, au matin des nuits les plus froides, on trouve un peu de glace dans les fonds. C'est qu'aucune chaîne montagneuse, chevauchant le plateau, ne le découpe en cantons isolés, comme fait la Mantiqueira à Minas. Une série de grandes vallées transversales y sont creusées ; entre elles le plateau s'étend en lobes allongés, qui ne sont pas de véritables serras, mais des zones dorsales dépassant de quelques cen-

taines de mètres à peine le niveau du plateau. Les rivières naissent à l'est dans les contreforts de la Mantiqueira, qui, de Minas, envahit le territoire de Saint-Paul, où elle se perd ; leur orientation générale est du sud-est au nord-ouest.

Les roches qui constituent les diverses parties du plateau donnent à chacune son aspect caractéristique. A l'est règnent les granites et les gneiss formant des croupes arrondies, semées sans ordre ; leur altération superficielle par les pluies produit une argile rouge, lourde et forte, qui donne aux eaux des rivières une couleur limoneuse. La ville de Saint-Paul est au cœur de cette zone de granites. A l'ouest s'étend au contraire la région des grès. La limite des grès et des terrains gneissiques et granitiques est une vaste courbe dont la convexité est tournée vers l'est, parallèle à la côte depuis la frontière du Parana jusqu'aux villes de Sorocaba et de Campinas, qui la jalonnent, et se dirigeant ensuite presque exactement vers le nord, par Casa Branca et Franca. A l'ouest de cette ligne, les grès règnent sans partage, grès rouges et grès gris, les uns friables et de topographie effacée, les autres ayant mieux résisté aux pluies, et faisant saillie sur le plateau ; tous donnant des terres légères et perméables, où l'humidité ne séjourne pas.

Mais ce n'est ni sur les argiles granitiques, ni sur les sables gréseux qu'est fondée la fortune de Saint-Paul. La plus grande partie de la propriété agricole est en effet concentrée sur des terrains qui ne recouvrent dans l'État qu'une superficie relativement restreinte : les diabases. Des éruptions, probablement tertiaires, ont répandu à la surface du plateau des laves abondantes en phosphore ; partout où elles existent, a végétation naturelle était plus riche, et la colonisa-

tion a trouvé un sol plus favorable. Décomposées, elles se réduisent en une terre épaisse, de couleur sombre, que les Paulistes appellent la terre rouge, mais qu'il vaut mieux appeler la terre violette, pour la distinguer de l'autre terre rouge issue des granites et des gneiss. Elle est en effet d'un violet magnifique. Le plus souvent, les diabases forment au milieu des grès de petits massifs arrondis dépassant le niveau général. C'est ainsi qu'on les voit aux environs de Campinas ou de Ribeiraon Preto; ailleurs les diabases se sont étalées en nappes, ou bien elles ont traversé en filons les couches de grès, qui se sont cuites à leur contact, comme des briques. Roche très dure, la diabase forme, lorsque ses affleurements coupent des cours d'eau, des rapides ou des chutes. Partout où des chutes barrent les rivières paulistes, on peut s'attendre à trouver les diabases.

Le réseau hydrographique a rendu à la colonisation de faibles services : le Tiété, la plus importante des rivières du plateau qu'elle parcourt dans sa plus grande largeur, oppose de nombreux obstacles à la navigation. Le premier est la chute d'Ytu, à la traversée du dernier massif granitique. Le Tiété s'assagit ensuite. Il existe cependant encore plusieurs rapides en aval du confluent du Jacaré ; puis on arrive à un vaste bief navigable, où le courant s'amortit, et qui porte le nom pittoresque de Rio Morto ; on dit aussi Rio Manso, c'est-à-dire la rivière apprivoisée. La longueur de ce bief est d'environ 80 kilomètres. Il se termine vers l'ouest aux chutes d'Avanhandava, où le fleuve coupe un puissant lit de diabase. Le Tiété descend à partir de là de cascade en cascade, et franchit encore les grandes chutes d'Itapura, avant de se déverser dans le Parana. Quant au Parana, c'est une vaste nappe

d'eau, qui atteint par endroits une largeur de plusieurs kilomètres. Il court entre des berges sableuses, semé de grandes îles, et bordé d'un rideau de forêts. Il serait une voie navigable de premier ordre sans les chutes d'Urubupunga, en amont du confluent du Tiété, et celles du Salto Grande, à la frontière du Paraguay, qui coupent les communications avec la partie inférieure du fleuve : le Parana coule d'ailleurs bien en dehors de la zone colonisée, qui n'en approche nulle part à moins de 300 kilomètres.

Lorsqu'on cherche quelle influence ont eue sur l'histoire de Saint-Paul ces conditions physiques, on est frappé tout d'abord de voir comment la disposition du sol a déterminé, en vertu de lois géographiques, la situation de la capitale. Le site de Saint-Paul était marqué d'avance sur le terrain.

La ville est très loin d'être au centre de l'État. La position de Campinas, par exemple, ou celle de Piracicaba, sont plus centrales. Cependant Campinas a dû renoncer aux espérances conçues il y a cinquante ans de devenir la rivale de Saint-Paul. Saint-Paul est bâtie près de la limite méridionale des plateaux, à peu de distance de la mer, à quelques lieues seulement de la serra do Mar, et en face d'une légère échancrure qui en abaisse la crête : à l'ouest, au delà du port de Santos, la Serra do Mar s'éloigne de la mer, et la zone côtière, boisée, marécageuse et malsaine, s'élargit dans la basse vallée de la rivière d'Iguape. L'accès du plateau, lorsqu'on vient de la mer, y est plus difficile, puisqu'à l'escalade de la serra s'ajoute un pénible voyage à travers les marais et la forêt. A Santos, au contraire, en face de Saint-Paul, la serra et le plateau viennent en contact immédiat avec la côte.

Saint-Paul est donc sur l'unique route du plateau à la mer.

Une autre route y passe aussi, celle qui joint la ville de Rio et le sud de l'État de Minas aux plateaux de Saint-Paul et au Matto Grosso. Cette route tourne par le sud les montagnes de la Mantiqueira. Le massif inabordable de la Mantiqueira est longé de tous les côtés par les routes qui n'ont pas pu y pénétrer. A l'est, c'est l'ancienne route de Rio à Ouro Preto ; à l'ouest, la route de Saint Paul à Uberaba, dans le triangle minier ; au sud, la route de Rio à Saint-Paul. De même en France, de vieilles routes historiques suivent les rebords du massif central, elles aussi jalonnées de villes à qui elles ont donné la vie. La route de Rio vers le Matto-Grosso profite de la vallée de la Parahyba pour remonter jusque sur le plateau de Saint-Paul ; elle y franchit ensuite à des altitudes médiocres le col qui sépare la Parahyba du Tiété, affluent du Parana. Saint-Paul se trouve auprès du point où cette route débouche sur le Tiété, au carrefour des voies naturelles du sud au nord, et de l'est à l'ouest.

Le plateau a été le domaine de la colonisation : au sud du plateau, le petit bassin tropical de la rivière d'Iguape doit être mis à part. Les conditions physiques y étaient entièrement différentes de celles du plateau : les colons, Portugais ou métis, arrivés par la côte, y remontèrent peu à peu la vallée. Ils y fondèrent quelques paroisses, et y pratiquèrent quelques cultures de canne et de riz. Au lieu de se développer pendant la fin du XIX[e] siècle, elles n'ont fait que se réduire. La barre de la rivière s'est ensablée et l'exportation est impossible. Les habitants vivent de chasse et de pêche plus que d'agriculture ; les cours d'eau et les lagunes sont poissonneux, depuis longtemps ils four-

nissent de vivres les riverains, car on retrouve d'immenses amas de coquilles amoncelées par les occupants primitifs du sol. On vient d'étudier ces restes d'une préhistoire qui ne remonte peut-être pas à plus de trois siècles.

Vers l'amont, et surtout aux environs du point où la rivière d'Iguape reçoit l'Assunguy, on rencontre des populations différentes; elles ne sont pas d'origine portugaise; elles proviennent de colons européens établis vers 1860 sur l'Assunguy supérieur, dans l'État du Parana. C'est un exemple très rare au Brésil, de la colonisation progressant du plateau vers la mer. Le mouvement inverse a été la règle, et l'on a vu souvent des populations établies au pied de la serra la gravir pour venir se fixer sur le plateau. Les fils des colons de l'Assunguy établis sur la rivière d'Iguape sont de vrais agriculteurs, mais ils manquent de débouchés pour leurs récoltes. Le seul auquel il puissent songer est le marché de Curitiba, capitale du Parana, dont la colonie de l'Assunguy est un cellier. C'est vers l'État du Parana qu'ils regardent; leur vie économique autant que leur origine les détourne de Saint-Paul; la colonisation de la haute vallée de l'Iguape n'est qu'un épisode de la colonisation du Parana égaré sur le territoire pauliste.

Sur le plateau, les plus vieilles régions de culture, où la colonisation date du XVIIIe siècle, sont situées dans le sud-est de l'État, et comprennent la haute vallée de la Parahyba et les environs de Campinas. Elles sont semées de petites villes déjà anciennes; là est le berceau de l'agriculture pauliste, et plus d'une famille, transplantée aujourd'hui vers le nord ou vers l'ouest, y a ses origines. On y pratiquait comme dans les vieilles régions agricoles de Minas la culture du maïs et celle

de la canne, à laquelle de petites cultures de café s'ajoutèrent tardivement. Les produits des cultures de canne, et surtout l'eau-de-vie, n'étaient pas exportés, mais consommés sur place ; en ce temps-là, l'exportation de Saint-Paul ne comprenait guère que le bétail.

Vers 1875, semble s'être produit un rapide mouvement d'expansion du peuplement. Des hommes énergiques, résignés à la solitude, s'établissaient dans les régions encore désertes, en contact avec les Indiens. Ils vivaient surtout de l'élevage, qui se contente de terres médiocres, et se répandirent très loin vers l'ouest, jusque sur le sertaon gréseux, qui fut plus tard délaissé au moment de la vogue du café. Cette colonisation dispersée, sans méthode et sans capitaux, donnait naissance à une population à demi barbare et très indépendante. Aujourd'hui, depuis l'arrêt des plantations caféières, la conquête des pâturages maigres du sertaon tend à reprendre. Il y subsiste d'ailleurs quelques représentants de cette génération de pionniers que l'armée régulière des colons n'avait pas suivis Une bonne part d'entre eux étaient des immigrants de Minas, adaptés d'avance à l'existence isolée qu'ils se créaient à Saint-Paul ; des Européens ne l'auraient pas supportée. Au XVIIIe siècle, les richesses métalliques de l'État de Minas avaient attiré les Paulistes ; à la fin du XIXe siècle, le courant se renversait, et c'était Minas qui fournissait à Saint-Paul.

L'année 1885 marque l'origine de la grande fièvre des plantations de café. Depuis trente ans déjà, la culture du café faisait à Saint-Paul des progrès réguliers, mais rien ne faisait prévoir l'extraordinaire essor des plantations, qui dura depuis 1885 jusqu'à 1900 environ. Pendant ces quinze années, la plantation du

café occupa seule tous les esprits. Elle intéressa à l'agriculture et à la colonisation riches et pauvres, citadins et campagnards. Comme il arrive toujours en de pareilles circonstances, un mouvement universel de spéculation sur les terres doubla et soutint le mouvement de colonisation. La culture du café parut à tous le plus naturel et le plus fructueux des emplois qu'on pût faire de son intelligence et de son énergie. Les autres cultures reculèrent, canne, coton, céréales, et la colonisation concentrée, méthodique, se mit à la découverte de terres convenables au caféier. Ce fut vraiment, la terre violette étant la terre à café par excellence, une chasse aux filons de diabase.

C'est le moment où l'État de Saint-Paul se couvrit de chemins de fer. Beaucoup d'agriculteurs abandonnèrent à ce moment les anciennes terres des vieilles régions agricoles pour aller se fixer plus loin. Il s'établit divers courants de migrations locales ; l'un d'eux se continue de nos jours, c'est celui qui vide la vallée de la Parahyba au profit des régions plus septentrionales. Le centre de gravité de l'État se déplaça. La ville nouvelle de Ribeiraon Preto devint la rivale de Campinas. La colonisation se porta sur certains cantons privilégiés, dont elle fit rapidement le siège, et qui furent entièrement occupés. Elle ne chemina jamais par les vallées. Les vallées n'ont joué aucun rôle économique à Saint-Paul. Le caféier préfère des altitudes de 600 à 800 mètres, où il a moins à redouter les gelées. Les vallées sont presque partout à un niveau inférieur. Les cultures se sont donc groupées sur les parties hautes, tandis que les vallées restaient en friche. Les trois egrandes zones caféières sont : en premier lieu, une band allongée du sud au nord, sur les contreforts de la Mantiqueira, depuis Bragança, à peu près jusqu'à

S. Joao da Boa Vista, et ensuite les hauteurs intermédiaires entre le Tiété et la Mogy Guassu, autour de S. Carlos do Pinhal, et celles qui séparent la Mogy Guassu du Rio Pardo, dont la fertilité fit la fortune de Ribeiraon Preto.

Les fazendas se multiplièrent. On ne peut guère oublier, en visitant une fazenda de café, que la colonisation est toute récente, et que l'homme est devenu le maître de ces terres depuis moins d'une génération. Même lorsque la forêt a été repoussée au loin par les défrichements, elle a laissé des traces : tantôt quelques grands arbres isolés, qui ont échappé à l'incendie et à la hache, dressés, debout au milieu des caféiers, tantôt des troncs couchés entre les rangs d'arbustes, et qui n'ont pas eu le temps de pourrir.

En même temps que l'intérieur se couvre de cultures, de petit centres y apparaissent : toute une génération de petites villes, atteintes aujourd'hui par la crise. Elles ne sont pas et n'ont jamais été des marchés caféiers. Les seuls marchés du café sont à Saint-Paul et à Santos, et les négociants de Saint-Paul et les commissionnaires de la place de Santos sont en relation directe avec les fazendaires. Les villes de l'intérieur n'ont pas pour fonction de concentrer la récolte, mais elles assurent la distribution, dans les cantons agricoles des marchandises importées, car l'importation s'est développée du même pas que l'exportation : en devenant un gros producteur, Saint-Paul est devenu aussi un gros consommateur. Chaque ville contient les magasins de quincaillerie, de tissus et d'épicerie où s'approvisionnent les boutiques des fazendas. Elles vivent aussi du commerce de l'argent. Les fazendaires y trouvent crédit auprès de petites banques locales, qui

sont soutenues de loin par des banques plus puissantes établies à Saint-Paul.

Parmi les éléments qui composent leur population, le plus inattendu est la famille des Arabes, Syriens, Orientaux de toute espèce qui s'y est implantée. Ils sont, paraît-il, de bons commerçants; beaucoup d'entre eux, qui firent leurs débuts comme colporteurs, sont aujourd'hui propriétaires d'importantes maisons. C'est une sensation piquante que de reconnaître des jurons et des sarcasmes déjà entendus dans les rues de Tunis, dans ce pays neuf d'où l'on pensait l'Islam et les races sémitiques exclues à jamais. Lorsque, comme on en parlait lors de mon passage, on aura établi à Saint-Paul des colons japonais, je ne sais s'il existera dans le monde un pays agricole où plus de races se coudoient.

La capitale, Saint-Paul, grandit en même temps que s'étendit la culture du café, et la prospérité des campagnes détermina ses progrès (1). C'est avant tout une grande ville d'affaires. Le café s'y concentre après la récolte avant de descendre vers Santos ; c'est le marché central d'un territoire actif, où la circulation de l'argent est rapide. Saint-Paul n'est pas seulement un marché de produits, mais aussi un immense marché d'hommes. Elle est en très grand ce que sont en petit les bourgs populeux de Sicile ou des Pouilles, où les ouvriers réunis sur la place au début de chaque semaine sont embauchés par les propriétaires au cours du jour. C'est Saint-Paul qui distribue entre les diverses régions caféières le flot des immigrants débarqués à Santos. C'est là que se débattent les contrats entre fazendaires et immigrants, et c'est à Saint-Paul aussi que se réu-

(1) La ville de Saint-Paul avait, en 1883, 35.000 habitants ; en 1907, 340.000. L'État de Saint-Paul avait, en 1872, 837.000 habitants ; en 1890, 1.384.000 ; en 1900, 2.280.000.

nissent les ouvriers qui ont quitté les fazendas où ils étaient employés, et qui cherchent un nouveau maître.

Parmi eux, tous ne retournent pas aux plantations ; beaucoup se fixent à la ville. Ils apportent à ses industries naissantes l'offre d'une main-d'œuvre à bon marché. Saint-Paul est devenu, grâce à leur présence et depuis quelques années, un gros centre industriel dont la prospérité a résisté à la crise caféière.

Démesurément étendue sur le plateau, Saint-Paul porte, dans le désordre de sa structure, la trace de sa croissance hâtive, mais il y règne l'animat on et le mouvement d'une grande ville. Les quartiers d'affaires y sont bruyants ; la fermeture des usines et des bureaux remplit les rues de passants. Saint-Paul est avec Rio le seul point du Brésil où l'on puisse voir une foule ; le dimanche, la même foule, oisive, se rencontre au jardin public qu'on nomme le Parc Antarctique.

La société de Saint-Paul est moins éprise de littérature, de diction et d'éloquence que la société de Rio, et Saint-Paul n'est pas la capitale des lettres brésiliennes, mais on la sent plus active. Elle se passionne pour des questions économiques. Elle était, au moment de mon passage, agitée et troublée par les efforts du gouvernement pour relever le cours du café. Elle lisait avidement et discutait âprement des pamphlets, échafaudait des projets, s'attachait à des espérances. Ses passions paraissaient d'autant plus ardentes qu'on sentait derrière l'opinion des citadins, celle de la classe rurale des fazendaires. Nulle part en effet au Brésil, la cohésion n'est aussi complète entre la ville et la campagne ; nulle part elles ne sont unies aussi étroitement par des intérêts communs.

Saint-Paul est à la tête du Brésil par la valeur de

ses écoles, et par le souci apporté à l'organisation de l'enseignement public. La Faculté de Droit de Saint-Paul a exercé une grande influence sur le Brésil entier par les générations de juristes et d'hommes d'état qu'elle a formées. L'école polytechnique, plus jeune, jouit d'une réputation égale. J'ai admiré aussi la portée des études scientifiques poursuivies au Musée pauliste.

Mais l'enseignement secondaire, et surtout l'enseignement primaire, intéressent davantage l'avenir de la nation pauliste. Dans l'enseignement secondaire, la part de l'État est faible. Saint-Paul compte trois écoles secondaires publiques : à la capitale, à Campinas et à Ribeiraon Preto ; mais le nombre de leurs élèves est restreint. Le lycée de Saint-Paul en a 145 seulement, bien que la population de la ville soit de 300.000 habitants. C'est que l'État est loin d'avoir le monopole de l'enseignement secondaire. Il existe en effet une foule de collèges privés, dont beaucoup sont tenus par des ordres religieux. Les élèves y sont le plus souvent internes, tandis que l'internat manque dans les collèges publics. Cela suffit à assurer aux collèges privés une clientèle, puisque Saint-Paul possède une classe de grands propriétaires ruraux dont les enfants reçoivent une instruction secondaire et doivent être mis en pension. Les collèges privés sont souvent établis à la campagne, car les villes ne fournissent qu'une faible partie des élèves. L'éducation qui y est donnée est de valeur très inégale, et généralement médiocre, en dépit du système d'examens par lequel l'État prétend exercer une surveillance. Ce n'est pas seulement à Saint-Paul, c'est dans le Brésil entier que la question de l'enseignement secondaire est aujourd'hui d'une extrême gravité. Elle doit être résolue, si l'on tient à ne pas négliger le

grave problème social de la formation d'une classe moyenne.

C'est à l'enseignement primaire que l'État de Saint-Paul consacre toutes ses ressources. Son budget est libéralement doté; il s'élève à 6 000 contos de reis, c'est-à-dire à 10.000.000 de francs (près d'un cinquième du budget total de l'État), et certaines écoles ont l'apparence de véritables palais.

Je ne sais s'il faut admirer davantage l'ingéniosité avec laquelle ont été dressés les programmes, ou les soins donnés à la formation du personnel enseignant, ou encore les efforts de l'administration supérieure pour entretenir parmi les jeunes maîtres, envoyés trop tôt dans des centres isolés, le goût de l'enseignement et la notion de la grandeur de leur rôle social.

L'enseignement est obligatoire en principe, mais ce principe n'a pas de sanction pratique. La loi de 1893 avait établi des amendes pour les parents qui n'enverraient pas leurs enfants à l'école, et des commissions scolaires pour rechercher les familles négligentes; mais les règlements ne sont pas appliqués. Deux questions sont en effet étroitement liées, celle de l'obligation et celle du monopole de l'enseignement. Tant que l'enseignement libre subsiste à côté de l'enseignement public, il est bien difficile de s'assurer que tous les enfants reçoivent vraiment l'instruction primaire. Or, il ne peut être question de supprimer l'enseignement libre, ce serait pour l'État une charge opprimante.

Les États brésiliens sont d'ordinaire, à l'égard de l'enseignement libre, d'un extrême libéralisme. Ils ne se flattent pas de subvenir seuls à l'instruction de toute la population. Aussi, non seulement ils admettent l'enseignement libre, mais ils le favorisent parfois et cherchent à le développer indirectement. A Saint-Paul,

l'inspecteur général consacre à la question des écoles privées quelques pages de son dernier rapport. Il constate la redoutable concurrence que les écoles publiques font aux écoles privées. Elles sont en effet gratuites, tandis que la plupart des écoles libres sont payantes. Chaque fois qu'on crée une école publique, c'est une nouvelle crise qui s'ouvre pour les écoles particulières du voisinage. Cela a des inconvénients. Le nombre des enfants qui réclament l'inscription dans les écoles publiques est trop considérable, et on est obligé d'en éliminer une partie par un tirage au sort. On arrive à donner l'instruction gratuite à des enfants qui pourraient payer, ce qui est inutile. Et de plus, n'est-ce pas un tort d'étouffer l'initiative particulière? « La tutelle de l'État, ajoute-t-il, est toujours désirée chez nous, mais aussi toujours nuisible, qu'il s'agisse d'enseignement ou d'autre chose. » Aveu qui surprendra chez un peuple étatiste par excellence. L'inspecteur général se préoccupe donc de la crise de l'enseignement privé, et cherche les moyens de le sauver, au lieu de s'attarder à se féliciter de la brillante victoire de l'enseignement public.

Le libéralisme n'est pas moindre à l'égard des écoles étrangères. Elles sont nombreuses au Brésil, et particulièrement à Saint-Paul les écoles italiennes, soutenues pour la plupart par des sociétés italiennes, comme la « Dante Alighieri » ; ces écoles s'appliquent à consolider la fidélité des immigrants italiens à leur nationalité. Cependant elles sont tolérées, et soumises seulement à une surveillance très large.

Nous touchons ici à une des fonctions principales de l'école au Brésil, je veux dire à la mission qu'elle a de former la nationalité brésilienne. Il ne s'agit pas seulement, comme ailleurs, de développer des sentiments de

patriotisme latents dans l'âme de tous les enfants, mai de conquérir à leur patrie nouvelle les fils des immigrants étrangers. L'école n'est-elle pas la meilleure ouvrière d'assimilation ? Je transcris une observation du programme des écoles municipales de Rio, à propos des leçons d'instruction civique : « Le nombre des élèves étrangers dans les écoles du district est grand. Il convient par conséquent que le professeur, en définissant l'idée de patrie, n'insiste pas sur l'idée de *la terre où l'on est né*, car elle serait contraire à la propagande que nous devons faire en faveur de notre pays. L'étranger y trouverait des raisons d'aimer, non le Brésil, mais la terre d'où il est venu. Au lieu de parler fréquemment de l'idée abstraite de patrie, que le professeur parle du Brésil. Qu'il affirme dogmatiquement, comme pour émettre une vérité religieuse, que le Brésil est de tous les pays du monde le plus beau, le plus noble et le plus digne d'être aimé. »

A Saint-Paul où le nombre des étrangers est cependant plus élevé, je ne trouve rien de semblable dans les règlements scolaires, rien qui indique la même préoccupation, la même nécessité de convertir les enfants étrangers à la religion nationale. L'instituteur n'aura pas de peine à cultiver chez ses élèves, fils d'Italiens, un patriotisme brésilien jaloux, puisque leurs parents eux-mêmes n'ont aucune hostilité contre l'école brésilienne. Saint-Paul a d'autres moyens d'assimiler les immigrants ; pourquoi recourir à l'école ? L'activité des affaires, la vie intense, le spectacle et le contact d'un peuple plein d'énergie et d'ambition suffisent à absorber les adultes eux-mêmes dans la nationalité pauliste. Le problème italien ne s'est jamais posé à Saint-Paul comme le problème allemand au Rio-Grande. La prospérité économique a donné à Saint-

Paul une puissance d'absorption supérieure à celle de toutes les autres provinces brésiliennes. Que cette prospérité, compromise aujourd'hui par la crise, se rétablisse, et le mouvement d'assimilation, qui n'a pas eu le temps de s'arrêter, reprendra toute son intensité.

CHAPITRE VII

LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE A SAINT-PAUL

L'abolition de l'esclavage et l'avènement du travail libre. — Les colons. — La politique d'immigration gratuite. — Arrivée des immigrants à Saint-Paul. — L'hospedaria. — La fazenda. — Le travail dans les plantations de café. — La question italienne. — La crise caféière et les ouvriers des plantations. — Instabilité de la main-d'œuvre rurale à Saint-Paul.

La culture du café à Saint-Paul est liée à la grande propriété. La grande propriété suppose une classe d'ouvriers agricoles. Résoudre la question de la main-d'œuvre a été depuis vingt-cinq ans la préoccupation dominante des hommes d'état paulistes : fournir des bras aux fazendaires, telle est la forme la plus constante qu'ait prise la protection officielle de la culture caféière : l'originalité de la fazenda pauliste, comparée à la fazenda de Minas, c'est que son personnel est européen ; et c'est en favorisant l'immigration que le gouvernement de Saint-Paul secourut l'industrie caféière.

En travaillant pour les fazendaires, les services d'immigration ont introduit dans l'État une population nouvelle : des races diverses vivent aujourd'hui côte à côte sur le territoire de Saint-Paul. Nous aurons à chercher dans quelle mesure elles se pénètrent; si les travailleurs d'origine étrangère sont restés campés

à Saint-Paul comme des métèques, ou s'ils ont reçu le droit de cité; quelle place ils ont prise dans la vie nationale. La question de main-d'œuvre se double d'une question plus grave, celle de la formation d'un peuple.

En aucun pays, les conditions du travail agricole ne se sont modifiées aussi rapidement et aussi profondément. L'origine de ces transformations a été, il y a vingt ans, l'abolition de l'esclavage. Mais tandis que l'affranchissement des esclaves est pour la plupart des pays négriers une catastrophe économique, tandis qu'il détermine dans d'autres provinces brésiliennes une prostration générale de l'agriculture, à Saint-Paul, au contraire, il est le signal d'un merveilleux essor. C'est en 1888 en effet que l'abolition de l'esclavage est prononcée, et c'est de 1888 à 1900 que se place la grande expansion des cultures de café.

Comment se fit à Saint-Paul l'avènement du travail libre? Il se prépara dès le milieu du XIXe siècle, quarante ans avant l'abolition. L'abolition put être prévue longtemps avant qu'elle ne fût décrétée; elle était attendue, on se préoccupa à l'avance d'y remédier. Pendant tout le siècle, la question de l'esclavage est discutée sans cesse; elle est à la fois une question sociale et une question diplomatique, elle soulève en effet de perpétuelles difficultés avec l'Angleterre, qui s'efforce d'arrêter la traite clandestine. Si le Brésil supportait avec colère l'intervention anglaise, l'abolition comptait pourtant parmi les Brésiliens eux-mêmes de nombreux partisans. A partir de 1870, l'esclavage est combattu non seulement par des philanthropes, mais par des économistes. L'idée apparaît que les esclaves sont une main-d'œuvre coûteuse et que le travail servile arrête l'effort de la production.

En même temps que la fin de l'esclavage paraissait plus proche, sa valeur économique baissait. Le prix d'achat d'un esclave ne cessait de s'élever à mesure que fondait l'effectif du personnel servile. Il fallait payer très cher une marchandise qui courait le risque de s'évanouir un jour ou l'autre entre les mains de l'acheteur, lorsque l'abolition serait proclamée. Cette incertitude de l'avenir contribua à détacher les planteurs de l'esclavage. A Saint-Paul, ils ne s'opposèrent pas à l'abolition ; bien au contraire, les fazendaires prirent part eux-mêmes dans les dernières années à la propagande anti-esclavagiste. Ils étaient à la tête des sociétés en faveur du travail libre ; ils ne gardaient pas d'illusions sur l'avenir de l'esclavage, et, un an avant l'abolition légale, un grand nombre d'entre eux affranchirent d'eux-mêmes leurs noirs. La situation des maîtres qui avaient conservé leurs esclaves devenait difficile, la discipline à l'intérieur des fazendas impossible. La loi d'abolition ne fit que sanctionner la désorganisation déjà avancée du travail servile.

Les fazendaires qui avaient libéré leurs esclaves avant l'émancipation légale avaient espéré se les attacher par la reconnaissance, et pouvoir conserver plus tard leurs nègres comme ouvriers libres, mais leur générosité ne leur profita pas. Les nègres s'éloignèrent de l'agriculture, ils se concentrèrent dans les villes ; le nombre des travailleurs ruraux de couleur s'est restreint depuis de plus en plus. On ne recrute plus parmi les nègres que quelques bandes de bûcherons défricheurs ; ils s'engagent de mois en mois à l'entreprise au service des planteurs qui ont du bois à abattre, et l'on rencontre de loin en loin leurs campements misérables au bord des forêts brûlées. Bien que les statistiques manquent, il semble certain que la population

nègre est aujourd'hui en pleine régression dans l'État de Saint-Paul. La fin de l'esclavage a conduit à l'élimination rapide de l'ouvrier noir.

Prévoyant l'abolition de l'esclavage, les Paulistes s'étaient habitués depuis longtemps à recourir à des ouvriers libres. La concurrence du travail servile n'empêcha pas le travail libre de se répandre. Plus on approche de l'année de l'abolition, plus le travail libre tend à dominer. Les premiers ouvriers libres ne furent pas recrutés sur place : on les fit venir d'Europe.

En 1847, le sénateur Vergueiro engagea en Allemagne 80 familles qu'il établit dans sa plantation de café, près de la ville de Limeira : ce furent les premiers « colons ». Au moment où le sénateur Vergueiro donnait ses terres à travailler à des Allemands, le gouvernement brésilien pratiquait la colonisation depuis trente ans déjà sur d'autres points du territoire ; il y accordait à des immigrants des concessions de terre. Nul ne remarqua les différences entre la politique impériale qui ouvrait à la culture des terres sans maître et les répartissait à titre de propriété entre les colons européens, et celle du riche fazendaire qui faisait venir d'Allemagne son personnel. On désigna du même nom de colonisation ces deux formes très différentes d'immigration européenne : à Saint-Paul, coloniser, ce fut employer aux plantations des ouvriers immigrés ; et tout travailleur d'origine étrangère fut nommé colon, par opposition aux esclaves et aux travailleurs indigènes. Le mot de colon est donc pris à Saint-Paul dans un sens particulier. Le colon n'est pas un propriétaire, mais un ouvrier agricole.

A partir de 1852, au bout de cinq ans, l'expérience tentée par le sénateur Vergueiro fut jugée concluante ; il trouva des imitateurs. En 1857, 41 colonies avaient

été créées ; en 1875, à peu près 90. Ces vingt-cinq ans forment ce qu'on appelle à Saint-Paul l'ère de la colonisation privée.

Les colons du sénateur Vergueiro avaient signé, à leur départ d'Allemagne, un contrat de métayage. Le propriétaire leur remettait les caféiers en âge de produire ; ils avaient pour unique obligation de les entretenir. La récolte était partagée en deux moitiés dont une leur était réservée. A la vérité, une circonstance compliquait leur situation. Le patron leur avait fait l'avance du voyage ; à cette première dette, d'autres s'étaient ajoutées, car il avait fallu vivre jusqu'à la première récolte, et demander pour cela de nouvelles avances. Les familles étaient nombreuses, le voyage avait donc été coûteux, et chaque colon commençait son service avec un passif important. Or, le contrat stipulait que les colons ne pourraient rompre leur engagement et quitter la fazenda que du jour où ils seraient libérés de leurs dettes, et ils sacrifiaient leur indépendance pour les premières années de leur séjour au Brésil.

Ils n'étaient pas toujours satisfaits de leur sort. Des mouvements d'agitation se produisirent dans les colonies ; la nouvelle en arriva jusqu'en Europe. En 1867, après une enquête menée sur place, le voyageur Hermann Haupt présente à la Société internationale d'émigration de Berlin un rapport violent où se trouvent réunies toutes les critiques contre le régime imposé aux colons dans les fazendas. Haupt affirme que la situation du travailleur libre dans les colonies de Saint-Paul ne différait pas de celle de l'esclave, que la législation brésilienne n'était pas celle d'un pays de travail libre. Les lois qui garantissaient la discipline du travail agricole mettaient entre les mains du fazendaire des moyens de répression inadmissibles, et d'ailleurs,

qu'aurait valu une législation plus indulgente dans un pays où chaque propriété était un petit royaume, dont l'indépendance était garantie par l'énormité des distances et la faiblesse du pouvoir, et où les mœurs régnaient, et non les lois.

Le contrat de métayage, disait Haupt, réduit les immigrants à une condition voisine de l'esclavage. L'avance que le fazendaire fait au colon, et que le colon est incapable de rembourser, équivaut au prix d'achat d'un esclave. Au lieu d'acheter un esclave, le fazendaire fait la dépense d'amener un colon d'Europe ; la somme à débourser est sensiblement la même ; le colon endetté n'aura guère plus d'indépendance. Parfois, la famille entière est solidaire à l'égard des dettes contractées par le père ; le fils reste donc enchaîné à la fazenda tant que le père ne s'est pas acquitté. Le fils est, disait Haupt, hypothéqué d'avance. Ce n'est plus seulement un individu, c'est une famille entière vouée à la servitude de génération en génération. Si un agriculteur ne veut pas se charger de faire venir d'Europe les ouvriers qui lui sont nécessaires, il trouvera dans les fazendas voisines des colons liés par leur dette qu'il pourra libérer pour les prendre à son service, en se chargeant de rembourser le fazendaire : les colons auront changé de maître, ayant changé de créancier. Quelques années auparavant, il était même arrivé que des agents d'immigration avaient introduit sur le marché — le mot est à sa place — des immigrants qui leur devaient le prix du voyage, et les avaient cédés à qui avait voulu acheter leur créance sur les colons. Cette forme de traite avait, semble-t-il, disparu depuis 1857 ; mais longtemps encore, les agents qui amenaient des immigrants d'Europe ont dû leur arracher des contrats plus ou moins irréguliers par lesquels les malheureux alié-

naient une part de leur liberté. En échange de modiques avances, ils promettaient dix ans de services, parfois davantage.

Je me souviens d'une famille d'Italiens rencontrée au bourg de Morro Cipo, sur le territoire de Ribeiraon Preto, où ils cultivaient le café. Ils étaient venus dans l'État de Saint-Paul peu avant l'abolition, et n'avaient pas perdu la mémoire des tribulations traversées à l'arrivée : on leur avait fait signer, par surprise, un contrat dont il était difficile de retrouver les termes exacts dans leurs explications exemptes de précision juridique, mais dont ils résumaient le sens général en disant qu'ils s'étaient vendus eux-mêmes comme esclaves. Grâce à la protection du gouvernement brésilien, ils réussirent, disaient-ils, à reconquérir leur liberté.

Il est difficile de juger si l'indignation de Hermann Haupt était légitime. Un grand nombre d'anciens colons faisaient à cette époque l'acquisition de petites propriétés ; cela prouve du moins qu'une partie du personnel des fazendas avait réussi, non seulement à se libérer, mais à faire des économies. S'il y eut de la part de quelques fazendaires certains abus d'autorité, pouvait-on espérer qu'ils perdraient instantanément leurs habitudes despotiques de maîtres d'esclaves ? L'avènement du travail libre exigeait chez les planteurs une réforme générale des mœurs, une éducation nouvelle. Les premiers ouvriers libres souffrirent de ce que le travail libre était à l'origine un régime d'exception. La condition sociale de la majorité des travailleurs agricoles, les esclaves, réagissait sur la leur par contagion. Le contrat qu'ils avaient signé ne leur avait pas été imposé ; ils l'avaient choisi librement entre plusieurs propositions du sénateur Vergueiro, qui n'avait pas l'âme machiavélique. Mais, quelles qu'eussent été les

clauses du contrat, les conséquences auraient été vraisemblablement les mêmes, et les colons auraient eu peine à garder une indépendance complète dans une société où l'esclavage régnait.

La condition des ouvriers libres s'améliore, à mesure que l'esclavage agonise. En 1870, le ministère de l'agriculture de Rio envoya en tournée dans les colonies de Saint-Paul l'inspecteur Carvalho de Moraës. Nous possédons son rapport, qu'il est utile de comparer aux diatribes de Hermann Haupt. Il contient moins de morale et plus de faits. D'après le rapport de Moraës, la culture de la canne à sucre était encore, vers 1870, réservée aux esclaves ; toutes les autres employaient des ouvriers libres. Le personnel de la fazenda se composait, en premier lieu, outre les esclaves, des « Camarades ». C'étaient presque toujours des Brésiliens ; ils recevaient un salaire mensuel. Ils étaient inconstants et paresseux, et changeaient souvent de fazenda. Avec cela, très dociles et faciles à conduire, sans exigences et sans ambition.

Quant aux « colons », ils vivaient en famille, ayant reçu pour leur usage un champ et une maison, séparés des esclaves qui habitaient en troupe les dépendances de la fazenda. On laissait aux esclaves et aux camarades les travaux domestiques, l'entretien du bétail, les charrois ; aux colons était réservé le soin des caféiers. On appréciait surtout les colons du Holstein. Rapidement, le contrat qu'on signait avec eux s'était modifié ; le métayage tendait à disparaître. A partir de 1860 environ, le bénéfice des colons, au lieu d'être représenté par une moitié du prix de vente de la récolte, consista en une somme fixe par mesure de café cueillie sur leurs caféiers. Leur condition se rapprochait ainsi du simple salariat. C'est vers 1860 aussi qu'apparut une forme

nouvelle de contrat destinée à un grand avenir, puisqu'elle est aujourd'hui d'usage général dans les fazendas. Le colon recevait, pour mille pieds adultes à entretenir, une somme fixe par an ; de 20 à 60 milreis (au change de 27 : de 54 à 160 francs), de plus, à la récolte, chaque mesure remise à la fazenda lui était payée de 200 à 250 reis ; système mixte, où le colon, tout en ayant un revenu fixe garanti, était cependant associé aux risques de la culture, puisque ses bénéfices augmentaient ou se réduisaient suivant l'abondance de la récolte.

Enfin, le système de l'entreprise s'appliquait aussi à la culture du café ; il était surtout ordinaire pour la plantation. Le café ne commence à produire que vers la quatrième année. Le planteur, pauvre de capitaux et désireux d'éviter tous les soucis d'un travail qui ne devenait productif qu'après plusieurs années, traitait avec un entrepreneur. L'entrepreneur recevait la terre vierge, et s'engageait à la restituer quatre ans plus tard, plantée de caféiers. Il faisait le défrichement, cultivait du maïs au milieu des jeunes plants, et au bout de quatre ans, il touchait du propriétaire la somme de 400 reis par pied de café. C'étaient parfois des Allemands qui travaillaient à ces défrichements, plus souvent des Brésiliens, des gens de Minas.

Au lieu du contrat primitif de métayage, qui avait réglé les premières relations entre planteurs et ouvriers libres, il en existait donc vers 1870 toute une variété de types qu'on s'était habitué à discuter. Différence plus sensible peut-être, les colons n'arrivaient plus directement d'Europe pour les signer ; c'était d'ordinaire sur place qu'on pouvait les recruter, et parmi les colonies qui se créaient, la grande majorité ne faisait que recueillir un personnel ayant déjà travaillé dans les propriétés voisines. A côté des ouvriers immigrés

depuis longtemps, on commençait aussi à recruter des colons indigènes. Moraës signale l'augmentation générale du nombre des ouvriers agricoles brésiliens dans les fazendas. Les contrats qui réglaient le travail libre avaient cessé d'être des contrats étrangers, de véritables contrats d'exception ; ils étaient entrés dans les mœurs nationales. L'abolition de l'esclavage était prête.

On avait dû chercher en Europe les premiers colons, parce que le régime de l'esclavage avait déshabitué du travail agricole la population indigène ; mais à partir de 1880 environ, lorsque commença la rapide expansion de la culture caféière, la nécessité de recourir à l'immigration s'accentua chaque jour ; les bras manquaient, il fallut créer une population nouvelle. L'initiative privée pouvait difficilement y suffire, et l'État intervint. Les pouvoirs publics entreprirent d'introduire dans l'État, au bénéfice des grands propriétaires, une classe nouvelle de travailleurs ruraux.

Si l'introduction d'immigrants étrangers avait été jusque-là une opération privée, ce n'est pas à dire que les fazendaires n'eussent encore reçu aucun appui officiel. Le gouvernement impérial s'intéressa à leurs efforts, et les seconda. Il était soucieux de voir la population blanche s'accroître. Pendant les dernières années, des raisons plus précises le poussent à favoriser l'immigration européenne au profit des fazendaires. Il redoute en effet de se les être aliénés en laissant prononcer l'abolition de l'esclavage ; il cherche les moyens de reconquérir leurs faveurs, et les aide à reconstituer leur personnel. Le sénateur Vergueiro avait reçu en prêt du gouvernement le prix du passage des familles allemandes qu'il établit sur ses terres. Mais les fazendaires devinrent plus exigeants, et réclamèrent autre

chose que de simples avances, un secours plus effectif Ils eurent gain de cause ; la loi du 30 mars 1870 autorisa la province de Saint-Paul à disposer de 600.000 mil reis pour aider les planteurs à introduire des bras étrangers sur leurs terres. Telle fut l'origine de l'immigration subventionnée. D'autres lois furent votées ensuite, de 1880 à 1888, pour régulariser le service de l'introduction des immigrants et leur accorder le passage gratuit jusqu'à l'État de Saint-Paul.

Les fazendaires s'étaient unis pour profiter des dispositions favorables du pouvoir. Parmi les nombreuses sociétés d'immigration qu'ils organisèrent, celle qui eut l'action la plus efficace, c'est la « Société promotrice de l'immigration », qui débuta en 1886, et ne cessa de fonctionner qu'en 1895. Elle intervint pour activer l'immigration. Elle signait avec le gouvernement des contrats pour l'introduction d'un nombre global d'immigrants, qu'elle repassait ensuite en les divisant à des entrepreneurs particuliers. Mais son rôle fut surtout moral. Par son intermédiaire, l'opinion des grands propriétaires paulistes, s'imposa non seulement au gouvernement provincial, mais au gouvernement central de Rio. C'est dès la fin de l'empire que commence à Saint-Paul l'arrivée de ces levées d'immigrants, aussitôt embauchés par les fazendaires.

Après la chute de l'empire, le gouvernement républicain provisoire continua sa politique. La révolution, en transformant les provinces en États, leur avait donné plus d'indépendance et plus de ressources ; l'État de Saint-Paul, affranchi, multiplia encore les subsides à l'immigration. En 1895, au moment où l'Union, en présence de difficultés financières croissantes, renonça à la favoriser, elle s'interrompit dans la plupart des États. A Saint-Paul, au contraire, l'État accepta

de porter seul une charge qu'il avait jusque-là partagée avec le gouvernement fédéral ; le régime de l'immigration subventionnée se maintint. Il a duré jusqu'à nos jours, avec de courtes interruptions ; et les hommes d'état de Saint-Paul ont toujours considéré que les dépenses auxquelles il donnait lieu étaient hors de comparaison avec les avantages que le pays en retirait. En 1900, le ministre de l'agriculture établit le bilan de la politique d'immigration. Il évalue les dépenses faites par l'État de Saint-Paul à 34.500 contos de reis (1) (au change de 12 ; 40 millions de francs environ), et conclut que ces dépenses sont peu de chose auprès du développement de la culture du café, que seule l'immigration a permis.

Il est impossible de suivre dans le détail tous les décrets et règlements qui ont modifié sans cesse le régime de l'immigration subventionnée. Cependant, le monde moderne a vu peu de spectacles pareils à celui de ce gouvernement se chargeant d'importer en masse des ouvriers agricoles, et il est curieux de savoir comment il s'y prit. Jusqu'à la loi de 1889, régna sans partage le système des contrats. L'État s'entendait avec un entrepreneur, qui promettait d'introduire, moyennant telle somme, tel nombre d'immigrants. Le plus colossal de ces contrats fut passé entre l'Union et la Compagnie Métropolitaine de Rio, pour l'introduction d'un million de personnes ; il ne put pas être exécuté. Mais les exemples de contrats de 40 à 60.000 immigrants ne sont pas rares. On établissait une sorte d'enchère publique, et l'enchérisseur qui soumettait au gouvernement les prix les plus réduits, en offrant

(1) Non compris les dépenses faites par le gouvernement central sous l'Empire et la République.

les garanties les plus réelles, emportait le contrat. Les enchérisseurs étaient le plus souvent des armateurs. Le prix payé correspondait à peu près à celui de la traversée, cinq ou six livres anglaises par tête. Il devait couvrir, non seulement les frais du transport des immigrants, mais la propagande nécessaire pour les recruter. Ce système présentait un inconvénient. Les agents d'immigration cherchaient uniquement à augmenter le nombre des immigrants, mais peu leur importait leur valeur économique. Ils gagnaient sur la quantité et s'occupaient peu de la qualité. Les rapports des secrétaires de l'agriculture de Saint-Paul se plaignent de ce qu'il débarque en trop grand nombre des hommes impropres à l'agriculture. Ils refusent à l'arrivée de se laisser diriger vers les fazendas : ils ne connaissent pas le travail de la terre, et se fixent à la ville où ils exercent des métiers humbles et improductifs, cireurs de bottes ou marchands de billets de loterie. De là, la nécessité d'une surveillance des immigrants, très difficile à l'arrivée, et qu'on finit par placer au grand port d'embarquement, c'est-à-dire à Gênes. Le commissariat établi à Gênes en 1895 eut pour mission de vérifier la valeur des cargaisons d'hommes destinés à Saint-Paul.

Le nouveau régime, institué par la loi de 1899, est assez différent. Des décrets fixent chaque année le nombre d'immigrants auxquels l'État de Saint-Paul accordera les faveurs déterminées par la loi. Toute compagnie de navigation est autorisée, dans les limites de ce chiffre, à transporter d'Europe au port de Santos des passagers de troisième classe pour chacun desquels elle recevra une subvention, à condition que les immigrants soient agriculteurs. La prime par tête avait d'abord été fixée à cinquante francs ; on l'a élevée depuis ; et elle est aujourd'hui égale au prix du

passage. Le gouvernement évite ainsi les engagements à longue échéance, qui étaient inévitables sous le régime des contrats. En s'adressant à la fois à toutes les compagnies de navigation, il obtient, au moment précis où il juge que le pays a besoin de main-d'œuvre, le transport rapide d'un grand nombre de travailleurs ; il est libre ensuite de suspendre les subventions et de réduire ses dépenses.

Tout cet ensemble de mesures explique l'énorme afflux des immigrants. En 1886, il n'en était encore arrivé à Saint-Paul que 9.000 ; en 1888 il en entra 92.000 ; en 1891, 108.000 ; en 1895, 149.000. Depuis, le chiffre des arrivées a fortement diminué. Actuellement, sous le régime des subventions intermittentes, le courant est d'une intensité très irrégulière. De 1887 à 1906, Saint-Paul a reçu plus de 1.200.000 immigrants. Or, en 1906, la population de l'État n'atteignait pas encore 3.000.000 (1).

	NOMBRE TOTAL D'IMMIGRANTS A SAINT-PAUL	IMMIGRANTS DE NATIONALITÉ ITALIENNE
1886	9.536	6.094
1887	32.112	27.323
1888	92.086	80.749
1889	27.863	19.025
1890	38.491	20.991
1891	108.736	84.486
1892	42.061	34.274
1893	81.739	48.739
1894	54.637	31.548
1895	149.742	106.525
1896	105.624	69.458
1897	105.870	76.451
1898	54.484	34.391
1899	36.012	20.704
1900	27.894	15.804
1901	75.845	56.325
1902	40.386	28.895
1903	18.161	9.444
1904	27.751	9.476
1905	48.087	13.596
1906	48.429	....

Population totale de l'État en 1900 : 2.280.000.

Les fazendaires ont donc été largement pourvus de main-d'œuvre ; c'est parce qu'ils ont pu puiser librement dans la masse des immigrants qu'ilsse sont désintéressés de la question de l'esclavage. Mais, si généreuses qu'aient été les subventions officielles, les immigrants ne furent jamais trop nombreux pour les besoins de l'agriculture, tant les défrichements étaient rapides. En 1894, l'apparition du choléra en Europe empêche les services d'immigration de fonctionner avec régularité. Le nombre des arrivées se réduit ; aussitôt la grande propriété s'inquiète : chaque planteur était à l'affût d'ouvriers à embaucher. L'État de Minas, voisin de Saint-Paul, accordait aussi aux immigrants le passage gratuit. Or, une partie des immigrants recrutés pour Minas, et destinés à la région du triangle minier, au nord de Saint-Paul, devaient transiter par Saint-Paul. Ils achevaient rarement le voyage, car on les retenait à Saint-Paul par des offres séduisantes. L'État de Minas se plaignit : le gouvernement de Saint-Paul répondit : « Il faut réfléchir qu'il est difficile d'empêcher les fazendaires de débaucher les immigrants en route vers Minas ; ils auront bien des fois l'occasion d'être détournés de leur destination, surtout pendant leurs arrêts à la capitale et à Ribeiraon Preto. » Tels étaient à Saint-Paul le besoin de bras et l'attraction des plantations de café.

Les immigrants se destinent presque tous au travail de la culture du café, les Paulistes disent *la lavoure*, le travail par excellence, comme en France nous appelons labour le travail de la charrue.

L'effectif des immigrants se répartit entre les différents municipes en proportion de la superficie qu'y couvrent les cultures caféières : Ribeiraon Preto, Sao Carlos do Pinhal, Sao Simaon, Avaré, Jahu sont

parmi les plus gros consommateurs d'hommes. En 1906, 34.326 immigrants sont partis de la capitale pour entrer au service de la lavoure. Ces cinq municipes en absorbent à eux seuls un tiers (exactement 11.369). On pourrait, d'après la direction que prennent les colons en quittant Saint-Paul, suivre la marche de la colonisation sur le territoire de Saint-Paul, et le peuplement successif des diverses zones caféières. Depuis six ans environ, le progrès des cultures s'est interrompu ; les nouveaux venus ne font que combler les vides laissés par des partants. Leur contingent se répartit entre les régions de l'État, dans une proportion qui varie peu d'année en année.

Les immigrants n'arrivent presque jamais seuls. Le fazendaire embauche, non des individus isolés, mais des familles. Le gouvernement s'est toujours efforcé de réduire le plus possible le nombre des hommes sans famille parmi les immigrants aux frais publics. La stabilité du colon est en effet assurée dans une large mesure par la présence de sa famille ; elle le rend moins voyageur. Grâce à elle, le danger diminue de le voir réémigrer au moindre caprice. Saint-Paul attache d'autant plus de prix à l'introduction des immigrants en famille, qu'on ne leur distribue pas de terres, et que le problème de leur fixation au sol n'est par conséquent pas résolu d'avance.

Nous suivrons les colons, de l'hospedaria de Saint-Paul, vaste auberge où ils reçoivent pendant huit jours l'hospitalité officielle, jusqu'à la fazenda.

Après le débarquement à Santos, l'hospedaria est leur première étape. C'est là qu'ils contractent un premier engagement. Jusqu'à une époque récente, voici comment on procédait. Les fazendaires en quête d'ouvriers

visitaient eux-mêmes les nouveaux arrivants, ou leur envoyaient des émissaires parlant leur langue. L'hospedaria était le marché de main-d'œuvre ; les prix montaient lorsque la demande était forte et que les fazendaires se faisaient concurrence ; ils baissaient dans le cas contraire. Le marché étant public, les colons pouvaient comparer entre elles les offres. Ils sont d'ailleurs en général plus avertis qu'on ne le soupçonne, et connaissent les usages du pays et le taux moyen des salaires, soit par des voyages antérieurs, soit par des informations obtenues de parents ou d'amis. Le contrat n'avait jamais qu'une durée d'un an. Parfois il était inscrit en tête du carnet où sont portés les comptes du fazendaire et du colon ; plus souvent il restait oral.

Le gouvernement de Saint-Paul voulut donner aux immigrants des garanties, et en 1906, il créa l'agence de colonisation et de travail. Elle a pour fonction la surveillance du marché d'hommes que constitue l'hospedaria. Elle veille à ce que les transactions qui y sont conclues soient exécutées honnêtement et régulièrement. Elle sert d'intermédiaire entre les fazendaires et les immigrants comme un bureau de placement national. Le fazendaire est tenu d'indiquer d'abord à l'agence le nombre de colons qu'il désire recruter, et les conditions qu'il leur offre. Il est admis ensuite à discuter librement avec les immigrants, et le marché conclu, le contrat est enregistré officiellement par l'agence qui en conserve le texte, et en remet une copie au nouveau colon. L'agence doit aussi servir de tribunal arbitral au cas où des difficultés surviendraient entre le fazendaire et le colon pour l'application du contrat. Contre tout fazendaire convaincu d'abus d'autorité, elle dispose d'une arme redoutable, puisqu'elle peut lui inter-

dire l'accès de l'hospedaria, et le mettre hors d'état de renouveler son personnel.

Tous les contrats passés sous le patronage de l'agence sont dressés suivant un même modèle ; le texte en est imprimé d'avance, et des blancs sont laissés pour inscrire quelques chiffres. Ce n'est pas que l'agence cherche à uniformiser artificiellement le régime des colons à Saint-Paul. Le modèle de contrat adopté par elle n'a pas été créé arbitrairement, il est conforme aux contrats en usage, et rédigé seulement avec une plus grande recherche de précision. Avant toute intervention de l'agence, les autres formes de contrats, le métayage par exemple, en honneur à Minas, tendaient à s'éliminer d'elles-mêmes à Saint-Paul. Le texte officiel rédigé par l'agence donnera donc une idée exacte des contrats usuels : j'en traduis les articles essentiels.

Art. 1. — Il sera fourni gratuitement au colon, par le propriétaire, des moyens de transport pour lui, sa famille et ses bagages, depuis la station de chemin de fer la plus voisine de la fazenda (c'est le gouvernement qui paie le trajet en chemin de fer); le propriétaire fournira aussi la maison d'habitation, le pâturage pour un ou plusieurs animaux, et du terrain pour y planter les cultures alimentaires.

Art. 2. — Le colon s'oblige à traiter les caféiers de façon à les conserver toujours propres, à remplacer les pieds manquants, à enlever les mauvaises herbes... de la façon et au moment qui lui seront indiqués par le propriétaire.

Art. 3. — Le propriétaire ne fera aucune avance, sauf ce qui sera strictement nécessaire pour l'alimentation des colons récemment arrivés, ou en cas de maladie...

Art. 5. — Si le colon néglige quelques-uns des services énumérés dans l'article 2, le propriétaire pourra les faire faire par qui il voudra, en faisant payer au colon les dépenses...

Art. 9. — Le propriétaire qui voudra remercier un colon devra l'avertir trente jours à l'avance, faute de quoi le contrat sera considéré comme renouvelé.

Art. 10. — Même obligation pour le colon qui voudra abandonner la fazenda.

Art. 11. — Les animaux et les récoltes du colon sont la garantie de sa dette envers le propriétaire...

Art. 13. — Le colon pourra acheter où il lui plaira les denrées dont il aura besoin...

Art. 15. — Le propriétaire s'engage à payer au colon, par 1000 pieds de caféiers entretenus, la somme de...; par 50 litres de café cueilli, la somme de...; par journée de travail (en dehors de la culture du café) la somme de...

Art. 18. — Le dernier article fixe les plantations que le colon sera en droit de faire à son profit personnel.

Le tableau de ce qu'est la vie du colon à la fazenda servira de commentaire à ce contrat. De même que les contrats sont uniformes, les fazendas se ressemblent. J'en ai visité un grand nombre pendant mon séjour à Saint-Paul ; presque toutes prêtaient aux mêmes observations. La diversité est à peu près nulle : un outillage plus ou moins perfectionné, une installation de séchoirs et de magasins plus ou moins luxueuse ; mais le même aspect pittoresque, les mêmes terrasses étagées au sol de terre rouge battue, la même population ouvrière aux vêtements maculés de rouge, (la livrée de la terre rouge), les mêmes habitudes de travail, les mêmes gestes, les mêmes soucis et les mêmes réjouissances.

Les habitations des colons ne sont pas d'ordinaire éparses au milieu des caféiers ; elles forment, suivant l'importance de la fazenda, un hameau ou un village de construction régulière, et sans rien du désordre d'un village d'Europe. A proprement parler, ce n'est jamais qu'une cité ouvrière, de même que le colon n'est qu'un prolétaire rural. La maison est de briques ou de torchis, souvent peinte à la chaux, médiocrement confortable, mais le climat de Saint-Paul est d'une grande douceur, et la vie se passe presque entière au dehors. Quant à la nourriture, elle est suffisante. Le pain est rare, car ni le blé, ni le seigle ne sont des cultures courantes, mais on le remplace par la farine de maïs bouillie, ou polenta, par le manioc et par les haricots noirs.

Chaque fazenda constitue un petit monde fermé qui se suffit à peu près à lui-même, et d'où les colons sortent rarement ; l'exitence y est laborieuse. Le café est planté en grands alignements réguliers dans la terre rouge abondamment arrosée par les pluies, et où il faut lutter sans répit contre l'envahissement des mauvaises herbes. Le sarclage des plantations est le fond du travail du colon. Il se répète six fois par an. Aussitôt la récolte finie, si vous parcourez à cheval les lignes des caféiers qui commencent, dès septembre, à se parer de leur floraison claire, vous y trouverez les colons, femmes et hommes, penchés sur leurs sarcloirs, pendant que le soleil, déjà chaud, sèche derrière eux les herbes qu'ils ont arrachées.

Chaque famille reçoit le nombre de pieds qu'elle peut soigner ; il varie avec le nombre de personnes dont elle se compose. Les familles nombreuses tiennent jusqu'à huit et dix mille pieds ; lorsqu'il n'y a qu'un seul travailleur, on ne peut lui en confier beaucoup plus de

2.000. Comme la vigne, le café exige une main-d'œuvre nombreuse relativement à la superficie des cultures ; il nourrit une population agricole dense. Les 2.000 pieds que reçoit un colon ne couvrent pas, en effet, plus de deux ou trois hectares ; et cependant, à côté du colon, le café suffit encore à nourrir d'autres ouvriers employés à la fazenda. La taille, par exemple, qui n'est pas encore généralement pratiquée, n'est jamais faite par les colons, mais par des troupes d'ouvriers spécialistes qui circulent dans l'État et se louent à la tâche. Le colon n'est qu'un manœuvre ; si on lui laissait tailler les caféiers, il les tuerait. Dieu sait si les émondeurs auxquels on les confie savent déjà les maltraiter ! Ils manœuvrent la serpe et la hachette avec une brutalité qui inspire la pitié.

Lorsque le café mûrit, vers le début de juin, la récolte commence. Elle dure parfois jusqu'en novembre, lorsque l'année a été bonne. Le grand privilège de Saint-Paul, qui lui a valu son rang parmi les pays producteurs de café, c'est que toute la récolte y arrive à maturité vers le même moment. On peut donc faire la cueillette en une seule fois, et enlever à la fois tous les grains que porte chaque branche au lieu de choisir les grains mûrs et de faire deux ou trois cueillettes, comme au Guatemala ou à Costa Rica. C'est une forte réduction des frais de main-d'œuvre et du coût de production. Saint-Paul doit cet avantage à son climat, à peine tropical, et à son régime de saisons bien tranchées, qui règle la végétation.

Pour la cueillette, les colons sont réunis en troupes. Ils se bornent à charger le café en cerises sur des chars que d'autres ouvriers mènent à la fazenda ; le café y est trempé, décortiqué, séché et trié, et expédié ensuite sur Santos, le grand marché d'exportation. Pour

toutes ces occupations, le colon travaille sous la surveillance de l'administrateur de la fazenda. Une cloche annonce l'heure d'aller à la besogne, une autre l'heure du repos, une dernière la fin de la journée : les ouvriers n'ont pas l'illusion de l'indépendance. Le matin, leur troupe se disperse dans les champs, le soir elle se concentre et se reforme peu à peu sur les chemins de la fazenda, et rentre par groupes familiaux, lasse de la journée, avare de paroles, saluant du geste. Le dimanche, le travail chôme, des jeux s'organisent, des parties de mourre, ou de cartes à l'italienne, avec les « denari » et les « bastoni ». Les femmes tiennent d'interminables palabres. Parfois, sur des montures de rencontre, empruntées de voisin à voisin, on va jusqu'à la ville prochaine, voir des parents, prendre langue, et mesurer les chances de fortune que peut offrir le monde extérieur à la fazenda.

Quel est le gain annuel de l'ouvrier agricole? Les conditions varient d'un point à l'autre ; on peut admettre cependant que le colon touche environ 60 ou 80 milreis (100-130 francs au cours actuel du change) par 1.000 pieds de café. C'est là une ressource certaine, une sorte de salaire fixe minimum. Il faut y ajouter le prix de quelques journées de travail à 2 milreis environ. Un élément plus irrégulier encore dans les profits d'une famille de colons, c'est ce qu'elle reçoit pour la récolte. En consultant les livres de quelques fazendas, j'ai pu me rendre compte jusqu'où allait cette irrégularité. Tantôt le salaire payé pour la récolte est minime, et tantôt il dépasse à lui seul toutes les autres ressources du colon. Il est calculé à tant par mesure de fruit livrée par le colon. Lorsque les branches sont chargées, non seulement la quantité totale à recueillir est plus forte, mais encore le travail est plus

rapide, chaque journée est plus productive. Les années de bonne récolte sont pour les colons comme pour les fazendaires des années d'abondance. Avec cet élément essentiellement variable, comment établir le compte annuel des recettes du colon?

Quant à ses dépenses, elles ne peuvent être évaluées avec aucune précision. Une famille économe les réduit presque à rien, si elle a la chance de vivre sans maladie et de se passer du médecin, du pharmacien et du curé.

Ce qui permet aux colons de vivre, ce sont les cultures alimentaires qu'ils ont le droit d'entreprendre à leur compte, tantôt en dehors des caféiers sur des terres qu'on leur réserve, et tantôt entre les rangs des caféiers eux-mêmes. Ils s'intéressent souvent davantage aux clauses de leur contrat qui se rapportent à ces cultures qu'à celles qui fixent leur salaire en argent. Un fazendaire me raconte qu'il a appris qu'une partie de ses colons projettent de quitter sa propriété après la récolte. En chemin, nous croisons certains d'entre eux, et je les interroge. — Est-il vrai que vous êtes engagés à la fazenda de..... pour l'année qui vient? — Oui. — Quelle raison avez-vous de changer de fazenda? Serez-vous payés davantage là-bas? Ne recevez-vous pas ici 80 milreis par 1.000 pieds? — Oui. — Combien vous offre-t-on là-bas? — 60 milreis seulement. — Pourquoi donc partez-vous? — C'est que là-bas on laisse planter le maïs dans les caféiers.

La culture riche du café se combine ainsi avec des cultures vivrières. Presque partout dans le monde, les grandes cultures industrielles doivent laisser une place auprès d'elles aux cultures alimentaires. Chaque pays est condamné à produire, du moins en partie, ce qu'il consomme pour se nourrir, et à vivre sur lui-même, s'il veut vivre. Au Brésil, la dispersion des cultures

vivrières est extrême en raison de la difficulté des transports ; elle s'est à peine atténuée à Saint-Paul, malgré le développement du réseau des voies ferrées. Chaque fazenda est un petit centre de production de maïs, de manioc et de haricots noirs, dont on fait le plat national, la *feijoade.*

Il arrive même parfois que les colons récoltent plus de maïs qu'ils n'en consomment. Ils peuvent alors en vendre quelques sacs au marché voisin, et le prix qu'ils en obtiennent s'ajoute à leurs autres ressources. Ainsi, des cultures destinées en principe uniquement à leur alimentation, prennent pour eux un autre caractère ; ils en tirent un revenu qui n'est pas toujours à dédaigner.

Les colons font leurs achats à la ville, ou, plus souvent, si la fazenda est tant soit peu importante, il existe au voisinage des maisons de colons une boutique, les brésiliens disent un négoce (*negocio*). Son inventaire défie toute énumération ; on y trouve à la fois des cotonnades et du sel de cuisine, des outils agricoles et du pétrole. Il suffit de regarder ce qui s'y trouve pour savoir au juste ce qu'importe la petite cellule économique qu'est la fazenda. Bien que les colons soient actuellement presque toujours libres de faire leurs emplettes où il leur plaît, le métier des boutiquiers dans les fazendas est resté très lucratif. Il existe à leur profit un monopole de fait ; aucun concurrent n'est libre de s'établir à la ronde, le fazendaire y veille. La boutique est sa propriété, il la loue et perçoit d'ordinaire un loyer élevé qui représente non seulement la valeur locative de la maison, mais aussi le privilège commercial qui s'y est attaché. C'est une sorte d'impôt commercial indirect levé par le fazendaire sur les colons, le signe de l'organisation tant soit peu féodale de la

propriété à Saint-Paul. L'habitude pour le fazendaire de commercer lui-même au profit ou aux dépens de son personnel a généralement disparu.

Un des plus graves soucis du fazendaire, c'est d'assurer la discipline intérieure de la fazenda. La tâche exige de l'habileté et de l'énergie. Il ne faut pas se hâter d'accuser les fazendaires de gouverner en souverains trop absolus. Je n'ai pas eu l'occasion de constater d'abus de puissance de leur part, je n'ai pas vu distribuer d'amendes injustifiées. La tâche du fazendaire est double. Il emploie son autorité à obtenir la régularité du travail, mais aussi à maintenir l'ordre et la paix parmi la population hétérogène qu'il gouverne. Il remplit une fonction de policier. La police publique n'existe pas en effet pour assurer le respect de la loi civile, de la personne et de la propriété. Comment la police interviendrait-elle à la fazenda, qui n'est nullement un village, une commune, mais une propriété privée. C'est donc au fazendaire qu'il incombe de protéger les droits de chacun. Aussi beaucoup de colons ont-ils une préférence pour les fazendas où la discipline est sévère ; ils sont assurés d'y trouver justice. La sévérité du fazendaire n'est pas toujours au détriment du colon.

Individuellement, les colons sont souvent turbulents et parfois violents ; collectivement, ils ont montré jusqu'ici une remarquable docilité. Il s'est produit cependant, dans quelques fazendas, des mouvements ouvriers, de véritables grèves, mais ils ont toujours avorté. Les grèves n'ont pas duré, elles ne se sont jamais étendues. Un des moyens qu'emploient les fazendaires pour maintenir leur autorité et pour empêcher les colons de prendre conscience de leur force, c'est d'interdire les associations. Ils ont peu de difficult

à faire respecter cette interdiction. Dans un personnel sans instruction, de langue et de nationalité diverses, l'esprit d'association n'existe même pas en germe. Le développement des associations ouvrières à tendance socialiste s'est manifesté à Saint-Paul, en ville, mais nulle part dans les campagnes. Une population immigrée peu cohérente, mal fixée au sol, n'est pas un terrain favorable pour la formation d'un parti de revendications sociales. Il ne faut pas chercher à Saint-Paul de syndicats d'ouvriers agricoles. Le contrat qui lie le fazendaire aux colons n'est jamais un contrat collectif, mais un contrat individuel.

Les règlements de comptes sont faits tous les deux mois. Il arrive souvent, encore aujourd'hui, que le colon doive au fazendaire. Le fazendaire a conservé l'habitude de faire des avances, et toute famille établie dans le pays depuis peu est régulièrement endettée. Mais les avances du fazendaire sont toujours restreintes, les colons présentent en effet très peu de garanties : un cheptel insignifiant, un mobilier moindre. Leur dette envers le fazendaire ne suffit pas, comme autrefois, à les enchaîner à la fazenda ; si beaucoup d'entre eux continuent à déguerpir en cachette, ce n'est pas que rien menace leur liberté personnelle, c'est qu'ils veulent sauver leur léger bagage que le fazendaire pourrait saisir pour se couvrir de ses avances. Tous les colons se trouvent donc libres au dernier paiement de l'année, après la cueillette ; l'échéance de leur contrat est venue. Prolétaires que rien ne lie au sol où ils ont vécu un an, ils n'y reprendront du service que s'ils ne trouvent pas ailleurs des conditions plus avantageuses, et si leur humeur aventureuse ne les pousse pas à chercher fortune plus loin.

La fin de la récolte voit un déplacement général des

ouvriers agricoles. Les colons sont de vrais nomades. Tous les fazendaires vivent avec l'inquiétude perpétuelle de voir leur personnel les abandonner au mois de septembre. Même les fazendaires les plus généreux connaissent cette difficulté. D'après le Directeur de la colonisation, 40 à 60 % des colons quitteraient leurs fazendas annuellement. Cette affirmation peut difficilement être contrôlée; du moins on n'exagère pas en disant qu'un tiers des familles employées à la culture du café se déplace d'année en année. Vers septembre, on les rencontre sur les chemins, déménageant à pied le plus souvent, l'homme portant quelques hardes, et la femme quelque nouveau-né, comme des ouvriers de la ville au moment du terme. Qu'on se représente quelle pesante servitude peut être pour l'industrie caféière cette instabilité de la main d'œuvre. Longtemps avant la récolte, le fazendaire se préoccupe de combler les vides qui se creuseront dans la colonie aussitôt la récolte achevée. Il envoie en secret, dans les fazendas voisines ou à la ville, des recruteurs à ses gages ; il emploie à cette besogne des colons madrés auxquels il paie une prime par famille engagée. Enfin, à bout de ressources, et s'il ne lui reste plus aucune espérance de trouver sur place des ouvriers au courant du travail des plantations, il se décide à s'adresser à l'agence de colonisation à Saint-Paul, et se résigne à accueillir un personnel inexpérimenté qu'il faut dresser pendant plusieurs mois.

L'instabilité des travailleurs agricoles est le trait le plus frappant de la vie rurale dans l'État de Saint-Paul. Elle reflète tout ce qu'il y a d'original, d'artificiel même dans le développement hâtif de la grande culture caféière.

La population ouvrière agricole de Saint-Paul est en majorité de nationalité italienne. C'est l'Italie qui a fourni le plus fort contingent d'immigrants. Beaucoup de fazendas sont entièrement peuplées d'Italiens, et il ne manque pas de municipes où ils dépassent en nombre les Brésiliens et les immigrants de toutes les autres nationalités réunis. De 1891 à 1897, les Italiens forment à eux seuls, suivant les années, les trois quarts ou les quatre cinquièmes du total des immigrants.

Quel est aujourd'hui le nombre des Italiens résidant à Saint-Paul? Il est impossible de le dire avec précision. En 1901, d'après un rapport publié dans le *Bulletin de l'émigration italienne*, ils auraient été de 650 à 700.000 (1). Le Consul d'Italie reprend la question en 1905 (2), et affirme que le chiffre de 700.000 est notoirement insuffisant. D'après les statistiques de la secrétairerie de l'Agriculture à Saint-Paul, il est arrivé jusqu'en 1901 à Saint-Paul 568.000 Italiens de plus qu'il n'en est parti. A ce chiffre, il faut ajouter les Italiens venus par terre du côté de la frontière de Minas. De plus, il est permis de considérer comme Italiens les enfants des familles italiennes nés à Saint-Paul, mais dans un milieu exclusivement italien, comme le sont la plupart des colonies. Or, les familles italiennes restent aussi prolifiques à Saint-Paul qu'elles le sont en Italie, et la population italienne s'est accrue notablement du fait de l'excédent des naissances sur les décès. Nous pouvons donc conclure que les Italiens, à Saint-Paul, ne sont guère moins d'un million. Ils y forment un des groupes les plus compacts et les plus nombreux que l'émigration italienne ait créés au delà des mers.

(1) *Bulletin de l'Emigration*, 1902, n° 8.
(2) *Bulletin de l'Emigration*, 1905, n° 2.

Si compact que les Paulistes finirent par en concevoir de l'inquiétude. La colonie italienne grandissait si vite, qu'ils désespérèrent de l'assimiler. A diverses reprises, dans les contrats signés avec des entrepreneurs d'immigration, on essaya de limiter la proportion des immigrants de nationalité italienne. Ces craintes étaient sans fondement. Autant que j'ai pu m'en rendre compte il n'existe pas à Saint-Paul de « péril italien ». Je ne me souviens pas d'avoir rencontré chez un Italien établi à Saint-Paul la moindre velléité de résistance à l'assimilation brésilienne, la moindre animosité consciente contre le Brésil en tant que nation. Tous ceux qui échappent au travail agricole, et se fixent à la ville, se nationalisent vite, conquis par un milieu où le Brésilien doit forcément dominer. Même ceux qui vivent à la fazenda apprennent le portugais rapidement et volontiers. Je visite une plantation où les colons sont tous italiens, les contre-maîtres italiens, l'administrateur italien. Cependant c'est en portugais que l'administrateur distribue ses ordres à ses compatriotes, pour la bonne discipline, assure-t-il. C'est en portugais que les contre-maîtres font leurs observations aux ouvriers, et si je traverse la colonie, je surprends entre colons des phrases portugaises aussi souvent que des phrases italiennes. L'extrême analogie du portugais et de l'italien contribue à éliminer l'italien. Un Venète, qui rencontre un Sicilien, lui parle portugais plutôt que d'apprendre le dialecte méridional. Ceux qui restent fidèles à l'italien le corrompent de plus en plus, et le mélangent de mots étrangers. On voit des Italiens après quelques années de séjour, incapables de s'exprimer dans leur langue natale, ou du moins de s'exprimer correctement. Cela n'arriverait pas dans un pays de langue germanique.

Aujourd'hui que le courant d'immigration italienne est arrêté ou interrompu, les Paulistes eux-mêmes s'accordent à déclarer que l'Italien est le plus désirable des colons, tant par sa sobriété et son courage au travail que parce qu'il est facilement assimilable, et proche parent du Brésilien par sa langue et son esprit.

Réciproquement, les conditions d'existence que leur offrait Saint-Paul convenaient à merveille au tempérament des immigrants italiens. Agriculteur de métier, l'émigrant italien n'a cependant aucune préférence pour les occupations agricoles, il n'est pas poussé au delà des mers par l'espérance de s'y créer une propriété. Il a vécu en Italie comme ouvrier agricole, dans un milieu d'ouvriers agricoles, et le goût aveugle de la terre, la folie de la propriété foncière n'a pas envahi son sang comme celui du paysan français. Sa race ne colonise pas d'instinct comme tant d'autres. Aux États-Unis, les Italiens sont terrassiers, mineurs, ouvriers d'industrie. A Saint-Paul, ils se sont pliés à l'agriculture, mais ils ne se sont pas davantage embarrassés de la propriété.

Si les Paulistes ont par moments songé à restreindre l'immigration italienne, le gouvernement italien lui-même s'est chargé d'en tarir la source. En 1902, le commissariat général de l'émigration, nouvellement fondé auprès du ministère des affaires étrangères de Rome, prohiba l'émigration gratuite au Brésil. Le décret visait uniquement l'État de Saint-Paul, le seul qui continuât alors à subventionner l'immigration. Il y fut accueilli on devine avec quelle colère. L'importation aux frais publics d'ouvriers agricoles était si bien entrée dans les mœurs à Saint-Paul, l'existence de la grande culture était si étroitement liée à la poli-

tique d'immigration subventionnée, que personne ne concevait plus ce que peut avoir de légèrement irrégulier la séduction exercée sur des travailleurs étrangers par la concession du voyage gratuit. Le gouvernement italien restait strictement dans son droit.

Son intervention était-elle indispensable en fait ? On répondra par l'affirmative ou par la négative, suivant qu'on admettra ou qu'on rejettera les conclusions des rapports de M. Adolfo Rossi, délégué du gouver nement italien, qui provoquèrent le décret de 1902 M. Rossi n'a-t-il pas légèrement dramatisé les choses Quoi qu'il en soit, le décret de 1902 a réduit fortement le contingent des immigrants italiens. En 1901, ils étaient 56.000, et en 1902, 28 000; en 1903, 9 000 seulement. Depuis, Saint-Paul a vu partir certaines années plus d'Italiens qu'il n'en était arrivé. Il a fallu recourir à d'autres pays pour trouver les bras indispensables. Et c'est depuis 1902 surtout qu'ont commencé à débarquer à Santos dès Portugais et des Espagnols. Les Espagnols surtout arrivent de plus en plus nombreux et se répandent dans les fazendas.

La visite de M. Rossi à Saint-Paul, et le décret de 1902, ont suivi de près la grande crise de la culture du café. Vers 1901, en effet, se place la fin de la longue période de prospérité qui avait commencé à l'abolition de l'esclavage. Depuis, l'agriculture pauliste lutte sans répit contre la baisse des prix déterminée par la surproduction. Comment les ouvriers employés à la culture du café ont-ils subi le contre-coup de cette crise ?

Le premier effet de la crise aurait dû être, semble-t-il, un abaissement général du taux des salaires. Cet abaissement n'a pas été très marqué. En 1895, c'est-à-dire en

pleine fièvre de développement des plantations caféières, le secrétaire de l'agriculture envoya une cir culaire aux chambres municipales, pour connaîtr exactement la situation faite aux ouvriers immigrants Les municipes ne sont pas suspects d'indiquer des s laires inférieurs aux salaires réels. Or, d'après moyenne de ces réponses, le salaire ordinaire pour l'eı tretien de mille pieds de café était, en 1895, de 90 milreis, et de 600 reis pour la cueillette de cinquante litres de fruits. Dans une enquête agricole faite à la fin de 1907 par le ministère fédéral de l'Industrie (1), le rapporteur donne comme chiffres moyens de 60 à 100 milreis par mille pieds, et de 500 à 600 reis par cinquante litres cueillis. C'est, à très peu de chose près, ce qu'indiquaient onze ans plus tôt les chambres municipales. Si les salaires se sont abaissés, cela n'a été que dans une très faible mesure, hors de proportion avec la chute rapide des cours du café. On sait d'ailleurs qu'il n'y a rien de moins compressible que les salaires et que dans n'importe quelle industrie, il est presque toujours impossible de les réduire.

Mais, même si l'on admet qu'il s'est produit une réduction des salaires agricoles, un autre fait est tout à l'avantage des colons. C'est la hausse du change. Depuis l'année 1898, qui vit la première réorganisation des finances brésiliennes, le crédit national n'a cessé de grandir, et peu à peu, la valeur du papier-monnaie s'est élevée. On avait vu le change à 6, et même à 5 ; il est aujourd'hui aux environs de 15. C'est-à-dire que l'ouvrier auquel on donne comme autrefois un billet d'un milreis, touche exactement 3 fois en monnaie d'or

(1) Rapport de Joaquim Francisco Gonzalmes au ministre de l'Industrie, publié par le *Jornal dos Agricultores* du 15 janvier 1907.

ce que valait sa première paie. La marge est grande. Les salaires pourraient avoir diminué nominalement de moitié, et cependant leur valeur effective avoir augmenté.

Les variations du change semblent n'avoir pas eu d'influence sur les salaires. De même que le prix en papier des objets courants reste très longtemps sans se modifier, bien que ce papier lui-même perde ou gagne de la valeur, de même la tradition maintient au même taux nominal le prix des salaires ; cependant, fazendaires et planteurs savent également ce qu'ils perdent et ce qu'ils gagnent à la hausse du papier. Les fazendaires se plaignent, et affirment que la hausse du change les ruine ; la main-d'œuvre payée à un taux fixe en un papier qui vaut davantage de jour en jour, absorbe une part de plus en plus forte du prix de vente de la récolte, qui est invariablement réglé en or. C'est pour secourir les planteurs que le Brésil adopte des mesures tendant à arrêter la hausse du change, et crée la Caisse de conversion. Quant aux colons, ils profitent de la hausse du change d'une façon très consciente. Pour le travailleur national, qui ne connaît d'autre monnaie que le papier, la hausse du change peut passer inaperçue, puisque rien ne lui permet de la mesurer. Il n'en est pas de même pour la population immigrée, qui a l'habitude et même la superstition de la monnaie d'or, et qui songe à rapporter en Europe des économies. Les Italiens échangent aussitôt qu'ils le peuvent le papier qu'ils reçoivent contre de l'or, des changeurs leur remettent au cours du jour des livres anglaises. Combien de familles possèdent secrètement un petit trésor métallique ? L'or monnayé n'existe pas seulement au Brésil dans les réserves des banques, il s'y trouve aussi, infiniment divisé, entre

les mains des ouvriers agricoles étrangers. On peut donc admettre que la situation financière des colons n'a pas empiré.

Mais la crise n'a-t-elle pas conduit à modifier d'autres clauses du contrat de colonage ? N'a-t-elle pas réduit la part de bénéfice que le colon recueille en nature, et restreint les cultures qu'il est autorisé à faire à son profit ? Sur ce point, les conséquences de la crise me paraissent avoir été plus graves. Depuis 1903, l'État de Saint-Paul a interdit les plantations nouvelles. Or, dans les plantations récentes, la terre vierge, fraîchement conquise sur la forêt, donnait d'abondantes récoltes de maïs et de haricots ; dans les plantations anciennes, au contraire, le rendement des céréales semées par les colons dans les intervalles entre les pieds de café se réduit de plus en plus. Plus la fazenda vieillit, et plus s'aggrave la condition des colons, à mesure que s'évanouit la fécondité primitive, privilège des terres neuves. De plus, beaucoup de fazendaires, désireux de conduire plus rationnellement leur exploitation, cherchent à interdire les cultures intercalées entre les caféiers. En ce cas, l'existence devient difficile au colon.

Même lorsque le fazendaire leur accorde en dehors des caféiers de l'espace pour leurs cultures vivrières, les colons sont mécontents. Dans les caféiers, en effet, on cultivait le maïs tout en sarclant le sol au pied des caféiers. Le même travail profitait aux deux plantes, la récolte du maïs ne coûtait aucun effort supplémentaire. S'il faut planter le maïs dans un champ séparé, c'est doubler la peine sans doubler le profit.

Ajoutez enfin que, pour bien connaître la situation matérielle et morale des colons, il ne faut pas s'en tenir à des questions purement agricoles. Les colons

en effet, ne se considèrent pas comme rivés pour leur vie entière à la culture du café; beaucoup d'entre eux, à l'occasion, quittent la lavoure pour s'établir à la ville. Tous les colons qui abandonnent leur fazenda après la récolte, ne s'engagent pas dans les fazendas voisines ; chaque année, la récolte marque un nouveau mouvement de concentration de la population rurale vers les centres urbains. Ce mouvement ne s'est pas interrompu, et seul il explique que le besoin de main-d'œuvre continue à se faire sentir dans les campagnes, bien que l'expansion des plantations soit arrêtée. Toutes les villes de l'État, la capitale elle-même, sont peuplées d'anciens immigrants en rupture de travail agricole. L'agriculteur devient commerçant à la ville, et ses chances de fortune sont d'autant plus nombreuses que l'ensemble du pays est plus prospère. Jadis, l'exemple d'un heureux encourageait les autres ; et il était peu de colons dans les fazendas qui ne fussent soutenus dans la médiocrité de leur condition présente par l'espérance d'en sortir un jour, et de profiter, eux aussi, de l'activité fiévreuse des affaires et de l'abondance générale de l'argent.

Or, la crise a frappé la classe commerciale tout autant que les classes agricoles ; les villes n'ont pas beaucoup moins souffert que les campagnes ; l'argent est devenu rare et difficile à gagner. Pour les colons, c'est moins leur situation actuelle qui s'est modifiée, que les espérances qui leur sont permises ; leur confiance dans l'avenir du pays a diminué.

Il ne faut pas s'étonner si, dans ces conditions, il s'est produit ces dernières années un mouvement d'émigration aux dépens de l'État de Saint-Paul. Tous les pays de forte immigration ont connu, aux moments de crise, ces exodes. Saint-Paul, comme les États-

Unis et l'Argentine, a subi le sort commun. La première année où la statistique de l'émigration accusa un excédent des sorties sur les entrées, fut l'année 1900. Le fait se reproduisit en 1903 et en 1904. En 1903, le chiffre des partants s'éleva à 36.000, et la balance marqua, aux dépens de Saint-Paul, un déficit de 18.000 habitants. En 1906 encore, il s'est embarqué à Santos 41.000 passagers de troisième classe; cependant l'équilibre s'est rétabli par l'élévation du nombre des entrées. Ainsi l'instabilité du travailleur rural à Saint-Paul, qui se manifestait depuis longtemps par les déplacements annuels de fazenda en fazenda, se traduit d'une façon nouvelle, plus dangereuse encore pour les intérêts du pays par l'émigration à l'étranger.

C'est après la fin de la récolte, d'août à novembre, que se produisent les départs. Les partants ne sont jamais des Paulistes de race ; ils appartiennent à la population d'origine étrangère, et sont en majorité des Italiens. La plupart d'entre eux ont regagné l'Italie; un contingent notable est allé s'établir en Argentine.

Sorties d'émigrants de l'État de Saint-Paul :

	Pour l'Europe	Pour l'Argentine
1904 (d'août à novembre)	10.204	5.541
1905 — — —	8.600	6.878
1906 — — —	9.202	8.367

Le nombre des immigrants pour l'Argentine inquiétait surtout les Paulistes. Les dépenses faites par Saint-Paul en faveur de l'immigration allaient-elles profiter seulement à un voisin heureux ? En décembre 1906, une enquête fut ouverte au sujet de l'exode des colons en Argentine. Quelques études de ce genre éclaireraient singulièrement les lois de ces courants in-

ternationaux de main-d'œuvre, un des traits originaux dans la vie du monde moderne.

Quels mobiles avaient déterminé les émigrants ? La récolte terminée en octobre 1906 avait été très abondante et leur avait laissé entre les mains de l'argent liquide. Celle de 1907, au contraire, s'annonçait comme très faible, et la demande de bras à Saint-Paul était restreinte. D'autre part, le change était haut, ce qui permettait d'échanger avec avantage le papier brésilien contre la monnaie étrangère. Ces causes diverses provoquèrent les départs ; la gent des aubergistes, des changeurs, des agents de compagnies de navigation, qui profitent du déplacement des colons, contribua comme toujours par sa propagande à augmenter l'amplitude du mouvement. Telles sont les causes secondaires soulignées par l'enquête. Quant à la cause générale, c'est la crise économique du pays ; que la crise cesse, et l'immigration reprendra.

La concentration de la population rurale dans les villes, l'émigration à l'étranger, ont réduit la main-d'œuvre disponible dans les campagnes de Saint-Paul. Beaucoup de fazendas manquent de personnel, soit qu'on n'arrive plus à recruter un nombre suffisant de familles, soit que ces familles soient trop petites ; les familles d'Espagnols, qui commencent à remplacer en certains points les Italiens, ne restent pas groupées comme les familles italiennes en véritables tribus dont une seule entretient souvent 10.000 caféiers.

Quelle ressource reste au fazendaire dans cette extrémité ? Faute de colons étrangers, il engage des ouvriers nationaux qu'il paie à la journée, mais le travail est mal fait et les frais s'élèvent ; ou bien il essaie de réduire son personnel et de travailler ses terres à la machine. On met dans les caféiers une sorte de herse-

charrue qui retourne les terres sans blesser les racines. Le labour se substitue au travail à la houe ; transformation profonde de la vie rurale qui ne s'est opérée nulle part encore au Brésil, et qui semble aujourd'hui se dessiner à Saint-Paul. Elle oblige le fazendaire à augmenter son troupeau de bœufs, et promet des années prospères à l'élevage de Saint-Paul. Mais ce qui empêche de généraliser l'usage des charrues, c'est que la cueillette exige un grand nombre de bras ; les colons y suffisent à peine. Plus on réduit le nombre des ouvriers à l'année, et plus augmente, au moment de la récolte, la disproportion entre les bras disponibles et les bras nécessaires. Où trouver, pendant les mois de récolte, les ouvriers qui font défaut ? Chaque fazenda doit se suffire à elle-même.

Surtout, chaque fazendaire se préoccupe de conserver autant qu'il le peut son personnel. Mais les colons sont très épris de leur indépendance, et refusent tout engagement de plus d'un an. Le besoin qu'ont les fazendaires de leurs bras est pour eux, ils le savent fort bien, une garantie d'égards et de bons traitements ; il est rare par exemple aujourd'hui d'entendre parler de fazendaires mauvais payeurs comme il y en eut plus d'un au début de la crise. Tel est l'enchaînement des choses : la crise du café, en appauvrissant l'État de Saint-Paul, réduit le nombre des immigrants et devient indirectement une des raisons qui tendent à améliorer le sort de la main-d'œuvre agricole.

La crise a mis en lumière le plus grave danger de la politique d'immigration subventionnée. Parce qu'ils ne sont pas propriétaires, les colons italiens restent imparfaitement fixés au sol. On leur a fait dans la lavoure une place subordonnée, aussi ne la serviront-ils qu'aussi longtemps qu'elle se montrera généreuse

envers eux. La crise, en se prolongeant et s'accentuant encore, désorganiserait profondément cette société rurale en train de se constituer. Après avoir été purement économique, elle deviendrait vite une crise sociale. Elle empêcherait l'absorption normale, déjà en bonne voie, des nombreux éléments étrangers, introduits au profit des fazendaires. C'est un point qu'il ne faut pas oublier si l'on veut comprendre quels graves soucis éveille la crise dans l'âme pauliste, et à quelles mesures parfois hasardeuses Saint-Paul a été amené pour protéger l'industrie caféière.

CHAPITRE VIII

LA PETITE PROPRIÉTÉ A SAINT-PAUL

Importance sociale de la petite propriété. — Obstacles à son développement. — La culture du café et la petite propriété. — La division de la terre dans la région de *Campinas*. — Les nouvelles colonies de Saint-Paul.

Nous avons étudié les relations des fazendaires avec leurs ouvriers agricoles ; il nous reste à chercher quelle place a su prendre la petite propriété dans l'État de Saint-Paul. Si la grande propriété y domine, la petite propriété n'y est pourtant pas inconnue. La loi des successions y tend comme ailleurs à diviser les héritages. A côté des fazendas, se rencontrent des domaines d'étendue plus restreinte, les *sitios*, les *chacras*. Auprès des colonies privées, établies par les fazendaires sur leurs terres, et peuplées d'ouvriers agricoles, il existe aussi des colonies de petits propriétaires, fondées par le gouvernement. Le mot même de colonie est souvent employé pour désigner un lot colonial : fazendas, sitios, chacras, colonies, tels sont les types divers d'exploitation rurale.

Les statistiques agricoles sont trop imparfaites pour qu'il soit possible de se représenter l'importance relative de chacun d'eux. En 1905, suivant les données

publiées par le ministère de l'Agriculture, il y avait en tout, dans l'État de Saint-Paul, 56.931 propriétés, couvrant une superficie de 12.000.000 d'hectares environ. Leur étendue moyenne aurait donc été de plus de 200 hectares. A la vérité, une partie seulement de la superficie totale est mise en culture, et le reste comprend des forêts improductives, des savanes et des herbages naturels. C'est dans la région centrale, où se trouve la capitale, que les petites propriétés sont le plus nombreuses ; elles sont exceptionnelles au contraire dans les zones caféières, sur le réseau de la Mogyana, de la Paulista et de la Sorocabana (1).

Certains municipes, pour asseoir la perception de l'impôt municipal sur les cultures, ont dressé un cadastre des propriétés rurales. Dans le municipe de Ribeiraon Preto, par exemple, un des principaux centres caféiers, il existe 30.000.000 de pieds envi-

(1) La statistique du ministère de l'Agriculture donne le nombre des petites propriétés, mais elle néglige d'indiquer la superficie totale occupée par elles : cela ne suffit donc pas pour faire connaître exactement la distribution des terres. Elle classe les propriétés d'après leur superficie.

	2e district zone de la Mogyana	3e district zone de la Paulista	4e district zone de la Sorocabana
Propr. de 0 à 24 Ha......	3.605	2.322	2.602
— 24 à 60 Ha......	2.312	2.206	2.242
— 60 à 240 Ha......	2.671	3.139	3.606
— 240 à 2.400 et au-dess.	2.113	1.824	2.154
	Ha. env.	Ha.	Ha.
Superficie totale des propriétés.	2.500.000	2.550.000	3.800.000

En supposant à toute la première catégorie de propriétés une étendue de 24 hectares, évidemment supérieure à la réalité et à toute la deuxième catégorie une étendue de 60 hectares, également supérieure à la réalité, il est facile de calculer que les petites propriétés de 0 à 60 hectares ne comprennent, dans la première zone, que 9 % au maximum des terres ; dans la deuxième zone 7 %, et 5 % seulement dans la troisième.

ron, répartis entre 285 propriétaires. Chacun d'eux possède donc en moyenne plus de 100.000 pieds, ce qui suppose un personnel de 50 à 100 ouvriers. Or, le municipe de Ribeiraon Preto peut être considéré comme représentant assez fidèlement les conditions générales du pays entier. Si la concentration des terres y est plus avancée que partout ailleurs, en revanche, il y existe, dans quelques quartiers, de très petites propriétés caféières, comme on en trouverait peu d'autres exemples sur tout le territoire de Saint-Paul.

L'importance sociale du développement de la petite propriété n'a pourtant jamais échappé aux Paulistes. Au programme d'immigration gratuite en faveur de la grande culture, certains esprits ont toujours opposé l'exemple des provinces méridionales et le succès du système de colonisation par la petite propriété expérimenté au Rio Grande. En 1870, au moment où la récolte du café n'atteignait pas le vingtième des récoltes actuelles, avant les grands progrès de l'agriculture pauliste, une discussion s'ouvre dans la *Gazette de Campinas* entre deux fazendaires. Le premier, représentant fidèle de la majorité des fazendaires, demande que l'assemblée provinciale aide les planteurs à faire venir d'Europe des ouvriers pour les plantations. Le deuxième répond que le pays n'a pas besoin de grands établissements agricoles ; que les petits domaines, une classe nombreuse de petits propriétaires, voilà ce qui fait un peuple heureux et le rend énergique, laborieux, intelligent et riche. La division territoriale, ajoutait ce fazendaire philosophe, est aussi nécessaire aux progrès d'une nation que la division du travail.

Vers la même époque, il était permis d'espérer que la petite propriété allait progresser d'elle-même, et,

sans aucune intervention officielle, conquérir du terrain et s'enraciner fortement à Saint-Paul. L'inspecteur Carvalho de Moraës, en tournée dans les premières fazendas de café, signale le nombre croissant de petits propriétaires autour des villes du centre. Il y en avait une trentaine entre Jundiahy et Campinas, le long de la vieille et de la nouvelle route, une centaine auprès de Campinas, autant entre Campinas et Limeira. A une lieue de Limeira, trente-six familles avaient créé une petite colonie dans une ancienne fazenda abandonnée ; un colon, avec ses fils et ses gendres avait acheté une partie de la fazenda, fait à ses frais la démarcation des lots qu'il avait revendus à d'autres familles. A ce moment aussi, un groupe compact d'Allemands acheta des terres à peu de distance de Campinas, et fonda le village de Nova Fribourg. Ils y sont restés depuis, et forment la seule communauté allemande qui existe à ma connaissance sur le territoire de Saint-Paul. Auprès d'eux, des Suisses se fixèrent à Nova Helvétia. C'étaient presque tous des ouvriers de fazendas, arrivés d'Europe sans capitaux. Ayant réuni quelques économies, ils profitaient de l'expérience acquise pendant leurs premières années de séjour pour cultiver des terres à eux.

C'est aussi aux environs de Campinas que s'établirent des colons immigrés à Saint-Paul des provinces méridionales des États-Unis après la fin de la guerre de sécession. Un entrepreneur acquit pour eux l'ancienne fazenda du Funil. Les familles américaines apportaient de petits capitaux qu'elles employèrent en achat de terres. A côté de Nova Fribourg et de Nova Helvétia, les américains bâtirent leur Villa Americana. Ces trois noms, isolés dans la province pauliste, rappellent à la fois le mouvement de division de la

propriété auquel assista cette génération, et la part essentielle qu'y prit l'élément étranger.

Au lieu de continuer à s'étendre de proche en proche, la petite propriété vit brusquement ses progrès s'arrêter. Elle se heurta en effet à un obstacle insurmontable : l'essor des plantations de café.

La fièvre des plantations de café eut pour première conséquence l'élévation du prix des terres. Or, la petite propriété ne peut se constituer que lorsque la terre est à bon marché. La hausse des terres dépassa toute mesure; vers 1895, on vendait des propriétés en exploitation jusqu'à 4 et 5 milreis le pied de café, soit de 3.000 à 4.000 francs l'hectare. La plantation étant peu coûteuse, la terre à café non plantée atteignait une valeur presque égale. En dehors des nappes de terre violette, fertiles et convoitées entre toutes, les prix s'abaissent ; ils restent cependant dix fois plus forts que dans d'autres parties du Brésil méridional; au Parana, par exemple, il est courant de payer l'hectare de 200 à 500 francs, Même les prix des lots coloniaux, mis en vente par le gouvernement, et fixés sensiblement au-dessous du cours, sont élevés : A Nova Europa, assez loin à l'ouest des régions déjà mises en valeur, 160 à 200 francs l'hectare ; à Campos Salles, 130 francs seulement ; autour de Campos Salles, quelques propriétaires offrent des terrains à 170 francs. Les terres portant du bois d'œuvre ou du bois de chauffage se paient davantage. Nulle part dans l'État, il n'existe de terres cultivables à meilleur compte. Le prix d'achat d'un domaine de vingt-cinq hectares, sur lequel une famille puisse vivre, dépasse les ressources de la majorité des colons ; ils doivent renoncer à devenir propriétaires.

La culture du café fut toujours pratiquée en grand.

Le café subit dans chaque fazenda les nombreuses opérations nécessaires avant qu'il puisse être livré à l'exportateur. L'outillage de la fazenda comprend les réservoirs de maçonnerie où le café est trempé, les terrasses où il est exposé au soleil, les machines à décortiquer, à trier et à ensacher, les hangars qui abritent la récolte. A côté de ces constructions, la maison d'habitation, souvent modeste, disparaît presque. Une fazenda représente donc de gros capitaux, et les agriculteurs paulistes eux-mêmes ne réussirent à les constituer que grâce à l'appui financier qu'ils reçurent, notamment du grand commerce d'exportation de Santos. Une pareille organisation industrielle agricole ne pouvait s'adapter au régime de la petite propriété.

La culture du café attacha les Paulistes à la propriété foncière. La terre leur offrait la richesse, l'agriculture était la plus fructueuse des spéculations. Ils se firent donc agriculteurs, et refusèrent de céder la moindre parcelle. L'amour de la terre envahit l'aristocratie pauliste comme il a régné déjà sur d'autres aristocraties. Eussent-ils été assez riches pour acheter de petits lots de terrain, les ouvriers agricoles de Saint-Paul auraient difficilement trouvé des terres pour s'y établir.

Nulle part on ne leur accorda de ces contrats, si fréquents dans les pays jeunes, où les services sont payés partiellement en terres, au lieu d'être payés en argent, et grâce auxquels la petite propriété se constitue automatiquement. Le métayage lui-même, qui se maintint à Minas, disparut des mœurs paulistes comme une sorte de reflet pâli de la petite propriété les ouvriers agricoles furent cantonnés à demeure dans leur condition de salariés.

Le gouvernement aurait pu du moins lutter contre l

courant, et favoriser le développement de la petite propriété ; mais il est dominé par les fazendaires ; le parti de la lavoure reste au pouvoir. Les avocats de la petite propriété rencontrent une opposition puissante et organisée ; elle ne reçoit aucun encouragement officiel. Toutes les ressources publiques sont employées à procurer des ouvriers aux fazendaires. En 1897, le ministre de l'Agriculture écrit : « La suppression du courant d'immigration subventionnée par le gouvernement fédéral impose plus que jamais à l'État de Saint-Paul, pour des années encore, de s'occuper avant tout d'introduire des bras pour la grande culture, qui se trouve réduite à l'unique ressource des fonds fournis par le gouvernement de l'État. Aussi, il est indispensable que la quasi totalité des immigrants introduits soit acheminée vers le travail salarié des fazendas, restant remise à une époque plus éloignée la localisation intense des immigrants dans les colonies, quand notre lavoure ne se ressentira plus du défaut actuel d'instruments de travail. »

L'opinion publique semble s'être modifiée sur ce point ; la crise du café a déterminé cette révolution. L'instabilité des ouvriers agricoles souleva en effet des inquiétudes générales. Faudrait-il donc une intervention constante du gouvernement et d'éternelles dépenses, pour renouveler sans cesse une population immigrée, qu'on avait cru définitivement absorbée, et qu'on voyait maintenant fondre et se réduire ? Les colons des fazendas continueraient-ils à avoir les yeux tournés vers leur patrie européenne, à y envoyer leurs économies, à appauvrir d'autant la nation pauliste ? A ces dangers, on connaissait un unique remède : répandre la petite propriété.

En même temps, on ouvrait les yeux aux dangers

de la monoculture. Jusqu'à la crise, Saint-Paul aspire à se spécialiser dans la culture du café, et néglige toutes les autres. On prend à la lettre le dicton fameux: « Le café suffira à tout. » « *O café dara para tudo* ». Peu importe qu'on soit obligé d'importer de la farine de Buenos-Ayres et du bétail de Minas. La vente du café permet de solder toutes ces dépenses. Mais les cours du café s'abaissent. La nation doit devenir économe, produire elle-même ce qu'elle consomme, chercher d'autres produits d'exportation. Le gouvernement crée des champs d'expérience, favorise de nouvelles industries agricoles, travaille à créer des rizières, des laiteries. Mettre fin au régime de la monoculture, c'est encore favoriser la petite propriété. Si la culture du café lui est interdite, elle s'accommode au contraire de presque toutes les autres, élevage, produits vivriers. Il n'est pas jusqu'à la canne à sucre qui ne soit cultivée avec profit par les petits propriétaires, soit qu'ils aillent vendre leur canne à l'usine, soit qu'ils possèdent un moulin primitif, et que, ne pouvant fabriquer de sucre, ils produisent seulement de l'eau-de-vie.

Et cependant la vie de Saint-Paul est encore si étroitement liée à la culture du café que la politique nouvelle de colonisation n'aurait pas eu de chances de devenir populaire si les fazendaires eux-mêmes ne s'y étaient ralliés. Ils étaient en effet plus inquiets que personne de l'instabilité de la main-d'œuvre rurale dans l'État; le défaut d'ouvriers au moment de la récolte pouvait les conduire à une catastrophe. Ils réfléchirent qu'en établissant des colons propriétaires à faible distance des plantations de café, ils auraient là sous la main des ouvriers forcément fidèles, auxquels ils pourraient recourir au moment voulu. « Il faut fixer l'immigrant au sol, dit le rapport du ministre

de l'Agriculture en 1901 ; mais il faut le faire de façon à le laisser à la disposition de la grande culture quand elle aura besoin de ses bras. » Et le rapport de 1904 ajoute: « Le fait d'avoir, dans les colonies, un secours de bras pour la cueillette permettrait de transformer et d'industrialiser la culture du café, et d'en réduire les frais en dispensant d'entretenir toute l'année les travailleurs nécessaires pour la cueillette. » Ce raisonnement scella l'alliance entre les partisans de la grande et de la petite propriété.

Le gouvernement avait, depuis 1886, presque complètement suspendu les dépenses de colonisation. Vers 1886 se place en effet le dernier effort de colonisation officielle. Alors furent réorganisés ou créés plusieurs centres aujourd'hui émancipés depuis longtemps : Santa Anna, Saon Bernardo, Baraon de Jundiahy, Antonio Prado, Boa Vista, etc. Ils eurent des fortunes diverses, et plusieurs se développèrent avec une extrême lenteur. A Sao Bernardo on avait entrepris de planter des vignes, le phylloxera les détruisit. Baraon de Jundiahy, près de la ville de Jundiahy, et Antonio Prado, près de Ribeiraon Preto, occupaient la situation la plus favorable. Dès 1892, les colons avaient achevé d'y payer leurs lots.

Mais, de 1886 jusqu'à 1904, la colonisation est interrompue. Le mouvement ne reprend que vingt ans après, en 1905, au moment où la crise caféière atteint toute son intensité, et sous l'influence d'un des plus ardents propagandistes de la polyculture et de la petite propriété, le ministre de l'Agriculture, Carlos Botelho. En 1905, le gouvernement décide d'étendre l'ancienne colonie de Campos Salles. La même année, il fonde les centres de Nova Odessa et de Tibiriça ; au début de 1907, ceux de Nova Europa, Nova Paulice

et Gaviaon Peixoto. De même, il impose à la compagnie fermière du chemin de fer de la Sorocabana l'obligation de créer des colonies au voisinage de la ligne. La loi du 27 décembre 1906 détermine les conditions dans lesquelles se fera la colonisation, la dimension des lots, qui auront de 50 à 25 hectares, le prix des terres à déterminer pour chaque centre. Les colons devaient achever de payer leurs lots en dix annuités. Par malheur, il n'existe plus de terres publiques, sinon dans l'extrême ouest, hors de portée des voies de communication et des marchés, et dans des points où la colonisation ne saurait être viable. L'éloignement des terres domaniales explique comment le gouvernement a dû acheter des terres privées pour les allotir et les mettre en vente (1).

Il est encore trop tôt pour juger du succès de ces tentatives de colonisation. On peut espérer cependant que les dépenses faites fructifieront. L'État de Saint-Paul offre en effet à des populations agricoles un marché de premier ordre : une grande ville, des bourgades nombreuses, le groupe de population le plus dense qui existe au Brésil. Le prix des produits agricoles y est plus élevé que dans tout le reste du Brésil méridional. Le bois lui-même, qui n'a pas de valeur marchande dans la plus grande partie du pays, peut au contraire à Saint-Paul fournir aux colons une ressource supplémentaire. La colonisation a sa place marquée dans l'organisme national; elle aura pour mission de nourrir la lavoure. Ne peut-on prévoir le temps où la grande culture caféière, concentrée sur les terres les plus riches, serait entourée, et comme frangée de tous côtés par une zone de petites cultures, associées à elle, vivant d'elle et la faisant vivre?

(1) Contrat avec la Compagnie *Pequena Proprietade* en 1905 avant la fondation de Tibiriça.

Parmi les colonies de fondation récente, les unes sont situées dans l'ouest, à la limite du Sertaon, et sur des terres encore neuves ; les autres au contraire, au cœur même de l'État, près de la ville de Campinas, premier centre d'expansion de la petite propriété. Campos Salles et Nova Odessa voisinent avec les anciennes colonies spontanées de Nova Helvetia et de Villa Americana. Dans cette vieille région agricole, partiellement évacuée par les grands propriétaires lorsqu'ils allèrent chercher plus au nord des terres moins épuisées, la colonisation est sur un terrain plus favorable qu'au milieu des grandes zones caféières. Les colons réussiront à force de travail à y féconder de nouveau les terres désertées par les fazendaires.

J'ai rapporté de quelques jours de voyage autour de Campinas l'impression la plus favorable sur l'avenir des colonies. J'ai visité d'abord le centre de Campos Salles ; le défrichement y progresse vite ; déjà la colonie a dépassé ses limites officielles, et ronge tout alentour la grande propriété ; la population augmente. La colonie commence à exercer une attraction autour d'elle ; quelques ouvriers italiens des fazendas voisines sont venus s'y fixer, sachant qu'ils y trouveront des terres : une ville s'y bâtit, Cosmopolis la bien nommée, car elle compte parmi ses habitants des représentants de seize nationalités. Les ressources des colons sont multiples ; des négociants viennent à Cosmopolis acheter leurs récoltes de maïs et de haricots ; une sucrerie consomme leurs cannes ; enfin la colonie possède un troupeau de trois cents vaches, et expédie à Campinas et jusqu'à Saint-Paul son lait et le beurre qu'elle fabrique.

Nous fîmes quelques lieues à cheval dans les terres amollies par les premiers orages de septembre, faisant

halte devant les maisons, et traduisant dans toutes les langues à notre portée le même questionnaire. Les colons semblaient satisfaits ; ils réduisaient régulièrement leur dette envers le gouvernement, ils perfectionnaient peu à peu leur outillage et leur mobilier. Le dernier chez qui je m'arrêtai était un Français, un paysan breton, à tête rude et bouclée, qu'on aurait cru détaché d'un cadre de Lenain. Il avait reçu avec son lot une maison de briques, mais, en homme rude, la jugeant trop luxueuse pour lui, il l'avait abandonnée à un locataire, et s'était construit lui-même une demeure plus rustique en troncs d'arbres abattus sur sa terre. Il y vivait avec sa femme, bretonne elle aussi, et leurs enfants ; ils m'offrirent de goûter au pain de maïs, et nous nous assîmes autour de la table. Par la porte ouverte, on apercevait les labours trempés, et la forêt au bout des sillons rouges. On me fit voir ensuite les mules, la charrette et la charrue que la dernière récolte avait permis d'acheter. Lorsque nous nous mîmes en selle, le maître du logis nous suivit jusqu'au bout de son domaine ; l'orgueil de la propriété luisait dans ses regards.

Le lendemain, j'arrivai à Nova Odessa. Les premiers colons y furent des juifs russes, arrivés de Londres où ils s'étaient réfugiés. Ils avaient, paraît-il, peu d'aptitudes agricoles, et à peine établis ils se dispersèrent. Ils furent remplacés par d'autres russes lithuaniens, luthériens ou anabaptistes qui forment aujourd'hui toute la population de la colonie. Autour des maisons, de petits potagers, des champs de maïs coupés et de patates douces. On rencontre sur les chemins des moujiks à grande barbe, à puissante charpente, usant encore les vêtements et les bottes apportés d'Europe, Les femmes portent le foulard en triangle sur la tête.

travaillent durement la terre à la houe, et mènent leurs vaches à la corde, impérieusement. On voit sortir des huttes des petites filles blondes et des garçons aux yeux bleus et au teint clair ; on peut se croire transporté très loin. Puis on retrouve sur la route rouge les grands chars à bœufs conduits par des nègres, et l'on se rappelle qu'on est au Brésil. Au loin, au pied des collines, le clocher et les maisons blanches de Villa Americana. Par endroits, on traverse des cannes à sucre souffreteuses, ou des caféiers abandonnés, envahis par les herbes, que l'administrateur de la colonie a renoncé à entretenir, tout ce qui subsiste des grandes cultures pratiquées jadis par les fazendaires, premiers propriétaires du sol, héritage que la petite propriété a dédaigné.

La création des colonies a-t-elle, comme on l'avait espéré, ménagé aux planteurs de café une réserve d'ouvriers disponibles à l'époque des cueillettes? Là encore, il faut attendre quelques années pour pouvoir répondre. Le gouvernement offre aux colons qui s'engagent pour la cueillette le transport gratuit jusqu'à la fazenda. Mais de pareilles migrations ne peuvent s'organiser que lentement. Peut-être ces courants de main-d'œuvre au moment des récoltes deviendront-ils un jour un des traits dominants de la vie rurale à Saint-Paul. Pour le moment, ils se réduisent encore à bien peu de chose. En 1906, le gouvernement fournit aux fazendaires 16 troupes de ramasseurs de café, 815 personnes; 61 familles seulement venaient des colonies de Tibiriça, Nova Odessa et Campos Salles. Il est souvent difficile de décider les colons à abandonner momentanément leur lot pour aller faire la cueillette ; ils y consentiront plus volontiers lorsque le temps aura créé des habitudes et noué des relations.

La petite propriété semble donc devoir se dévelop-

per à Saint-Paul à côté et dans les intervalles de la grande culture caféière. Mais la culture du café elle-même ne peut-elle être pratiquée dans aucun cas par de petits propriétaires? Cette citadelle de la grande propriété est-elle réellement impénétrable, et ne présente-t-elle aucune brèche? Ne peut-on concevoir une forme d'exploitation caféière adaptée à la petite propriété?

Une société coopérative, par exemple, ne pourrait-elle se substituer à un grand propriétaire, et posséder des machines qu'elle mettrait à la disposition de ses membres? Les Paulistes eux-mêmes ont entrevu cette solution ; c'est le programme de la coopérative d'Orlando, près de Ribeiraon Preto, en formation lors de mon passage, et dont j'ai pu étudier les statuts. Elle présente cette originalité qu'elle n'est nullement une association formée entre des petits propriétaires, mais qu'elle se propose au contraire de rendre possible et de créer la petite propriété. Selon les statuts, des ouvriers agricoles ayant reçu des terres à travailler se trouveront, à l'échéance de leur contrat, propriétaires de ces terres, membres de la coopérative, et possesseurs communs des machines à décortiquer et à nettoyer le café qui sont le centre, la raison d'être de l'association

La coopérative d'Orlando n'est encore qu'un projet. Mais il existe à côté de Ribeiraon Preto un quartier, le Morro-Cipo, entièrement peuplé de paysans italiens petits propriétaires, et cultivant eux-mêmes, en famille et sans ouvriers, de minuscules plantations de café. Les plus riches ont 20.000 pieds, d'autres 10.000, 5.000, quelques-uns même moins d'un millier. La difficulté d'adapter la culture du café à la petite propriété a été résolue ici d'une autre façon. Comme chacun de ces

Italiens ne peut posséder les machines nécessaires, ils portent leur café à la ville où un industriel se charge de lui faire subir la préparation indispensable, et se paie en prélevant une partie de la récolte. Dès que les machines cessent d'appartenir à l'agriculteur lui-même, la grande propriété n'a plus de raison d'être. Ces Italiens paraissent vivre dans l'aisance ; la crise ne les a pas gravement éprouvés. Leurs dépenses de culture sont insignifiantes, et le prix de vente du café est pour eux presque un bénéfice net. Ils ne connaissent pas l'épineuse question de trouver de la main-d'œuvre, qui tourmente sans cesse les fazendaires leurs voisins. Enfin, ils joignent à la culture du café de petites cultures maraîchères dont ils écoulent le produit au marché de Ribeiraon Preto. Leurs femmes ont la charge de ce commerce.

Si la coopérative d'Orlando est encore à l'état de projet, le Morro-Cipo n'est qu'un exemple isolé. Encore, n'est-il pas parfaitement probant. La division des terres n'y a pas une origine naturelle, le Morro-Cipo n'est que l'ancienne colonie d'Antonio Prado. J'ai pu retrouver, non sans peine, les titres de propriété délivrés par le gouvernement aux premiers colons, et qui ont passé de main en main. Si les propriétaires actuels ne sont pas les mêmes que l'administration établit sur les lots, seule cependant l'intervention officielle a permis à la petite propriété de se maintenir dans une région où le régime commun des terres est tout différent. L'action du gouvernement n'a pas été inefficace, mais elle ne pouvait agir profondément contre les tendances générales. Ce qu'elle a créé n'a pas disparu, mais le noyau colonial, isolé dans un milieu défavorable à la petite propriété, n'a pas transformé la région à son image. Aussitôt après la fondation du cerl,neta

culture du café se porta vers les collines de Ribeiraon Preto, la ville grandit; au milieu de l'essor prodigieux des plantations et des affaires, on perdit de vue la colonie. Et l'existence des petits domaines de Morro Cipo paraît aujourd'hui une étrange anomalie économique à tous ceux qui ont oublié leur origine.

La coopérative d'Orlando, et le Morro Cipo prouvent tout au plus qu'il n'existe aucune incompatibilité logique absolue entre la culture du café et la petite propriété; mais il serait faux d'en conclure qu'il s'est manifesté un mouvement de division des propriétés caféières. La crise elle-même n'a pas déterminé de modifications sensibles.

Beaucoup de fazendas ont été vendues, mais elles l'ont toujours été en bloc. La baisse subie par les terres n'a pas été parallèle à l'effondrement des revenus. Chacun, à Saint-Paul, est intéressé à l'enrayer, ou du moins à la masquer autant qu'il est possible. Des fazendas hypothéquées et dont les propriétaires sont insolvables, ne sont cependant pas mises en vente, parce que les créanciers espèrent un relèvement des cours, et attendent des conditions plus favorables. Dans les régions caféières, les terres libres, à vendre par parcelles, ne sont pas plus abondantes qu'il y a dix ans. Le consul d'Italie signale en 1905 (1), qu'il est parti de Santa Rita deux cents familles, qui toutes avaient des économies et les auraient employées en achat de terres si elles en avaient trouvé à vendre. De même, les fils des paysans du Morro Cipo ne trouvent pas de terres à acheter aux environs de RibeiraonPreto ; ils s'exilent et vont s'établir plus à l'ouest, à l'extrémité du chemin de fer de la Paulista, au-delà d'Araraquara.

(1) *Bulletin de l'Émigration italienne*, 1905, n° 3.

En résumé, la petite propriété est restée strictement exclue de la culture du café. Elle paraît devoir se répandre autour des zones caféières; elle occupe dès aujourd'hui solidement quelques cantons au centre de l'État, près de Campinas ; mais elle n'a pas entamé le domaine de la grande propriété. En tant que producteur de café, l'État de Saint-Paul reste le type le plus net peut-être dans le monde moderne d'un pays de grande propriété. Dans l'histoire contemporaine de Saint-Paul, deux faits sont corollaires ; la constitution d'une aristocratie foncière et la prédominance persistante de l'ancienne race pauliste. Si les vieilles familles paulistes ont conservé la propriété des terres rouges, tandis qu'au Rio Grande et au Parana le sol passait tout entier aux mains de populations immigrées, ce n'est que justice. C'est à leur rôle capital dans le développement de l'industrie caféière, à leur énergie et à leur activité, que les Paulistes doivent de n'avoir pas été dépossédés.

CHAPITRE IX

LA VALORISATION DU CAFÉ

Le protectionnisme et l'industrie caféière. — La crise du café et ses causes. — La surproduction. — Premiers projets pour remédier à la crise. — Négociations préliminaires avec le gouvernement fédéral. — L'intervention de Saint-Paul sur le marché des cafés. — La formation du stock de la valorisation. — La liquidation. — Les dangers du protectionnisme.

Connaissant l'organisation agricole de Saint-Paul, il est possible de replacer dans son milieu l'affaire de la « valorisation du café » dans laquelle l'État de Saint-Paul et le Brésil sont présentement engagés. La valorisation est la lutte entreprise par le gouvernement de Saint-Paul contre la baisse du café. Par la valorisation, il tenta de défendre l'industrie caféière aux abois, de même que par le régime de l'immigration gratuite il lui avait accordé son appui, au temps de son expansion. L'une et l'autre ne sont que deux épisodes d'une politique de protection dont on peut contester le principe, mais que Saint-Paul a suivie depuis vingt ans avec une fidélité et un esprit de suite remarquables.

On sait en quoi consiste dans l'ensemble l'opération connue sous le nom de *valorisation*. Pour éviter l'avilissement rapide des cours à la suite d'une récolte exceptionnelle, le gouvernement de Saint-Paul opéra, à son compte, l'achat de quantités énormes de café dont il se trouve aujourd'hui propriétaire, et qu'il prétend conserver jusqu'au jour où la hausse lui permettra de

les écouler sans compromettre le marché. Le stock de café existant au monde est donc aujourd'hui divisé en deux parts : l'une est restée entre les mains du commerce : l'autre appartient à l'État de Saint-Paul et n'est pas en vente actuellement. La conséquence de la valorisation a été une diminution du stock commercial.

Je n'ai pas l'intention d'attaquer le gouvernement de Saint-Paul et pas davantage celle de le défendre. La valorisation du café a soulevé assez de polémiques ; elle mérite un examen impartial. Ce fut une très grosse opération financière, hardiment entreprise par les hommes d'état paulistes ; ce fut aussi une véritable innovation en matière d'économie politique, une forme nouvelle d'intervention protectionniste d'un gouvernement dans une branche du commerce.

On n'a pas toujours compris comment l'État de Saint-Paul avait été amené à cette résolution. La valorisation a paru un coup de tête ; on s'est défié de la façon dont l'opération a été conduite. Au Brésil même, l'entreprise a trouvé des adversaires acharnés ; elle a eu l'infortune d'être combattue par le plus grand journal brésilien, le *Journal du Commerce de Rio;* en Europe, les préventions contre elle ont duré très longtemps, puisque, en juillet 1907, au moment où l'affaire semblait entrer dans sa période de liquidation, le journal financier *Le Brésil* disait encore : « Nous n'en resterons pas moins convaincus, quelles que soient les conditions spéciales, les circonstances exceptionnelles qui ont pu inspirer au point de vue économique et politique l'intervention de l'État, que la valorisation était une aventure, une spéculation en l'air... qu'il ne convient pas à un État de livrer ainsi ses finances au jeu du hasard ou à la grâce de la Providence, et qu'enfin l'État de Saint-Paul fut souverai-

nement imprudent de l'avoir entrepris. » Jugement sommaire sur un procès dont le public n'avait pas les pièces.

La crise du café avait comme unique cause la surproduction. La production s'étant accrue plus rapidement que la consommation, l'une n'avait pu absorber l'autre ; de là, la chute des cours.

La statistique prouve que l'augmentation de la production n'a pas été générale et ne s'étend pas à toutes les régions caféières : plusieurs d'entre elles, au contraire, sont en décadence marquée. A la Martinique, tous les caféiers sont abandonnés. L'ensemble de la production non brésilienne n'a fait que se maintenir au niveau antérieur. L'augmentation totale provient uniquement des progrès de la production au Brésil, et particulièrement dans l'État de Saint-Paul. De 1870 à 1875, la moyenne annuelle de la récolte du Brésil entier était de 3 millions et demi de sacs (1); de 1900 à 1905,

(1)

ANNÉES	PRODUCTION DE CAFÉ AU BRÉSIL EN SACS DE 60 K.	PROD. DE CAFÉ POUR LE MONDE ENTIER EN SACS DE 60 K.
—	—	—
1870-1871	3.763.908 sacs.	7.211.000 sacs.
1875-1876	3.406.236 —	7.599.000 —
1880-1881	3.659.483 —	9.829.000 —
1885-1886	5.586.000 —	9.565.000 —
1890-1891	5.547.000 —	9.366.000 —
1891-1892	7.596.000 —	11.811.000 —
1892-1893	6.541.000 —	11.331.000 —
1893-1894	4.840.000 —	9.277.000 —
1894-1895	6.977.000 —	11.551.000 —
1895-1896	5.969.000 —	10.280.000 —
1896-1897	8.500.000 —	12.767.000 —
1897-1898	7.250.000 —	11.796.000 —
1898-1899	9.445.117 —	13.850.000 —
1899-1900	9.561.445 —	13.941.000 —
1900-1901	11.373.371 —	15.158.000 —
1901-1902	16.270.678 —	19.915.000 —
1902-1903	12.903.504 —	16.745.000 —
1903-1904	11.193.505 —	17.193.000 —
1904-1905	10.597.080 —	15.507.000 —
1905-1906	11.055.378 —	16.306.000 —
1906-1907	20.409.180 —	

C'est entre 1880 et 1890 que la production du Brésil arrive à

a moyenne s'est élevée à 12 millions et demi. Or, pendant ces trente années, le café avait presque complètement disparu de l'État de Bahia ; les plus vieilles régions productrices des États de Rio et de Minas, et même à Saint-Paul les anciennes cultures de la vallée de la Parahyba avaient souffert et se trouvaient déjà en crise. La fièvre des plantations avait régné au contraire sur les parties encore neuves du territoire de Saint-Paul, où elle fut particulièrement intense entre 1887 et 1900.

Ce mouvement de plantation eut des causes très diverses. D'abord le Brésil traversa vers cette époque une période de change bas. La monnaie de papier descendit au-dessous du pair. La chute commença en 1891, s'accentua de plus en plus jusqu'en 1898, où elle fut arrêtée par l'application du Funding-Loan. Au plus bas, le papier ne valut en or que le cinquième de sa valeur nominale. L'émission exagérée du papier monnaie qui provoqua la baisse du change fit connaître brusquement au Brésil l'abondante circulation monétaire. Tout ce capital de papier fut un puissant levier pour développer la production brésilienne; il chercha à s'employer et s'offrit à l'activité nationale; partout les entreprises surgirent. Le change à bon marché créa pour le Brésil un régime de protection intensive et générale. L'agriculture en fut favorisée tout autant que l'industrie, et particulièrement la culture du café, qui exige de gros capitaux.

En 1899, le Président de la République disait dans son message : « L'excès de papier-monnaie a donné l'illusion d'une grande abondance de capital, et a provoqué la création de nombreuses industries qu'il a fallu défendre par un tarif ultra protecteur. » Quelque-

dépasser régulièrement celle de tous les autres pays caféiers réunis.

chose de cette observation s applique à l'industrie caféière et peut servir de commentaire à l'h istoire de la valorisation. Nous aurons l'occasion de voir comment cette question du change se mêla plus tard à la question de la valorisation.

La spéculation qui consistait à établir, ou même à acheter une plantation de café, était, vers 1890, extrêmement avantageuse. Les prix de vente du café étaient favorables, les revenus de la terre fabuleux. Saint-Paul a gardé le souvenir de ce temps où chaque fazendaire était un nabab, et où tous voulaient être fazendaires. Il est donc aisé de comprendre pourquoi les Paulistes ont voulu étendre leurs plantations.

Mais il est nécessaire d'expliquer un peu plus longuement comment cela leur a été possible. En Europe, où tout le sol cultivable se trouve actuellement occupé, il est rare de voir une culture se développer brusquement ; car elle ne peut s'étendre qu'aux dépens des autres, et cela seul forme un frein puissant et une sorte de garantie contre les crises de surproduction. En Amérique, rien de cela ; la terre est libre, et se prête à une conquête rapide.

Il suffit de trouver des travailleurs. Toute extension nouvelle des cultures exige en effet que la main-d'œuvre se multiplie. La culture progressera à mesure qu'afflueront les bras. Le défaut d'ouvriers devrait régler le développement des plantations et le ralentir, permettre de se rendre compte du moment où la production est suffisante et où la culture cesse d'être avantageuse. Cette sorte de régulateur naturel manqua malheureusement à Saint-Paul. Si l'on avait laissé à l'immigration spontanée la charge d'offrir ses bras aux entrepreneurs de plantations, l'expansion du café aurait été moins hâtive Le mouvement d'immigration se serait dessiné sans

aucun doute, mais avec moins d'intensité. Il aurait fallu appeler des ouvriers d'Europe en les alléchant par de gros salaires. Le coût de production en aurait été influencé et les plantations ralenties. Au lieu de cela, le gouvernement fédéral d'abord, le gouvernement de l'État ensuite, adoptèrent la politique de l'immigration aux frais publics et commencèrent à recruter en Europe des cohortes de travailleurs ruraux que l'on mit à la disposition des fazendaires.

Nous avons dit dans un chapitre précédent avec quelle activité inlassable le gouvernement fournissait à la demande d'ouvriers. L'abolition de l'esclavage, en exagérant le manque de bras, contribua peut-être à faire adopter les mesures organisant l'immigration subventionnée. Mais on ne se contenta pas de remplacer les esclaves : en 1887, il n'en existait que 107.000 dans l'État. De 1887 à 1900, il arriva 900.000 immigrants à passage payé. La politique d'immigration me paraît être une des causes les plus certaines de la crise actuelle, et par conséquent un des facteurs les plus impérieux de la valorisation.

D'autant plus que, d'une façon assez imprévue, ces ouvriers agricoles se trouvèrent être les premiers à pousser à l'extension des plantations. Leur salaire à la fazenda consiste en une somme fixe d'argent à laquelle s'ajoute le produit de cultures de céréales qu'on leur permet de faire au milieu des caféiers. Or, non seulement le colon vivait de ces cultures qui fournissaient à son alimentation, mais encore le développement même de Saint-Paul lui offrait un marché très avantageux pour tout ce qu'il arrivait à produire au-delà de sa consommation, et sa principale préoccupation était de pouvoir récolter abondamment son maïs et ses haricots. Pour cela, il lui fallait des terres neuves, non encore épuisées

par des années ininterrompues de culture, et où le rendement de ses semailles fût abondant; il lui fallait de plus des caféiers jeunes dont la croissance ne fit pas de tort aux cultures annuelles. Aussi, dès le début, les colons montrèrent-ils une préférence marquée pour les plantations neuves. Tout fazendaire était porté à planter, ne fût-ce que pour satisfaire son personnel. La concurrence entre les ouvriers qui demandaient des caféiers à planter devint telle que les prix s'abaissèrent beaucoup pour ce genre de travail. Planter finit par devenir, pour le fazendaire, une opération absolument gratuite. Vers 1870, on confiait à un colon une pièce de terre à défricher. Quatre ans après, il la restituait au propriétaire couverte de caféiers en âge de produire qu'il fallait lui payer à 400 reis le pied (environ 1 fr. 10). Trente ans plus tard, on ne payait plus que 200 et plus souvent 100 reis. A la fin, apparut même le système de laisser la terre cinq ans aux mains du colon qui la remettait ensuite au fazendaire sans recevoir de lui aucune indemnité pour les caféiers plantés, et n'avait pour salaire que les cinq années de récolte qu'il avait pu faire. Les choses en étaient au point qu'au moment où l'on interdit les plantations nouvelles, beaucoup de planteurs se croyaient obligés de planter de peur de perdre leurs colons, qui seraient allés chercher dans les fazendas voisines un travail plus à leur convenance.

Les fazendaires augmentaient donc chaque année le nombre de leurs caféiers, en dehors de toute raison économique, et une sorte de nécessité les poussait à aggraver la crise. En 1902, alors que le premier effondrement des cours datait déjà de cinq ou six ans, Saint-Paul comptait 530 millions de pieds de café de plus de quatre ans, et 135 millions, soit plus d'un quart, âgés de moins de quatre ans, c'est-à-dire plantés depuis 1899.

Les lois sur l'introduction des immigrants avaient eu cette conséquence imprévue, et si l'action officielle avait ainsi sa part de responsabilité dans les origines de la crise, n'était-ce pas une obligation pour le Pouvoir d'agir une seconde fois pour la dénouer ?

Pour s'expliquer l'intervention du gouvernement de Saint-Paul dans le marché du café, il est nécessaire aussi de comprendre l'importance exceptionnelle de la culture du café dans l'État. Saint-Paul a produit jadis autre chose que du café : de la canne à sucre, du coton ; mais tout a reculé depuis trente ans devant le café. Aujourd'hui, on a pu évaluer à 90 % de la fortune générale la valeur des propriétés caféières. Le café nourrit tout le monde. Même les industries établies dans le pays, même les autres cultures ne subsistent et ne prospèrent qu'en raison du débouché que leur offrent les campagnes qui vivent de la récolte, et les villes qui vivent du commerce du café. Si le café baisse, ce n'est pas une classe de la nation qui est frappée, c'est la nation tout entière ; les ressources de l'État tarissent, il devient impossible de faire face aux dépenses budgétaires. Le droit d'exportation fournit en effet les deux tiers des recettes totales du budget. Or, ce droit est proportionnel à la valeur du café. Il suit les variations du marché. La crise caféière provoque donc une réduction brusque des revenus de l'État. Elle est un danger public autant qu'une menace pour les particuliers.

Mieux encore, elle compromet l'équilibre du Brésil tout entier. Un pays comme le Brésil, où il existe encore peu d'économies accumulées, ne peut vivre que si chaque année il y entre une somme d'or plus considérable que celle qui en sort. C'est la condition indispensable pour assurer le service régulier des obligations envers l'étranger, pour que le crédit du pays se main-

tienne, et pour que sa monnaie fiduciaire ne perde pas sa valeur. L'or importé représente le prix des produits nationaux vendus à l'étranger. Or, le café forme, à lui seul, la plus grande partie de l'exportation brésilienne, et c'est l'or produit par le café qui permet de payer à l'étranger tout ce que l'industrie nationale est encore incapable de produire. Supprimez l'exportation du café, et l'existence même du Brésil se trouve profondément atteinte. La crise du café n'est pas une question particulière aux États caféiers; elle intéresse l'avenir de l'Union tout entière, et il est facile de comprendre comment l'autorité fédérale a été amenée à intervenir, elle aussi, dans la valorisation.

De 1885 environ jusqu'en 1896, le café s'était vendu à des prix satisfaisants. Ce fut la période vraiment prospère de la lavoure. Les prix étaient couramment de 70 francs les 50 kilogrammes et s'élevèrent parfois jusqu'à 120 et 130 francs. La récolte de 1897 fut très abondante, et le stock mondial s'éleva brusquement à 5 et 6 millions de sacs. Il y eut alors une baisse notable des cours qui dura jusqu'en 1900, où ils se raffermirent. Cependant cette première période de baisse éprouva peu la lavoure. Les années de 1897 à 1899 sont en effet celles où la dépression du change fut le plus profonde ; et il se trouva que le prix du café qui avait fortement baissé, si on l'exprimait en or, s'était au contraire maintenu très ferme en papier brésilien. Cette circonstance fit que les planteurs ne ressentirent les effets de la baisse qu'avec un retard de plusieurs années : ce fut en 1901, où la production totale du monde atteignit 20 millions de sacs, et où les stocks accumulés montèrent jusqu'à la somme énorme de 11 millions et demi de sacs. Les 50 kilos ne valurent

plus que 30 francs. La baisse continua en 1902 et 1903. Il y eut, à la vérité, en 1904, un léger relèvement qui se marqua davantage en 1905. Les 50 kilogrammes se vendirent de nouveau 40 et 50 francs. Cependant, c'est à peine si les stocks s'étaient réduits, et en 1905, il existait une réserve de 11 millions de sacs, égale aux sept dixièmes de la consommation mondiale.

C'est dans ces conditions que les nouvelles qui arrivèrent sur la floraison des caféiers en octobre 1905, promettant pour 1906 une récolte sans précédent, confirmées de jour en jour par l'assurance que les gelées avaient été évitées, et que le temps était favorable, commencèrent à faire renaître les inquiétudes que la hausse de 1905 avait écartées pour un moment. On se remit à calculer avec angoisse à combien pourrait s'élever la production mondiale pendant les années qui venaient; combien pourrait en absorber la consommation; combien il faudrait de temps pour réduire les stocks qu'allait accumuler la récolte de 1906. Dans ces calculs, analogues à ceux qui avaient été faits au moment de la récolte de 1901, il y avait heureusement à introduire un élément nouveau favorable aux planteurs de café. Depuis 1903, le gouvernement de Saint-Paul avait interdit les plantations nouvelles. Ce fut là une mesure d'une grande sagesse. Cependant, elle ne devait avoir d'effets heureux qu'après une période assez longue, car le café ne commence à produire qu'au bout de quatre, ou plus souvent de six ans. Les caféiers plantés en 1902 ne donnèrent pas une graine avant 1906, et ainsi s'explique que la récolte de 1906 ait dépassé de beaucoup celle de 1902, malgré la limitation des plantations. C'est après 1906 seulement que pouvaient se manifester les effets de l'interdiction.

La loi de restriction était un palliatif ; elle évitait

l'aggravation de la crise ; elle était loin d'en donner une solution immédiate, et on songea à prendre des mesures plus radicales. Il est intéressant de connaître certaines des mesures qui furent proposées alors et ne furent pas appliquées, pour se représenter l'atmosphère où naquit l'idée de la valorisation du café et la manière dont elle s'élabora lentement.

Il semble que les premiers germes n'en apparurent pas à Saint-Paul. En 1902, au moment où l'on s'aperçut que la baisse provoquée par la grande récolte de 1901 ne serait pas passagère, le président de l'État de Rio proposa aux gouvernements de Saint-Paul, de Minas et d'Espirito-Santo un accord destiné à relever les cours du café. Voici quel était son plan. Les quatre États se seraient entendus pour fixer un prix minimum, en or, pour le café. Afin de maintenir ce prix, ils auraient recouvré sur les exportateurs un impôt égal à la différence entre ce prix fixé et le cours le plus bas noté sur le marché. En conséquence, aucun négociant n'aurait plus eu d'avantage à exporter du café au-dessous du cours légal, puisqu'il aurait eu à payer un impôt d'autant plus lourd qu'il aurait abaissé ses prix de vente. Par ce mécanisme très simple, on obtenait que le cours du café ne s'abaissât jamais au-dessous de la limite convenue. Le danger était le suivant : les négociants, ne trouvant pas à vendre de café au prix établi par la convention des États, cesseraient forcément d'en acheter, les planteurs tomberaient d'un mal dans un pire, puisqu'ils seraient acculés à cette situation de ne plus pouvoir vendre leur récolte, au lieu de la vendre à bas prix, comme auparavant. Pour éviter cet inconvénient et pour permettre aux planteurs d'attendre que les cours commerciaux se fussent relevés au niveau du cours légal, et que le commerce eût repris,

le gouvernement de l'Union se serait engagé à prêter à tout producteur 20 milreis (au change de 12 : 24 francs) par sac de café apporté dans ses dépôts. Une émission de 60 millions de milreis devait lui fournir les moyens nécessaires.

Ce projet n'eut aucune application pratique. Il fut discuté et combattu, en particulier, et d'une façon très compétente, par la Société nationale d'Agriculture de Rio. Elle affirma d'abord que les ressources prévues étaient absolument insuffisantes : ce n'est pas 60 millions, c'est 180 au moins qu'il aurait fallu émettre. Pouvait-on s'y risquer au moment même où l'on commençait à récolter les fruits des efforts accomplis pour réduire la circulation du papier-monnaie ? Mais la Société d'Agriculture présentait une objection plus grave encore : elle montrait que l'État, offrant aux planteurs une subvention par sac de café déposé entre ses mains, le café allait affluer dans les dépôts natio naux ; que l'État établirait ainsi à son profit une sorte de monopole du café. Ayant rendu impraticable le commerce du café aux particuliers, il aurait à l'exercer lui-même. Saurait-il le faire à l'avantage de tous ? « Nous sommes, en principe, disait la société, pour le libre exercice des fonctions sociales, pour lesquelles la concurrence est le meilleur tonique. » C'était la profession de foi de doctrine libérale de la Société d'Agriculture ; elle voyait le salut dans l'organisation de la production, et dans le développement des syndicats agricoles. Elle resta fidèle à ses idées, et beaucoup de ses membres furent plus tard, en raison des scrupules que leur inspiraient leurs tendances libérales, très lents à se convertir à la nouvelle valorisation entreprise par Saint-Paul. Il est très remarquable de voir qu'au Brésil, où l'opinion publique est franchement inter-

ventionniste, la doctrine libérale ne resta pas cependant sans être représentée.

Mais c'est à Saint-Paul surtout — la question y était vitale — que l'opinion se préoccupa de trouver la solution de la crise du café, et de 1901 à 1906, parut sur ce sujet une telle foison d'articles et de brochures qu'on ne peut avoir l'espérance de les connaitre tous, et qu'il suffira d'indiquer quelques-unes des tendances qu'on y observe. Les uns, constatant que la production dépassait la consommation, concluaient : il est nécessaire de développer la consommation. Pour y réussir, on conseillait une série de mesures qu'on réunissait sous ce titre : « La propagande ». Il fallait obtenir des gouvernements de l'Italie et de la France la réduction des droits sur le café ; faire connaître en Europe le véritable café, lutter contre ses falsifications. — On se doute de l'impopularité dont jouit à Saint-Paul la chicorée. — Il fallait, même en Angleterre et jusqu'en Extrême-Orient, travailler à triompher du rival du café, le thé. Nous avons vu en France développer le même système à propos de la crise du vin, et proposer d'étendre, coûte que coûte, une consommation qui n'en pouvait mais. Malheureusement, rien n'est moins pratique. Les statistiques prouvent que la consommation mondiale du café s'accroît chaque année d'une quantité presque invariable, 500.000 sacs environ, et tous les efforts n'aboutiraient pas à donner à cette progression une allure sensiblement plus rapide.

D'autres renonçaient à agir sur la consommation et cherchaient au contraire à régler la production : ils voulaient, par exemple, limiter le nombre de sacs que chaque fazenda pourrait exporter. Ou bien même, ils proposaient de brûler l'excès de la récolte, rude sacri-

fice quand on sait quelles dépenses représente un sac de café prêt pour l'embarquement.

Un dernier groupe enfin était d'avis que la véritable cause de la crise était la défectueuse organisation commerciale : au lieu de livrer leur récolte aux exportateurs, qui réalisaient à leurs dépens de gros bénéfices, les planteurs auraient dû former des syndicats de vente en Europe et en Amérique, et exporter eux-mêmes.

Tous étaient d'accord sur un point seulement : c'est que les prix actuels sur le marché de Santos, loin d'assurer une juste rémunération du capital énorme employé dans les fazendas, ne permettaient même pas au fazendaire de vivre en présence de dépenses de main-d'œuvre, d'outillage mécanique et de transport sur lesquelles il n'est pas possible de rogner. Tel est le point de départ commun de tous ces raisonnements où l'on trouve, combinés de façons diverses et souvent fantaisistes, les chiffres qui représentent la production annuelle, la consommation, et aussi ce monstrueux stock commercial, épouvante du peuple pauliste. Un autre point sur lequel se rencontraient également tous les économistes, c'est que le gouvernement devait agir ; c'est qu'il ne fallait pas attendre au milieu des souffrances et de la misère générale, que la sélection naturelle eût fait son œuvre et que la crise eût tué les moins résistants pour laisser debout seulement les plus forts.

Le gouvernement de Saint-Paul ne chercha pas à se dérober. Peu à peu germa dans l'esprit de quelques hommes d'état l'idée de ce qui devait être la valorisation : l'État se chargerait d'acheter l'excédent de la production pour le maintenir en dehors du marché pendant le temps nécessaire ; la réduction des stocks devait forcément provoquer la hausse.

Ce plan nouveau s'appuyait sur le raisonnement suivant : en premier lieu, il est inexact que la production mondiale soit trop forte, si l'on considère une année moyenne ; mais la production est irrégulière, et une année abondante suffit à encombrer le marché que le déficit des récoltes suivantes rétablit dans des conditions normales. C'est même une loi d'expérience que, plus une cueillette a été forte, plus est faible celle qui lui succède. L'épuisement des caféiers peut se faire sentir même pendant deux ou trois ans. Il suffit donc, pour remédier à la crise, de mettre de côté l'excédent des bonnes années pour le livrer au commerce lorsque viendront les années déficitaires. L'opération sauvera les planteurs ; on a même le droit d'espérer qu'elle ne sera pas onéreuse pour celui qui l'entreprendra, car lui aussi profitera de la hausse.

En second lieu, cette sorte de séquestration de l'excédent d'une grosse récolte, il est nécessaire que ce soit le gouvernement qui la fasse. On ne peut compter pour le remplacer sur l'initiative privée. On ne peut espérer que chaque fazendaire gardera en magasin une partie de ses cafés. Les planteurs sont en effet dans une situation difficile : ils vivent de crédit jusqu'à la récolte ; et il leur faut vendre aussitôt après pour se libérer de leurs dettes. Tout fazendaire a pour prêteur un agent commercial qui sert d'intermédiaire entre le producteur et l'exportateur, et qu'on appelle le commissionnaire, rouage superflu de la machine, si toutefois on néglige sa seule raison d'être véritable qui est le manque de capitaux du planteur. Le commissionnaire est, avant tout, un banquier. Il n'arrive presque jamais que le fazendaire possède les fonds nécessaires pour conduire son exploitation sans recourir à personne.

La date de la récolte est celle de l'échéance de ses

traites, et la vente est pour chaque fazendaire une nécessité inéluctable. En quelques semaines, comme un flot irrésistible, les cafés affluent vers Santos ; l'offre se produit sans égards pour la demande, sans mesurer la situation du marché. N'est-il pas indispensable que l'autorité publique remédie à ce mal, et qu'elle cherche à intervenir dans ce commerce du café comme un régulateur ?

Restait un grave danger : son intervention aurait pour effet d'élever les prix. Or, ces prix de vente élevés ne profiteraient pas seulement aux producteurs brésiliens, mais aussi à tous leurs concurrents de toutes les régions caféières du globe. La hausse serait même, hors de Saint-Paul, un profit absolument gratuit, puisque l'État de Saint-Paul prendrait seul à sa charge les risques et les frais de la valorisation. N'allait-on pas aboutir à cette conséquence d'avantager les planteurs du Guatemala ou de Costa-Rica, au détriment des Paulistes ? La preuve qu'on eut à Saint-Paul cette inquiétude, c'est le voyage d'études dont le gouvernement chargea en 1904 M. Augusto Ramos, qui fut envoyé dans les divers pays caféiers de l'Amérique espagnole pour y étudier la situation des plantations. Son rapport fut publié dans le *Relatorio* de la secrétairerie de l'Agriculture en 1906. Il trouva partout les planteurs aussi rudement frappés qu'à Saint-Paul par la baisse des prix ; il constata qu'au point de vue physique, tous les avantages étaient au profit de Saint-Paul, où la maturation était plus régulière et la cueillette moins gênée par les pluies ; que partout la main-d'œuvre était plus rare qu'à Saint-Paul et de qualité plus médiocre ; et qu'enfin l'organisation même des exploitations et l'outillage n'atteignaient nulle part le même degré de perfection que dans les fazendas paulistes. Il

conclut que Saint-Paul conserverait, quel que fût le prix du café, un avantage constant sur ses concurrents les plus favorisés, qu'il les éliminerait peu à peu comme il avait déjà commencé à le faire, et qu'il n'avait pas le moindre intérêt à maintenir le prix du café au-dessous de 80 francs. On ne saurait exagérer la portée de ce voyage. Il persuada au gouvernement de Saint-Paul que l'affaire était possible. Il a été le pivot de la valorisation.

La décision prise, il ne manquait plus que de la mettre à exécution, et, pour cela, de trouver les fonds indispensables. La somme nécessaire était évaluée à 15 millions de livres (375 millions). On reçut les offres d'une banque allemande, qui se déclara prête à couvrir l'emprunt, à condition que Saint-Paul obtiendrait pour l'opération la garantie de l'Union. La banque tenait à avoir comme caution de ses avances à la fois le crédit de l'État de Saint-Paul et celui du gouvernement fédéral. Ces prodromes de la valorisation datent de la fin de 1905.

Suivit une période de négociations avec les autorités fédérales pour obtenir leur aval. Il est naturellement impossible d'en connaître le détail, car ces négociations furent tenues secrètes. Le président de la République était à ce moment M. Rodriguez Alves ; mais M. Penna avait été déjà désigné pour lui succéder, et M. Rodriguez Alves s'en remit à lui au sujet d'une décision dont les effets n'intéressaient que la future présidence. Rien n'autorise à croire que le projet de valorisation ait, dès ce moment, rencontré d'obstacles dans la personne ni de M. Rodriguez Alves, ni de M. Penna. Une loi fédérale du 30 décembre 1905, autorisa le Président de la République à entrer en accord avec les États

caféiers pour régulariser le commerce du café. On put se croire, à Saint-Paul, assuré du succès. On ne douta pas que l'Union n'accordât aux emprunts nécessaires la garantie qu'exigeaient les banquiers, et l'on songea à passer aux actes. Le président de Saint-Paul convoqua à Taubaté les présidents des autres grands États caféiers, Minas et Rio, et de leur entrevue résulta, le 25 février, la publication de l'acte célèbre qui déterminait les conditions dans lesquelles la valorisation allait être tentée, et qui est connu sous le nom de « *Convenio* ou convention de Taubaté. »

J'en cite les articles essentiels :

Art. 6. — Les États s'obligeront à créer une surtaxe de 3 francs par sac de café exporté de chacun de ces États, et aussi à maintenir les lois qui y combattent... l'augmentation des superficies plantées en café, pendant deux ans, au bout desquels la convention pourra être prolongée.

Art. 7. — Le produit de la surtaxe payée à l'exportation sera perçu par l'Union et destiné au paiement de l'intérêt et de l'amortissement des capitaux nécessaires aux opérations.

Art. 8. — Pour l'exécution de cette convention, l'État de Saint-Paul reste dès maintenant autorisé à provoquer à l'intérieur ou à l'extérieur, avec la garantie de la surtaxe de 3 francs et la responsabilité solidaire des trois États, les opérations de crédit nécessaires jusqu'au capital de 15 millions de livres. Au cas où serait nécessaire l'endos ou la garantie de l'Union pour ces opérations de crédit, on observera les dispositions de la loi fédérale du 30 décembre 1905 (qui autorisait l'Union à accorder cette garantie).

Telle était la forme de la convention de Taubaté. Le Journal du Commerce de Rio, irréconciliable adver-

saire de la valorisation, lui a fait de sévères critiques : Les États caféiers, dit-il, semblent exiger cette garantie fédérale que l'Union reste cependant libre, d'après la loi du 30 décembre 1905, de leur refuser ou de leur accorder. Mais ce qui provoqua surtout l'irritation du Journal du Commerce, c'est que la convention avait lié à la solution de la crise caféière une autre mesure d'un ordre très différent : la création de la « Caisse de conversion ».

L'article 8 de la convention, après avoir fixé le chiffre de 15 millions de livres pour l'emprunt à conclure, ajoutait en effet : « Le produit de cet emprunt sera employé comme lest pour la caisse d'émission et de conversion qui sera créée par le congrès national pour la fixation de la valeur de la monnaie. Le produit de l'émission sur ce fonds sera employé à la valorisation du café ».

J'ai étudié ailleurs le mécanisme de la Caisse de conversion. Il est certain que la façon même dont le convenio avait proposé d'établir la caisse prêtait le flanc à des critiques ; et le Journal du Commerce ne les ménagea pas. « La convention avait-elle donc oublié les principes de la constitution brésilienne, ne songeait-elle pas que seuls les pouvoirs fédéraux pouvaient légiférer en matière monétaire ? Et comment trois États pouvaient-ils, comme ils l'avaient fait, intituler un traité passé entre eux : convention entre les États de Minas, Rio et Saint-Paul pour valoriser le café... et créer une Caisse de conversion pour fixer la valeur de la monnaie ? »

Pour se laver de ce reproche d'anticonstitutionnalité qui, dans un pays tel que le Brésil, ne manquait pas de prise sur l'opinion, Saint-Paul avait cependant une excuse. Les représentants de Saint-Paul à Taubaté

pleins du désir de voir aboutir leur projet de valorisation, auraient eu trop de prudence pour s'embarrasser du pesant programme de la Caisse de conversion, s'ils avaient cru que cette partie de leurs idées dût rencontrer une opposition parmi les autorités fédérales. Bien au contraire, l'idée de la Caisse de conversion ne fut pour eux qu'un moyen d'obtenir de M. Penna un appui indispensable. C'est M. Penna qui fut à Taubaté le plus actif défenseur de la Caisse de conversion, le plus ardent à ajouter cette clause supplémentaire aux clauses primitives de la valorisation. Il s'attacha à la valorisation, moins par souci de la question caféière que parce qu'elle lui parut une occasion de créer la Caisse, dans laquelle il voyait le rouage essentiel de la réorganisation financière du Brésil. L'accord se scella sur ces bases : Saint-Paul y trouva le double avantage de réaliser un projet qui lui était cher, et d'obtenir de M. Penna un appui indispensable. Ainsi s'explique cette audacieuse tentative de législation sur des questions financières où le Journal du Commerce reprochait au convenio de s'être risqué.

Le Président de Saint-Paul, M. Tibiriça, espérait donc obtenir pour le convenio la sanction de l'autorité fédérale. Le 2 mars, il adressa au Président de la République une lettre où il lui demandait de réunir le congrès fédéral en session extraordinaire, pour le vote des mesures urgentes qu'exigeait la réalisation du plan de Taubaté, la Caisse de conversion et la valorisation du café.

M. Rodriguez Alves répondit le 12 mars qu'en décidant, par son article 8, que l'État de Saint-Paul ferait des opération de crédit jusqu'à concurrence d'un capital de 15 millions de livres, devant servir de lest à une Caisse de conversion qui serait créée par le con-

grès national pour fixer la valeur de la monnaie.. la convention avait oublié son caractère régional et devait être soumise à l'approbation du Congrès national ; que, pour ce qui était du programme sur la propagande en faveur du café, le développement de la consommation, etc... un certain nombre d'idées pouvaient être appliquées immédiatement, et qu'enfin le Congrès ne serait pas convoqué en session extraordinaire. Cette lettre causa à Saint-Paul une vive désillusion.

Il semble qu'à partir de ce moment, M. Rodriguez Alves se soit rallié à la fraction de l'opinion qui était hostile à la valorisation. Les adversaires de la valorisation étaient en effet puissants. Ils avaient pour eux non seulement le Journal du Commerce, mais encore l'immense autorité de Lord Rothschild, qui se prononçait sévèrement contre les projets des Paulistes, soit qu'il considérât en effet la valorisation comme une aventure risquée, soit qu'il fût hostile surtout à la Caisse de conversion. Quoi qu'il en soit, les partisans de la convention avaient affaire à forte partie.

A Saint-Paul, la nouvelle de la convention avait été accueillie avec enthousiasme. Dans les États de Rio et de Minas, l'opinion était moins unanime ; dans la ville de Rio même, l'inquiétude régnait. On parlait du crédit du Brésil, patiemment relevé par un travail de cinq années, et compromis imprudemment ; on évaluait avec anxiété le nombre de sacs à acheter pour obtenir une hausse sensible. Le stock mondial, avant la récolte de 1906, s'élevait vers le mois de juin à 12 millions de sacs. La production des autres pays caféiers serait de 4 millions. Ces 16 millions suffiraient à la consommation pendant une année entière. Faudrait-il donc acheter toute la récolte de Saint-Paul, de Minas et de Rio ? A côté de ces objections sérieuses, d'autres polémiques,

plus âpres et souvent moins sensées. On assurait que les planteurs eux-mêmes ne gagneraient à la valorisation qu'un impôt de plus de 3 francs par sac ; on discutait les exemples d'opérations analogues ; et les preuves abondaient que la tentative de Saint-Paul était plus hasardeuse encore. J'ai pu moi-même, me trouvant à Rio en août 1907, au moment où était déjà passée la période critique, recueillir les traces encore nombreuses de ce mouvement d'opinion hostile à la valorisation.

Au début de juin, l'opulente cueillette allait commencer. Le président de Saint-Paul, comprenant que la convention n'avait aucune chance d'être réalisée telle quelle, y introduisit d'importantes modifications : « Si les opérations de crédit, portait le texte nouveau, sont réalisées par les trois États sans l'endos ni la garantie de l'Union, la surtaxe de 3 francs par sac sera perçue par les États. Si on ne crée pas de Caisse de conversion, les États pourront appliquer directement le produit des emprunts à la valorisation du café. De plus, on avouait des prétentions de plus en plus modestes. En février, on avait décidé de maintenir un cours minimum de 55 à 60 francs par sac. En juin, on ne parlait plus que de 32 à 36 milreis (soit 50 à 55 francs).

Le Congrès national finit par approuver la convention, en réservant tout ce qui concernait la Caisse de conversion, c'est-à-dire l'emprunt, les moyens d'agir. Saint-Paul devait renoncer à l'espoir, longtemps conservé d'obtenir l'endos de l'Union. C'était, on s'en souvient, la condition requise pour l'emprunt par la banque avec laquelle Saint-Paul avait négocié. Intimidée sans doute par l'ardente campagne menée contre la valorisation, cette banque retira sa proposition.

Telle était donc, vers le mois d'octobre 1906, la situation de l'État de Saint-Paul. Les fonds lui manquaient pour se metttre à l'œuvre. La convention de Taubaté et ses modifications postérieures paraissaient ne devoir être que des déclarations platoniques. Et cependant, au moment même où toute action semblait impossible, l'intervention devenait plus nécessaire que jamais. Le convenio avait rempli les planteurs d'espérances, et chacun, dans la mesure de ses forces, avait conservé des cafés qu'il était maintenant pressé de jeter sur le marché. Et surtout, de tous côtés, arrivaient des données précises sur l'abondance inouïe de la récolte en cours; elle dépassait toutes les prévisions. Jamais on n'a vu nouvelles d'un récolte heureuse semer ainsi l'épouvante : déjà s'encombraient les voies ferrées aboutissant au port de Santos. Les cours qui, en février, au moment de la convention, étaient encore de 6 francs les 10 kilos (type 7) s'abaissèrent rapidement ; c'était, pour la production pauliste, la ruine immédiate.

Dans ces circonstances, le gouvernement de Saint-Paul montra une grande décision. Il entreprit à lui tout seul l'œuvre dont il n'avait pu décider l'Union à partager la responsabilité. Telle qu'elle a été exécutée, la valorisation du café ne rappelle que de très loin le plan dressé à Taubaté. Il ne faut jamais perdre de vue qu'elle n'a été qu'un expédient. Le but seul est resté le même, les moyens ont changé. C'est dans la médiocrité de ces moyens que résidait le plus gros danger. La tentative devait être poursuivie jusqu'au bout sous peine d'être fatale.

Pour opérer ses achats de café, Saint-Paul obtint de la maison Schröder, de Londres, et de la City Bank

de New-York, un emprunt de 3 millions de livres. Saint-Paul disposait donc, non pas de 15 millions de livres, comme l'avait prévu le convenio, mais du cinquième de cette somme. Pour étendre les achats on usa du procédé suivant. L'État s'entendit sur les marchés étrangers avec des commerçants qui lui avancèrent jusqu'à 80 % du prix des cafés achetés, à condition que le café fût déposé dans leurs entrepôts. Le café se trouve donc engagé pour les quatre cinquièmes de sa valeur. Saint-Paul a payé pour chaque sac un cinquième de son prix, le reste a été versé en son nom par des tiers qui ont gardé le café entre leurs mains, comme gage de leur créance sur l'État. Quant à l'emprunt extérieur de 3 millions de livres, il est garanti par la surtaxe de 3 francs par sac perçue à l'exportation. En décembre 1906, en effet, Saint-Paul organisa la perception de la surtaxe à Santos, et en janvier 1907, réussit à obtenir qu'elle serait payée aussi, au port de Rio, par les cafés venant de Minas ou de l'État de Rio.

Les achats de café se firent d'abord modérément. A la fin de 1906, l'État ne possédait encore que 2.500.000 sacs. Mais à mesure qu'on comprit de combien la récolte de 1906 avait été supérieure à la moyenne, on se résigna à continuer les opérations, qui finirent par accumuler aux mains du gouvernement de Saint-Paul le stock énorme de 8 millions de sacs. La maison Théodor Wille fut chargée d'effectuer les achats. Ils se poursuivirent non sans difficultés. Le gouvernement ne voulait à aucun prix, et pas davantage les négociants qui recevaient le café en gage de leurs avances, acheter des cafés de qualité inférieure, dont le placement eût été plus tard très difficile. Aussi la commission des achats élimina-t-elle les types inférieurs, et le 2 janvier 1907,

la maison Wille déclarait publiquement qu'elle était autorisée à acheter, par jour, 15.000 sacs de café du type 7, c'est-à-dire de qualité supérieure à la moyenne.

Cette mesure souleva contre la valorisation tous les fazendaires qui possédaient des cafés inférieurs. L'agitation reprit. On affirma que Saint-Paul avait voulu favoriser les Paulistes, dont les cafés sont, en général, de types supérieurs, aux dépens des planteurs de Minas et de Rio, qui obtiennent le plus souvent un produit plus médiocre ; on réclama que les cafés de Minas et de Rio, insuffisamment protégés, fussent dégrevés de la surtaxe de 3 francs qui était levée sur eux comme sur les cafés de Saint-Paul. Les négociations se rouvrirent entre Saint-Paul et le gouvernement fédéral, où M. Penna avait inauguré sa présidence depuis novembre 1906. Il fut décidé que la Banque du Brésil prêterait 6 millions de milreis (environ 10 millions de francs) à Saint-Paul, pour l'achat de cafés inférieurs des types 8 et 9. C'était une satisfaction donnée aux planteurs non paulistes ; c'était aussi la première manifestation des bonnes dispositions du nouveau président pour la valorisation.

Elles ne devaient pas s'arrêter là, et, dès ce moment, l'Union chercha à obtenir, grâce à son crédit, les fonds nécessaires à Saint-Paul pour l'exécution intégrale de la valorisation. Elle fit, auprès de Lord Rothschild, des tentatives qui ne furent pas heureuses, car c'est alors, en réponse aux démarches faites pour obtenir de lui un emprunt de 5 millions de livres destiné à achever la valorisation, qu'il publia la lettre fameuse que le Brésil entier lut avec une sorte d'épouvante, et où il déclarait ne pouvoir compromettre sa maison dans une pareille aventure.

La période de la valorisation sur laquelle on a le

moins d'informations est celle qui va de février à juin 1907, où le président de Saint-Paul déclara officiellement que les achats étaient terminés. Les achats cessèrent dans cette période à une date qu'il est impossible de préciser. Il est évident que, les achats officiels contribuant à maintenir les cours, la nouvelle de leur interruption devait avoir pour conséquence une nouvelle baisse, et que le gouvernement de Saint-Paul, usant de toutes ses forces pour lutter contre la baisse, n'avait aucun intérêt à publier immédiatement qu'il se retirait du marché. Il dut interrompre ses achats prématurément, c'est-à-dire avant d'avoir réussi à enrayer la baisse. Elle dura en effet pendant les six premiers mois de 1907, ce qui donne la mesure de la débâcle irréparable qui se serait produite, s'il ne s'était présenté sur le marché l'acheteur inespéré que fut l'État de Saint-Paul. Saint-Paul fut arrêté par le manque de ressources, victime de la façon hâtive dont il avait été forcé d'improviser la valorisation à lui tout seul. Il fit tout pour empêcher la baisse, jusqu'à prendre des mesures d'exception, lorsqu'après l'épuisement des fonds d'achat officiels, les cafés continuèrent à affluer vers Santos. On assure qu'il y eut un moment où, sur des instructions venues d'en haut, les compagnies de chemins de fer suspendirent, ou du moins ralentirent les transports de café de l'intérieur vers la côte.

Bref, en juin 1907, Saint-Paul se trouvait propriétaire d'environ 8 millions de sacs de 60 kilos. Ces cafés, achetés au cours du jour, lui revenaient en moyenne à 42 fr. 50 les 50 kilos, c'est-à-dire à un total de plus de 400 millions de francs. Sur cette somme, les emprunts contractés auprès des banques étrangères et de la Banque nationale lui avaient permis de payer environ un quart. Le reste avait été fourni par les maisons qui

avaient effectué les achats au compte de l'État, et qui s'étaient couvertes de leurs avances en warrantant les cafés emmagasinés au Havre, à Anvers, à Hambourg, etc. Le café, acheté à 42 fr. 50 les 50 kilos, ne valait plus au Havre que 36 fr. 50, c'est-à-dire qu'une liquidation aurait amené pour Saint-Paul une perte sèche de 6 francs par sac. Bien mieux, il est facile de se rendre compte que les pertes ne se seraient pas limitées là, et que la liquidation était proprement impossible. Car le cours de 36 fr. 50 ne se maintenait présisément que parce que le stock de l'État de Saint-Paul restait en dehors du marché. Saint-Paul se trouvait dans cette situation singulière, que ses cafés ne valaient 36 fr. 50 les 50 kilos qu'à la condition de ne pas être mis en vente, et que, par conséquent, il lui fallait les conserver bon gré mal gré.

Mais, pour que cela fût possible, Saint-Paul devait être en mesure de satisfaire à toutes les dépenses que représentait l'intérêt des emprunts contractés pour la valorisation, celui des avances faites par les maisons qui avaient accompli les achats, les frais de magasinage du café, etc. ; bref une somme qu'il est impossible d'indiquer avec exactitude, mais qu'on a évaluée à une cinquantaine de millions par an, chiffre énorme pour un budget comme le sien.

Il était donc bien difficile de trouver des ressources pour consolider la valorisation, et ce fut la tâche de Saint-Paul de les chercher. On obtint d'abord des capitalistes à qui l'État afferma le chemin de fer de la Sorocabana une grosse avance de 2 millions de livres, destinée à la valorisation (1).

(1) L'exploitation de ce chemin de fer, racheté par l'État peu de temps auparavant, fut concédée à un syndicat franco-américain.

Le président de Saint-Paul reprit aussi les tentatives pour placer l'entreprise sous le patronage de l'Union, et sollicita d'elle un prêt de 3 millions de livres. C'était revenir sous une forme réduite au plan de Taubaté, selon lequel le gouvernement fédéral devait prêter aux États signataires l'appui de son crédit pour obtenir l'emprunt de 15 millions de livres. Sur la demande de M. Tibiriça, s'ouvrit à Rio une dernière discussion sur la valorisation ; sa cause fut chaudement plaidée ; on fit valoir que les risques pour l'Union étaient faibles, puisqu'il ne s'agissait plus que du cinquième de l'emprunt primitif ; et surtout l'on ajouta qu'en dehors de la protection désintéressée, — fût-elle à fonds perdus — que Saint-Paul devait à ses planteurs, et que l'Union devait à Saint-Paul, l'affaire n'était peut-être pas mauvaise en elle-même. Les nouvelles de la récolte de 1907 commençaient en effet à arriver; elle était nettement déficitaire, et l'on se rendit compte, peu à peu, qu'à Saint-Paul elle dépasserait à peine un tiers de la récolte précédente, soit 5 millions de sacs. De même qu'en 1906, on recevait avec terreur les rapports sur l'abondance générale de la cueillette, en 1907, on épiait avec une sorte d'espérance tous les signes d'épuisement des caféiers. Les prédictions des économistes qui avaient assuré qu'une bonne année serait compensée par une mauvaise et que, pour sauver les planteurs, il suffisait de conserver les cafés de l'année d'abondance pour les vendre l'année de disette, semblaient se réaliser.

Ce fut cette récolte déficitaire qui rétablit la confiance, qui arrêta la baisse, qui obtint du Congrès fédéral le vote de l'emprunt en faveur de Saint-Paul, et sans doute aussi qui décida Lord Rothschild à s'apaiser enfin et à se charger de placer l'emprunt

fédéral qui devait assurer la liquidation de la valorisation.

La récolte de 1907, sensiblement inférieure à la consommation mondiale, a permis de réduire légèrement les stocks. En mai, en juin 1908, avant les premiers arrivages à Santos des cafés de la récolte de 1908, la hausse tant attendue se produisit enfin, et la cote de 45 francs fut atteinte. Il y eut même sur certains marchés défaut absolu de cafés de qualité supérieure, dont le gouvernement de Saint-Paul détenait toutes les réserves. La fermeté des cours parut telle que les gérants de la valorisation purent vendre à un prix satisfaisant quelques centaines de mille sacs qui réduisirent d'autant le fardeau de l'État de Saint-Paul. Cependant la spéculation hésitait à s'engager, dans l'incertitude des décisions que prendrait Saint-Paul. Les cours reculèrent donc à 40 francs, et la valorisation suspendit toutes les ventes officielles pour attendre les résultats de la récolte de 1908. Elle sera livrée au commerce dans les derniers mois de 1908, et on ne pourra l'estimer avec précision qu'au début de 1909. Le Brésil espère qu'elle sera encore déficitaire et facilitera la liquidation du stock immobilisé aux mains de l'État de Saint-Paul. Elle a été évaluée d'avance, pour Saint-Paul seulement, à 8.000.000 de sacs. Mais le nombre des personnes intéressées à ce que la récolte soit faible est trop élevé pour que cette évaluation n'ait pas de grandes chances d'être dépassée.

Quoi qu'il en soit, on semble avoir conçu en Europe, au sujet de la valorisation, des inquiétudes exagérées. Saint-Paul dispose actuellement de ressources suffisantes pour retarder la liquidation de son stock, et pour être assuré de ne vendre qu'à sa convenance. S'il est impossible de mesurer encore les résultats

définitifs de la valorisation, et les charges qu'elle imposera aux finances de Saint-Paul, il serait du moins illogique de juger le gouvernement de Saint-Paul comme un négociant ordinaire, et la valorisation comme une affaire normale. Les hommes d'état qui l'ont entreprise ont poursuivi un but unique : sauver la grande culture caféière. S'ils l'atteignent, aucun sacrifice n'aura été trop lourd.

La classe des planteurs, que la valorisation avait en vue de sauver de la ruine, a fidèlement soutenu le gouvernement de Saint-Paul. La récolte de 1906 avait été si abondante, qu'en dépit du bas prix où elle fut vendue, elle laissa un solde aux fazendaires. Ce solde représente ce que les fazendaires doivent à la valorisation : elle permit l'écoulement normal des cafés cueillis cette année-là. L'année 1907 fut beaucoup plus dure. Les prix furent légèrement supérieurs à ceux de 1906 ; mais chaque fazendaire avait récolté environ trois fois moins de sacs et bien peu de fazendas réussirent à couvrir leurs frais. Cependant les planteurs ont repris courage. Ils acceptent sans protestation la surtaxe de 3 francs par sac. Ils ont une pleine confiance dans le gouvernement qui n'a pas redouté d'engager hardiment son crédit pour défendre leurs intérêts. L'élection à la présidence de l'État de M. Lins, ministre des finances, le grand ouvrier de la valorisation, indique bien les tendances de l'opinion pauliste.

Que doit-on attendre des prochaines récoltes? Celle de 1906 aura-t-elle vraiment marqué l'apogée de la production brésilienne? Si elle continuait à s'accroître, la valorisation n'aurait été qu'un coup donné dans le vide. A Saint-Paul, on a assuré l'avenir en renouvelant pour cinq ans la loi qui prohibe les plantations nouvelles. Le nombre des caféiers ne peut donc aug-

menter; ajoutez que tous ceux qui ont été plantés dans des terres médiocres, ou qui sont insuffisamment soignés, vieillissent vite, et que leur fructification se réduit. Au dehors de Saint-Paul, dans les États où la limitation des plantations n'a pas été décrétée, on continue à planter. Quelle est l'étendue de ces cultures nouvelles ? Nous trouvons la réponse à cette question dans un rapport présenté à la secrétairerie des finances de l'État de Minas Geraes par l'ingénieur Carlos Prates, chargé d'inspecter la zone méridionale de Minas, à laquelle sont limitées les fazendas de café. Après un calcul très précis, municipe par municipe, de la superficie occupée par les plantations nouvelles, il conclut qu'elle n'est certainement pas supérieure à celle des plantations abandonnées : le nombre des caféiers de moins de trois ans peut, dit-il, être évalué à un dixième seulement du nombre total ; et il faut voir dans ces plantations continuelles, non pas une extension des cultures, mais une conséquence de la nécessité où se trouvent les fazendaires de Minas de renouveler sans cesse les plants, en raison de la nature de leurs terres et de la médiocrité de la main-d'œuvre nègre qu'ils y emploient.

Comment admettre d'ailleurs que les plantations puissent continuer à s'étendre, si vraiment les cours actuels interdisent aux planteurs tout bénéfice? Tel est en effet le postulat sur lequel s'échafaude l'édifice de la valorisation. Il serait vain de discuter ici les calculs que les économistes de Saint-Paul ont accumulés pour démontrer que les dépenses de culture dépassent ou égalent du moins le prix de vente du café. Leur sincérité est aussi incontestable que leur profonde expérience de la lavoure.

Un seul danger subsiste, c'est qu'ils n'aient pas

prévu une réforme radicale de l'organisation actuelle de l'industrie caféière ; leurs études se rapportent exclusivement aux conditions présentes de la grande culture. Si la petite propriété devait un jour s'établir à Saint-Paul, ne réussirait-elle pas à abaisser les frais de production du café ? La petite propriété a des ressources inconnues d'économie, et des forces secrètes pour résister aux crises. La valorisation pourrait ne pas avoir servi les intérêts véritables de l'État si elle aboutissait à retarder ou même à empêcher une révolution économiquement avantageuse de l'organisation agricole de Saint-Paul.

Telle est, à mon avis, la réserve la plus grave à faire à la valorisation. J'ai montré dans le chapitre précédent combien la culture caféière était étroitement liée à Saint-Paul au régime de la grande propriété. La politique d'immigration gratuite avait aidé la grande propriété à établir son règne ; c'est encore la grande propriété que la valorisation secourt. Le protectionnisme court toujours ce risque : on croit protéger la nation, on protège en réalité une classe.

CHAPITRE X

LA COLONISATION AU PARANA

Formation d'une démocratie rurale dans le sud du Brésil. — La petite culture. — L'isolement des colonies. — Histoire de la colonisation au Parana. — Les colonies autour de Curitiba — La colonisation de l'Ouest. — Une visite aux colons polonais de Rio Claro. — Le maté. — Le chemin de fer de Saint-Paul à Rio Grande.

En face de l'aristocratie pauliste, l'immigration européenne tend à créer, dans les États méridionaux du Brésil, au Parana, à Sainte-Catherine et au Rio Grande, une société toute différente, une démocratie rurale de petits propriétaires. Une cité s'y bâtit sur des principes d'une équité parfaite, puisque la vie urbaine et l'industrie étant encore embryonnaires, le sol constitue l'unique capital, et que ce capital est aux mains de ceux dont le travail le rend productif.

A côté de Saint-Paul ou de l'État de Minas, ou des vieilles régions sucrières de Campos et de Pernambouc, le Parana, Sainte-Catherine et le Rio Grande sont des terres neuves. Il n'y existait pas une ancienne population rurale qui pût fournir des cadres à l'armée des immigrants, la terre s'offrit à eux librement. Souvent elle n'était pas même possédée, et nul n'ayant de droits sur elle, elle se classait dans la catégorie des terres dévolues, c'est-à-dire des terres d'empire, qui devinrent

après la révolution, les terres des États. Même sur les terres privées, les droits de propriété étaient souvent incertains et presque fictifs. Les propriétaires n'exploitaient pas leurs domaines, parfois ils ne les avaient même pas visités ; ils en connaissaient vaguement les limites ; ils n'y exerçaient aucune surveillance.

Il n'existait pas de grandes exploitations agricoles, partant pas d'esclaves. A Saint-Paul, la main-d'œuvre blanche fut appelée à l'origine pour remplacer la main-d'œuvre noire ; et le travail libre se trouva longtemps en présence du travail servile. Dans le sud, les colons ignorèrent l'esclavage. La loi de 1851, par laquelle la province du Rio Grande organisa la colonisation sur son territoire, interdit aux esclaves de pénétrer dans les districts coloniaux. En 1881, au moment où l'esclavage agonisait au Brésil, où le recrutement des noirs devenait de plus en plus difficile, et où les rares planteurs de Saint-Paul, rebelles au principe du travail libre, ne trouvaient plus d'autre ressource que d'acheter des nègres dans le nord de l'empire, on discuta à l'assemblée principale du Parana s'il convenait d'interdire l'importation des esclaves dans la province. De pareilles précautions étaient superflues. Ce ne sont pas des lois ni des règlements qui ont évité aux premiers colons des provinces méridionales la concurrence des esclaves. L'esclavage ne pouvait s'établir en aucune façon sur des terres où la grande culture était inconnue Elle n'y a pas pénétré depuis. On put croire un moment, vers 1895, lors de l'expansion du café, que la grande culture pauliste, franchissant la frontière, envahirait une partie de l'État du Parana, et du moins la haute vallée du Pa anapanema, limitrophe de Saint-Paul; mais la crise a arrêté ses progrès, et le domaine de la

petite propriété dans le Brésil méridional n'a pas été entamé.

A Saint-Paul, une culture d'exportation avait créé la grande propriété. Les colonies du Brésil méridional ne connurent au contraire, du moins à l'origine, aucune culture d'exportation, et pratiquèrent presque exclusivement des cultures vivrières. Par bonheur le climat, avec ses températures moyennes et ses pluies régulières, permettait à une population laborieuse de tirer du sol sa subsistance. Mais toute la production devait être consommée sur place. Isolée dans une région forestière, où les communications étaient difficiles et lentes, manquant de moyens de transport, les colonies durent vivre sur elles-mêmes ; leurs relations avec le reste du monde étaient rares, le mouvement économique y était nul.

Rien de plus frappant que le contraste que forme avec leur histoire la colonisation des plaines voisines de l'Argentine. Les moissons de l'Argentine sont expédiées dès qu'elles sont fauchées vers Rosario et vers Buenos-Ayres, d'où elles sont embarquées pour les ports d'Angleterre et d'Allemagne. Le marché mondial absorbe facilement les récoltes. Chaque immigrant laboure hardiment autant de terre qu'il en pourra moissonner. Chaque nouvelle voie ferrée sème des colonies. Le commerce des grains crée et vivifie la colonisation. Rien de tout cela au Brésil. L'existence des colons y rappelle davantage celle que menaient, au XVIIe siècle, les pionniers de la Nouvelle-Angleterre ; mais les défricheurs de la Nouvelle-Angleterre étaient soutenus dans leur condition économique misérable par leur ardent désir de liberté religieuse. Au Brésil au contraire, la colonisation fut une entreprise officielle. Les colonies furent fondées une

à une par la volonté tenace du gouvernement brésilien.

Son œuvre prospéra lentement, au milieu de difficultés sans nombre. Si peu délicates qu'on les suppose, des familles humaines ne peuvent vivre, au siècle où nous sommes, sans quelques ressources en argent liquide, qui leur permettent d'acheter ce que leurs champs ne leur donnent pas : du sel, du pétrole, des vêtements. Les colonies avaient beau vivre sur elles-mêmes, il fallait cependant leur créer un marché, si restreint fût-il ; il fallait leur permettre de vendre une part modeste de leur récolte. Faute de quoi elles devaient péricliter et durer juste le temps que leur parviendraient les secours officiels. La tâche fut vraiment lourde. Il ne suffit pas d'amener des hommes ; il fallut résoudre en cent occasions le problème d'assurer la consommation des produits des colonies. Le souci de faire naître des centres urbains se mêle sans cesse à celui de peupler la forêt. La colonisation chemine pas à pas, le pays devenant à mesure un organisme plus complexe.

J'ai passé, vers la fin de 1907, quelques semaines dans les colonies du Parana. La colonisation est au Parana d'origine récente ; l'histoire des colonies est brève, elle se laisse reconstituer facilement.

Au milieu du XIXe siècle, au moment où le Parana fut détaché de la province de Saint-Paul, sa population comprenait en tout quelques dizaines de milliers de personnes groupées au voisinage de la côte ou réparties dans l'intérieur, sur des terres dont la superficie dépasse la moitié de celle de la France. Le mouvement colonial ne s'esquissait pas encore ; seul un médecin français, doué, semble-t-il, de plus d'esprit d'entreprise que de prudence, s'était établi avec quelques

compatriotes au milieu des forêts, sur la rive de l'Ivahy, dans une solitude inaccessible; ce fut l'avant-garde perdue de la colonisation.

Vers 1855, on signale l'afflux spontané de cultivateurs provenant des colonies allemandes de Sainte-Catherine. Ils s'avancent peu à peu du sud vers le nord. Ils envahissent d'abord la vallée du Rio Negro, voisine de leur base, puis ils s'enhardissent. On en voit arriver à la petite ville de Curitiba, capitale de la jeune province, demandant des terres. Ils venaient de D. Francisca, de Joinville, c'est-à-dire de la région côtière de Sainte-Catherine, où la population allemande s'était rapidement multipliée. C'est la première fois que j'ai l'occasion de signaler l'extraordinaire puissance d'expansion de ces populations coloniales. On la retrouve à chaque page de l'histoire de la colonisation au Brésil ; elle n'est pas le privilège de la race allemande ; les colonies polonaises et italiennes ont fait aussi autour d'elles de rapides et stupéfiantes conquêtes. La fécondité des familles de colons est étonnante, et l'hérédité semble affirmer encore les aptitudes nécessaires au rude métier qu'est la colonisation. Cependant le mouvement de colonisation allemande s'arrêta ; en s'enrichissant, les Allemands se détournèrent de l'agriculture. Le Parana compte aujourd'hui, surtout à Curitiba, mais aussi dans tous les centres, une forte population allemande, tout entière originaire de Sainte-Catherine ; mais cette population vit du commerce, elle a laissé à d'autres le travail de la terre.

De même que les Allemands qui s'établirent au Parana de 1850 à 1870 ne venaient pas directement d'Allemagne, mais de l'État de Sainte-Catherine, de même les Français qui prirent part à la colonisation du Parana n'arrivèrent pas de France, mais

d'Algérie. Ils n'ont pas eu un rôle essentiel dans l'histoire du Parana, et je ne les cite que par la déférence qu'on se doit entre compatriotes. Ils arrivèrent en 1868 et 1869 au nombre d'une centaine, et se fixèrent aux environs de Curitiba, où on leur distribua des lots. Ces Algériens donnèrent, paraît-il, aux autorités de graves soucis ; ils étaient mécontents, les réclamations foisonnaient. Deux surtout, Louis Huet et Édouard Imbert, étaient intraitables. Les rapports des présidents de la province donnent à leurs discussions avec le gouvernement l'importance d'affaires d'état. Le détail en est souvent piquant ; on y reconnaît le caractère de notre race, éprise de droit et souvent de chicane. D'imagination juridique fertile, Huet n'inventa-t-il pas, pour obtenir deux lots au lieu d'un seul, de prétendre qu'il était séparé de biens d'avec sa femme, et que sa femme avait droit, par conséquent, à une concession particulière. Les Algériens furent au Parana les premiers viticulteurs ; mais, soit que les terres fussent mauvaises, ou les cultivateurs inhabiles, la colonie algérienne ne prospéra pas. Un petit nombre de lots restent aujourd'hui entre les mains des descendants des colons primitifs. Lorsqu'une compagnie française eut entrepris la construction de la première voie ferrée du Parana, et organisé son service, les Français qui se trouvaient dans le pays se groupèrent autour d'elle, comme autour d'une puissante protectrice A plus d'une gare, on entend encore parler français, mais l'élément français a presque complètement disparu de la population rurale.

Il vint ensuite des colons de toutes nationalités, quelques Américains du nord, quelques Basques, et une majorité d'Italiens que l'on chercha à établir dans la plaine côtière, au bord de la baie de Paranagua, et

au pied de la serra do Mar. Le centre de ces nouvelles colonies fut la petite ville de Morretes. J'ai dit ailleurs de quelle façon la serra do Mar sépare deux régions physiquement différentes, et inégalement propices à la colonisation ; la plaine tropicale entre elle et la mer, et le plateau tempéré sur son versant intérieur. Cependant, au Parana, la colonisation du pied de la serra n'a pas échoué complètement. Elle a eu seulement des débuts très difficiles, et la population ne s'est pas accrue. Mais on rencontre aujourd'hui encore autour de Morretes des familles italiennes qui sont occupées à la culture de la canne à sucre. C'est, je crois, un des rares points du monde où la culture de la canne soit faite par des blancs.

Malgré les revenus de la culture de la canne, en 1880, une partie des colons de Morretes, fortement éprouvés par les chaleurs humides de la côte, quittèrent leurs terres, et sans l'appui officiel, vinrent se fixer sur des terres qu'ils achetèrent auprès de Curitiba ; selon la coutume des Italiens, ils s'étaient employés comme manœuvres à la construction de la ligne de chemin de fer de Paranagua à Curitiba ; ils eurent ainsi l'occasion d'observer combien était supérieure à la leur la condition des nouveaux colons que le gouvernement venait d'établir autour de la ville, et voulurent prendre leur part des avantages qu'assurait le voisinage de la capitale. Un des plus gros villages de la couronne de colonies prospères qui encercle aujourd'hui Curitiba est peuplé d'Italiens venus de Morretes. C'est la paroisse de Santa Felicidade.

Curitiba était alors une bien petite ville ; sa population urbaine ne devait pas dépasser 10.000 habitants. Elle était pourtant de beaucoup le centre le plus important du Parana, le seul marché, et à ce titre, elle

devait exercer une forte attraction sur la colonisation. Cependant, depuis que la colonie d'Algériens près de Curitiba avait abouti à un demi-échec, tous les efforts du gouvernement s'étaient concentrés sur la région littorale. Le premier qui comprit quel parti on pouvait tirer de Curitiba pour en coloniser les environs, et qui conçut l'idée du nouveau programme colonial, fut le président Lamenha Lins. Ses rapports pourraient servir de commentaire à toute l'histoire de la colonisation du Brésil méridional. « Il est nécessaire, dit-il, que les colonies arrivent rapidement à se suffire à elles-mêmes, et qu'on ne soit pas obligé de leur continuer éternellement des subventions. A l'Assunguy, les colons ne vivent que des travaux que l'on est obligé d'entreprendre sans cesse pour avoir un moyen de leur distribuer un salaire, ou plutôt une aumône. Il faut renoncer à ces méthodes, donner aux colons un moyen de gagner de l'argent, et pour cela, les établir près d'un marché. »

De 1876 à 1879, le mouvement de colonisation autour de la ville se dessina avec intensité. Le gouvernement qui ne possédait pas de terres dans ces parages, les achetait aux propriétaires brésiliens. Il les faisait ensuite mesurer, et diviser en lots d'une dizaine d'hectares. Parfois il y faisait bâtir une petite case provisoire, ou bien c'était au colon lui-même à la construire. On hébergeait à leur arrivée les familles à Curitiba ; au bout de quelques jours l'homme seul partait pour prendre possession de son lot ; il y commençait son installation, et y emmenait ensuite sa famille. On lui accordait quelques avances, des semences, on augmentait ses ressources en l'employant à la journée, le plus près possible de son lot, à la construction des chemins. C'était en effet un travail indispensable que l'ouverture de chemins. Seule existait auparavant aux environs

de Curitiba la grande route de la Graciosa, qui fut rem placée par le chemin de fer, et qui mettait la ville e communication avec la mer. A partir de 1878, Curi tiba devint, à la façon d'une ville de France, le centr d'une étoile de routes qui desservit toute sa banlieu coloniale, un petit réseau local de chemins vicinaux encore isolé sur un coin du plateau.

On créa là une série de villages : Santa Candida Orléans, Dom Pedro, Donna Augusta, Thomas Coelho A côté des colonies officielles, d'autres naquirent spon tanément. La valeur des terres ne dépassait guèr 40 francs l'hectare. Le prix d'achat des lots ne gre vait pas trop lourdement le colon et sa dette s'élevai à peine à 5( ) milreis (1). Lorsque le prix des terre peu distantes de la ville eut subi une hausse, le gou vernement élargit le rayon de la zone coloniale qu déborda vers le sud, dans le municipe de San Jos Dos Pinhaes, et vers l'ouest, dans le municipe de Camp Largo.

En visitant en détail ces colonies, on y trouvera des représentants de vingt nationalités; cependan deux races y dominent, les Italiens et les Polonais, – Galiciens, Polonais russes et Polonais prussien Ils ont passé aujourd'hui la période difficile des début D'ordinaire, à côté de la cabane misérable où la famil a logé pendant les premières années, et qu'on utili aujourd'hui comme étable, s'élève la maison neu en briques couvertes de stuc, avec son jardin fleu de rosiers. Déjà même, au lieu de rester dispersé comme autrefois, chacune au centre de son lot, l habitations se groupent ; des hameaux se forme

(1) A Saint-Paul, le passif d'un colon est beaucoup plus él et atteint souvent trois ou quatre mille milreis.

autour des églises, qui ont encore le caractère architectural du pays d'origine des colons. Les Polonais sont bons charpentiers, et ils aiment à construire de grands clochers avec les madriers de pin du Parana qui se laisse travailler comme le sapin de Pologne.

Entre les races différentes, des mélanges ont déjà commencé à se produire. Il y a des familles mixtes, italo-brésiliennes; et aussi des mariages entre Brésiliens et Polonais. « Mes filles polonaises sont savoureuses — *sie schmecken* — me disait le brave curé d'une de ces paroisses, et les Brésiliens viennent me les prendre. » La ville, milieu commun, où tous ont à faire, brasse les nationalités, opère le mélange des races et le mélange des idées, qui serait dix fois plus lent si cette colonisation était purement rurale. Les Italiens ont appris à alterner la polenta de farine de maïs avec le pain de seigle, la broa, suivant un mot allemand déformé, importé de Sainte-Catherine ou du Rio Grande; et les Polonais apprennent peu à peu de leurs voisins à aimer le vin et à cultiver la vigne, la plante sacrée pour l'Italien. L'été du Parana mûrit le raisin, et plus d'une maison polonaise possède maintenant aussi son enclos de vigne et ses échalas.

Les Polonais m'ont paru avoir une puissance d'expansion supérieure à celle des Italiens. Les familles italiennes sont en effet très fortement unies, les enfants ne s'en séparent pas à leur mariage, et la maisonnée comprend souvent trois générations ; s'il est nécessaire d'ajouter aux ressources que fournit la culture du lot de dimensions souvent restreintes, les fils s'en vont en quête de travail, et envoient les économies faites sur leurs salaires. Les colonies italiennes ont toujours fourni un grand nombre de terrassiers pour les constructions de voies ferrées. Après une période d'absence,

ils reviennent à la maison. Chez les Polonais, au contraire, c'est l'habitude que le fils qui se marie achète un nouveau lot, et si ses ressources sont insuffisantes, il trouve du moins à louer des terres au quart ou au cinquième des fruits. La première bonne récolte lui permettra de s'établir enfin chez lui, car les terres ne sont pas vendues au comptant, et le vendeur se contentera d'un acompte. C'est ainsi que les Polonais se sont répandus peu à peu dans la direction de l'ouest, et qu'on les trouve aujourd'hui jusqu'à quarante et cinquante kilomètres de la ville.

Si vous sortez de Curitiba vers l'aube, sauf du côté de l'est où les terres marécageuses ont arrêté la colonisation, vous suivrez les chemins de la ville, au milieu des derniers pins qu'a oubliés la hache, et dont la silhouette sur les collines rappelle des paysages d'Europe. L'animation y est extrême; on va vendre à la ville du lait, des œufs, des légumes, du bois. Des femmes y portent des paniers, des petites filles blondes y conduisent les charrettes polonaises, aussi mal suspendues, mais moins pesantes que les chariots de Minas ou de Saint-Paul. De mille façons, vous sentez que tout ce monde rural vit du voisinage de la ville, et que la politique du président Lamenha Lins a porté ses fruits.

La ville, en grandissant, est devenue industrielle; quelques usines se sont ouvertes. La main-d'œuvre est recrutée en grande partie dans les colonies. Les hommes viennent le matin et repartent le soir, ou, si la distance est trop grande, ils ne retournent à la colonie que le dimanche. Les femmes ont aussi des emplois industriels dans les tissages de coton; d'autres, plus nombreuses, s'emploient comme domestiques. Les Polonaises, avant de se marier, vont à la ville se mettre à gages. Chaque

famille vivant sur ses champs a des dépenses réduites ; le moindre gain qui s'ajoute aux produits de la terre lui procure aussitôt l'aisance.

De 1878 à 1880 se place au Parana, à côté d'un grand mouvement d'occupation des terres autour de Curitiba, un incident de l'histoire coloniale, bien fait pour indiquer toutes les difficultés que rencontre la politique de colonisation officielle : c'est l'odyssée des colons russes.

Ils étaient en réalité Allemands, tout au moins d'origine, établis sur la Volga sous le règne de Catherine II, mais y ayant conservé leur langue. Le président Oliveira Menesez, raconte qu'au moment où il prit le pouvoir en 1899, il trouva, campés dans les villes de l'intérieur, Lapa, Palmeiras et Ponta Grossa, 2.000 de ces immigrants qui demandaient des terres. On en attendait 20.000 autres qui, heureusement, n'arrivèrent pas. On les jugea vite ignorants et paresseux. S'il est permis de se faire une idée de leur caractère d'après les documents qui nous en parlent, ils paraissent avoir eu l'âme rude et violente ; ils étaient conduits par des sentiments obscurs ; les administrateurs brésiliens éprouvèrent un énervement et une colère croissante devant leur manque absolu de souplesse. Ils n'écoutèrent aucun conseil. Lorsqu'ils choisirent leurs lots, ils prirent les prairies de préférence à la forêt. Cela causa la stupéfaction générale, car les terres boisées sont plus fertiles, et la colonisation au Brésil se loge toujours dans la forêt ; mais lorsqu'on leur en fit l'observation, ils répondirent que les Brésiliens n'entendaient rien à l'agriculture. Ils labourèrent leurs champs avec des charrues qu'ils avaient fabriquées, semant le maïs comme du blé, et attendirent le temps de la moisson. Ils avaient un amour farouche de l'égalité ; et, bien qu'il y eut sur leurs lots des constructions qui auraient pu

donner abri à la moitié des familles, tous couchaient la belle étoile, pour qu'il n'y eût pas de privilégiés. Lorsqu'ils étaient en voyage, et qu'il leur mourait quelqu'un, ils abandonnaient le cadavre sur la route, sans plus de formalités ; et il paraît qu'ils battaient leurs femmes, par principe, en affirmant que c'était la façon la plus assurée de les maintenir dans les chemins de l'honneur.

L'époque de la moisson leur apporta une vive déception ; soit que leurs procédés de culture fussent mal adaptés aux conditions nouvelles du climat et du sol, soit que leurs terres fussent vraiment infertiles, ils n'eurent pas de récolte. Un brusque découragement s'empara de ce peuple, et ils décidèrent de quitter de nouveau le Parana. On fit tout pour les retenir : comme ils étaient très religieux, on leur envoya des curés des colonies polonaises, mais quand ils eurent compris que ces prêtres n'arrivaient pas de Russie et que c'étaient des étrangers, ils les reçurent à coups de pierre, et ne les écoutèrent pas. Beaucoup se rassemblèrent de nouveau sur la côte et finirent par s'embarquer. Toutes les colonies perdirent une partie de leur population ; quelques-unes se vidèrent complètement.

Certains, cependant, après l'échec de leurs tentatives de culture, au lieu d'émigrer de nouveau, changèrent leur mode d'existence et se mirent à l'élevage. Les herbages qu'ils avaient reçus du gouvernement convenaient à une vie pastorale ; ils y nourrirent des bœufs. Ils se fixèrent au Parana. Ils travaillent peu la terre, mais ils emploient leur bétail au transport : c'est là leur industrie. J'ai parlé ailleurs des rouliers du Parana. Tandis que le Brésil entier, et particulièrement la région des colonies, ne connaît que la propriété individuelle, ces rouliers ont des propriétés com-

munes. Les Brésiliens s'étonnèrent d'abord, lorsque les Russes demandèrent à conserver des terres en commun, mais on le leur accorda volontiers, puisque cela dispensait de mesurer les lots. Beaucoup de ces propriétés communes disparurent lorsque les colonies se désorganisèrent ; les terres revinrent à l'État, qui les revendit quand il en eut l'occasion, mais la propriété commune était si bien dans les mœurs des immigrants russes qu'elle se reconstitue aujourd'hui spontanément sur les points où sont restés fixés les groupes un peu importants de colons. Ils s'associent à vingt ou trente familles pour acheter des prairies où paissent indistinctement les bœufs, qu'on laisse se refaire entre deux voyages.

Les dernières années de l'Empire sont à peu près vides, en ce qui concerne l'histoire de la colonisation La prospérité de la banlieue coloniale de Curitiba se marque de mieux en mieux ; mais les terres libres y deviennent de plus en plus rares. En 1884, des Polonais demandèrent des terres près de la capitale : on n'en avait pas. En 1885, on eut beaucoup de peine à caser à quinze kilomètres de la ville cinq cents Polonais qui avaient refusé des terres au pied de la serra. Le programme de Lamenha Lins était épuisé, les colonies voisines suffisaient amplement à alimenter le marché de Curitiba. Si l'on voulait créer de nouvelles colonies, il faudrait aussi leur procurer de nouveaux débouchés.

Le mouvement d'immigration, interrompu quelques années, reprit sous le gouvernement provisoire. En sept ans, de 1889 à 1896, le Parana reçut 51.000 immigrants. C'étaient presque tous des Polonais. On forma deux groupes principaux de colonies, le premier dans la vallée du fleuve Yguassu, qui descend vers l'ouest en

traversant tout le plateau, et l'autre, plus loin encore, sur la route du Matto Grosso, à plusieurs journées de Ponta Grossa, où aboutissait le chemin de fer de la côte. Le centre le plus important sur l'Yguassu est Rio Claro. Quant à la colonie de l'ouest, on l'appela Prudentopolis, d'un nom tant soit peu pédant, qui devait rappeler à la mémoire des hommes le souvenir du Président de la République Prudente de Moraes. Prudentopolis, la cadette, date de 1896.

Juridiquement, la condition des colons était exactement semblable à celle des anciens immigrants établis autour de Curitiba. Comme les terres de l'intérieur avaient une valeur très faible, on donna des dimensions plus vastes aux lots, qui eurent à peu près 25 hectares. Le colon recevait toujours, du moins tel était le principe, un titre de propriété provisoire, qui devait être échangé, après le règlement de sa dette, contre un autre titre définitif. On lui imposait l'obligation théorique de payer la valeur de son lot en six ans.

Mais l'administration coloniale se montra inférieure à sa tâche. L'arpentage et le bornage des lots furent exécutés hâtivement; en certains points, au lieu de fixer les quatre angles d'un lot, on se bornait à marquer sa façade sur une ligne, et on s'inquiétait peu des discussions qui devaient naître plus tard à propos de ses limites. Lorsqu'après 1896, la gestion des colonies passa de l'Union à l'État, la situation devint de plus en plus obscure. Les registres de la dette coloniale étaient irrégulièrement tenus; il n'y avait même pas de plans des colonies. Les cadastres qu'on avait dû dresser pour connaître les concessionnaires de chaque lot s'étaient égarés ou n'avaient jamais existé. Une cause nouvelle de complications survint. Les colons n'avaient pas reçu le droit de vendre leurs lots avant d'en avoir obtenu la posses-

sion définitive. Mais, laissés à eux-mêmes, ils oublièrent ce chapitre du règlement. Ils se mirent à subdiviser leurs terrains au gré des circonstances ; ou bien ils les cédaient, en transmettant à leur acheteur, en même temps que la terre, la charge des annuités qui restaient dues au gouvernement. Ces mutations étaient faites de la main à la main, sans titre écrit ; il n'en subsistait aucune trace. L'État n'entretenait pas dans chaque colonie un directeur à poste fixe qui eût pu exercer une surveillance continue. Il n'était représenté auprès des colons que par des percepteurs ambulants qui allaient de colonie en colonie recouvrer les annuités. Incapables d'élucider les problèmes de droit qui se posaient au cours de leurs rapides apparitions, ces percepteurs ne pouvaient en aucune façon renseigner l'autorité publique.

Le gouvernement du Parana finit par comprendre qu'il était de son devoir d'user d'énergie, et depuis 1905, on procède à une réorganisation complète des colonies. On a réuni tous les documents relatifs aux diverses colonies; à défaut de documents, on a fait appel aux témoignages pour désigner les propriétaires légitimes des lots. Chaque colon, jusqu'au règlement définitif de sa dette, a son dossier à la secrétairerie de l'agriculture. La propriété coloniale est donc assise aujourd'hui sur des fondations solides. Du temps où l'administration négligea les colonies, on a gardé cependant une habitude ; c'est une extrême tolérance en matière de paiement des annuités : quinze ans après leur concession, peu de lots sont encore libérés, et les directeurs des colonies ont à ce sujet des instructions qu'on peut résumer ainsi : les colons paieront quand ils voudront.

Les irrégularités qui se produisirent à l'origine de la colonisation polonaise eurent d'ailleurs peu d'incon-

vénients pratiques. Il s'est produit, à ma connaissance, peu de contestations sur la propriété ou la limite des lots ; encore ont-elles porté surtout sur des lots urbains passés aux mains de commerçants qui n'appartenaient pas à la population coloniale proprement dite. Celle-ci s'en inquiéta peu, et profita de la liberté qu'on lui laissait sans se douter des dangers qu'elle recouvrait. Pour elle, la réorganisation de 1905 vint à temps.

Je tenais à visiter les colons polonais de l'ouest. Établis depuis quinze ans, ils sont à peine sortis des incertitudes du rude labeur de l'arrivée. On retrouve parmi eux l'image vivante de ce que purent être les débuts déjà oubliés de la colonisation allemande au Rio Grande.

J'ai parcouru tout entière la colonie de Rio Claro. Elle recouvre un vaste territoire, large de 40 kilomètres. Le long des grands chemins rectilignes sont rangés les lots de 250 mètres de façade et de 1,000 mètres de profondeur, avec une clôture de bois sur le devant. Les maisonnettes de bois sont entourées de pêchers. Le pêcher a été adopté par les Polonais, et au temps de la floraison, toute l'étendue de la colonie est semée de taches roses. Les chemins parallèles coupent une série de vallées transversales, et gravissent des crêtes successivement : de chacune d'entre elles, appa raît un nouvel horizon peu à peu conquis à la culture ; de la dernière, on descend enfin vers les eaux abondantes de l'Yguassu. La colonie est une vaste clairière, ou plus exactement, elle est une réunion de petites clairières qui s'élargissent peu à peu à la rencontre les unes des autres, et qui se toucheront lorsque toute la superficie des lots sera mise en culture. D'un lot à l'autre, l'œuvre est diversement avancée ; parfois la forêt de pins immenses, mêlée d'autres essences aux

endroits les plus fertiles, a déjà reculé au loin; parfois, elle encercle encore l'habitation.

Chaque maison a son champ de seigle ; la culture du seigle a été importée par les Polonais; mais c'est, je crois, la seule de leurs cultures nationales qu'ils aien conservée. Car ils ont adopté, en fait d'agriculture, les habitudes du *cabocle*, c'est-à-dire du travailleur brésilien indigène. Ils se sont laissé corrompre, me dit le directeur de la colonie.

L'agriculteur indigène, celui qu'on nomme le cabocle, d'un nom de race qui a fini par désigner plutôt une façon de vivre, le seul maître des forêts brésiliennes avant l'arrivée des colons, ignore en effet tous les principes modernes d'économie rurale et de culture intensive. Sur le point qu'il choisit pour y placer son champ, il commence par abattre la forêt, à la hache. Un groupe de travailleurs se réunit, et dans une journée de travail, qui est aussi une journée de fête, arrosée d'eau-de-vie et égayée par des chansons, il prépare le terrain. Les arbres à terre, on les laisse sur place, et après avoir attendu le moment favorable, on y met le feu. Le bois ne brûle pas, mais l'incendie débroussaille la terre, et réduit en cendres les feuilles et les lianes qui donneront l'engrais nécessaire à la récolte. Aussitôt la cendre refroidie, un homme passe, faisant avec une grande houe un trou à chaque pas ; et derrière lui, un enfant y laisse tomber quelques graines qu'il recouvre en y ramenant la terre d'un coup de talon. Le maïs mûrira entre les souches ; le cabocle ne visitera son champ que pour faire la récolte; à moins qu'il ne préfère se dispenser de ce travail en lâchant dans les maïs mûrs un troupeau de porcs maigres, qui y restera fidèlement aussi longtemps qu'il y trouvera sa pâture. Le cabocle rassemble alors son troupeau et va le vendre

à la ville. La végétation naturelle reconquiert peu à peu la forêt brûlée ; sur les troncs qui pourrissent lentement, une nouvelle forêt croît et se reforme. Le cabocle ne reviendra que lorsque la terre, reposée pendant des générations, pourra lui fournir de nouveau une aussi abondante récolte. Ainsi le cabocle gaspille la forêt, et gaspille surtout l'espace. Ses instruments de travail sont la houe et la hache; quant à la charrue, il l'ignore. Lorsque les Algériens, arrivés à Curitiba, en réclamèrent, on constata qu'il n'en existait pas une dans l'État. Les Russes, qui en avaient apporté, causèrent scandale.

Les colons de Rio Claro imitent le cabocle. Cultivateurs moins nomades, puisqu'ils sont enfermés dans les limites de leur lot, ils reviennent plus souvent aux mêmes terres ; ils n'attendent pas pour les mettre en culture que la forêt ait repoussé, et dès que les broussailles atteignent quelques mètres de haut, ils recommencent l'écobuage. Mais ils n'usent pas d'engrais, ils n'ont pas de charrue. Le temps modifiera ces conditions. Au milieu de la forêt, aussi longtemps que subsistent sur le sol les souches des arbres abattus que le feu ne peut pas réduire, l'emploi de la charrue est impossible. Lorsque les souches seront pourries et détruites, les colons se souviendront de leurs semailles d'Europe, et reprendront l'habitude du labour. Dans les anciennes colonies, auprès de Curitiba, on voit déjà de grands labours. D'ailleurs les colons tendront d'eux-mêmes à perfectionner leurs méthodes lorsque les produits de leurs champs auront pris une valeur marchande, lorsque l'isolement des colonies aura cessé.

L'isolement était tel, en effet, que toute exportation était à peu près impossible. Il n'existait au voisinage aucun centre de quelque importance. Ce qu'on voulait

exporter devait être expédié tout au moins à Curitiba. Or, dans la colonie, les chemins manquaient. Quand j'y suis passé, on était en train de remettre en état et de rendre carrossables les anciens sentiers muletiers qui coupaient la forêt. Mais j'ai vu ailleurs ce qu'étaient les vieux chemins brésiliens, détrempés par la pluie, et transformés en fondrières, avec des ponts vermoulus à côté desquels il est toujours prudent de passer. On faisait sur ces chemins le transport à dos de mulet, depuis le lot du colon jusqu'à la rivière. Par bonheur, l'Yguassu est navigable. Depuis Rio Claro jusqu'aux cascades qui barrent son cours en amont, près de Restinga Secca, il présente un bief navigable de deux cents kilomètres. Aux environs de cette grande rue naturelle, on avait placé plusieurs colonies qu'elle reliait entre elles. Les chaloupes à vapeur, qui pratiquent la navigation de l'Yguassu, pouvaient donc charger à Rio Claro des maïs qu'elles portaient jusqu'au pied des rapides. Là, on les transbordait sur les wagons du chemin de fer; ils arrivaient enfin à Curitiba, où, grevés des frais de transport que l'on peut imaginer, ils se trouvaient en concurrence avec les récoltes des colons de la banlieue. Peut-on s'étonner si l'exportation était nulle, ou peu s'en faut?

Les mêmes difficultés de transport exagéraient le prix des articles d'importation. Dans cette situation anormale, quelques négociants firent des affaires d'or. Ils pratiquaient ce commerce double, toujours fructueux, d'acheter aux colons l'excédent de leurs produits, et de les payer, non en argent, mais en marchandises, dont le prix monnayé n'était jamais exprimé. Mais l'exportation des produits de la colonie était si restreinte que l'usurier le plus rapace n'aurait pas trouvé de profit à y exercer son industrie si les colons

avaient été réduits à cette unique ressource : par bonheur, ils en trouvèrent une autre : la récolte du maté.

Le maté sauva les colonies du Parana. C'est un petit arbre, dont l'apparence rappelle en plus maigre celle du chêne vert, et dont la feuille charnue et lourde est douée de propriétés aromatiques que l'infusion dégage. L'usage de l'infusion du maté est déjà ancien ; il règne aujourd'hui dans toute la moitié méridionale de l'Amérique du Sud, au Chili, en Argentine, au Paraguay et dans l'Uruguay, et dans les parties limitrophes du Brésil. On prépare le maté dans une gourde d'où il faut l'aspirer à petites gorgées au moyen d'une paille; la gourde circule à la ronde, chacun y prenant sa part tour à tour, et l'étranger n'est pas épargné. Refuser le maté serait manquer aux règles du savoir-vivre.

Le Parana est le centre de la production du maté. L'exportation du maté y joue le même rôle que celle du café à Saint-Paul. Elle est la base de toute la vie économique locale. A l'exception des colonies, tout le Parana, directement ou indirectement, vit du transport, de la préparation et du commerce du maté, et les colonies elles-mêmes ont tiré du maté de larges profits.

On ne cultive pas le maté ; il croît librement dans la forêt, et c'est dans la forêt que se fait la récolte des feuilles. Aussitôt cueillies, les feuilles subissent une première préparation, destinée surtout à diminuer leur poids pour le transport, et aussi à les empêcher de fermenter et de pourrir. On les sèche au feu ; on les enferme ensuite dans des sacs qui sont expédiés à Curitiba où des moulins perfectionnés réduisent les feuilles en poudre, séparent les diverses qualités, et livrent le produit qu'exige la consommation. Quelques colons, plus heureux que les autres, découvrirent sur leurs lots un nombre important de pieds de maté ; c

fut pour eux une fortune acquise sans travail. La feuille de maté, la feuille, comme on dit simplement au Parana, marchandise précieuse et légère, supporte mieux que le maïs les frais de transport. Les propriétaires de lots qui contenaient du maté retirèrent donc des bénéfices de la vente de leurs feuilles, mais parmi les colons, ils n'étaient qu'une exception.

Les grands *hervaïs*, c'est-à-dire les cantons forestiers où le maté abonde, se trouvent presque tous dans l'intérieur, au-delà des colonies, dans la région du plateau qui est orientée vers le Parana, peu connue des géographes, mais qui, grâce au maté, ne manque pourtant pas d'importance ni de vie économique. Elle est animée, à la saison de la cueillette, d'un mouvement intense ; il y vient camper tout une armée ; les sentiers de la forêt se peuplent ; du côté de l'est, les mulets transportent les charges de feuilles jusqu'aux routes qui mènent à Curitiba, capitale du maté ; vers l'ouest, la circulation n'est pas moindre : Paraguayens qui viennent prendre part à la récolte, contrebandiers qui cherchent à franchir le fleuve en trompant la surveillance de la douane et à sortir du Parana sans payer l'impôt d'exportation. Une partie notable de la récolte du maté est destinée d'ailleurs aux régions limitrophes du Paraguay et des Missions.

Dans les hervaïs, terres privées ou terres publiques, la cueillette est affermée à des entrepreneurs qui se chargent de l'organiser. Ils occupent un nombreux personnel. Chacun d'eux construit un four à sécher les feuilles, et ce four devient le centre de la petite association éphémère qui vit pendant quelques mois au sein de la forêt, d'une vie solitaire et laborieuse. On y prépare parfois jusqu'à quatre ou cinq mille kilogrammes de feuille par jour. Les ouvriers s'occupent, les uns à

l'ébranchage des arbres, les autres au séchage des feuilles. Leurs équipes sont recrutées dans tout l'État, et dès le premier jour, les colonies polonaises fournirent un bon nombre de recrues pour la cueillette. Les hommes seuls quittent la colonie, et les femmes restent à la garde des lots ; les moins hardis sont 'mples ouvriers, ceux qui ont plus d'initiative se font eux-mêmes entrepreneurs. Tous rapportent de la campagne l'argent qui représente leurs salaires ou leurs bénéfices, et de cet argent, les colonies ont vécu.

Les sommes qui entrent dans les colonies, du fait de la récolte du maté sont très irrégulières. Le cours du maté est très variable, et suivant la valeur de la feuille, les salaires augmentent ou se réduisent. Le prix de la feuille s'est abaissé parfois à tel point que le commerce s'est trouvé suspendu, et que la cueillette du maté a chômé — grave extrémité pour les colons. Mais on remédie plus aisément aux crises du maté qu'à celles du café. La culture du café ne peut être abandonnée pendant une année sans que la plantation même disparaisse, sans que le capital qu'elle représente soit englouti ; quels que soient les prix de vente, chaque fazendaire est dans la nécessité de produire, et produit le plus possible ; la crise n'entraîne pas aussitôt la réduction de la production. Au contraire, rien de plus simple, lorsque les bénéfices menacent d'être trop faibles, que d'abandonner pour un an la cueillette du maté. La forêt reste livrée à elle-même ; la production ayant diminué, les prix se rétablissent d'eux-mêmes, et le moment venu, l'exploitation reprend. Aussi, les ressources qu'ils tirent du maté n'ont-elles jamais fait défaut aux colons d'une façon durable.

Elles n'ont pas suffi à créer la richesse, mais elles ont du moins évité une crise générale, le recul, la débandade

peut-être de la colonisation. Elles ont permis aux colonies de subsister, alors qu'il n'existait pour leurs produits aucun marché, alors que leur isolement leur interdisait toute espèce de vie économique.

L'ère de l'isolement complet a cessé pour les colonies, depuis l'ouverture de la ligne de Saint Paul-Rio-Grande, qui, traversant le plateau, doit mettre prochainement en communication directe les États méridionaux du Brésil avec les États du centre. En 1907, le tronçon de cette ligne qui parcourt le Parana, était à peu près terminé; la liaison avec Saint-Paul vers le nord n'était pas encore achevée, mais du côté du sud, la voie pénétrait déjà sur le territoire de Sainte-Catherine. A Ponta Grossa, la jonction était opérée avec l'ancienne ligne qui va vers la capitale et au delà vers la mer; et les communications directes étaient établies entre tout le parcours de la S. Paulo-Rio-Grande dans les forêts de l'intérieur, le centre de l'État et les ports d'exportation.

Durant les longues années de la lente construction de la voie, les colons prirent part aux travaux de la ligne. Ouverte au trafic, elle améliorera efficacement leur condition. Peu avant de traverser l'Yguassu, la ligne coupe le fond de la colonie de Rio Claro, et une station y a été établie. On est là, au pied de la serra de l'Espérance, et à quarante kilomètres du fleuve et du port de la colonie par lequel elle était autrefois en communication avec le reste du monde; là se trouvaient, dans le quartier le plus reculé, les lots les plus déshérités et les colons les plus misérables. J'y suis passé quatre ans après l'inauguration de la ligne : la transformation a été rapide. La voie ferrée est comme une artère vivifiante. Les nouveaux chemins tracés dans la colonie y aboutissent; les terres qui en sont voisines ont augmenté de

valeur. Près de la gare, et sur les terrains d'un seul des anciens lots, un petit centre s'est déjà formé, aubergiste, charpentier, maréchal, et plusieurs de ces grandes boutiques à l'achalandage universel, par lesquelles passe toute l'importation et toute l'exportation de la colonie. Cependant, le centre ancien de la colonie, sa capitale officielle, voisine de l'Yguassu, le hameau de Rio Claro, se vide peu à peu, et plusieurs des maisons qui entourent sa haute église sont aujourd'hui désertes. On dirait que la colonie a changé de façade, mieux que cela, elle se met à vivre d'une existence nouvelle. Les produits de la terre, le maïs, les haricots surtout, y ont acquis une valeur marchande, et, signe des temps nouveaux, indice de ce que le petit centre de vie isolé est entré enfin dans la vie économique générale du monde, cette valeur subit, lentement et imparfaitement encore, les oscillations du marché lointain de Rio ou de Buenos-Ayres.

A mesure que la misère disparaît, l'existence des colons devient plus variée et plus intelligente. Des germes de division du travail apparaissent; quelques colons se font artisans. Cette ruche, où les lots ressemblaient à des cellules égales, se modifie et se rapproche d'un groupement d'hommes d'origine moins artificielle. Le cercle des intérêts s'élargit, la vie morale même se développe. La politique pénètre dans la colonie. Prudentopolis forme aujourd'hui un municipe autonome et s'administre elle-même. A défaut de politique, les passions trouveraient d'autres aliments. J'en veux pour preuve une sorte de grève d'un caractère assez inattendu, dont j'ai été le témoin à Rio Claro. Les Polonais, gens religieux, après de longs conciliabules, s'étaient mis en grève contre le curé. Le curé, dans les colonies, étant de la nationalité des colons, est

en quelque façon leur représentant. Il dirige l'école, et la paroisse est une sorte de personne administrative avec un embryon de services publics. Or, les Polonais, mécontents des exigences de leur curé, et sur un mot d'ordre, s'abstenaient d'assister à la messe, se mariaient civilement. Il avait fallu ces circonstances orageuses pour mettre en honneur cet usage, peu répandu au Brésil, et les enfants n'étaient pas baptisés. La grève régnait depuis longtemps, et la famine au presbytère ; mais les deux parties étaient intraitables. La paix s'est-elle faite ? Je n'en ai pas eu de nouvelles, mais je laisse à penser quelle agitation régnait d'un bout à l'autre des lots.

Telles sont les impressions que j'ai rapportées de mon séjour aux colonies du Parana.

CHAPITRE XI

LA COLONISATION AU RIO GRANDE DU SUD

Le terrain de la colonisation. — La forêt du Rio Grande. — Colons allemands et colons italiens. — Prospérité présente des colonies. — Le commerce des produits des colonies. — La question des terres du Rio Grande. — Contraste entre les colonies et les « campos » du Rio Grande. — Colons et gauchos. — Succès de la politique de colonisation dans le Brésil méridional.

On connaît mieux en France les colonies du Rio Grande que celles du Parana, parce que leur origine est plus ancienne, et surtout parce que leur population est en partie de race allemande. La question des colonies du Rio Grande a intéressé le public français comme une question allemande plutôt que comme une question brésilienne. Les colons allemands se laisseront-ils absorber par le milieu brésilien, ou resteront-ils dans l'Amérique du Sud les champions du « Deutschtum » Le problème a été étudié par M. Tonnelat dans un récent volume (1). Nous le supposerons résolu. Il y a peu de chances que ce petit groupe allemand arrive à maintenir sa nationalité, ce dont il se montre d'ailleurs assez peu jaloux. Il ne faut pas se laisser tromper par l'attitude de quelques journalistes de Porto

(1) E. Tonnelat, *L'Expansion allemande hors d'Europe.*

Alegre ou de Saint-Paul, allemands d'immigration récente, et qui n'expriment pas toujours très fidèlement les sentiments de leurs lecteurs. Au surplus, parmi les colons du Rio Grande, les Allemands ne forment pas la majorité, et les Italiens les dépassent en nombre. J'ai cherché à rendre compte avant tout de la vie économique des colonies.

De toutes les parties du Brésil, le Rio Grande était, par ses caractères physiques, la plus favorable à la colonisation. Placé sous le 30e degré de latitude, il est nettement en dehors de la zone équatoriale. Les saisons y sont bien marquées ; l'hiver sain et rude, l'été chaud et sec, tandis que les étés pluvieux des tropiques règnent encore à Saint-Paul et s'étendent parfois jusqu'au Parana. Aussi, la colonisation, qui, à Saint-Paul et au Parana, est limitée aux plateaux intérieurs, s'est-elle également portée, dans le Rio Grande, au pied de la serra do Mar et sur son versant. La capitale, centre de la région coloniale, n'est pas comme celle du Parana, à 900 mètres d'altitude, mais au niveau même de la lagune.

Le versant de la serra a été le champ principal de la colonisation, le grand foyer d'attraction pour les populations. Elle a donc joué au Rio Grande un rôle exactement contraire à celui qu'elle remplit au nord sur toute la longueur de la côte brésilienne. Nulle part en effet, sauf au Rio Grande, la bande forestière qu'elle porte n'a été entamée ; le défrichement n'en est pas commencé. Elle sépare, depuis l'Espirito Santo jusqu'au Parana, les champs de canne cultivés à ses pieds, des grandes régions agricoles des hautes terres. Au Rio Grande au contraire, c'est dans les forêts de la serra que se sont logées les premières colonies, et c'est en

longeant à mi-pente les flancs de la serra que la colonisation a progressé vers l'Ouest.

Si la serra eut au Rio Grande une si grande importance sociale, cela tient moins encore à la latitude plus basse et au climat plus tempéré qu'à sa structure géologique et à la nature de son sol. La serra do Mar est constituée, jusqu'au Parana, de granites et de gneiss, terres froides, d'autant plus improductives qu'elles sont perpétuellement lavées et appauvries par les pluies. A partir de Sainte-Catherine, au contraire, la serra est formée de roches éruptives : elle n'est plus qu'une immense muraille de basalte. Les mêmes basaltes composent encore la serra au delà du coude qui l'éloigne de la mer et la dirige à l'ouest vers l'Uruguay. L'épanchement basaltique recouvre l'axe granitique de la serra, qui reparaît plus au sud, auprès de la ville de Bagé, avant de se perdre dans les plaines pampéennes. Or, les basaltes donnent des terres inépuisables, analogues aux terres violettes de Saint-Paul ; ils égalent en fertilité les alluvions de la Pampa ; ils ont fait la fortune des colonies du Rio Grande.

Ils sont, comme les diabases de Saint-Paul, associés à des grès rouges. Au nord de Porto Alegre, dans les contreforts de la serra, le grès rouge occupe le fond des vallées. Il porte aujourd'hui surtout des herbages. Le paysage, modelé par les eaux, y a pris des formes adoucies. Au-dessus des grès, le basalte plus dur forme de hautes falaises sombres. Rarement la roche apparaît à nu ; on la devine seulement à la raideur de la pente, et à l'éclosion subite de la végétation sur un terrain plus riche. Si l'on franchit ce palier, on parvient sur les terres fertiles où les cultures se sont groupées dès l'origine, et se sont toujours maintenues.

Les environs de Porto Alegre présentaient à la colo-

nisation un dernier avantage : le réseau navigable le plus complet qui existe au Brésil, hors du bassin des Amazones : cinq rivières aboutissent au fond de la lagune où est bâtie Porto Alegre. Dès le début des temps coloniaux, la navigation y fut pratiquée, et l'animation fut grande sur ces routes fluviales. Encore aujourd'hui, par la concurrence qu'elles font au chemin de fer, elles abaissent le prix des transports. Elles n'ont jamais cessé de rendre aux colons les plus grands services.

S. Leopoldo, la première des colonies du Rio Grande fut fondée en 1824. L'indépendance du Brésil venait à peine d'être proclamée, et déjà son jeune gouvernement s'engageait résolument dans les voies de la colonisation officielle. De 1830 à 1843, la guerre civile interrompt les arrivées d'immigrants ; mais, la paix rétablie, la province reprend à son compte la politique de colonisation. Elle multiplie les subsides aux colonies, et les primes aux agents d'immigration. Cette première période de colonisation, où les autorités provinciales conservent l'administration des colonies, se termine en 1859, au moment où le décret Von Heydt interdit l'émigration allemande pour le Brésil. Les Allemands forment, avant 1859, la presque totalité des immigrants ; c'est le temps où se constitue au nord de Porto Alegre la petite communauté teuto-brésilienne. Depuis 1859, le nombre annuel des immigrants allemands a toujours été restreint et n'a jamais dépassé quelques centaines.

De 1870 à 1890, les immigrants italiens remplacent les Allemands. Le gouvernement impérial, pour ne pas laisser les colonies allemandes isolées sur les contreforts méridionaux de la serra Geral, crée sur ses pentes supérieures, et jusque sur le versant opposé, de nouvelles colonies. Les Italiens qui y furent établis étaient

originaires, pour la plupart, des provinces vénètes. Le courant ne fut pas interrompu par la chute de l'empire. Il persista encore quelque temps après la révolution fédéraliste, qui ne fut domptée qu'en 1893. Depuis, l'immigration italienne a cessé, aussi bien que l'immigration allemande.

Faut-il ajouter, pour avoir énuméré complètement les races qui ont pris part à la colonisation des terres du Rio Grande, que la « Jewish Colonisation association » a créé récemment, pour des juifs bessarabiens, la colonie de Philippson? Mais le succès de sa tentative a été médiocre, et le petit groupe de Bessarabiens de Philippson restera vraisemblablement isolé. Il n'en sera pas au Rio Grande comme en Argentine, où les colonies israélites se sont multipliées, et où les juifs forment un élément important de la population agricole.

Les colonies allemandes et italiennes connurent au début les mêmes difficultés; je devrais dire la même difficulté, car toutes leurs misères résultaient d'une cause unique : l'isolement, le manque de débouchés. Les chemins étaient mauvais, les transports coûteux, l'exportation forcément réduite. La terre donnait de riches récoltes, mais on ne savait qu'en faire. Les rapports officiels représentent les colons vivant dans l'abondance. Ils ne mentent pas, car chaque lot nourrissait plantureusement une famille; mais ils cachent une partie de la vérité, car cette abondance n'était pas la richesse. La fertilité du sol était vaine, et la léthargie économique complète.

Les voyageurs allemands qui visitèrent les colonies vers le milieu du siècle dépeignirent si tragiquement leur misère, que l'opinion s'émut en Europe, et qu'on finit par interdire l'émigration d'Allemagne au Brésil.

Peut-être leurs rapports étaient-ils trop sévères. Un fait semble du moins en contradiction avec leur pessimisme, c'est l'extraordinaire puissance d'expansion que manifestent dès les premières années les populations coloniales. Elle n'est pas moindre chez les Italiens, mais les Allemands ont eu le temps d'en donner des preuves plus éclatantes. Ils se sont multipliés d'une façon presque miraculeuse. Lorsqu'on recense aujourd'hui les colons de race allemande, on conçoit avec peine que tout ce peuple provienne du nombre restreint d'immigrants qui vinrent d'Allemagne se fixer au Rio Grande. Un recensement général, exécuté en 1859, l'année même où l'immigration fut arrêtée par décret, attribue à tout l'ensemble des colonies une population totale de 20.493 habitants (1). Comment, en l'espace de deux générations à peine, ces 20.000 colons ont-ils pu donner naissance à une population décuple? On évalue en effet à 200.000 environ le nombre des Rio Grandais de race allemande.

L'étendue des terres colonisées s'est accrue en proportion. Ce n'est pas seulement par nécessité que les colons travaillent à reculer sans cesse les limites de la forêt, mais aussi par spéculation. Certains d'entre eux vendent à de nouveaux arrivants les terres qu'ils ont défrichées, et vont acheter plus loin des terres nouvelles qu'ils revendront de nouveau lorsque leur valeur se sera accrue. Un général disait que dans son armée, c'étaient toujours les mêmes qui se faisaient tuer. Dans le combat que l'homme livre à la forêt, il en est de même : ce sont toujours les mêmes qui colonisent. En arrière de ces pionniers progresse, couverte par eux, une population

(1) Ce chiffre est déjà manifestement supérieur au nombre réel des immigrants, car il existait en 1859 des colons établis à S. Leopoldo depuis trente-cinq ans et qui avaient fait souche.

moins aventureuse, plus effrayée de la solitude. Le processus de la colonisation ne se modifie pas. J'ai pu l'observer à mon passage, dans les colonies italiennes comme dans les colonies allemandes. Il remonte au début même des temps coloniaux. Dès 1858 les rapports du président de la province signalent qu'à S. Leopoldo, une partie des familles se sont éparpillées dans les colonies plus récentes, préférant acquérir des terres nouvelles et vendre celles qu'elles avaient déjà défrichées. Los Conventos, Estrella, Santa Maria, ont été peuplées de gens de S. Leopoldo, et d'ailleurs, ajoute le rapporteur, on en trouve dans toute la province.

Cette conquête du sol par les colons ne fut jamais arrêtée comme à Saint-Paul par la difficulté de trouver des terrains mis en vente. Les propriétaires privés imitèrent en effet l'exemple du gouvernement impérial et des autorités provinciales, et offrirent leurs terres à des conditions analogues. Ils n'en tiraient aucun revenu ; ils ne pouvaient espérer y développer aucune culture. Lorsque leurs terres trouvèrent preneur, ils se réjouirent de cette fortune, et les cédèrent volontiers à des prix assez faibles, payables en plusieurs années. Le prix courant était de 10 milreis l'hectare (25 francs environ). Certains propriétaires, pour hâter la vente de leurs terres, organisaient sur le modèle des colonies officielles de véritables colonies privées, qui vécurent sous le même régime. Telle est l'origine de Mundo Novo, Santa Maria da Soledade, Estrella, Conventos, S. Lourenço, etc... Dans toute la région coloniale, se produisit une expropriation générale à l'amiable. Les terres ont changé de mains. Les immigrants de race européenne forment aujourd'hui à eux seuls la classe des propriétaires. Une portion insignifiante du sol est restée aux héritiers des grands propriétaires qui le

détenaient tout entier avant les débuts de la colonisation.

Si les colonies vécurent à l'origine dans la misère, le sort leur est aujourd'hui plus favorable. Lorsque, par les chenaux sinueux de la lagune des canards, on est arrivé à Porto Alegre, et lorsque, en remontant les vallées qui y débouchent, on a gagné la région des anciennes colonies, S. Leopoldo ou Hamburger Berg, on ne peut manquer d'éprouver une vive admiration à l'aspect de ces campagnes heureuses. Je me souviens de la vue immense que nous découvrîmes un soir, du haut des collines qui dominent Dous Irmaons. Une large vallée s'ouvrait à nos pieds, couverte de champs et d'arbres, fermée au loin par la serra dont la base est couverte de cultures et dont les hautes pentes sont encore en partie boisées. Il y a longtemps déjà que la colonisation en a franchi la crête, car c'est sur le plateau en arrière que s'étend le vignoble. Dans la vallée, au milieu des champs : des maisons blanches, un village, pareil à un village d'Europe. Il n'existe pas au Brésil, sauf peut-être quelques régions caféières à Saint-Paul, et quelques plantations de canne, de paysage qui donne l'impression d'une prise de possession aussi complète du sol par l'homme.

Mais dans les champs de canne et même dans les cultures de café, le travailleur agricole habite des cases misérables, abris étroits et sales. Auprès de ces cases, la maison des colons du Rio Grande est un palais ; c'est elle qui donne au paysage son caractère. On a beaucoup construit dans les campagnes du Rio Grande, ces dernières années. La prospérité économique se traduit aussitôt par ce signe visible : le colon qui s'enrichit embellit sa maison, tandis que les Italiens de Saint-Paul n'immobilisent pas leurs économies.

Un climat trop doux n'avait pas enseigné aux Brésiliens le *home*. Les populations de race brésilienne, à voir leurs demeures, semblent camper sur leurs terres, et non y résider. Mais les colons allemands ont apporté au Brésil le goût d'une habitation agréable, et chacune de leurs maisons est une véritable foyer. Est-ce le contraste avec d'autres parties du Brésil, où l'homme est plus modestement logé, toujours est-il que j'avais, en traversant les colonies, la même impression qu'on éprouve en parcourant les plus riches régions agricoles d'Europe.

L'intérieur des maisons est meublé avec goût, et proprement tenu. Une affiche de la Hamburg America, décoration économique, orne invariablement le mur. Si vous vous arrêtez un soir dans l'une de ces maisons, vous y recevrez une hospitalité, non pas plus cordiale, mais plus confortable qu'il n'est d'usage au Brésil. Le menu sera varié et abondant, et le dîner servi à l'allemande. Vous aurez pour la nuit un lit de plumes, comme en Thuringe ou dans la Forêt-Noire. L'hiver du Rio Grande excuse, paraît-il, le lit de plumes ; le lit de sangle à la brésilienne serait pourtant plus agréable l'été.

Tant de confort est à la vérité le privilège des colonies les plus anciennes : à mesure qu'on s'éloigne du noyau primitif pour pénétrer dans des zones de colonisation récente, la richesse publique paraît moins bien assise. Si loin qu'on aille cependant, je ne crois pas qu'on rencontre nulle part la misère et les angoisses que traversèrent les premières familles établies il y a soixante ans dans les solitudes de la forêt. Les pionniers d'avant garde, disséminés aujourd'hui dans la forêt, et qui lui livrent une rude bataille, sont des volontaires pleins d'espoir, escomptant une aisance prochaine; une armée de conquérants, et non un groupe d'exilés démoralisés

Les Italiens sont moins grands bâtisseurs que les Allemands, quoiqu'ils paraissent aussi bien enracinés dans le pays. La vigne signale toujours leurs habitations ; même ceux qui ne vendent pas de vin en fabriquent pour leur consommation, et leur maison porte souvent des treilles. Quant aux Israélites russes que j'ai visités aussi, ils s'installaient à peine, et c'étaient encore de véritables étrangers. L'administration de la colonie, dans sa prévoyance un peu trop maternelle, s'ingéniait à leur donner l'illusion qu'ils n'avaient pas changé de patrie. Les maisons qu'on leur avait construites semblaient importées de toutes pièces de la Russie méridionale, avec leur poêle logé dans l'épaisse cloison centrale. Ils y vivaient, ayant cloué au mur le portrait des sept Moïse, avec cette fidélité aux mœurs patriarcales qui signale leur race.

L'aisance croissante des colonies a des causes diverses. Elles ne connaissent pas le mal commun de tous les pays vieux, la division croissante des terres qui s'exagère de génération en génération. On ignore au Rio Grande le fléau, commun en Italie, de la trop petite propriété. Chaque colon y possède comme à l'origine son lot complet de trente hectares, sa colonie; et j'ai vu peu de familles posséder seulement une demi-colonie. Le sol ne manque pas ; les fils ne partagent pas entre eux l'héritage paternel, un seul d'entre eux conserve toutes les terres, à charge d'aider ses frères à en acquérir plus loin d'autres où ils pourront s'établir. Chaque domaine suffit largement à chaque famille, et fournit à presque tous ses besoins.

L'isolement, dont les colonies souffrirent autrefois, s'est atténué; les chemins ont été améliorés; le chemin de fer joint aujourd'hui Porto Alegre à la frontière argentine, en longeant le pied de la serra Geral, où

sont concentrées les colonies. Déjà un embranchement en gravit les pentes, et prend à revers la région coloniale. C'est celui qui servira d'amorce au chemin de fer de Saint-Paul au Rio Grande. On projette aussi de compléter le petit réseau local qui dessert la zone au nord de Porto Alegre, où la densité de la population est le plus forte. Les colons peuvent donc facilement exporter leurs produits.

Ils disposent en outre d'un marché. La ville de Porto Alegre a grandi ; elle compte près de 100.000 habitants. Cette population urbaine est approvisionnée exclusivement par les colonies. A Porto Alegre sont vendus le seigle et les pommes de terre que les Allemands récoltent à côté des cultures alimentaires nationales, le manioc et les haricots. A côté de Porto Alegre, de nouveaux débouchés se sont ouverts. C'est d'abord, au sud de l'État, toute la zone des prairies, consacrée à l'élevage des bœufs, et les villes où se fabrique la viande salée. Elle devient de plus en plus tributaire de la région coloniale qui lui envoie ses produits par eau sur la lagune. Depuis peu, les colonies ont conquis un marché plus vaste et plus lointain, et le Brésil entier est devenu leur client. L'exportation se développerait plus vite si l'accès du port de Rio Grande était plus aisé ; mais sa barre sableuse arrête souvent les navires pendant des semaines ; elle clôt le Rio Grande, et l'isole encore du reste du monde. On va d'Europe à Rio de Janeiro en quinze jours ; de Rio à Porto Alegre, le voyage dure souvent davantage. Aussi le commerce d'exportation des colonies porte-t-il exclusivement sur des articles de luxe ; le vin, produit par les colons italiens, et qui se vend à Saint-Paul et à Rio 1000 reis (1 fr. 60) la bouteille, et la graisse de porc fabriquée par les colons allemands. C'est sous cette

forme qu'ils arrivent à tirer parti de leurs inépuisables champs de maïs.

Une fraction importante de la population vit du commerce. De petits centres ont grandi, dont la raison d'être est le commerce, et non pas l'agriculture. Leur prospérité est moins stable que celle des centres agricoles ; parfois les circonstances les déplacent. Nova Hambourg se bâtit à l'extrémité de la voie ferrée, au point où se concentrent les produits des colonies qui seront expédiés à Porto Alegre. Mais la ligne est prolongée jusqu'à Taquara ; aussitôt Nova Hambourg décline, la population y décroît ; la valeur des terrains y diminue, et cette fragilité même de sa fortune révèle tous les progrès de la vie économique des colonies.

Enfin, la région coloniale n'est pas restée exclusivement agricole. De petites industries s'y sont implantées, la tannerie en particulier. De S. Léopoldo à Hamburger Berg, l'odeur des tanneries vous poursuit Dans chaque maison, le long du chemin, on travaille le cuir. Ici, l'on coud des chaussures, ailleurs l'industrie du cuir se combine avec celle du bois, et l'on fabrique des malles. Les peaux, la matière première, ne viennent pas des colonies elles-mêmes, mais du sud de Rio Grande, des grands abattoirs de Bagé et de Pelotas. Faute de travailleurs, ces peaux alimentaient autrefois l'industrie étrangère. L'abondance de la main-d'œuvre dans les colonies a suffi à faire surgir ce centre industriel. Il expédie dans tout le Brésil ses articles manufacturés. Sous le régime du protectionnisme brésilien, cette industrie est la source de tels profits que par endroits la population néglige l'agriculture pour s'y consacrer entièrement, et que les champs restent en friche pendant que les ateliers travaillent.

Un fait suffit à révéler la prospérité des colonies,

c'est l'élévation du prix des terres. Des lots payés à l'origine 300 milreis environ, ont été revendus depuis quarante et cinquante fois ce prix. Même en dehors des zones particulièrement favorisées, on ne trouverait pas une « colonie » de trente hectares à moins de deux ou trois cents milreis l'hectare, à moins d'aller jusqu'à la limite des terres en cultures où l'État travaille aujourd'hui à créer de nouveaux centres coloniaux.

Ce n'est pas en raison de leur fertilité que le prix des terres au Rio Grande varie ; mais surtout en raison de leur situation et des frais de transport dont leurs produits sont grevés, tant il est vrai que le travail agricole n'est productif que si des débouchés lui sont ouverts. Une théorie de la rente des terres, née au Brésil, serait différente, à n'en pas douter, de la théorie classique, et se serait échafaudée tout entière sur cette grave question des transports.

La colonisation au Rio Grande courut un grave danger du fait de l'insuffisante organisation juridique de la propriété foncière. Comme au Parana, la démarcation des lots et la distribution des titres de propriété ne fut pas toujours faite avec le soin désirable. Ce désordre donna lieu à quelques procès entre colons au sujet des limites de tel lot ou de son attribution légitime à tel propriétaire. Mais le trouble fut léger. Il n'en fut pas de même lorsque se posa, il y a quelques années, la question des terres du Rio Grande, autour de laquelle la presse allemande mena grand bruit. Elle intéressait en effet la fortune d'un grand nombre de colons. Pour la comprendre, il est nécessaire de retracer en quelques mots l'histoire de la propriété foncière au Brésil.

La province avait livré à la colonisation des terres du domaine public. En même temps, un grand nombre

de propriétaires privés avaient colonisé leurs terres. Or, la plus grande incertitude régnait sur les limites des terres de l'État; et il se produisit ce double accident, que, d'une part, l'autorité vendit des terres privées, et d'autre part, des propriétaires vendirent des terres du domaine. Ce second cas fut, on le devine, plus fréquent que le premier. Il représenta une forme très répandue d'usurpation des terres publiques.

La terre, au Brésil, appartint en principe, d'abord au roi de Portugal, ensuite au gouvernement de l'empire, et, depuis la révolution républicaine, les États héritèrent chacun pour son territoire des droits du gouvernement central. Le roi fit à certains de ses sujets des donations de terres, nommées *sismaries*, qui, divisées au hasard des successions et des ventes, furent l'origine de la propriété privée. Mais à côté des terres privées provenant des sismaries, il y eut dès l'origine, des terres possédées sans titres, propriétés de fait et non de droit, que leur maître détenait pour la seule raison qu'elles avaient été occupées par lui ou par ses ayants cause, à une date souvent très reculée et oubliée. Les terres libres étaient trop étendues pour que personne songeât à lui contester la possession de son domaine. Au milieu du XIXe siècle seulement, on commença à prévoir l'immense valeur que devait acquérir la propriété foncière; on songea alors à réglementer l'occupation des terres. La loi de 1850 décida que l'occupation ne serait jamais à l'avenir considérée comme une source de propriété ; que cependant, pour toutes les occupations antérieures à 1850, régulièrement vérifiées et régulièrement inscrites, l'occupant recevrait un titre de propriété. La loi de 1850 était une véritable loi de liquidation : elle devait marquer la fin de l'usurpation des terres du domaine. Par

malheur, elle ne fut pas fidèlement appliquée ; on simula des occupations de terre ; on en obtint l'inscription comme si elles avaient été réelles, et comme si elles avaient été antérieures à 1850. Jusqu'après la révolution, ces usurpations continuèrent. Au Rio Grande en particulier, elles se firent sur une grande échelle; de 1885 à 1889 seulement, elles portèrent sur plus de 300.000 hectares.

Les terres usurpées étaient aussitôt livrées à la colonisation. Un grand nombre de colons se trouvèrent ainsi, à l'origine de la période républicaine, établis sur des terrains injustement arrachés au domaine public. Les hommes d'état rio grandais, désireux de réparer dans la mesure du possible cette dilapidation de la fortune de l'État, chargèrent, en 1897, une commission d'ouvrir une enquête sur les concessions abusives des titres de propriété. En moins d'un an, la commission avait déjà signalé près de 20.000 hectares qui devaient revenir à l'État, pour avoir été frauduleusement soustraits de son patrimoine. Au lieu d'expulser les propriétaires actuels, l'État préféra leur imposer le règlement d'une indemnité proportionnelle à l'étendue de leurs terres. Cette mesure fit crier au scandale. Elle souleva dans la population coloniale la plus vive agitation. Elle avait frappé un grand nombre de coupables, spoliateurs du domaine public, dont elle exigeait une indemnité modérée en paiement de leur fraude ; elle frappait aussi des innocents, puisque certains colons avaient, en toute bonne foi, acheté et payé à leurs propriétaires apparents les terres que l'État revendiquait aujourd'hui. Il les obligeait à payer leur lot une deuxième fois ; n'était-ce pas l'équivalent d'une véritable confiscation ?

Le gouvernement rio grandais le comprit, et se

montra généreux. Par le décret du 10 février 1903, le Président de l'État, « considérant qu'il existe des jugements administratifs légitimant des propriétés provenant d'occupation de terres, qui ont été rendus conformément à la loi de 1850, mais qui n'ont été obtenus que par fausse cause ou fausse preuve; considérant que de tels jugements sont susceptibles de révision, que l'État a le droit indiscutable d'obtenir par les moyens légaux la restitution de son patrimoine; considérant cependant que ces terres ne se trouvent plus aux mains de leurs premiers possesseurs, mais à celles des colons brésiliens ou étrangers qui les ont obtenues par petits lots et à prix élevé; que ces acquéreurs de bonne foi sont dignes de la protection de l'État, tant parce qu'il leur est impossible d'obtenir de leurs vendeurs une restitution du prix qu'ils ont payé, que parce que la communauté leur doit beaucoup pour avoir mis ces terres en cultures, décide que les colons qui auront acquis un lot de terre dans ces conditions sont dispensés de toute indemnité envers l'État ». L'État renonçait donc à ses droits en faveur des colons. Il eût été injuste de les rendre responsables de la négligence qu'avait autrefois montrée le gouvernement à défendre son domaine. Puisque l'État avait jadis appliqué les lois avec faiblesse, il devait supporter seul les conséquences de ses fautes. La propriété coloniale s'était fondée au moment où le droit foncier brésilien se transformait ; mais lorsque l'occupation des terres publiques cessa d'être tolérée, on ne pouvait, en équité, donner à cette rigueur nouvelle un effet rétroactif.

Depuis le décret de 1903, la question des terres n'existe plus. Les commissions d'enquête ont été supprimées en 1905. En 1899, une loi a réglé la condition

des terres au Rio Grande (1). Elle décida que les simples occupations de terre sans titres ne pourront être légitimées que si elles sont antérieures à 1889. Quant aux terres occupées postérieurement, les occupants auront seulement le droit de les acheter à l'État à un prix qui sera arbitré. Elle constitue un précieux avantage pour la colonisation. Elle assure le terrain sous ses pas ; elle lui permet de jouir avec sécurité de ses conquêtes passées, et de s'étendre sans inquiétude.

La colonisation a pour domaine la région forestière du Rio Grande : coloniser et déboiser sont synonymes. Aussi la loi de 1889 sur les terres et sur la colonisation se préoccupe-t-elle en même temps de la protection des forêts. Non seulement elle interdit aux concessionnaires de lots coloniaux d'abattre en dehors de leurs cultures les arbres existant sur leurs terres, aussi longtemps que le prix n'en a pas été complètement acquitté, mais elle tente d'organiser dans l'État le régime forestier. Elle soumet en effet à la surveillance publique les forêts comprises dans le périmètre forestier. La zone protégée comprendra toutes les superficies boisées qui régularisent le débit des rivières, et empêchent le ruissellement torrentiel des eaux. La protection des forêts est d'autant plus indispensable que, le plus souvent, ce n'est pas seulement pour exploiter le bois que la forêt est détruite, mais aussi pour faire place aux cultures. Le colon progresse, la cognée à la main, trop peu clairvoyant pour respecter les parties de la forêt qu'il est imprudent d'abattre et où l'agriculture ne lui donnera jamais que des rendements inférieurs, sacri-

(1) Des lois analogues, destinées à arrêter l'occupation des terres publiques, que la loi de 1850 n'avait entravée nulle part, ont été votées dans un grand nombre d'États depuis la révolution républicaine (Saint-Paul, Rio, Parana, etc.).

fiant des troncs centenaires à quelques récoltes incertaines. Il serait nécessaire que l'administration lui ouvrît les yeux. De tous les États du Brésil, le Rio Grande est le premier où l'on ait songé à modérer le déboisement.

La colonisation n'a jamais pénétré vers le sud dans la région des campos, c'est-à-dire des prairies. La moitié méridionale du Rio Grande est occupée, en effet, par d'immenses prairies ondulées qui rejoignent au sud les prairies de la République de l'Uruguay et celles de l'Argentine. Leur sol ne se prête-t-il donc pas à l'agriculture ? Les éleveurs qui y vivent ont récolté de tout temps quelques charges de maïs ; et l'un des plus gros propriétaires de campos, M. Assiz Brazil, affirme que le sol n'y atteindra pas toute sa valeur tant qu'il sera consacré à l'élevage, et qu'on en tirera un revenu supérieur par la culture. Cependant, quelques tentatives anciennes de colonisation y ont rapidement échoué, et aujourd'hui encore, malgré l'exemple de l'Argentine et même de l'Uruguay, les agriculteurs y sont en nombre restreint. Il s'en faut d'ailleurs que les prairies du Rio-Grande vaillent en fertilité les alluvions profondes des pampas argentines. Partout où je suis passé, j'ai vu, recouvrant la roche, un mince manteau d'humus, qui nourrit aujourd'hui la végétation des graminées, mais qui se lasserait vite de produire des moissons.

Quoi qu'il en soit, les prairies sont restées le domaine incontesté de l'élevage. Le passage du train y lève des bœufs aux grandes cornes, à l'avant-train puissant, et des chevaux effarés, galopant, la queue épilée. Des carcasses sèment la plaine, parfois toutes fraîches, le squelette encore entier, parfois déjà anciennes, les ossements dispersés par les vents, les pluies et les vau

tours. L'hiver décime les troupeaux qui y restent exposés sans abri, sur les paturages amaigris. L'été, le bétail souffre de la sécheresse. Au printemps seulement, lorsque la prairie se réveille, les survivants, exténués par le jeûne, se refont, s'engraissent et se reproduisent. Sur ce monde animal régne la nation des *gauchos*, cavaliers admirables, toujours en selle, éleveurs parfois barbares. Leur travail consiste surtout à compter les bœufs, à choisir, à la saison, les bêtes en bon point et d'âge à être vendues, et à les mener aux abattoirs. Leur instrument de travail est le lasso.

Le contraste entre colons et gauchos est frappant c'est un des faits les plus caractéristiques de la vie rurale brésilienne, que l'opposition entre les populations agricoles et les populations pastorales. Nulle part elle n'est plus nette qu'au Rio-Grande. Il n'existe guère au Brésil de régions où l'agriculture se combine avec l'élevage, comme c'est la règle dans les campagnes françaises. C'est qu'en France, le bœuf n'est pas seulement une bête de boucherie, il est aussi un animal domestique, le premier serviteur de la ferme ; il prend sa part des travaux du paysan. Au Brésil, le labour est exceptionnel, la terre est travaillée à la main. Le colon n'a pas d'animaux domestiques.

Les colonies et la prairie vivent côte à côte, comme deux mondes distincts, ayant des occupations et des mœurs différentes, diverses aussi par leur origine. Les colons sont de race italienne ou allemande ; quant aux gauchos, leur sang portugais est fortement mêlé de sang espagnol. Cependant il serait faux de dire que chacune des deux populations voisines n'exerce sur l'autre aucune influence. Les gauchos, vrais aristocrates, ont enseigné aux colons le goût de l'équitation ; mais tandis que le cheval est pour les gauchos

le compagnon du travail quotidien, il est dans les colonies une bête de luxe. On monte à cheval le dimanche ou lorsque chôment les besognes agricoles ; hommes et femmes, les italiennes à califourchon, les allemandes en amazones. Les jeunes gens préfèrent souvent une chevauchée aux jeux traditionnels, à la « kegelbahn » allemande. Je me souviens d'avoir vu, au moment de la campagne électorale, les cavaliers de la colonie de Silveira Martins, faire cortège à leurs candidats. Ils étaient descendus jusqu'à Sainte-Marie, en pleine zone des campos, et couvraient de leurs prouesses équestres les chemins de la prairie.

En résumé le succès de la politique de colonisation du Rio Grande est incontestable. Il est d'autant plus frappant que les difficultés du début furent plus nombreuses. Par leur activité, leur puissance d'expansion, leur richesse croissante, les petites républiques démocratiques qui constituent les populations coloniales sont un des meilleurs éléments de la nation brésilienne moderne. Leur stabilité est complète. Tandis que Saint-Paul ne réussit pas toujours à retenir les immigrants italiens, au Rio Grande, le mouvement de réémigration est nul. Un seul danger, dont l'opinion brésilienne ne semble d'ailleurs s'être jamais sérieusement inquiétée, c'est la résistance des colons à l'assimilation nationale. Cette résistance risque-t-elle de compromettre l'unité territoriale du Brésil, ou même son unité morale ? C'est une question que je n'aborderai pas. L'histoire des colonies explique la fidélité qu'ont montrée les colons à leur nationalité primitive. Pendant deux générations, ils ne furent même pas en contact avec le milieu brésilien ; par quel miracle auraient-ils pu apprendre le portugais et oublier l'allemand ?

L'isolement où ils vécurent leur interdit de se laisser absorber et les attacha à leurs traditions particulières. L'origine officielle des colonies est responsable de cet isolement. Le gouvernement en décida la création en un temps où les conditions économiques ne les auraient pas fait naître spontanément. Il en choisit le site loin de toutes les routes ; il prépara ainsi la question allemande. Les lois économiques naturelles ont de ces revanches contre l'interventionnisme. Lorsque le développement normal du commerce fait affluer d'eux-mêmes les colons dans un pays, lorsqu'ils peuvent y pratiquer des cultures d'exportation, lorsque la circulation de l'or entre leurs mains leur donne l'espérance, ou du moins l'illusion de la richesse, alors seulement ils se laissent absorber sans efforts. L'Argentine contemporaine en est la preuve.

Mais si l'isolement et la misère ont rendu jadis les Teuto-Brésiliens rebelles à l'assimilation, des conditions de vie nouvelles ne feront-elles pas évanouir leur résistance ? On est en droit de l'espérer. La prospérité économique réduira d'elle-même la citadelle allemande de Rio Grande. Elle y a pratiqué déjà de larges brèches.

CHAPITRE XII

LES POPULATIONS NÈGRES

Leur nombre. — Leur localisation. — Les nègres à Minas depuis l'abolition. — Concurrence de la main-d'œuvre italienne. — Les noirs dans les régions sucrières. — Campos. — Pernambouc. — Populations noires urbaines. — Infériorité économique de la race noire au Brésil. — Sa puérilité. — Ses plaisirs. — Les danses et les chansons nègres.

La population nègre au Brésil n'a pas été dénombrée. On ne connaît au juste ni son chiffre actuel, ni son mouvement démographique. Il est certain du moins que dans plusieurs États, elle l'emporte en nombre sur la population blanche. Les mulâtres de tous les degrés sont plus nombreux encore que les noirs. La première immigration portugaise avait été presque exclusivement masculine : de l'union des Portugais avec les femmes noires naquit une lignée de métis qui, depuis, s'est multipliée.

Il y a vingt ans seulement que le Brésil ne connaît plus l'esclavage. La traite clandestine ne cessa complètement d'être pratiquée que vers 1860. A partir de 1860, diverses mesures annoncent et préparent l'abolition. En 1864, les « Africains libres » sont émancipés. On appelait ainsi les nègres trouvés à bord des bateaux négriers par les vaisseaux de surveillance, et qui vivaient au Brésil dans un état de demi-servitude, sans

avoir tiré grand profit de leur délivrance. En 1871, la loi du « ventre libre » affranchit tout enfant d'une mère esclave, et supprime l'unique moyen qui restait de recruter des esclaves depuis l'extinction de la traite. L'abolition de l'esclavage n'était plus que l'affaire d'une génération. En 1885, sont libérés les noirs âgés de plus de soixante ans. En 1888 enfin, le gouvernement impérial imite l'exemple déjà donné par les provinces du Para et du Céara, et abolit l'esclavage.

Les noirs sont aujourd'hui encore groupés dans les régions où la grande culture régnait avant l'abolition. Ils sont restés sur les terres où l'esclavage les fixa : ils n'ont pas profité de leur liberté pour se déplacer. Les deux États où la population nègre est le plus dense sont Bahia et Pernambouc ; elle est peu nombreuse au contraire dans le Brésil méridional. A Saint-Paul, tandis qu'on rencontre très rarement des nègres dans la région des plantations nouvelles et autour de Ribeiraon Preto ou de S. Carlos do Pinhal, on en voit plus fréquemment aux environs de Campinas, dans la vieille zone agricole.

Bien qu'on ne puisse affirmer en termes absolus qu'il n'existe au Brésil aucun préjugé de couleur, les mœurs y sont cependant, à l'égard des nègres, infiniment plus tolérantes qu'aux États-Unis. Mais le libéralisme, l'indifférence même de l'opinion n'empêchent pas la question nègre de se poser en fait, sinon en droit. L'élément africain a sa place parmi ceux qui composent la société brésilienne. Quel avantage a laissé à la nation la traite des noirs, forme primitive et barbare de l'immigration gratuite ? Quelles populations a-t-elle créées ?

J'étudierai la question nègre d'abord dans l'État

de Minas, où les ouvriers noirs se sont trouvés dans les plantations en concurrence avec les blancs ; ensuite dans les centres sucriers de la côte atlantique, où la main-d'œuvre noire n'a jamais connu de rivale.

L'abolition avait été accueillie sans regrets par les fazendaires de Saint-Paul. A Minas, au contraire, les grands propriétaires en conçurent contre l'Empire un vif ressentiment qui hâta sa chute. Le régime de l'esclavage n'y était pas aussi ébranlé qu'à Saint-Paul ; l'affranchissement des esclaves suspendit le travail et désorganisa la production. Aussitôt libres, en effet, les noirs s'éloignèrent des plantations. L'histoire de l'agriculture de Minas depuis 1888 est celle de ses efforts pour reconstituer son personnel. En 1888, les noirs formaient la grande majorité de la population rurale ouvrière. Aujourd'hui encore, en visitant les fazendas de Minas, on n'y voit guère que des ouvriers noirs. Comment se sont-ils laissés ramener au travail qu'ils avaient déserté ?

On espéra d'abord pouvoir se passer d'eux et les remplacer. L'exemple des progrès de Saint-Paul grisa les agriculteurs de Minas. On voulut imiter Saint-Paul en organisant l'immigration gratuite. Le gouvernement de Minas se persuada qu'il avait envers les planteurs de l'État les mêmes devoirs dont s'acquittait le gouvernement de Saint-Paul, et en 1894, il prit à sa charge les frais de voyage des immigrants. Pendant trois ans les services d'immigration fonctionnent à Minas exactement comme à Saint-Paul : ils visent le même but et se heurtent aux mêmes difficultés. Le réservoir d'hommes où puisait Minas était aussi l'Italie, et c'est à Gênes, où fonctionnait déjà le commissariat de Saint-Paul, que Minas établit un bureau de surveillance des

immigrants. Ils étaient d'abord, à l'arrivée, hébergés dans les asiles de la Soledade et de Juiz de Fora, et répartis ensuite dans les districts agricoles, selon les demandes des fazendaires. L'immigration gratuite fut suspendue le 15 novembre 1897 ; elle n'a jamais été reprise depuis. De 1894 à 1897, il avait été introduit 51.259 immigrants. Il faut ajouter à ce contingent le petit nombre de ceux qui vinrent à leurs frais.

L'effectif de la main-d'œuvre blanche immigrée dans les campagnes de Minas ne dépassa probablement jamais 100.000. Mais ce chiffre, si inférieur qu'il soit à ceux que nous avons donnés pour l'État de Saint-Paul, indique cependant l'effort qui fut accompli pour se dispenser du concours des noirs. On put croire un moment que les ouvriers blancs formeraient dans les plantations la partie du personnel la plus stable et resteraient chargés des besognes les plus délicates, et que les noirs seraient réduits à un rôle accessoire. Il n'en fut rien cependant. La crise caféière arrêta les progrès de la main-d'œuvre blanche. Elle obligea les fazendaires de Minas à réduire leurs frais de culture : la main-d'œuvre blanche était un luxe qu'ils ne purent soutenir ; elle fut éliminée progressivement.

A l'origine, les ouvriers blancs étaient payés, comme à Saint-Paul, à la tâche. Aujourd'hui, ceux qui sont demeurés dans les plantations sont des métayers. On leur confie quelques arpents de caféiers qu'ils cultivent à leur guise, livrant seulement chaque année la moitié de leur cueillette. Or, le régime du métayage ne semble pas pouvoir régler d'une façon durable les relations du planteur avec ses ouvriers. Il ne peut se maintenir longtemps, car il conduit à la ruine des plantations de café. Le métayer pratique entre les caféiers la culture du maïs et parfois même l'élevage ; les caféiers souffrent

de la concurrence des céréales et prennent, en peu de temps, une apparence rachitique. L'ingénieur Carlos Prates, chargé par le gouvernement de Minas d'étudier les conditions de l'agriculture dans le sud de l'État, après avoir constaté le nombre croissant des métayers, conclut que le métayage n'est aujourd'hui, pour les planteurs, qu'un moyen de prolonger la culture du café Grâce au métayage, ils comptent pouvoir attendre sans dépenses un relèvement des cours qui leur permettrait de revenir à des procédés de culture moins désespérés. Si la hausse du café tarde à se produire, le métayage détruira les plantations: les derniers ouvriers blancs quitteront les campagnes de Minas, du moins ils n'y demeureront pas au service de la grande culture.

Déjà le mouvement de dispersion des ouvriers agricoles blancs s'est nettement marqué. Une partie d'entre eux se sont laissés attirer à Saint-Paul, séduits par des salaires supérieurs, et plus encore par l'attraction qu'exerce à la ronde sur les Italiens épars au Brésil un groupe italien plus compact. D'autres se sont fixés dans les centres coloniaux fondés par le gouvernement de Minas depuis qu'il a cessé de subventionner l'immigration ; quelques-uns sont employés aux mines d'or et de manganèse ; la plupart enfin ont été grossir la population urbaine de l'État, et sont aujourd'hui artisans ou petits commerçants à Juiz de Fora, à Barbacena ou à S. Joaon del Rey.

La place que les Italiens avaient laissée libre dans les plantations a été peu à peu reconquise par les noirs.

La population agricole noire a pris, depuis l'abolition, des habitudes nouvelles ; ses habitations se sont dispersées. Les cases où vivent les nègres, dans un manque de confort qui n'a d'égal que la médiocrité de leurs

besoins, sont réparties sur toute la superficie des fazendas, distribuées au hasard, au voisinage des sources, et le long des chemins. Quant aux dépendances de la fazenda, où les esclaves passaient autrefois la nuit, elles sont abandonnées et tombent en ruine, lorsqu'elles n'ont pas été transformées en grange ou en porcherie. Par un contraste significatif, le mouvement quotidien qui anime la fazenda se produit précisément en sens opposé à Minas et à Saint-Paul. A Saint-Paul, les colons blancs, vivant groupés à la colonie, sous la surveillance du fazendaire, se répandent chaque matin dans les caféiers. Le fazendaire assiste à leur départ, comme il assiste le soir à leur retour. A Minas, au contraire, les ouvriers noirs qui vivent épars, loin des yeux du maître, se rassemblent à leur gré à la fazenda où le maître les attend, souvent en vain, pour commencer la journée. Le soir, ils se dispersent de nouveau. Ce seul fait suffirait à révéler toute la différence entre la discipline de la fazenda pauliste et le désordre de la fazenda de Minas.

Tandis que chaque colon, à Saint-Paul, travaille isolément, le fazendaire se bornant à inspecter de temps en temps les caféiers qui lui sont confiés, à Minas, on ne peut obtenir des nègres un effort constant que si la surveillance est incessante. Aussi réunit-on les ouvriers en équipes auxquelles sont préposés des contremaîtres. Moins le fouet, leur métier est celui que faisaient les gardes au temps de l'esclavage.

On peut s'attendre à ne pas trouver à Minas, à l'usage de la main-d'œuvre noire, de formes de contrat analogues au colonage de Saint-Paul, qui laisse à chaque colon la responsabilité d'une part des cultures dans la fazenda. Il est même très rare qu'on puisse accorder à un nègre un lot en métayage. La presque totalité

des noirs sont des journaliers agricoles. Telle est la condition présente de la population issue de l'esclavage. Le salaire moyen peut être évalué à deux milreis environ, c'est-à-dire 3 fr. 20 en monnaie française. Une pareille somme est manifestement supérieure aux besoins du noir. Aussi ne fournit-il pas un travail régulier. Un bon ouvrier travaille trois jours par semaine. Tel fazendaire calcule qu'il réside sur ses terres trois cents noirs en âge de travailler, et ne parvient pas cependant à recruter chaque matin plus de cent ouvriers. Le fait d'habiter une case appartenant à tel planteur, n'astreint pas en effet un nègre à lui offrir chaque jour ses services; tout au plus lui est-il interdit de se louer à un planteur voisin. Mais il a le droit avéré — et difficilement discutable, étant donnée la puissance de résistance passive du noir — de prendre dans la semaine le nombre qu'il lui plaît de journées de repos. Or, le nègre est indolent ; le travail lui inspire une horreur profonde, et il ne s'y laisse ramener que par la faim ou par la soif ; lorsque toutes les ressources lui manquent, alors seulement il revient à l'appel du matin et se laisse enrôler.

Une autre conséquence de l'abolition, c'est l'aisance avec laquelle les noirs se déplacent d'une fazenda à l'autre. A défaut des châtiments corporels, qui ont disparu avec l'esclavage, la dernière ressource du fazendaire contre le nègre qui commet quelque grave infraction aux règlements de la fazenda, c'est de l'exclure de ses terres. Le nègre cherche alors à s'engager chez un fazendaire voisin. Parfois il prend ce parti de lui-même, et, sans avertir personne, déguerpit, et laisse sa case vide. Il est assuré, si médiocre que soit son apparence, de trouver bon accueil partout. Les fazendaires acceptent volontiers l'aubaine d'un travailleur de plus, et

ne recherchent pas sa provenance. Ils montraient plus de solidarité il y a vingt-cinq ans, lorsqu'ils se restituaient entre eux les esclaves marrons. Le fazendaire désignera donc au nouveau client quelque case abandonnée, et l'emménagement se fera sans grands frais ; la garde-robe du noir est aussi simple que son mobilier.

La médiocrité de cette main-d'œuvre grève lourdement la production agricole à Minas. Sur les plantations de Minas, les cafés dépérissent plus rapidement qu'à Saint-Paul. A l'âge où ils seraient en plein rapport à Saint-Paul, ils ont déjà cessé de produire, et doivent être abandonnés. Il faut avoir visité quelques fazendas de Minas pour comprendre quels services rendit aux planteurs de Saint-Paul la politique d'immigration gratuite. Si la petite culture tend aujourd'hui à s'établir dans le sud de Minas, si elle a plus de chances qu'à Saint-Paul de s'y faire une place, cela tient avant tout à ce que la grande culture n'y dispose que de travailleurs noirs.

Plus encore que l'État de Minas, les plantations sucrières de la côte atlantique étaient le domaine par excellence du travailleur servile. Depuis l'abolition, les ouvriers noirs occupés à la culture de la canne n'ont jamais connu la concurrence des ouvriers blancs. L'immigration européenne ne s'est jamais portée vers les régions sucrières.

L'abolition n'y suspendit pas la production agricole comme à Minas. De puissants intérêts obligeaient en effet les planteurs à continuer l'exploitation. Les usines à sucre représentent un capital qui ne peut rester sans emploi. Elles doivent être alimentées à tout prix. Aussi les grands propriétaires usèrent-ils de la plus grande énergie pour rétablir parmi la population noire affranchie la discipline compromise par l'abolition.

Comme à Minas, les noirs se dispersèrent et quittèrent le logement commun où ils vivaient groupés auprès de l'habitation du maître. L'abolition eut une autre conséquence : les femmes cessèrent de travailler. Ce qu'a d'éphémère et d'incertain la constitution de la famille nègre favorise leur oisiveté. Le nègre en est encore à acheter la fidélité de la femme par des ménagements que les hommes de race blanche ignorent dans les pays où le lien conjugal est mieux garanti par la loi et par les mœurs.

A ces différences près, le travail a repris sur les plantations de canne comme avant 1888. La propriété du sol appartient le plus souvent aux usines. Elles le concèdent à des noirs par parcelles, et leur accordent un contrat qui porte le nom de colonage, bien qu'il ne ressemble pas au colonage de Saint-Paul. L'irrégularité du travailleur noir est d'autant plus dangereuse que le chômage des usines serait ruineux. Aussi chaque usine se préoccupe-t-elle avant tout d'assurer sa récolte. Le contrat de colonage oblige le colon à livrer à l'usine propriétaire la totalité de ses cannes.

L'usinier soumet les colons à une surveillance constante ; leur intérêt ne suffit pas à l'assurer qu'ils donneront tous leurs soins à la terre. L'usine entretient des pépinières de canne ; elle encourage les plantations, parfois elle est réduite à faire à ses frais une partie des travaux de culture. Beaucoup de noirs travaillent aussi à la journée. La journée est payée, comme à Minas, de 1.800 à 2.000 reis. Parfois le colon est un véritable entrepreneur qui reçoit de l'usine une grande étendue de terrain sur lequel il occupe des journaliers à ses gages. Le travail gagne alors en régularité ; l'usine peut être assurée de la récolte. Et le colon seul doit résoudre le problème de maintenir pendant toute la

période des travaux agricoles l'effectif de son personnel (1).

Les cannes que livre le colon lui sont payées selon le cours. Parfois l'usine reçoit gratuitement une faible partie de la récolte, un dixième par exemple. Cette part constitue l'unique loyer de sa terre. La valeur de la terre ne peut s'élever en effet aussi longtemps que toutes les terres ne seront pas mises en culture chaque année. En certains points cependant, le prix élevé des terres indique que les cultures y sont faites d'une façon constante. C'est ainsi qu'aux environs de Campos le terrain est vendu jusqu'à 300 milreis l'hectare (500 francs environ) et parfois davantage.

Une petite partie des terres appartient à des noirs. La petite propriété nègre ne s'est pas constituée depuis l'abolition ; son origine est antérieure. Les maîtres qui affranchissaient des esclaves leur donnaient souvent, avec la liberté, une pièce de terre qui assurait leur subsistance. Les nègres qui ont hérité de ces petites propriétés sont aujourd'hui le meilleur élément de la population agricole noire. Ils forment la majorité d'une

(1) La question de la main-d'œuvre agricole n'est pas la seule qui préoccupe l'industrie sucrière brésilienne. Elle est placée en effet dans des conditions économiques assez singulières. Un nombre limité d'usines autour de Campos et de Pernambouc fabriquent du sucre proprement dit. Leur production est absorbée par les grandes villes brésiliennes. Mais à côté de ces usines, il existe sur toute la superficie du Brésil une infinité de petits moulins à canne primitifs qui produisent un succédané du sucre : le sirop concentré. Ils écoulent leur produit dans les campagnes, où la clientèle est moins exigeante. La production de ces moulins est intermittente. Elle s'interrompt lorsque le cours du sucre fléchit. Lorsqu'il se relève, les moulins sont remis en marche. La concurrence qu'ils font aux usines de canne est néfaste à la grande industrie sucrière. Ils lui enlèvent une part du marché national, et leur rivalité est d'autant plus dangereuse que le sucre se vend plus cher.

classe de paysans propriétaires, travaillant leur terre de leurs mains, et qui comprend aussi des mulâtres et même quelques blancs. Par malheur, cette classe est trop peu nombreuse.

Dans l'ensemble, les nègres forment dans les régions sucrières comme à Minas une main-d'œuvre de valeur économique médiocre. Le sol même où ils vivent leur assure, en dehors de tout travail agricole, de nombreuses ressources alimentaires. Le poisson foisonne dans tous les marais de la côte. Un enfant pêche en une journée la nourriture de dix hommes. La pêche délivre les noirs de l'obligation du travail régulier. Bien que tout le sol n'y soit pas couvert par les cultures, certains districts sucriers arrivent ainsi à nourrir une population d'une extraordinaire densité, et sont de véritables fourmilières d'hommes.

A Bahia, les cultures de canne ont entièrement disparu. A Pernambouc, la majorité des noirs vit comme autrefois sur les plantations. Un grand nombre cependant se sont concentrés à la ville. Car les noirs qui, pour manifester leur indépendance, se dispersèrent loin des fazendas où ils avaient vécu, haïssent cependant la solitude et sont épris de vie urbaine. A Pernambouc et à Bahia, la population urbaine est trop nombreuse pour le mouvement des affaires et pour l'activité du port. Autour de la ville proprement dite, s'étend une immense banlieue, vaste village où les nègres vivent sans grandes ressources parmi les manguiers et les arbres à pain. On s'étonne en traversant une fazenda de Minas ou une plantation de Campos, du nombre de noirs que peut occuper et nourrir une minime quantité de travail. Le même étonnement renaît dans les grandes villes du nord. Si vous voulez une barque, vingt bateliers se disputent votre clientèle. Au marché de Per-

nambouc, je me souviens d'avoir vu vingt marchandes posséder à elles toutes un étalage de fruits qui aurait tenu dans deux paniers.

En résumé, l'infériorité économique et morale de la population nègre au Brésil ne peut être contestée. La puérilité des noirs est extrême. Ils sont imprévoyants et ne connaissent aucune des formes de l'ambition, unique ressort du progrès. Ils sont modestes dans leurs désirs et volontiers satisfaits. Quiconque a entendu, dans les rues de Bahia, le rire sonore, joyeux et sincère de quelque femme noire, n'a pas manqué d'éprouver ce mélange de mépris, d'indulgence et d'envie qu'inspire ce peuple d'enfants. Leur imagination est agile et forte, leur vie sentimentale est active, leur vie intellectuelle est nulle. Ils sont superstitieux, et leur dévotion a nourri, et nourrit encore les quatre cents églises de Bahia.

Ils s'amusent avec passion. Plus de la moitié de leur vie est consacrée aux amusements et aux fêtes. Le cirque est leur divertissement favori. L'esprit d'un clown leur fait passer des heures bienheureuses. Quelques-unes de leurs fêtes sont liées aux travaux agricoles. Elles étaient célébrées autrefois à la fazenda entre esclaves ; elles ont survécu à l'esclavage. A Minas, les ouvriers noirs viennent encore, lorsque la cueillette du café est terminée, portant à la main des rameaux de caféiers qu'ils ornent de rubans de papier multicolore, demander à grands cris au maître de donner le signal des réjouissances.

Mais, à coté de ces fêtes générales, chaque famille a les siennes : la moindre occasion suffit. Aussitôt, à la porte d'une case, on suspend des feuilles et des branches. Les invités et leur hôte se laissent aller à l'excitation la plus bruyante Que de fois il m'est arrivé,

voyageant à cheval, de surprendre ces scènes infernales que le passage d'un voyageur ne trouble et n'interrompt en aucune façon, et d'être poursuivi le long du chemin par des cris rauques et par les sons discordants d'une musique barbare !

C'est au cours de ces fêtes que sont dansées les danses nègres, demi-pantomimes, demi-ballets : le *Coco* et la *Samba*. Elles sont égayées de chansons singulières, souvent dialoguées comme les danses, véritables comédies primitives, semées de mots inintelligibles, restes déformés des langues africaines. Beaucoup des « *Modinhas* » qu'on chante aujourd'hui autour de Bahia et de Pernambouc ont été composées par des poètes citadins, et ne sont que l'imitation plus ou moins adroite des types primitifs d'origine populaire. Mais les vieux motifs qui datent du temps de l'esclavage ont plus de caractère. Ils rappellent les occupations diverses auxquelles s'employait la population noire dans le nord du Brésil. Telle chanson était répandue dans les moulins de canne :

O Lele, tourne moulin
O Lele, moulin a tourné.
Qui n'a pas une chemise,
Pourquoi veut-il un paletot ?
Et vive Joachim Nabuco et tout son personnel
Et vive le Cordon Bleu, et le parti libéral.

Près de la côte, la mer a sa place dans les chansons :

Mon morceau de voile
Quel vent veux-tu qui le soulève ?
Le jour le vent de la terre,
La nuit le vent de la mer.

Danses et chansons entretiennent l'allégresse, mais c'est l'eau-de-vie qui la crée. L'intempérance est en

effet le vice de la population noire. L'eau-de-vie est son premier et presque son unique besoin. Le nègre travaille seulement pour acheter de l'eau-de-vie ; et c'est par de généreuses distributions d'eau-de-vie que le fazendaire entretient la fidélité de son personnel. J'ai assisté à une de ces distributions ; j'en ai rapporté une véritable impression d'effroi, à voir la quantité d'alcool absorbé par les adultes et même par les enfants. L'eau-de-vie de canne se vend au Brésil à un prix très faible ; le salaire d'un jour de travail permet d'acheter une semaine d'ivresse

> Qu'est devenu ton camarade, — dit la chanson —
> L'eau de la montagne l'a emporté.
> Ce n'est pas l'eau, ce n'est rien,
> C'est la cachaça (1) qui l'a tué.

L'alcoolisme n'est pas le seul fléau de la race noire. Elle est rongée par d'autres maladies que propage le défaut total d'hygiène ; aussi ne se multiplie-t-elle pas comme pourrait le faire croire son extrême fécondité. Il serait sans doute exagéré de prédire son extinction prochaine. Cependant il est probable qu'elle ne se développera pas dans la même proportion que les autres éléments de la population brésilienne. Son rôle, au Brésil, ne peut donc que décroître ; elle n'aura jamais d'influence décisive sur les destinées du pays.

(1) *Cachaça*, eau-de-vie de canne.

CHAPITRE XIII

LE CÉARA

Le climat de Céara. — Les sécheresses. — La race céarense et sa fécondité. — L'élevage. — Les vaqueiros du Céara. — Les « moradores » et leurs cultures vivrières. — La disparition des cultures de canne. — La population agricole des serras. — Les serras et les pluies. Migrations périodiques autour des serras.

Tandis que la population du Brésil méridional a été renouvelée au XIXe siècle par l'immigration européenne, les provinces du Brésil équatorial n'ont reçu d'Europe qu'un petit nombre d'immigrants. Les nègres ne dépassent guère vers le nord la Parahyba, limite des grands champs de canne; au delà, dominent des populations métisses, issues des premiers colons portugais et des races indigènes.

Le berceau de ces populations, le centre où leur densité est aujourd'hui le plus forte, est le Céara. On ne connait guère en Europe, du Brésil septentrional, que Pernambouc et Bahia, et le pays des Amazones. Cependant, entre les États producteurs de sucre et les États producteurs de caoutchouc, il existe une troisième région, moins connue, car son développement économique a été très lent ; moins souvent visitée, car elle s'est trouvée en dehors de toutes les routes : c'est le Céara. Le Céara occupe la partie septentrionale

du plateau de la Borburema, qui couvre l'angle nord-est du Brésil, et finit en pente douce vers l'Atlantique. Il s'étend jusqu'aux limites des bassins du San Francisco au sud, et de la Parahyba à l'est. Sa pente générale est du sud au nord. Vers l'ouest, les hauteurs presque continues de la serra Grande et de la serra d'Araripe le séparent du Piauhy. A la surface du plateau surgissent des chaînons irréguliers qui le dominent de plusieurs centaines de mètres. Les deux plus importants sont les serras de Baturite et de Sobral.

C'est à son climat que le Céara doit toute son originalité : il est le pays des sécheresses, et souffre profondément du manque d'eau. Faute d'observations suffisantes, on ne peut songer à une étude scientifique du climat du Céara. La moyenne annuelle des chutes de pluies, de 1849 à 1898, a dépassé à Fortaleza 1400 millimètres. Dans l'intérieur, elle n'atteint pas ce chiffre. Les eaux, ruisselant sur un sol imperméable, sont exposées à une évaporation intense, car le thermomètre se maintient toute l'année entre 25 et 35°, et les vents desséchants parcourent le plateau. Le réseau hydrographique est embryonnaire : pas de fleuves à proprement parler, mais des torrents intermittents, dont le lit sableux commence à toutes les gorges des montagnes ; rempli à la saison des pluies, et tari aussitôt que commence la saison sèche.

Les pluies ne sont pas également réparties pendant l'année. La saison des pluies commence ordinairement en janvier. Ce sont des averses locales, de gros orages dont un canton profite, et qui ne s'étendent pas aux cantons voisins. Elles durent jusqu'en juin. A partir de juin, le ciel devient impitoyablement serein. Rien ne rafraîchit plus la température, et la saison sèche se prolonge pendant six mois ou davantage. Quiconque

a vécu dans un pays où la saison sèche alterne avec la saison pluvieuse, connaît cette attente fiévreuse des premières pluies, et l'allégresse qu'elles apportent à la terre et aux hommes. Mais nulle part l'attente des pluies ne soulève plus d'anxiété que dans le Céara ; l'étranger lui-même se laisse prendre à l'émotion générale. C'est que parfois les mois d'hiver n'amènent pas les pluies désirées. Lorsque les pluies de janvier à juin font défaut, s'ouvre pour le Céara une année de misère, le fléau de la sécheresse sévit.

Peu de pays présentent de pareilles variations dans le régime de leurs pluies ; pour comble de disgrâce, les années de disette se groupent, de sorte que les grandes sécheresses historiques se sont prolongées pendant plusieurs années. La première, depuis l'occupation portugaise, se produisit en 1692. Il y en eut ensuite de 1722 à 1727, de 1791 à 1793 ; au XIXe siècle, en 1845, et de 1877 à 1879.

Leur domaine a varié d'étendue ; la sécheresse de 1791-1793 étendit au loin ses effets, et fut ressentie dans tout le bassin du San Francisco.

Quant à leurs causes, elles restent aussi obscures que tout l'ensemble des conditions météorologiques du Céara. J'ai recueilli sur ce sujet des témoignages hésitants et contradictoires. Ce ne sont pas, semble-t-il les alisés marins qui apportent au Céara les pluies ; ils gardent leur caractère de vents secs pendant toute la moitié de l'année où leur rafale incessante soulève les flots contre la côte inhospitalière. Les pluies se produisent au contraire par temps calme, après des orages ; la saison des pluies, avec son maximum en mars, correspond au moment où le Céara se trouve compris dans la zone des calmes équatoriaux.

Une opinion des plus répandues attribue au déboi-

sement les sécheresses du Céara. L'homme, dit-on n'est victime que de son imprévoyance : en détruisant la forêt, il ruine le climat. C'est là une croyance qui date de loin, et chaque génération l'a reprise. On la trouve déjà en 1713 dans un livre écrit par Euclides da Cunha. De même après la sécheresse de 1791-1793, le gouvernement nomma par lettres royales un juge conservateur des forêts, chargé de « refréner l'indiscrète et désordonnée ambition des habitants qui ont détruit par le fer et le feu les précieuses forêts qui abondaient autrefois ». Après 1879, on affirma de nouveau que la rareté croissante des pluies était due au déboisement intense qu'avait provoqué l'extension des cultures cotonnières. A la vérité, je n'en crois rien. S'il est vrai qu'au nord comme au sud du Brésil, l'histoire de l'occupation du sol se confonde avec l'histoire du duel de l'homme et de la forêt, le Céara est resté plus que toute autre province en dehors de cette lutte. Pour parler de déboisement, il faudrait que le pays eût autrefois porté des bois. Or, sur le plateau du Céara, c'était la brousse et non pas la forêt qui régnait dès le XVIIe siècle. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir avec quelle rapidité l'élevage s'y propagea. Cette brousse qui se reconstitue d'elle-même après les incendies, bien plus facilement que la forêt, ne peut exercer une grande influence sur le climat. L'homme n'est pas responsable des sécheresses du Céara, et le climat ne s'y est pas modifié depuis l'époque historique.

Dès l'arrivée, devient sensible la marque que la sécheresse a imprimée au pays. Une longue ligne de dunes, fauves et nues, éclatantes sous le soleil, borde la mer resplendissante. La petite cité de Fortaleza se cache derrière, entourée d'une oasis de cocotiers ;

autour de la ville, bâtie à l'européenne, un peuple de cases primitives s'abrite entre les palmiers. Là vit une population sale et déguenillée, dont l'aspect révèle aussitôt la lourde conséquence de la sécheresse : la misère.

L'élément ethnographique dominant est la race primitive des habitants du pays, les Indiens. Au lieu d'être éliminés comme ailleurs par les blancs et par les noirs, et d'être refoulés dans l'intérieur, ils se mêlèrent ici aux nouveaux occupants du sol. Les longues luttes entre Portugais, Français et Hollandais, qui obligèrent les conquérants à accepter et à chercher des alliés parmi les indigènes, la lenteur même du développement de ces provinces ont permis cet extraordinaire mélange, où dominent presque toujours, surtout parmi la population rurale, le teint bronzé, les cheveux noirs et raides, les traits un peu plats de l'Indien. On voit sur les chemins du Céara plus d'une figure de caractère véritablement asiatique. Comment cette population aurait-elle gardé de l'Indien les caractères physiques, sans en avoir conservé aussi les hérédités morales ? On l'accuse d'un peu de légèreté et d'imprévoyance, grave défaut sous ce ciel irrégulier où chacun devrait être assuré d'avance contre les années mauvaises.

Le ciel du Céara, s'il est avare de pluies, est du moins salubre. La population s'y multiplie avec une rapidité sans égale. La fécondité des femmes du Céara est proverbiale, même au Brésil, où les exemples de fécondité ne manquent pas. Par là, le Céara s'oppose aux plaines exubérantes de l'Amazonie où la vie de l'homme est exposée à mille maladies, et se perpétue chétivement à côté de toutes les splendeurs de la végétation.

L'intérieur du Céara est propice à l'élevage. Aussi

fut-il peuplé par les colons portugais longtemps avant la côte. Des villes comme Crato, Sobral, Quixeramobim, sont des centres d'origine très ancienne.

Aujourd'hui encore, la majeure partie de la population céarense vit de ses troupeaux. L'élevage a été autrefois, il est encore aujourd'hui l'industrie de la plus grande partie des provinces brésiliennes. Il est pratiqué sur toute l'étendue du territoire, mais au Céara, la sécheresse lui donne un caractère original, le climat y agit sur la vie des hommes par mille influences.

Qu'on se représente la surface du plateau garnie d'une brousse assez dense : par endroits, le sol se dégage, et l'herbe y croit librement ; mais plus souvent le pâturage est formé par une sorte de taillis bas et serré. L'alternance des saisons modifie profondément son aspect : aux premières pluies, c'est une éclosion désordonnée de la végétation ; quelque chose comme le rapide et magique printemps des terres boréales. C'est qu'ici aussi, la période de végétation sera courte, avant le sommeil qui reprendra la brousse dès que recommenceront les chaleurs sèches de l'été. Le Céara devient alors le plus beau pays du monde. La pluie elle-même, sur ce sol où le froid est inconnu, est aimable, et on la sent tomber avec volupté. « Quand s'arrête le mois des fêtes, » — dit une chanson populaire, — « pour l'entrée de janvier, — le peuple se prend à écouter qui entendra le premier gronder l'orage..... — Il n'y a pas de vie si satisfaite — que la nôtre dans le sertaon, — quand l'année donne un bon hiver, et que dans le ciel gronde l'orage. »

Selon l'année, les pluies cessent en mai ou en juin ; dès lors, tout se transforme : les feuilles tombent ; ce n'est pas le long, l'interminable automne des forêts de

France ; c'est l'apparition brusque de l'hiver dans les taillis effeuillés. Sur ce paysage, qui rappelle décembre ou janvier dans nos campagnes, règne cependant une atmosphère embrasée ; l'herbe sèche sur pied, la vie s'arrête. Le sertaon garde son apparence désolée jusqu'au jour où les pluies recommencent. Lorsqu'elles tardent, au milieu de la brousse encore endormie, certaines mimosées aux racines profondes, devançant le printemps, se couvrent les premières d'un feuillage léger. Les autres plantes s'éveillent plus tardivement.

L'élevage (1), en temps ordinaire, donne très peu de travail. Le troupeau croît librement, cherchant lui-même sa nourriture dans la brousse. Pendant tout l'hiver, le fourrage est abondant ; tous les ruisseaux ont de l'eau. Le bétail a la vie facile ; c'est le temps où les vaches ont mis bas, et où elles donnent du lait. On en profite parfois pour les enfermer, et chaque fazenda devient une petite fromagerie rustique. Les bêtes de boucherie s'engraissent au pâturage. Lorsque cessent les pluies, de juillet à janvier, le bétail est abandonné à lui-même d'une façon plus complète encore. Personne n'a de réserves de fourrage ; les bœufs broutent alors les herbes sèches, jusqu'aux feuilles tombées à terre et que le soleil n'a pas laissé pourrir.

On s'en fie à leur instinct pour découvrir les parties du plateau où quelque averse locale, ou bien la nature même du sol, leur procureront une pâture un peu moins misérable. La transhumance, à proprement parler, n'existe pas. Les montagnes dont les terres sont fraîches, et où l'on pourrait mener le troupeau pour lui

(1) On pratique aussi au Céara l'engraissage des bœufs maigres amenés du Piauhy à travers la serra Grande, et achetés à la foire de Santa-Anna.

épargner les rigueurs de la mauvaise saison, sont couvertes de champs et de plantations, et n'ont plus de place disponible pour l'estivage des troupeaux ; les pâturages y ont disparu. On m'a cité comme unique exemple de transhumance, celui d'un troupeau qui fait chaque année dix lieues au changement de saison pour trouver des pâturages plus favorables. Les bêtes font la route d'elles-mêmes, sans guide et sans berger et d'elles-mêmes elles reviennent au sertaon aux premières pluies, guidées par une sorte d'instinct.

Au début de l'été, aussi longtemps que subsistent les mares où les bœufs s'abreuvent, l'éleveur reste inoccupé. Lorsque le soleil les a taries, il devient nécessaire de procurer de l'eau aux bêtes amaigries. C'est la saison où l'on creuse des puits ; car il n'existe que très rarement des puits durables, où les générations d'hommes viennent boire. On fore des puits provisoires dans le lit des rivières dont le cours apparent est arrêté. Ce sont des trous d'une faible profondeur qu'il faut entretenir sans cesse, et que l'hiver prochain comblera. Mais si l'été se prolonge, il faut pourvoir à la nourriture du bétail aussi bien qu'à son breuvage, car l'herbe s'épuise. On réussit à la remplacer par le feuillage de ces mimosées, dont la naissance précède les pluies. Chaque matin, les bêtes reçoivent leur ration de fourrage. Aussi le bétail du Céara, habitué à l'homme, qui le secourt sans cesse, est-il bien moins farouche que celui du Rio-Grande; il se laisse approcher. On n'emploie pas au Céara les boules ni le lasso, engins de chasse nécessaires dans les régions où les bœufs sont restés des bêtes sauvages.

Il arrive d'ordinaire que les propriétaires d'une fazenda d'élevage ne la dirigent pas en personne et se reposent de ce soin sur une sorte d'intendant ; c'est

le *vaqueiro*, le vacher. Les vachers sont les véritables maîtres du sertaon. Comme les *gauchos* du Rio Grande, les bouviers du Céara vivent à cheval. Vêtus de cuir pour se protéger des épines, ils courent le sertaon, à la recherche des bêtes égarées. Les bœufs passent en effet à leur gré d'une propriété sur une autre. De temps en temps, le bouvier rend visite à ses voisins, et, suivant l'expression consacrée, leur demande le champ, c'est-à-dire le droit de rechercher ses bêtes fourvoyées parmi les leurs. On les distingue à la marque au fer rouge qu'elles portent. La ferrade au sertaon, comme dans tous les pays d'élevage primitif, est une grande fête.

A quatre ans, les bœufs sont d'âge à être vendus. On les sépare du reste du troupeau, et on les mène aux foires. Il se tient dans le sertaon un grand nombre de foires. Les bouviers s'y réunissent et les nouvelles s'y échangent. Le commerce du bétail se fait toute l'année. Les bœufs vendus ne sont pas destinés, comme dans le Brésil méridional aux fabriques de viande salée. L'histoire rapporte il est vrai que les « *Xarqueadas* » du Céara exportaient au XVIIIe siècle leurs produits dans tout le Brésil. Mais la sécheresse de 1791-1793, qui anéantit le bétail, interrompit ce commerce ; il ne s'est jamais relevé depuis (1). La vente du bétail n'est donc pas limitée à une saison, et doit suffire constamment aux besoins de la consommation dans l'État.

Ce n'est pas dans le sertaon même que l'on abat les bœufs, la population y vit trop disséminée ; elle ne viendrait pas à bout d'une aussi grosse provision de

(1) La condition indispensable pour l'existence de l'industrie du séchage de la viande, c'est un été sec survenant après la saison où les bœufs sont gras. Aux deux extrémités du Brésil, au Rio Grande et au Céara, cette condition se retrouve.

viande fraîche, et sa nourriture ordinaire est le lait. Mais le sertaon vend ses bœufs aux serras, où la population est plus dense. Dans la serra, les boucheries abondent. Chose étrange, le sertaon, pays d'élevage, ne consomme pas de viande ; et dans la serra, pays agricole, où l'élevage est inconnu, l'usage en est général. Sur le nombre des bœufs amenés aux foires de Baturite, les plus importantes de toutes, un tiers sert à l'approvisionnement de la capitale ; un autre tiers est emmené par les chemins du plateau jusqu'au port de Camocim, où il est embarqué à destination du Para ; le dernier tiers enfin est destiné à la serra de Baturite. Les serras, les provinces de l'Amazone, et Fortaleza, tels sont les principaux clients des éleveurs du sertaon.

A superficie égale, le sertaon céarense nourrit un bien plus petit nombre de bêtes que les prairies du Rio Grande. La population bovine varie d'ailleurs dans une proportion étonnante ; elle progresse rapidement pendant les années normales, mais les grandes sécheresses l'anéantissent presque. Après 1793, tout le bétail avait disparu, et l'on dut aller acheter dans le Piauhy de nouvelles bêtes. Il en fut de même après la sécheresse de 1877-1879. Ce n'est pas, à proprement parler, la soif ni la faim qui causent ces désastres ; mais, parmi les bêtes affaiblies, les épizooties se propagent irrésistiblement. Tout le capital que représente le troupeau se forme peu à peu, pour être anéanti en un moment. Aussi, la valeur des terres est-elle très changeante.

L'influence des sécheresses se traduit non seulement dans les mœurs, mais encore dans le droit. Dans l'incertitude qui règne sur la valeur des terres, les héritages restent indivis. Chacun des propriétaires, quelle que soit l'importance de sa part, peut, sur ce domaine, entreprendre l'élevage à son compte. On voit même

des gens qui n'ont aucun droit sur la terre, et qui y font paître des bestiaux. Aucune coutume ne règle le nombre de têtes que chacun pourra entretenir. Les conflits qui naîtraient, si la capacité pastorale de la brousse était jamais atteinte, une sécheresse, en réduisant le troupeau, vient à point pour les prévenir. La propriété de l'eau n'est pas mieux réglée. C'est qu'il n'existe pas de points d'eau constants. Les puits provisoires, rétablis chaque année, servent à tous ceux qui ont travaillé à les creuser. L'irrégularité du climat se traduit donc dans l'organisation sociale, par l'incomplet développement du droit.

C'est seulement en clôturant les propriétés qu'on transformera les conditions d'existence du sertaon. Quelques essais ont été tentés. On emploie, non le fil de fer comme en Argentine ; mais le bois, abondant dans la brousse; les clôtures sont faites de branchages entrelacés autour de piquets plantés en terre. On se doute des malédictions universelles soulevées par le propriétaire novateur, qui entend tirer par ce procédé un meilleur parti de ses terres. Le prix des terres clôturées s'élève aussitôt. Non seulement, en effet, les clôtures en augmentent rapidement les revenus, mais surtout elles mettent fin à l'antique régime dans lequel ce n'était pas le propriétaire qui profitait du produit de son domaine, et sous lequel la propriété foncière n'était qu'un mot.

S'il est vrai que le sertaon est avant tout un pays d'élevage, l'élevage lui-même suppose des cultures vivrières. Chaque fazenda est réduite à être aussi un petit centre agricole. Elle y est condamnée par la difficulté des communications. Les routes du Céara ne valent pas mieux que la moyenne des routes brésiliennes. De

plus, la sécheresse interrompt la circulation, car les convois de mules ne peuvent voyager qu'en trouvant aux étapes de l'eau et du fourrage.

En matière de « céréales », c'est l'expression brésilienne qui désigne les cultures vivrières, le manioc, le maïs, etc., chaque famille doit planter de quoi s'alimenter : le commerce n'existe pas. Par une conséquence fatale, la population vivant de ses cultures annuelles, ne possède aucune réserve. Si la récolte manque, la famine apparaît. Le commerce seul, disposant de capitaux, saurait créer des stocks. Au XVIII[e] siècle, en France, le peuple accusait le commerce du blé de provoquer les famines. En réalité, lui seul peut les écarter.

Le soin des cultures alimentaires incombe à la classe inférieure de la population rurale. A côté du vacher, intendant du domaine, il existe d'autres travailleurs beaucoup plus nombreux : ce sont eux que, par un mot dont la signification originelle est singulièrement vague, on appelle au Céara les « *moradores* » : les habitants. Ils vivent sur la propriété, sans jamais avoir aucune terre à eux. Leur habitation n'est qu'une case primitive qu'on leur laisse occuper, ou qu'ils se construisent eux-mêmes de branches recouvertes de feuilles de palmier. Ils sont d'ordinaire établis de père en fils sur le même domaine, comme, de génération en génération, la même famille de vachers l'administre au compte du propriétaire. Ce sont de véritables clients. Il ne faut pas en effet juger de la condition des moradores d'après des idées européennes ; leurs rapports avec le propriétaire ne sont pas exclusivement des relations d'employeur à employé. Ils trouvent auprès de lui une sorte de protection, de patronage politique, et le paient par leur fidélité et leur dévouement.

L'usage fixe les droits et les devoirs respectifs du

propriétaire et des moradores. Ils ne paient pas de loyer en argent pour leur terre; à peine peut-on dire qu'ils le paient en services ; car lorsque le vacher les emploie, il leur paie leur journée. Le bénéfice du propriétaire ne consiste donc que dans la facilité que lui donne la présence des colons pour recruter les ou vriers nécessaires.

Le colon n'occupe son champ que jusqu'au jour où ses récoltes sont enlevées.

A l'époque de l'année où l'élevage donne du travail, soit pour traire les bêtes, soit pour creuser des puits ou préparer la ramée qui remplace le fourrage, les moradores aident le vacher dans l'exploitation de la fazenda. Lorsque la saison les rend libres, beaucoup s'adonnent à la récolte de la cire de carnauba. Elle est extraite de la feuille d'un palmier qui abonde à l'état sauvage ; séchée et battue, elle laisse échapper une poussière qui est ensuite recueillie et fondue : l'industrie locale en fait des chandelles à mèches de coton. Malheureux le voyageur qui compte sur la veillée pour mettre en ordre ses notes du jour, et ne trouve pas au campement d'autre éclairage. Les moradores font le travail en abandonnant au propriétaire une moitié de leur récolte. Mais, pendant la saison des pluies, leur grande occupation, ce sont leurs cultures alimentaires. Leurs méthodes sont les mêmes, ou peu s'en faut, que celles des populations indigènes, dans toutes les parties du Brésil. Ils pratiquent ce que nous nommons en France l'écobuage, abattent les arbres de la brousse, et lorsque les troncs couchés à terre ont suffisamment perdu leur sève, un jour de vent favorable, ils y mettent le feu et préparent ainsi la place pour les cultures. Les semailles se font ensuite à la houe, au milieu des souches brûlées. La journée où

la brousse est abattue, au mois d'octobre, est la plus rude. Elle se transforme cependant en une journée de fête, car les moradores se réunissent en troupe à cette occasion ; les voisins s'entr'aident, et l'œuvre est accomplie, non dans le silence du labeur solitaire, comme celui de nos paysans, mais dans l'excitation la plus bruyante. Ils se dispersent ensuite, et chacun, à lui seul, suffit à brûler son champ, à le travailler et à récolter. Cette forme de défrichement porte le nom de *« la roça »*, et ce mot désigne à la fois le travail de préparation du champ et le champ lui-même.

Si les procédés de culture dans le sertaon du Céara se rapprochent beaucoup de ceux qui sont usités dans d'autres parties du Brésil, ce qui est au contraire tout particulier au Céara, ce sont les anxiétés et les inquiétudes de la vie des agriculteurs pendant les mois d'hiver. Faute de pluies, en effet, la récolte manque ; mais que la pluie tombe hors de propos, c'est encore souvent l'anéantissement de toutes les espérances. Si l'éleveur attend avec impatience la pluie qui rajeunit les pâturages, que dire du cultivateur qui a confié à la terre les semences ? Que les pluies tombent en janvier, en mars ou même en mai, les herbes sont toujours prêtes à pousser ; mais les cultures du morador sont plus exigeantes. Les grandes sécheresses qui anéantissent le bétail sont des catastrophes rares : mais que de fois le champ préparé est resté improductif ! Souvent, les premières pluies favorables en janvier répandent l'espérance d'un hiver propice ; et sur cette promesse, les semailles se font partout. Les pluies s'interrompent : les graines qui ont déjà germé sèchent et sont perdues ; pas une n'échappera. Heureux encore les cultivateurs, lorsque les pluies recommencent plus tard et qu'il leur

est possible de planter une autre fois. Ces semailles doubles sont presque la règle au Céara.

Sauf au voisinage immédiat des villes, dans les zones les plus accessibles, et dans la région humide du pied des serras, l'agriculture, au sertaon, se réduit presque exclusivement à ces cultures vivrières.

Un coup d'œil sur l'histoire du Céara révèle d'ailleurs que ce pays a connu une période de vie agricole plus intense. Deux cultures y ont joué un grand rôle économique : la canne à sucre et le coton.

La culture de la canne s'étendit largement après 1845 et se développa jusque vers 1862. Les fazendas de canne à sucre étaient d'assez petits domaines, avec des moulins primitifs, trop coûteux cependant pour que les travailleurs ruraux aient jamais pu songer à entreprendre, eux aussi, cette culture. Une série de petits réservoirs de terre, aujourd'hui ruinés par les fourmis, servaient à barrer les ravins, et l'eau était précieusement utilisée. On n'a jamais fabriqué au Céara le sucre, mais la « *rapadure* », sorte de sirop concentré, qui est resté dans l'alimentation des populations du sertaon, et surtout l'eau-de-vie de canne.

Les éleveurs du sertaon ne possédaient qu'un nombre restreint d'esclaves : le travail servile convenait mal aux besognes irrégulières que donne l'élevage. Au contraire, les ouvriers libres ne formaient qu'une petite partie du personnel des plantations de canne. Partout au Brésil, un lien étroit a existé entre la culture de la canne et l'esclavage ; et au Céara même, la décadence de la canne hâta la fin de l'esclavage.

Dès 1875, avant la sécheresse, le recul de l'industrie sucrière est signalé partout. La sécheresse lui porta le coup de grâce. Or, la décadence de la culture de la

canne fut le signal d'une rapide dévalorisation des esclaves. Au même moment, les provinces du sud, en plein essor, manquaient des bras nécessaires : en même temps qu'elles appelaient les premiers immigrants blancs, elles faisaient un dernier effort pour renouveler leur personnel d'esclaves. Il y eut alors un fort courant d'esclaves qu'on amenait des provinces du nord vers le sud. Et parmi celles qui en fournirent le plus se trouve le Céara. L'exportation des esclaves commença, comme la décadence de la canne, avant la sécheresse, mais la sécheresse l'accéléra. En 1877, on embarqua 1.725 esclaves ; en 1878, 2.909 ; en 1879, 1.925; en trois ans, plus de 6.500 esclaves, un cinquième environ de ce que contenait tout l'État. Comme il est arrivé partout, l'esclavage, adouci par les mœurs, ne soulevait pas l'opinion publique ; mais le spectacle du commerce des esclaves l'irrita. On s'indigna de voir partir vers le sud ces cargaisons humaines. La devise des anti-esclavagistes était significative; ils ne disaient pas seulement : « A bas l'esclavage ! » ils ajoutaient d'une façon plus précise : « Aux ports du Céara, on n'embarque plus d'esclaves. » Ils réussirent à rendre impossible cet embarquement ; tactique heureuse, car dès que l'exportation fut impossible, et que les esclaves n'eurent plus d'emploi qu'au Céara même, leur prix s'abaissa rapidement. Il en restait à peine 30.000 dans l'État. Quand on entreprit leur affranchissement, on put les racheter à prix réduit, bien moins à cause de la terreur que les abolitionnistes avaient su répandre par leur propagande violente, qu'à cause de la disparition de la canne à sucre. En 1884, la province prononça l'abolition générale de l'esclavage sur son sol. Le Céara devançait ainsi de quatre ans le reste du Brésil.

La culture du coton a eu un sort très différent de celui de la canne. Le Céara, par son climat, convenait au cotonnier. La fièvre des plantations de coton sévit au temps de la guerre de sécession ; de toutes parts la brousse fut défrichée ; mais, contrairement à ce qui s'était passé pour la canne, la culture du coton fut entreprise en petit par les moradores eux-mêmes, et non par les propriétaires. Le coton est vendu à l'état brut, concentré peu à peu jusqu'à revenir aux mains de quelques maisons de commerce qui en pratiquent l'exportation, laissant aux moradores un petit bénéfice en argent ; elle les rendit indépendants et les dispensa de s'employer à gages sur les plantations. Aujourd'hui la culture du coton s'est maintenue éparse dans les parties les plus accessibles du sertaon, culture industrielle destinée à l'exportation, et cependant petite culture par la façon dont elle est faite. Tandis que la culture de la canne entretient une population ouvrière véritablement agricole, les planteurs de coton, occupés quelques journées seulement par leur champ, ne restent pas étrangers aux travaux de l'élevage. L'élevage, avec les habitudes particulières imposées par le climat, domine donc et façonne aujourd'hui la vie des hommes dans tout le sertaon céarense.

L'étranger juge d'abord cette vie misérable et malheureuse. Elle exerce cependant une puissante séduction sur tous ceux qui la connaissent. Elle est faite de liberté, elle n'est pas monotone, et les heures de fatigue physique y sont suivies de longues journées d'indolence. Elle forme une population à la fois résistante à la peine et éprise d'oisiveté. De même qu'elle a ses travaux traditionnels, elle a aussi ses divertissements, d'origine entièrement populaire, et transmis de génération en génération depuis le temps, sans

aucun doute, où les premiers éleveurs s'établirent dans l'intérieur du Céara. Le plus original est celui qu'on appelle le « *bumba meu boi.* » C'est une sorte de comédie qui fait penser au drame antique, ou plutôt une simple mascarade. Le bœuf y joue le grand rôle auquel on peut s'attendre dans un pays d'élevage. Les personnages varient peu. Il y a là le vacher qui conduit le bœuf, Mathieu, Grégoire, la vieille, le docteur, l'apothicaire chargé de donner au bœuf malade le lavement qui le remettra sur pied, et l'enfant dont la tête sert de seringue dans cette opération. Quant au bœuf, centre de l'action, autour duquel les autres évoluent, on le représente par une sorte d'armure de bois vêtue de cuir que porte un homme. Il parcourt ainsi les rues du village, au milieu des clameurs et des rires.

Ces fêtes sont célébrées dans la première moitié de janvier, et d'ordinaire la veille du jour des rois. Si l'année est régulière, c'est l'époque où les pluies s'annoncent par les premières averses, et l'allégresse est générale.

D'autres parties du Céara vivent d'une existence entièrement opposée à celle du sertaon. J'ai regretté de ne pouvoir visiter le Cariry. C'est le nom d'une petite région à l'extrémité méridionale de l'État, au pied de la serra d'Araripe. Cette chaîne est par exception formée de roches perméables, et restitue en sources pérennes les pluies que ses flancs ont absorbées. Le Cariry vit de ces sources. Il échappe aux ravages des sécheresses, il connaît les cultures stables, et pratique l'irrigation méthodique. Les terres y valent en raison de la quantité d'eau qu'elles peuvent recevoir, et les municipalités en surveillent la distribution. Le Cariry communique plus aisément avec les parties voi-

sines des sertaons de Pernambouc et du Piauhy qu'avec le nord du Céara. Il a vécu jusqu'ici sans relations avec lui, en dehors de sa vie.

Il en est tout autrement des régions montagneuses, disséminées au milieu du sertaon. Les deux serras les plus importantes, celles de Baturite et de Sobral, sont placées toutes deux à la même distance de la mer, et l'on aperçoit de la côte leurs crêtes lointaines. Ce ne sont pas seulement des chaînons isolés, mais de véritables ensembles encadrant des vallées hautes. Les serras transforment le climat du sertaon. Par leur altitude, elles ressuscitent les pluies. La saison des pluies y est toujours plus régulière, les étés moins longs et moins rigoureux : les sources n'y tarissent jamais. La différence de température entre la plaine et la montagne peut atteindre jusqu'à 8 et 10°.

J'ai fait l'ascension de la serra de Baturite au mois de janvier. Le sertaon gardait encore son aspect désolé, pas une seule tache de verdure. Les premières pentes de la montagne, éprouvées elles aussi par l'été, ne portaient que des taillis effeuillés. A mesure que nos chevaux couverts de sueur gravissaient le sentier pierreux, l'horizon s'ouvrait en arrière, et nous apercevions, derrière le village, à l'issue de la gorge desséchée par où lui parviennent parfois les pluies de la serra, l'immensité brûlée du plateau. En avançant, nous rencontrâmes peu à peu la fraîcheur. Le ruisseau, dont le chemin suivait le cours, avait de nouveau un filet d'eau. Avec l'eau, la vie des plantes reparut, modeste d'abord; elle éclata ensuite d'une façon désordonnée. Non seulement elle remplit le lit du torrent, mais elle escalada les pentes et gravit les crêtes. Une merveilleuse verdure reposait nos yeux, en même temps que nos corps jouissaient d'une température plus douce. La

cime de la montagne porte un lambeau de forêt tropicale, avec des orchidées et des palmiers, et des arbres géants, toujours couverts de feuilles.

Si telle est l'opposition entre la nature du sertaon et celle de la montagne, elle n'est pas moins marquée entre les populations qui les habitent. Le sertaon est un pays d'éleveurs, la montagne un pays d'agriculteurs. Le contraste entre agriculteurs et éleveurs, paysans et gardiens de bœufs, est un des traits communs de la vie rurale dans les différentes parties du Brésil ; du nord au sud, partout on le retrouve, et nulle part il n'est mieux marqué que de la serra au sertaon céarense. Tout le rappelle ; en bas, le bétail règne et les cultures sont soigneusement clôturées ; en haut, les champs sont ouverts et l'on attache ou l'on garde les rares têtes de bétail.

Entre la serra et le sertaon existe une de ces associations économiques, qui sont la règle entre régions voisines dont les productions sont différentes. La serra achète, abat et consomme les bœufs du sertaon, et lui vend le produit de ses champs, le sucre et le café. La serra est en effet un pays de cultures riches ; la canne à sucre y couvre les fonds les plus humides. Quand elle disparaissait au sertaon, elle s'est maintenue au contraire dans la serra grâce aux pluies plus généreuses. Les fazendaires propriétaires de canne la font cultiver selon une sorte de métayage.

Quant au café, lui aussi est un des rares aliments dont la population du sertaon, malgré sa sobriété, ne sait pas se passer. Il y est, peut-on dire, l'unique luxe ; suprême ressource de l'hospitalité, car le Céarense offre à l'étranger qui s'arrête sous son toit le café, comme le gaucho offre le maté. Or les serras sont seules au Céara à récolter du café. Elles ont pour la vente de

leur café une sorte de monopole dans l'intérieur de l'État. Le café occupe les pentes au-dessus des cannes : la récolte est malheureusement irrégulière. Il lui arrive de manquer complètement lorsque les pluies commencent tard et que la montagne n'a pas reçu d'averses avant décembre. Les ouvriers employés à la culture du café sont payés à la journée, ou plus souvent à la tâche. Cultivateurs de canne et cultivateurs de café, ils forment autour des fazendas de la serra un personnel plus nombreux et plus dense que celui des fazendas du sertaon (1).

Leurs salaires ne suffiraient pas à les faire vivre. Aussi, comme cela se pratique dans le sertaon, chaque morador de la serra a son champ de manioc, cédé par le propriétaire, et pour lequel il ne paie pas de loyer. Chacun conduit à son gré ses cultures vivrières. Le commerce des céréales n'existe pas plus à l'intérieur de la serra que dans le sertaon, et pas davantage entre la serra et le sertaon; dans l'une et l'autre région, ce genre de culture est une organisation entièrement familiale.

Il y a cependant, de la serra au sertaon, une différence profonde. Tandis que d'année en année la sécheresse détruit dans le sertaon les champs ensemencés, elle est inconnue dans la serra. Ici la terre récompense avec régularité le travail de l'homme, ici la famine ne pénètre pas. La conséquence, c'est que chaque sécheresse provoque un mouvement d'immigration vers

(1) On a entrepris depuis peu, sur la serra, la plantation du *maniçoba*, qui donne un excellent caoutchouc. Cette culture nouvelle n'augmente pas seulement les ressources du Céara, elle est encore de la plus haute importance sociale. La récolte du caoutchouc se fait en effet au Céara dans d'excellentes conditions sanitaires, tandis que dans l'Amazone, les hommes qui s'y emploient s'exposent à des dangers mortels.

la serra. Ne pouvant transporter les vivres là où se trouve la population, on recourt au procédé inverse ; c'est la population qui se déplace, et afflue vers les terres qui pourront la nourrir. J'ai trouvé de nombreux exemples actuels de migrations dues à la sécheresse. Le déplacement est d'ordinaire progressif, le cultivateur qui a souffert se rapproche de la serra, et s'avance d'abord jusqu'à ses premiers contreforts, à la recherche d'un sol plus humide. Si la sécheresse dure encore une année, il se décidera à gravir la serra jusqu'au faîte, et à s'établir à son tour à la limite des plantations de canne ou de café. L'attraction de la serra n'est pas une nouveauté ; après la grande sécheresse de 1722 à 1727, à l'origine des temps coloniaux, les gens de l'intérieur émigrèrent déjà vers les serras.

Si le mouvement d'afflux n'était pas compensé par un mouvement inverse, la serra ne suffirait plus à nourrir sa population. Mais ces montagnards d'occasion ne s'accommodent pas tous de leur nouvelle existence. Le travail régulier leur déplaît. Ils ne se laissent imposer par les fazendaires aucune apparence de discipline. Ils conservent au cœur le goût de la vie du sertaon ; l'hiver de la montagne leur paraît rude — et cependant, à ma connaissance, le thermomètre n'y est jamais descendu au-dessous de 14°. — Survienne la nouvelle des pluies tombées dans leurs anciens cantons de la brousse, rien ne peut plus les retenir, ils quittent la montagne. Tour à tour elle gagne et perd des habitants.

Le nombre des immigrants l'a emporté cependant. L'afflux a été particulièrement fort pendant les années de sécheresse de 1877 à 1879. La montagne alors se peupla. Les fazendaires profitèrent de l'abondance de main-d'œuvre pour étendre les cultures de canne

et de café; la serra dut nourrir tous les immigrants : aussi la place manqua-t-elle pour les champs de manioc. On en planta au milieu des caféiers sur toutes les pentes, on les étendit aux dépens de la forêt qui fut défrichée de tous côtés. Le mouvement d'occupation du sol par les cultures fut intense. Il suffit de parcourir les routes de la serra pour être frappé de la densité des habitations.

Par malheur, la surpopulation eut de fâcheuses conséquences. Les forêts étaient en effet la sauvegarde de la montagne ; elles retenaient les terres sur les pentes, elles assuraient le débit des sources et réservaient pour les mois de disette les eaux reçues pendant le temps des pluies. Après la destruction des forêts, il sembla que les sécheresses du sertaon allaient envahir la serra ; la récolte du café devint plus incertaine encore qu'auparavant ; jusque dans les fonds autrefois les plus humides, les cannes souffrirent. De même, la terre cultivée sans ménagement, et jamais fumée, se fatigua de produire ; le rendement du manioc se réduisit.

Toute la région montagneuse traversa une crise dont souffrirent également les fazendaires et leurs ouvriers. On cherche aujourd'hui à y remédier ; on a cessé de planter entre les lignes de caféiers les céréales qui les épuisaient ; on les a protégés du soleil en laissant croître au-dessus d'eux de grands arbres qui les ombragent. On a reconstitué la forêt : le reboisement est sous ce ciel un problème plus facile qu'en France. Il suffit d'abandonner la terre, et la forêt se reforme ; non pas semblable à la forêt primitive, dont il ne reste presque plus de traces sur les flancs de la montagne, mais comme une sorte de brousse géante, à la végétation puissante, et qui protège le sol avec autant d'efficacité.

Au temps de sa prospérité agricole, la serra s'enrichit. En ces années fortunées, de grandes fêtes se donnaient après la récolte du café, et l'on y accourait de loin. L'antique splendeur est éteinte aujourd'hui, et cependant il en reste plus d'une trace. En souvenir, sans doute, du temps où, l'argent abondant dans la montagne, la charité y régnait aussi, les infirmes et les aveugles du sertaon se réunissent dans la serra pour mendier sur ses chemins. J'ai rencontré là d'étranges chœurs d'aveugles, associés pour chanter leurs litanies, et qui, paraît-il, arrivent à vivre dans la serra alors que dans le sertaon ils mourraient de faim.

Telle est la vie de la montagne, en opposition par tant de caractères à celle du sertaon. Elle ressemble à des oasis isolées au milieu de vastes étendues de terres qui ne servent qu'à l'élevage ; et son histoire fait penser d'autre part à celle de certaines régions de nos montagnes françaises, où des raisons diverses, et parfois comme au Céara l'abondance de l'eau, ont attiré une population nombreuse, et qui souffrent aujourd'hui d'avoir été trop cultivées. On ne peut s'empêcher de songer par exemple aux nombreuses ressemblances entre la serra de Baturite et les Cévennes de la Gardonnenque, labourées parfois jusqu'au sommet des crêtes, tandis qu'à leurs pieds, les garrigues desséchées ne nourrissent que des troupeaux de moutons et leurs rares bergers.

CHAPITRE XIV

L'ÉMIGRATION CÉARENSE ET LE PEUPLEMENT DU BASSIN DE L'AMAZONE

Les causes de l'émigration céarense. — La sécheresse de 1877-79. — Les « paroaras ». — L'Amazonie avant l'afflux des céarenses. — La récolte du caoutchouc et la pénétration de la forêt. — Développement économique de l'Amazonie.

Dans le nord du Brésil, le Céara a été un foyer de dispersion de population : tel est le sort des pays pauvres. Le Massif Central, en France, a joué le même rôle. Le Céara accumule des réserves d'hommes que la famine disperse ensuite. A l'ouest du Céara s'étendait l'immense domaine du bassin du Tocantins et de l'Amazone, la plus vaste zone de forêts qui existe au monde : ce fut le champ où se versa l'émigration céarense. Pour peupler ses provinces méridionales, le Brésil a dû faire appel à l'immigration étrangère. Dans le nord, il disposait au contraire d'une race de colons indigènes.

Ce fut pour lui une circonstance très heureuse. La nature opposait en effet au peuplement du bassin de l'Amazone des difficultés insurmontables en apparence. Le climat suffisait à écarter les Européens ; les métis céarenses étaient seuls capables de le défier. Si le

Céara ne connaît pas l'humidité mortelle de l'Amazonie il lui ressemble pourtant par ses chaleurs constantes ; et la population qu'il avait formée était adaptée d'avance aux conditions d'existence qu'elle rencontra dans les forêts de l'Amazone.

L'émigration du Céara est un des facteurs essentiels dans la formation du peuple brésilien moderne. Grâce à elle, le Brésil septentrional est entièrement peuplé d'hommes d'origine brésilienne et de langue portugaise, et rien n'y ressemble à ce qu'est à Saint-Paul la question italienne, ou au Rio Grande la question allemande.

Pour comprendre les raisons qui chassent les Céarenses loin du sol natal, il faut connaître les grandes calamités qui, de génération en génération, ont frappé leur pays. De toutes les sécheresses historiques, celle de 1877-79 fut la plus néfaste. Le souvenir en est resté vivant partout au Céara. Ce fut elle qui provoqua le premier courant intense d'émigration.

Le désastre fut d'autant plus irréparable qu'il survint après trente-deux années de prospérité pendant lesquelles la richesse et la population s'étaient multipliées parallèlement. Depuis 1845, le nombre des habitants était passé de 340.000 à plus d'un million. L'essor des cultures cotonnières avait étendu les défrichements, et nulle précaution n'était prise contre la sécheresse. On commença à la redouter dès janvier 1877, lorsque, faute de pluies, on dut renvoyer à plus tard les semailles. Le peuple, au Céara, est féru de superstitions. La croyance générale veut que s'il pleut le jour de la Sainte Luce, le 13 décembre, il pleuve aussi en janvier suivant; les pluies qui tombent le lendemain 14 annoncent des pluies pour février, et celles du 15, des pluies pour mars.

Ces trois journées de décembre portent le nom des « espérances de Sainte-Luce ». Or, les espérances de Sainte-Luce, cette année-là, avaient manqué, et ce fut l'origine des inquiétudes qui augmentèrent peu à peu à mesure que se réalisèrent les prédictions.

Le bétail fut le premier à souffrir ; après les bœufs, le bétail humain, les esclaves ; puis, les ressources manquèrent pour la population libre elle-même. C'est la coutume en effet que, dans le sertaon, on se nourrisse de maïs et de haricots, de mai, après les premières récoltes, jusqu'en août ou en septembre ; et l'on recourt ensuite au manioc, qui doit suffire jusqu'au retour de l'été suivant. Le manioc manqua comme le maïs. Les prix des matières alimentaires de première nécessité s'élevèrent brusquement. La faim se fit sentir d'abord aux plus pauvres. Pour secourir les populations atteintes, il y avait deux méthodes : ou bien répartir des secours dans l'intérieur, et en faire des distributions dans toutes les localités du sertaon ; ou bien réunir les faméliques dans quelques points choisis, et les y faire vivre. La première était la plus logique ; on essaya de l'appliquer. Cependant la distribution des secours dans l'intérieur fut interrompue dès novembre 1877, et on les concentra dans quelques villes, au port d'Aracaty et à la capitale. On se heurta en effet à un obstacle insurmontable, la difficulté des communications. On devine combien étaient pénibles et coûteux les transports de la côte vers les villes de l'intérieur. Aussi longtemps qu'il resta de petites réserves de nourriture, et qu'il suffit d'expédier de l'argent à répartir en aumônes aux plus misérables pour les aider à se procurer des vivres sur place, on put répandre les secours. Mais lorsque ces faibles réserves furent épuisées, lorsque les riches eux-mêmes connu-

rent la faim, lorsqu'il eût fallu envoyer non de l'argent, mais de quoi manger, alors, distribuer des secours dans l'intérieur eût été une tâche au-dessus des forces de n'importe quelle administration.

Au lieu qu'on portât les secours vers la population, ce fut elle qui se déplaça pour aller au-devant d'eux. De même qu'une partie des habitants se dirigèrent vers la serra, cherchant des champs qui pussent les nourrir, de même, ils se pressèrent en foule vers Fortaleza, où ils campèrent pendant toute la sécheresse. C'est là qu'étaient débarqués les vivres expédiés du Brésil et de l'étranger. L'émigration vers les villes est le trait le plus curieux de l'histoire de la sécheresse. A Aracaty, il y eut 60.000 de ces malheureux ; à Fortaleza ce fut pire encore : la ville avait à peine, en temps normal 30.000 âmes ; elle vit sa population monter pendant toute l'année 1878 à 125.000 habitants. On ne peut imaginer leurs souffrances ; ils vivaient dans des baraquements construits sous les arbres de la petite oasis qui entoure gaîment la ville, et qu'ils emplirent pendant deux ans du spectacle de leur misère. Inoccupés, en haillons, amaigris, ils étaient réduits à une alimentation insuffisante et malsaine. Dans l'intérieur du pays la misère était plus lourde encore. On mangea les herbes, les feuilles, jusqu'à la racine de *mucuña*, qui est vénéneuse. Le plus terrible fut, en octobre 1878, l'apparition de la petite vérole dans le camp des réfugiés autour de Fortaleza. En novembre il y mourut 10.926 personnes ; en décembre 15.352. Dans l'année entière, on ensevelit à Fortaleza 56.791 personnes. L'épidémie enleva à peu près la moitié de la population. On n'arrivait plus à enterrer les morts. On fit faire le travail par les réfugiés valides, qui méritaient ainsi leur subsistance quotidienne.

Les pluies furent déficitaires de 1877 à 1879, et c'est seulement février 1880 qui ramena des précipitations abondantes. Mais elles n'arrêtèrent pas aussitôt les souffrances. On eut les plus grandes peines à décider les réfugiés à repartir pour l'intérieur. Un découragement profond s'était emparé d'eux, et ils ne croyaient plus au retour possible des saisons favorables. Ils redoutaient après un mois de pluies chargé de promesses trompeuses un nouveau printemps sec comme il était arrivé en en 1879. Eût-on été assuré de la régularité des pluies, c'était déjà un problème insoluble en apparence que de vivre en attendant la récolte. Les troupeaux avaient disparu jusqu'à la dernière tête ; le capital accumulé dans le sertaon s'était évanoui ; il fallut une race endurante comme les Céarenses pour supporter une pareille misère.

Aucune sécheresse depuis n'a eu d'effets aussi désastreux. Celle de 1900 cependant rappela les trois années terribles. On revit Fortaleza remplie de réfugiés qui avaient abandonné leurs champs. Les pouvoirs publics n'ont jamais cessé de chercher les moyens de remédier à la sécheresse. En 1877-79 on avait distribué des vivres ; en 1900 on préféra ouvrir des chantiers pour les indigents. On voulut employer à de grands travaux d'utilité publique les bras de la population que la sécheresse privait de ses occupations ordinaires aussi bien que de ses ressources. On entreprit de réaliser, grâce à cette main d'œuvre d'occasion, un vaste plan d'irrigation. La construction du réservoir de Quixada, commencée plusieurs fois, et plusieurs fois interrompue, fut rapidement menée à bout. On fit le projet d'étendre les voies ferrées, comptant dompter la famine par le rail

Peines inutiles, palliatifs médiocres du mal que

causaient les sécheresses. Le plan d'irrigation semble avoir échoué. Le barrage de Quixada ne rendra vraisemblablement jamais aucune part du capital qu'il a coûté. Il a fallu compter avec le ciel, qui n'a jamais depuis l'achèvement des travaux, donné de pluies suffisantes pour remplir le réservoir et permettre l'irrigation. Les eaux se fussent-elles élevées au niveau espéré, qu'on aurait pu créer au voisinage un petit centre de cultures, mais non apporter le secours nécessaire aux populations pastorales du sertaon. Quant aux voies ferrées, leur destinait-on comme unique rôle de transporter au point nécessaire les aumônes officielles? Une province ne peut vivre indéfiniment d'aumônes.

A la sécheresse et à la famine, il existait en réalité un unique remède : l'émigration. L'idée de l'émigration devait rencontrer peu d'obstacles parmi la population du Céara. Elle est en effet très imparfaitement fixée à la terre. Les moradores ne sont pas propriétaires ; d'année en année ils transportent leurs cultures. Ils se déplaçaient volontiers à l'intérieur de l'État, avant que la coutume se fût établie d'émigrer à l'étranger. Témoin les migrations périodiques du sertaon aux serras de Baturite et de Sobral. La concentration en masse des populations rurales dans les villes au moment des disettes indique à la fois leur dénuement et la facilité avec laquelle elles se laissaient arracher au sol. Les réfugiés de Fortaleza, les « *retirantes* », suivant l'expression brésilienne, étaient déjà des émigrés. Au lieu de s'arrêter à Fortaleza à recueillir les secours officiels toujours trop maigres, pourquoi ne pas continuer le voyage vers des régons où le ciel est plus clément?

Avant 1877, chaque année de sécheresse avait déjà provoqué un mouvement d'émigration : mais elle

s'était faite seulement par les frontières de terre. En 1877, pour la première fois, l'émigration se fit par mer. Elle commença par l'exportation des esclaves. Chacun se débarrassa des bouches inutiles. Ensuite, les hommes libres eux aussi partirent. Le gouvernement même fut le promoteur de l'émigration. Soucieux de réduire le nombre des réfugiés amassés à Fortaleza, il accorda des passages gratuits pour d'autres provinces de l'empire. En 1900, le gouvernement fédéral paya de nouveau des passages. On y employa une partie des millions votés par le parlement pour secourir le Céara. Cette mesure souleva d'ardentes polémiques, et elle fut en général impopulaire au Céara. On accusait le président Campos Salles d'avoir conçu le plan machiavélique de transplanter toute la population de la province. Etait-ce secourir l'État que de le dépeupler? N'est-il pas curieux de rencontrer au Brésil, où l'on a si souvent cherché à peupler une province en offrant aux immigrants l'appât du voyage gratuit, un exemple de la politique contraire : l'administration s'occupant à vider une région qui ne peut nourrir ses habitants?

Les États qui profitèrent le plus du mouvement d'émigration sont le Para et l'Amazone. Aussi leurs gouvernements le favorisèrent-ils plus activement encore que l'administration fédérale. L'État de Para avait un représentant au Céara pour y développer l'émigration, et, lui aussi, offrait à qui voulait le passage gratuit. Beaucoup d'autres Céarenses partirent à leurs frais. Le mouvement, commencé en 1877, ne s'arrêta plus. A peine aujourd'hui la crise du caoutchouc l'a-t-elle ralenti. Il se fit sentir d'abord au sertaon ; puis la contagion gagna les serras.

Il est extrêmement difficile de juger avec exactitude

de son intensité. Nous manquons de statistiques régulières. En 1877, il partit de Fortaleza 4.610 émigrants pour les provinces du nord, et 1.496 pour les provinces du sud. En 1878, le nombre des émigrants décupla et s'éleva à 54.000. Le mouvement d'émigration a été constant. Il s'est accentué dans les mauvaises années, en 1889 par exemple, et en 1898. En 1900, nous possédons de nouveau des statistiques à peu près complètes : 47.835 personnes s'embarquèrent cette année-là, dont les deux tiers environ pour le bassin de l'Amazone, et un tiers pour le reste du Brésil. Pour se faire une idée de l'importance de cet exode, il faut se souvenir que la population du Céara atteint tout au plus un million d'hommes, et que la même proportion donnerait pour un pays comme la France ou l'Italie, le chiffre fabuleux de près de deux millions d'émigrants par an

La région vers laquelle s'est dirigée la majorité des émigrants céarenses est encore aujourd'hui une des moins peuplées du monde. Une vaste plaine, presque parfaitement horizontale, à peine parsemée de quelques croupes granitiques ; des terres basses, recouvertes annuellement par l'inondation ; des terres fermes qui s'avancent rarement jusqu'au fleuve ; un immense réseau de voies navigables, limité tout autour par une ligne de chutes ; dans l'axe de la vallée, un fleuve boueux, rapide, large comme un bras de mer, construisant et détruisant ses rives, bordé d'étangs et de lacs qu'il remplit pendant ses crues ; en aval, une région à demi maritime, un estuaire semé de grandes îles, des chenaux incertains agités de courants de marée si puissants que la navigation n'aborde pas de front les bouches de l'Amazone et les tourne par le Para

et les passages au sud de Marajo. Tel est l'Amazone. La forêt y règne, et n'y fait place aux prairies que vers le nord, au voisinage des Guyanes, et dans une partie de l'île de Marajo.

Avant les débuts de l'immigration céarense, vers 1870, la pénétration de ce pays est très peu avancée. Le fleuve n'est ouvert à la navigation internationale que depuis 1867, et quelques vapeurs commencent à peine à en remonter le courant. Auparavant, le voyage à voile jusqu'au confluent du Rio Negro exigeait des semaines, et la petite ville de Manaos était une des plus inaccessibles du monde. L'agriculture n'est pas en progrès. Quelques villages agricoles, qui avaient été créés au XVIIIe siècle sur le Rio Branco, ont été désertés. Il existe seulement, en bordure du fleuve, depuis Obidos et Santarem jusqu'à Belem et jusqu'à Macapa, un ruban de plantations de cacao, et quelques autres cultures tropicales : enfin, quelques fazendaires pratiquent l'élevage dans les prairies des *varzeas*, c'est-à-dire des alluvions récentes du Bas-Amazone, et dans l'île de Marajo. Déjà cependant a commencé l'exploitation du produit qui doit assurer la grandeur économique de l'Amazone : le caoutchouc. Mais elle est limitée encore aux forêts du Bas-Amazone, et aux environs immédiats de Manaos. Le défaut de bras s'oppose à ses progrès.

La population du bassin de l'Amazone était en effet presque nulle : en 1848, la ville de Belem, la seule de l'Amazonie, avait 15.000 habitants. Mais, deux ans après, une épidémie de fièvre jaune réduisit encore leur nombre. Quant à Manaos, elle n'était trente ans plus tard qu'une bourgade, et Mathews, qui la visita en 1879, lui donne 5.000 habitants. Les tribus indiennes de la forêt ne se laissaient pas réduire au travail ;

quelques milliers de métis, les *tapuyoz*, mélange de sang portugais, de sang indien et de sang nègre, ne pouvaient suffire à tirer parti des richesses qu'on commençait à reconnaître dans la forêt. On demandait partout des travailleurs. La première immigration, qui se produisit autour de Manaos, fut celle des Indiens de Bolivie et du Pérou. Mais ils étaient en nombre insuffisant.

Ce fut l'afflux des Céarenses, pendant la sécheresse de 1877-1879, qui détermina les progrès de la production du caoutchouc : la colonisation de la forêt, car c'est bien une colonisation, se poursuit rapidement à partir de cette date. Les chercheurs de caoutchouc se dispersèrent dans toute l'Amazonie; mais le champ qui fut le plus régulièrement exploité fut le bassin du Rio Purus et du Rio Jurua. Ce sont, en effet, parmi les affluents de l'Amazone ceux qui sont navigables sur le plus long parcours, et l'exportation de la gomme ne peut se faire que par voie fluviale : dans la forêt vierge, qu'ils étaient les premiers à troubler, les Brésiliens qui remontaient le Purus et le Jurua ne se laissèrent pas arrêter par la frontière bolivienne; une guerre faillit éclater entre le Brésil et la Bolivie au sujet de ces terres qui, peu d'années auparavant, n'avaient même pas été explorées. La fondation de la République indépendante de l'Acre, le traité de Petropolis, la cession de l'Acre au Brésil, sont les résultats de la marche vers l'ouest des chercheurs de caoutchouc.

Le développement économique de l'Amazonie fut d'une rapidité prodigieuse. En 1890, elle exportait 16.000 tonnes de caoutchouc ; en 1900, 28.000 ; en 1905, 33.000. Elle devenait après Saint-Paul, le centre d'exportation le plus important du pays en

tier (1). Les villes grandissaient ; Para dépassait 100.000 habitants: Manaos en avait la moitié, et cette croissance des villes, plus rapide encore que les progrès de la population totale, indiquait l'intensité du mouvement commercial. L'Amazone devenait une des grandes routes fluviales du monde, desservant non seulement l'Amazonie brésilienne, mais aussi les régions péruviennes traversées par les affluents supérieurs, et une partie du Vénézuela, dont les produits descendent vers Manaos par le Rio Negro.

L'exportation du caoutchouc créait partout la richesse. Pour la récolte de la gomme, toutes les autres occupations étaient abandonnées. On négligeait les troupeaux de bœufs à Marajo, et les plantations de cacaoyers le long du fleuve. De même, dans la Guyane voisine, les cultures furent abandonnées après la découverte des placers aurifères. Le caoutchouc suffisait à tout. Le pays, qui jusque-là s'était nourri lui-même, dut recourir à l'importation. Il devint pour les autres États du Brésil un marché où ils purent écouler fructueusement leurs produits. Toutes ces transformations sont dues à la main-d'œuvre céarense.

Les propriétaires des forêts de caoutchouc envoient au Céara, des agents recruteurs (2). Ce sont, le plus souvent, d'anciens émigrés eux-mêmes, qui, revenus au village, renouent aisément au milieu des leurs des relations rompues depuis des années : leurs récits, les pro-

(1) Exportation totale du Brésil en 1906.	1.300.000.000	francs.
Exportation du café..............	664.000.000	—
Exportation du caoutchouc........	334.000.000	—

(2) L'exil des Céarenses, leur existence dans la forêt, les mœurs importées par eux en Amazonie, forment un tableau si pittoresque et si tragique qu'elles ont fourni le sujet d'un des meilleurs romans de la littérature brésilienne contemporaine : *Le Paroara*, de *Rodolpho Theophilo*.

messes dont ils ne sont pas chiches, leur générosité intéressée, entraînent à leur suite la foule crédule. Leur propagande multiple a répandu au Céara, dans les campagnes, une véritable légende des Amazones, prodigieux pays où l'or abonde, et où la puissance de la nature est miraculeuse. En psychologues consommés, prêchant à un peuple qu'affligent les sécheresses, ils décrivent surtout les eaux abondantes, les pluies quotidiennes, et l'immensité du fleuve « mère des océans ». Il m'est arrivé plus d'une fois, en interrogeant des paysans, d'être pris par eux pour un agent d'émigration.

L'agent, après avoir formé sa troupe, la conduit jusqu'à Fortaleza, où il attend avec elle le passage d'un vapeur pour le Para. Elle loge à Fortaleza, dans des auberges rudimentaires, et l'embarquement lui paraît une délivrance. Mais avant même les bouches du fleuve, les « *paroaras* » — c'est le nom qu'on donne au Céara aux émigrants pour l'Amazone — pouvaient pressentir le climat néfaste du pays où ils allaient vivre, l'atmosphère humide, l'horizon chargé de vapeurs, le ciel sans transparence. Ils font ensuite lentement la remontée jusqu'à Manaos, d'où de petits vapeurs fluviaux les transportent jusqu'aux « *seringaïs* » (1) pour lesquels ils sont engagés.

On choisit pour y établir un seringal une station de la forêt où les arbres à caoutchouc soient particulièrement denses : le seringal comprend un magasin central et un nombre variable de postes pour deux travailleurs, dont chacun saigne chaque jour les mêmes arbres. Un sentier primitif est tracé d'arbre en arbre ; le paroara y circule chargé de sa récolte quotidienne. Au débouché du sentier qui mène à ses arbres, au cœur même de la

(1) *Seringal* (pluriel *seringaïs*), exploitation de caoutchouc.

forêt, il dresse sa hutte, où il suspend son hamac et abrite sa réserve de vivres. Il vit là dans un isolement complet, assiégé de terreurs et de maladies, et souffrant des morsures des moustiques. En peu de semaines cependant, il se familiarise avec la forêt, et se plie à son existence nouvelle avec une extraordinaire souplesse.

Son travail est double : d'abord la récolte du latex ; ensuite sa préparation. On le coagule en le chauffant sur une pelle de bois dans la fumée au-dessus du feu ; un four est construit auprès de la hutte ; et c'est là que sont préparées les boules de caoutchouc qui sont réunies ensuite entre les mains du maître du seringal, et descendent le fleuve pour être exportées en Amérique et en Europe. A l'autre extrémité du Brésil, dans les forêts du Parana, on construit des fours analogues pour la dessiccation du maté ; mais le four à maté est le centre de l'exploitation ; il est le cœur de la petite société éphémère qui s'est groupée pour cueillir la feuille : les fours à caoutchouc sont au contraire dispersés sur le seringal, à chacun des postes de paroaras. Il existe bien d'autres différences entre la vie des chercheurs de maté et celle des chercheurs de caoutchouc. Dans l'humidité qui se dégage du sol et dans l'ombre malsaine de la forêt, les paroaras souffrent du climat amazonien : les maladies font parmi eux des ravages, le beriberi, la fièvre jaune, et la plus dangereuse de toutes, le paludisme, avec ses formes multiples auxquelles presque personne n'échappe.

Quand les crues d'hiver rendent la forêt inhabitable, les ouvriers des seringals, réfugiés autour du centre de l'exploitation, y jouissent, en attendant la baisse des eaux, de l'unique temps de répit dans leur dure existence. C'est là qu'il est le plus facile de connaître cette

population singulière, parmi laquelle ni l'avarice ni l'ambition ne perdent leurs droits : le caoutchouc lui inspire la même fièvre que ferait l'or. Tous les autres désirs, tous les autres sentiments s'évanouissent : elle méprise le confort ; elle méprise même la santé ; et cependant cette richesse que lui donne le caoutchouc est aussitôt dépensée en fêtes, arrosées d'eau-de-vie, et dont la forêt ensevelit le bruit.

Malgré les fatigues et les dangers, peu de paroaras tirent en effet de leur travail un profit durable : leur condition est presque toujours misérable : le voyage d'arrivée, payé par le maître du seringal, est considéré comme dû par le travailleur. Il commence donc son service avec une dette assez lourde, et ne retrouve sa liberté qu'après s'en être affranchi. De même, on porte au débit de son compte tout ce qu'il consomme et que lui fournit à des prix arbitraires l'administration du seringal : nourriture, objets manufacturés, depuis la farine de manioc jusqu'aux instruments de travail. Leur dette lie les paroaras comme de véritables esclaves ; la fuite leur est difficile : ils sont entre les mains de leurs maîtres, mauvais ou bons, et n'ont guère de recours contre eux. Dans un pays pareil au bassin des Amazones, la tâche de la police est difficile.

Peu de paroaras reviennent plus tard au Céara. Du moins ils envoient fréquemment de petites sommes à leurs parents restés au pays. Ces envois aident la fortune céarense à se relever lentement des saignées périodiques que lui infligent les sécheresses.

Le latex des *heveas*, — la *borracha* — n'est plus aujourd'hui le seul caoutchouc exploité en Amazonie. Depuis vingt ans, on y recueille aussi la gomme de la *castilloa elastica*, à qui les Brésiliens réservent le nom de *caucho*. Tandis que les *heveas* croissent dans les

stations humides, régulièrement inondées, la castilloa est un arbre de terre ferme. On la découvrit d'abord sur les affluents péruviens de l'Amazone; et plus tard, vers 1890, au nord de l'Amazonie, sur le Rio Branco, affluent du Rio Negro. Un nouveau rush se produisit : la région d'Obidos, le dernier centre agricole qui jusque-là eût résisté à la fièvre du caoutchouc, se vida, elle aussi, et sa population s'employa à la récolte du caucho. Elle est faite dans des conditions très différentes de celle de la borracha. On ne se contente pas de saigner l'arbre : on l'abat ; aussi un poste est-il épuisé en une saison. Les chercheurs de caoutchouc doivent se déplacer chaque année à la recherche de nouveaux arbres. Dans les seringals d'heveas, un nombreux personnel d'ouvriers travaille sous la direction d'un maître et à son profit. La récolte du caucho est au contraire une petite industrie. Elle est pratiquée par des pionniers isolés, indépendants, qui partent seuls et remontent à leur gré dans des pirogues les rivières sur la rive desquelles ils espèrent découvrir un emplacement favorable. Leur métier exige une grande expérience de la forêt et de toute la nature brésilienne ; aussi se recrutent-ils presque tous parmi l'ancienne population du pays. Auprès d'eux, les paroaras, venus du Céara, et qui travaillent dans les seringals du haut Purus et du haut Jurua, sont de simples manœuvres.

La prospérité économique de l'Amazonie est présentement atteinte par la crise du caoutchouc. La baisse du caoutchouc, sur les marchés d'Europe et d'Amérique, a été subite et profonde. Elle semble toutefois devoir être moins durable que la baisse du café. La production mondiale ne paraît pas en effet supérieure à la consommation. La crise pourrait du moins avoir

une conséquence heureuse, si elle détournait vers d'autres industries une partie des forces de l'Amazonie. De graves dangers résultent en effet de l'abandon progressif des cultures. Le péril n'est pas seulement économique : en 1900, l'Amazonie connut la famine ; le manioc même manqua, et la farine (farine de manioc) atteignit des prix que les Céarenses n'avaient pas connus au Céara, même dans les pires années. L'alqueire de 36 litres se vendit jusqu'à 36 milreis (au change de 9, 32 francs environ). Il est donc indispensable que les cultures soient entretenues et que les défrichements progressent, à mesure que la population s'accroît. Peut-être même l'avenir de la production du caoutchouc n'appartient-il pas aux seringaîs, où sont exploitées les forêts naturelles d'heveas, mais à des plantations nouvelles qu'il serait facile de créer auprès des rivières (1). On obtiendrait ainsi le latex à meilleur compte et l'on résisterait mieux au fléchissement des cours.

Cette tâche — rude et longue — c'est encore aux immigrants céarenses qu'elle est réservée. Lancés les premiers à l'assaut de la forêt vierge, ils l'ont occupée de toutes parts ; ils ont tracé les sentiers, entrepris, dans la mesure de leur faiblesse, devant une nature dont la puissance est démesurée, l'adaptation du sol à la vie de l'homme. Il leur reste à transformer cette première occupation en une colonisation véritable.

Telle est la dette que le Brésil a contractée envers le Céara. Si le Céara tient, parmi les États, un des premiers rangs dans l'histoire récente du Brésil, ce

(1) Voir les articles de M. Lecointe dans le *Bull. de la Soc de Géographie commerciale* de 1904, 1905 et 1906.

n'est pas, comme Saint-Paul et Rio, parce qu'il a vu s'accroître rapidement sa richesse et sa population ; mais parce qu'il a su peupler de ses enfants un territoire qui a dix fois son étendue. C'est par sa fécondité en hommes qu'il a bien mérité du Brésil.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE IX. — La valorisation du café.

CHAPITRE X. — La colonisation au Parana.

CHAPITRE XI. — La colonisation au Rio Grande.

CHAPITRE XII. — Les populations nègres.

CHAPITRE XIII. — Le Céara.

CHAPITRE XIV. — L'émigration céarense et le peuplement du bassin de l'Amazone.

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
Rue de Mézières, 5, PARIS

SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

P. 9320.

DIVISIONS DE CE CATALOGUE

Tous les ouvrages compris dans ce Catalogue sont expédiés franco *au pr*[...] *marqué, contre envoi de leur montant, en un mandat postal, à l'adresse suivante* LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 5, rue de Mézières, Paris, 6e.

Nos publications sont en vente chez tous les libraires.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Les Systèmes Socialistes et l'Évolution économique, par **Maurice Bourguin**, professeur d'Économie politique à la Faculté de droit de Paris. (3e ÉDITION *revue et corrigée, augmentée d'un index alphabétique des auteurs cités et des matières traitées.*) Un volume in-8° cavalier (23e × 16e), 560 pages, broché. . . **10 fr.**

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques : Prix Wolowski et Prix J.-B. Chevallier :

« Trois années ont suffi pour conduire ce volume à sa *troisième édition*; et par deux fois l'Institut lui a décerné des prix importants. Succès sans précédent, mais succès des plus légitimes... C'est avec raison que le public et l'Institut ont ratifié le jugement que portait M. Souchon, dès l'apparition de l'ouvrage : « Œuvre admirable, disait-il, d'abord par ses qualités de forme, par son style dont la simple clarté sait s'élever parfois jusqu'à l'éloquence sans ornements. Pour le fond, quand on a lu ce volume avec quelque connaissance du maniement des choses économiques, on reste plein de respect pour l'énergie et la conscience d'un pareil effort ». — Les additions apportées par l'auteur à cette troisième édition sont des plus appréciables. Elles portent principalement sur les *annexes* (118 pages) et constituent « un véritable trésor de solide documentation ».

(FERNAND FAURE. — *Revue politique et parlementaire.*)

« C'est là une œuvre forte et loyale qui vaut d'être méditée par les hommes de toutes les tendances et de tous les partis. La documentation en est sérieuse et sobre, les analyses pénétrantes et exactes. M. Bourguin combat les systèmes sans parti pris d'école et sans préjugé de classe. A la probité d'analyse et d'interprétation s'ajoute l'inspiration sociale et humaine la plus libre, la plus démocratique et la plus large. » (JEAN JAURÈS. — *L'Humanité.*)

« L'œuvre de M. Bourguin est le fruit d'un labeur considérable ; le raisonnement pur y eut pour auxiliaire une méthode d'observation rigoureuse. Le lecteur, en même temps qu'il reconnaît l'analyste subtil et pénétrant, apprécie l'homme de cœur hanté par l'image obsédante de la misère. Il lui sait gré d'avoir écrit une œuvre d'une haute portée philosophique et scientifique tout à la fois. » (*Revue d'Economie politique.*)

L'Individualisme économique et social : *Ses Origines, son Evolution, ses Formes contemporaines*, par **Albert Schatz**, professeur d'Économie politique à la Faculté de droit de Lille. Un volume in-18 de 600 pages, broché. . . . . **5 fr.**

« Ouvrage aussi remarquable par la concision élégante de la forme que par l'originalité de ses conclusions. L'ensemble en est constitué par l'exposé très clair et très complet des diverses théories individualistes, depuis Hobbes et Mandeville jusqu'à Nietzsche et Ibsen. Mais ce n'est pas seulement un exposé de doctrine, et ce livre n'intéresse pas que les économistes. Il constitue une œuvre de combat et, à ce titre, il s'adresse à tous les esprits indépendants, désireux de penser et d'agir par eux-mêmes, sans se laisser guider par leurs ambitions personnelles et les abus de toute coterie officielle. »

(*Le Monde Economique.*)

« Dans cette œuvre de haute tenue littéraire et scientifique, M. Schatz a entrepris de rechercher les origines de l'individualisme économique et social, de décrire son évolution et ses formes contemporaines. Il a donc eu à traverser toute l'histoire des doctrines économiques et sociales, et ce périlleux voyage il l'a accompli avec un rare bonheur. Son travail est dès maintenant la monographie fondamentale sur l'individualisme. »

(*Revue des Doctrines Economiques et Sociales.*)

L'Économie de l'Effort, par **Yves Guyot.** Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 4 fr.

« Ce livre n'est pas à proprement parler un traité d'économie politique; l'auteur dogmatise le moins possible; et à côté du précepte, il place toujours le fait qui l'éclaire et le justifie. Il ne définit pas seulement les trois entités maîtresses, la propriété, le capital et le travail; il en décrit les péripéties et les évolutions, multipliant les exemples pour les mieux faire comprendre... Livre intéressant où l'auteur a su condenser en 300 pages la substance de toute une bibliothèque d'économie politique. » (*Le Siècle.*)

La Synergie sociale, par **Henri Mazel.** Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 4 fr.

L'auteur étudie dans ce volume l'action civilisatrice des énergies morales librement mises en commun. Comme cette étude porte à la fois sur le passé, le présent et même sur l'avenir, le livre abonde en aperçus d'histoire générale, en appréciations sur l'état de choses contemporain, et aussi en prévisions des âmes futures d'après quelques grands penseurs d'aujourd'hui. *La synergie sociale* se rattache ainsi au mouvement actuel qui détache la sociologie de la biologie pour la rapprocher de la psychologie; à ce titre la lecture en est indiquée à tous ceux qui veulent se tenir au courant des nouvelles idées en sciences sociales.

L'Église catholique : *sa Constitution, son Administration,* par **André Mater,** professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles. Un volume in-18 de 460 pages, broché. . . . . 5 fr.

« Les questions concernant la constitution et l'administration de l'Église catholique rentrent aujourd'hui dans les préoccupations de tous, et l'un des problèmes les plus graves qui s'imposent à l'attention publique, c'est la forme juridique et durable que doivent prendre les relations entre prêtres et laïques pour le maintien et l'entretien du culte. M. Mater, en un résumé clair et concis, nous donne tous les textes et « précédents » qui permettent de concilier les traditions et ordonnances de l'Eglise avec les besoins et les nécessités de la société présente. » (*Revue de Paris.*)

« Voici un ouvrage d'une très haute importance et d'une belle valeur documentaire. L'auteur s'est soigneusement gardé de toute polémique. Toutes les questions qui intéressent l'Eglise sont examinées ici, chacune en un chapitre rempli de documents historiques du plus haut intérêt. » (*Le Figaro.*)

La Guerre et ses prétendus bienfaits, par **J. Novicow,** vice-président de l'Institut international de Sociologie. Un vol. in-18 jésus, broché. . . . . 2 fr. 50

« L'auteur s'élève ici avec force contre les prétendus bienfaits de la guerre et démontre éloquemment que, tout au contraire, les suites les moins désastreuses de ce fléau sont la démoralisation et la corruption des mœurs. Livre original et profond s'il en fut, de ces livres qu'on retrouve après un siècle ou deux et qui sont prophétiques. La personnalité de l'auteur se dégage curieuse et lumineuse au milieu de ce qui semble paradoxal. On y sent l'effort sincère d'une vision vraiment humaine » (*Nouvelle Revue.*)

L'Émigration européenne au XIXe siècle : *Angleterre, Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie, Russie,* par **R. Gonnard,** professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lyon. Un vol. in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Peu de livres sont aussi intéressants, aussi riches d'idées fécondes, de vues ingénieuses, d'aperçus nouveaux. Ce dont il faut surtout savoir gré à l'auteur, c'est qu'il nous sort des systèmes absolus et tranchants dont on nous a pendant longtemps rebattu les oreilles, qu'il n'accepte pas comme un dogme intangible la supériorité sacro-sainte de telle ou telle race. C'est là l'œuvre d'un historien réfléchi qui tente, sans parti pris, de voir clair dans le jeu compliqué des activités nationales. » (*Revue Universitaire.*)

Questions extérieures (1901-1902), par **Victor Bérard.** Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 3 fr. 50

Créances et routes turques. — Panama. — La Tripolitaine. — L'Alliance anglo-japonaise. — La guerre Sud-Africaine. — La Royauté espagnole. — L'Angleterre et la Paix.

« Remarquable par la justesse et l'originalité des vues, ce livre est un véritable manuel nécessaire à tous ceux qu'intéressent les problèmes de la politique extérieure contemporaine. » (M. Marion. — *Revue Universitaire.*)

QUESTIONS POLITIQUES

Nos Libertés politiques : *Origines, Évolution, État actuel,* par **Maurice Caudel,** professeur à l'École libre des Sciences politiques. Un volume in-18, 462 pages, broché. . . . . 5 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Sans révérence exagérée pour les formules consacrées, M. Caudel va au fond des choses et son livre est une très sincère et perspicace philosophie de l'histoire et de la politique depuis plus d'un siècle. Même ceux que risque d'irriter sa méthode ou qui seront surpris de ses conclusions trouveront le plus grand profit à suivre attentivement ses considérations. Elles sont établies sur une connaissance profonde des faits et sur une sincérité de raisonnement auxquelles il est difficile de ne pas rendre justice. Le sujet est traité avec une liberté de jugement et une acuité d'esprit qui réservent au lecteur de rares jouissances. » (*Le Correspondant.*)

Traditionalisme et Démocratie, par **D. Parodi.** Un vol. in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« C'est un livre de grande valeur et solidement pensé que cette étude d'un intérêt tout actuel. Tous ceux qui s'appliquent aux questions sociales du temps présent trouveront plaisir non moins que profit à le lire. Par l'analyse des doctrines ou opinions de MM. Brunetière, P. Bourget, M. Barrès, comme par l'étude des notions d'égalité, de liberté, de démocratie, M. Parodi a très bien su opposer les deux tendances pragmatiste et rationaliste de notre temps. » (*La Revue de Paris.*)

Syndicats et Services publics, par **Maxime Leroy.** Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

« On lira avec beaucoup d'intérêt et de profit cet ouvrage qui traite sérieusement une question sérieuse. Il y a là un ensemble de faits, de phénomènes sociaux contre ou pour lesquels les beaux discours ne feront rien; ce qui importe, c'est de les connaître, de les préciser et d'en comprendre la portée; c'est à quoi M. Maxime Leroy a remarquablement réussi en étudiant « ces mouvements confus et diffus, qui pressent, menacent et débordent même les antiques notions du droit public auxquelles, depuis Rome, l'humanité attache tous ses sentiments d'ordre et de liberté. » (*Le Figaro.*)

Problèmes politiques du Temps présent, par **Emile Faguet**, de l'Académie française, professeur à l'Université de Paris. Un volume in-18 (3ᵉ ÉDITION), broché. . . . . 3 fr. 50

Sur notre régime parlementaire. — Armée et Démocratie. — Le socialisme dans la Révolution française. — La Liberté de l'Enseignement. — Les Eglises et l'État.

« M. Émile Faguet apporte en ce volume cette même intelligence subtile et ce même esprit de sincérité qu'il déploie en sa critique des hommes et des œuvres. Sans vouloir donner de conseils, il s'attache du moins à nous expliquer son avis sur toutes les grandes questions qui ont occupé et divisé les esprits jusqu'à la fin du XIXᵉ siècle. On trouve partout, en ces études, des idées précises et fortes qui s'imposent à la réflexion. »

(*Revue de Paris.*)

Questions politiques, par **Émile Faguet**, de l'Académie française. Un volume in-18 (2ᵉ ÉDITION), broché. . . . . . . 3 fr. 50

La France en 1789. — Décentralisateurs et Fédéralistes. — Le socialisme en 1899. — Que sera le XXᵉ siècle.

« Ces études sont toutes abondantes, réfléchies et documentées : l'auteur, tout en accordant la plus grande place au *socialisme*, a su y faire entrer toutes les questions intéressantes et trouver prétexte à nous donner de tous les problèmes sa solution personnelle. Le volume se termine par un long et curieux chapitre : « Que sera le XXᵉ siècle ? » M. Faguet apporte en cette vaste méditation toute l'autorité de son expérience et toute sa logique à la fois subtile et précise. » (*Revue de Paris.*)

Études politiques, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut. Un volume in-18 jésus, broché . . . . 3 fr. 50

« Deux essais sur la *Souveraineté du peuple*, sur *la Déclaration des droits de l'homme et M. Jellinek*, deux notices sur *A. Bardoux* et *Albert Sorel*, telle est la matière de ce livre posthume. Comme dans les précédents ouvrages d'Emile Boutmy, on admirera, dans ces analyses d'esprits et d'idées, une grande finesse de psychologie et, dans le style, une forme subtile et nuancée. »

(*Revue de Paris.*)

« Ceux qui aborderont ce livre y trouveront cette finesse de l'observation, cette clarté, cette force de pensée qui marquent les ouvrages de M. Boutmy, ils y prendront une utile leçon de discussion courtoise et d'impartialité sereine. » (*Revue Suisse.*)

Études de Droit constitutionnel (*France — Angleterre — États-Unis*), par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut. Un volume in-18 (5ᵉ ÉDITION), broché. . . . . 3 fr. 50

Ce volume renferme trois importantes études qui se font valoir et se complètent mutuellement. Dans la première, l'auteur nous expose un tableau critique et une classification aussi complète que possible des sources de la constitution anglaise. Le second « essai » ouvre une suite d'échappées et, pour ainsi dire, de vues latérales sur la constitution des États-Unis. Enfin la troisième étude forme en quelque mesure la conclusion des deux précédentes. L'auteur se propose de faire ressortir par une comparaison plus serrée et plus suivie avec la France, les différences non seulement de forme et de structure, mais d'essence et de genre qui existent entre la constitution anglaise, la constitution des États-Unis et la nôtre.

Manuel républicain de l'Homme et du Citoyen, de **Charles Renouvier**. — *Nouvelle édition*, publiée avec une notice sur Ch. Renouvier, un commentaire et des extraits de ses œuvres, par JULES THOMAS, ancien professeur de philosophie au lycée de Pau. Un volume in-18 jésus, broché . . . . 3 fr. 50

« Des nombreux manuels civiques, quelques-uns remarquables, publiés depuis 30 ans, aucun ne vaut celui-ci par la générosité, la hauteur et la fermeté de la pensée. Et ce livre s'impose d'autant plus à l'attention que M. Thomas, qui s'est assimilé par l'étude la plus approfondie la pensée entière de Renouvier, a marqué, par des extraits admirablement choisis, la place qui appartient au *Manuel* dans l'ensemble d'une philosophie très puissante, la seule vraiment originale que la France ait produite dans la dernière partie du XIXᵉ siècle. » (*Revue Pédagogique.*)

Solidarité, par **Léon Bourgeois**. In-18 (6ᵉ ÉDITION), broché. 3 fr.

« Cette thèse de M. Léon Bourgeois, si simple et si forte en sa nouveauté, obtint un grand retentissement lors de sa publication. Depuis, l'auteur a ajouté au texte primitif des morceaux inédits qui en augmentent encore la haute portée et l'intérêt considérable. » (*Le Temps.*)

« Ce petit livre est un des meilleurs essais de critique sociale que nous ayons lus... On n'avait pas encore mis autant de clarté ni d'enchaînement dans l'exposition des résultats de la méthode scientifique appliquée aux questions de la vie sociale. » (MAXIME FORMONT. — *Gil Blas.*)

La Mutualité : *Ses principes, ses bases véritables*, par **F. Lépine**, inspecteur de l'Enseignement primaire (2ᵉ ÉDITION, revue, corrigée et augmentée). Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

« On attend beaucoup de la mutualité, qui a rendu déjà de grands services. Mais il est permis de se demander s'il n'y a pas dans la législation même qui la régit des erreurs nombreuses et de toutes sortes. — M. F. Lépine a étudié tout cela de près; il a longuement observé et réfléchi. Tous ceux qu'intéresse la question liront cet ouvrage solide et précis où sont minutieusement signalées toutes les lacunes des systèmes actuels et où l'auteur propose d'utiles réformes. » (*Revue de Paris.*)

Pour l'impôt progressif, par **Godefroy Cavaignac**, docteur ès lettres. Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 3 fr.

On trouvera dans cet ouvrage les raisons substantielles qui militent en faveur de la réforme sociale de l'impôt, particulièrement en faveur de la progression appliquée à nos contributions directes. L'auteur voudrait qu'on fût persuadé qu'il s'agit ici non point d'une entreprise violente sur la propriété, mais d'une concession très limitée, très modérée et très opportune.

La République démocratique : *la Politique intérieure, extérieure et coloniale de la France*, par **J.-L. de Lanessan**, professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris, ancien gouverneur général de l'Indo-Chine. Un volume in-18 jésus, broché . 4 fr.

« Il faut démocratiser la République », telle est la formule qui résume l'esprit et le but de cet ouvrage. L'ancien Gouverneur de l'Indo-Chine y étudie la genèse et les résultats de la Constitution de 1875, l'organisation des pouvoirs exécutif et législatif dans la République idéale, les moyens de rendre plus effectif l'exercice de la souveraineté nationale; et il esquisse, en terminant, un programme de réformes démocratiques capables d'être immédiatement réalisées. » (*Journal des Débats.*)

LES AFFIRMATIONS DE LA CONSCIENCE MODERNE, par **Gabriel Séailles** :

★ **Les Affirmations de la Conscience moderne,** par **Gabriel Séailles.** Un vol. in-18 jésus (4ᵉ ÉDITION), br. . 3 fr. 50

« Le nom de l'auteur suffisait à recommander ce livre à tous ceux qui, dans une phrase harmonieuse, cherchent une pensée. Il traite d'un sujet qui ne doit laisser aucun de nous indifférent, et il le fait sur un ton qui concilie le respect de toutes les convictions avec la hardiesse de toutes les libertés.... Ce livre est sérieux, profond, clair et accessible à tous. » (*Revue de Paris.*)

★★ **Éducation ou Révolution.** Un vol. in-18 jésus, br. 3 fr. 50

« Qui veut éviter la Révolution doit vouloir les réformes; et de toutes les réformes, la plus urgente est celle de l'éducation ». M. Gabriel Séailles, qui s'est fait un domaine de ces questions d'éducation sociale, préconise l'émancipation intellectuelle, mais en insistant sur le développement de l'humanité en l'homme et, pour cela, sur la reconnaissance de tous ses droits naturels. C'est très libéral et très haut comme tendance. » (*Journal de Genève.*)

La Conscience Nationale, par **Henry Bérenger.** Un volume in-18 jésus, broché . . . . 3 fr. 50

« Sous ce titre, l'auteur donne au public l'examen de conscience sincère et probe que chacun devrait au moins faire dans le secret de ses réflexions. Crise de l'enseignement dans le sens le plus général de ce mot, de l'enseignement non seulement par l'école, mais par la presse, par l'armée, par les religions, par la littérature, par l'exemple politique, voilà le sujet du livre. » (HENRI MAZEL. — *Mercure de France.*)

Le Malaise de la Démocratie, par **Gaston Deschamps.** Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 3 fr. 50

« Jamais le brillant écrivain qu'est M. Gaston Deschamps n'a mieux prouvé toute la richesse et toute la souple variété de son talent que dans ce livre plein d'idées, de savoir et d'esprit, tout imprégné d'une saine et fortifiante amertume et qu'il faut lire comme un témoignage décisif sur notre temps et sur notre pays. » (*Journal des Débats.*)

« Estimant que nul n'a le droit, dans notre temps, de se désintéresser de la chose publique, M. Gaston Deschamps nous donne ici une consultation documentée et éloquente sur les maux dont souffre notre société. Ce sont tableaux de mœurs vigoureusement brossés. A des détails coloriés avec une rare intensité, l'auteur ajoute des réflexions et maximes politiques, des vues philosophiques qui recommandent son ouvrage, en même temps qu'au public, aux sociologues et aux hommes d'Etat. » (*Revue politique et parlementaire.*)

La Liberté de Conscience : Rapport présenté au nom du Jury de la Liberté de conscience, par **Léon Marillier,** agrégé de philosophie, maître de conférences à l'École des Hautes-Etudes. Un volume in-18 jésus, broché . . . . 3 fr.

Ce volume est le rapport d'un concours ayant eu pour objet de *faire sentir et reconnaître la nécessité d'établir de plus en plus la liberté de conscience dans les institutions et dans les mœurs.* Mais le rapporteur, M. Léon Marillier, n'a pas borné son rôle à extraire des œuvres présentées tout ce qui pouvait venir à l'appui de la thèse proposée. Il a, dans une importante introduction, exposé l'état de la liberté de conscience dans nos institutions et dans nos mœurs.

Le Cléricalisme : *Questions d'Éducation nationale,* par **Paul Bert.** Préface de **A. Aulard,** professeur à l'Université de Paris. Un volume in-18 jésus, broché . . . . 3 fr. 50

« Ce volume a été extrait avec une intelligence très sûre des multiples écrits, articles, conférences et discours parlementaires de Paul Bert. Il comprend ce qu'il eut de plus vigoureux, de plus cohérent et probablement de meilleur dans son œuvre. On y trouve la marque d'un talent probe et précis, d'une pensée clairvoyante et vivace qui sut poser les questions et suivre les grands mouvements politiques. » (*Notes critiques.*)

Choix de Discours de Charles Floquet (1885-1896). Deux volumes in-8°, avec un portrait de Ch. Floquet et deux autographes en fac-similé. Les deux volumes, brochés . . . . 12 fr.

« Ces deux volumes, qui sont un pieux hommage, ont en même temps une valeur scientifique. Les textes qu'ils groupent et mettent à la disposition des historiens, dans un format maniable, sont des documents importants pour l'histoire de la Troisième République. »
(*Revue d'Histoire moderne et contemporaine.*)

« Il est toujours bon de publier les discours marquants des hommes politiques d'importance : les vieux y retrouvent avec émotion le souvenir des luttes passées, des grandes batailles livrées en commun, les jeunes y puisent des exemples salutaires, la fidélité aux principes, le respect de l'idéal, la foi dans l'avenir : on lira donc avec profit ces discours prononcés par Floquet dans les dix dernières années de sa vie. »
(*La République française.*)

Discours et Opinions de Jules Ferry, publiés avec commentaires et notes, par **Paul Robiquet,** avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, docteur ès lettres (7 *volumes*). Chaque volume, in-8° cavalier, broché. . . . . 10 fr.

« Le souci de l'exactitude a obligé l'auteur à nous présenter les discours de Jules Ferry tels qu'ils sont reproduits dans les documents parlementaires. Cet important recueil offrira ainsi une abondante collection de témoignages aux historiens à venir. » (Gaston Deschamps. — *Le Temps.*)

« Il est intéressant, à travers tant de pages, de suivre Jules Ferry comme l'un des porte-paroles les plus éloquents du parti républicain. On voit combien peu, de la situation d'opposant à celle de gouvernant, ont varié ses idées sur les droits de l'Etat, sur le développement de la démocratie par l'instruction, sur le relèvement de la France par la démocratie. A plus d'un titre, cette publication nous est précieuse : elle mérite de prendre place à côté de celle des discours de Thiers, de Jules Favre, de Gambetta. Ce sont là les vraies sources, les sources vives de notre récente histoire. » (*Revue Bleue.*)

« Même dans les discours étrangers à la politique — éloges nécrologiques, panégyriques d'artistes — se révèlent le don d'assimilation et l'universalité de vues de ce large esprit qui ne sut demeurer indifférent à aucune des manifestations de la vitalité du pays. » (*Journal des Débats.*)

La Nation et l'Armée : *Le Désaccord, les Causes, les Remèdes,* par **Un Colonel.** Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 2 fr.

« Ce livre marque le point de départ d'une façon nouvelle d'envisager l'existence de l'officier. Ce qui en fait la force, et l'élève au-dessus des publications de circonstance, ce qui en fera l'intérêt durable, c'est qu'il présente sur l'organisation de l'armée une conception d'ensemble qu'il ne sera plus possible de négliger dans nos discussions militaires. » (*Le Temps.*)

Du rôle colonial de l'Armée, par le général **Lyautey.** Une brochure in-16 . . . . 50 cent.

« L'utilisation de tous les éléments de l'Armée, officiers et troupe, pour l'œuvre coloniale, exige certaines conditions que l'auteur expose ici avec une clarté parfaite, une vivacité entraînante, et surtout une profondeur d'inspiration morale qui font de ces pages une prédication d'une très rare éloquence. » (*La Quinzaine.*)

Vie et Science : *Lettres d'un vieux Philosophe strasbourgeois et d'un Étudiant parisien,* par **Henri Berr.** In-18, br. . 2 fr. 50

« Sous la forme d'une correspondance entre un vieux philosophe et un étudiant, l'auteur s'est proposé de retracer un tableau de l'état psychologique du temps présent : anarchie morale, frivole indifférence des uns, inquiétudes vagues des autres, etc. L'épigraphe du livre en résume bien la pensée : « *Primo philosophari, deinde vivere.* » (*Nouvelle Revue.*)

Peut-on refaire l'Unité morale de la France? par **Henri Berr**. Un vol. in-18 jésus, broché. . . . . 2 fr.

« L'état présent et le rôle de la France, le passé et la crise actuelle de la foi, l'avenir de la foi, l'unité morale, forment les sujets des quatre divisions de cette étude excellente où se retrouvent toutes les belles qualités de l'auteur de *Vie et Science*. » (*Journal des Débats*.)

A consulter :

Bibliothèque du Mouvement Social Contemporain (voir page 3).
Questions du Temps présent. Collection de brochures in-16 à 1 fr. (voir page 18).

QUESTIONS D'ÉDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT

La Liberté de l'Enseignement devant la Chambre, par **Ed. Aynard**, membre de l'Institut, député. Un volume in-18 jésus, broché . . . . 2 fr.

Ce livre renferme les deux rapports de M. Ed. Aynard sur la liberté d'enseignement et sur le stage scolaire. Ces rapports sont suivis des débats parlementaires auxquels les deux questions donnèrent lieu. Tous ceux qui s'intéressent à ces discussions capitales, qui engagent l'avenir politique du pays, consulteront utilement cette publication.

La Réforme de l'Enseignement secondaire, par **Alexandre Ribot**, de l'Académie française, sénateur. In-18. broché . . . . 3 fr. 50

« Disons tout de suite la vérité, la puissance et l'ampleur de l'ouvrage de M. Ribot. C'est une étude magistrale, aussi frappante par la clarté de l'exposition et la sévère beauté de la forme que par la sûreté, la précision et la richesse de l'information. C'est plus qu'un rapport, c'est un livre de haute pédagogie appelé à prendre place à côté des beaux rapports, devenus de beaux livres, de M. Gréard. » (*Le Temps*.)

La Réforme de l'Enseignement par la Philosophie, par **Alfred Fouillée**, membre de l'Institut. In-18, broché. . . 3 fr.

« Les idées générales exposées par l'éminent philosophe sont de celles qui semblent appelées à diriger le siècle nouveau; elles ont une importance qui dépasse de beaucoup l'heure actuelle; elles paraissent bien devoir s'imposer d'une manière durable à l'examen des philosophes comme des hommes d'État. » (*Journal des Débats*.)

Les Études classiques et la Démocratie, par **Alfred Fouillée**, membre de l'Institut. Un vol. in-18, broché . . 3 fr.

« M. Fouillée regarde la culture classique comme indispensable au maintien de la grandeur nationale. Sans que l'élévation de la pensée enlève rien à la précision des détails, il expose et soutient, avec une grande force persuasive, un plan d'enseignement basé sur cette culture. Ce maître-livre sera désormais le bréviaire des amis de l'enseignement classique, et leurs contradicteurs eux-mêmes ne pourront se dispenser d'en faire cas. » (*Le Temps*.)

L'Université et la Société moderne, par **Gustave Lanson**, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 1 fr. 50

« Ce livre mérite d'être beaucoup lu. Les opinions très personnelles et modérées de M. Lanson restent intéressantes, quelles que soient les décisions prises et les réformes consenties. C'est un des plus utiles commentaires et compléments des réformes; il peut servir de guide aussi à ceux qui ont à les appliquer. » (*L'Enseignement secondaire.*)

L'Enseignement secondaire et la Démocratie, par **Francisque Vial**, professeur au lycée Lakanal. Un volume in-18 jésus, broché . . . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française

« C'est l'œuvre d'un esprit très personnel, indépendant et vigoureux... L'enseignement secondaire, selon M. Vial, doit être littéraire et philosophique, constamment et profondément moral. On rencontre beaucoup de vues originales, suggestives, de pensées fortes, de remarques fécondes, d'idées justes dans le cours de ces analyses. Ce livre est à lire : il oblige à penser et à discuter. » (G. Lanson. — *Revue Universitaire.*)

Pour et contre le Baccalauréat. Compte rendu et conclusions de l'Enquête de la *Revue Universitaire*, par **Paul Crouzet,** professeur au collège Rollin. In-8° carré, broché. . . . 1 fr. 50

Travail très clair, très méthodique, qui contient en une centaine de pages tout le bien et tout le mal qu'on a dit du Baccalauréat. C'est là qu'il faut chercher et qu'on trouvera les éléments d'une opinion raisonnée *Pour* ou *Contre* sur cette question dont l'importance sociale apparaît aux yeux de tous.

Les Enfants anormaux : *Guide pour l'admission des Enfants anormaux dans les Ecoles de perfectionnement*, par **A. Binet,** directeur du Laboratoire de Psychologie à la Sorbonne, et le Docteur **Th. Simon,** médecin assistant au Bureau d'admission à l'Asile Clinique (Ste-Anne). Un vol. in-18 jésus, broché . . 2 fr.

« Questions complexes et troublantes que celles qui sont exposées et résolues dans ce volume très documenté! MM. Binet et Simon établissent d'après des règles fort nettes les signes qui caractérisent l'anormal. Ils montrent quel doit être le rôle de l'instituteur, de l'inspecteur primaire, du médecin dans le dépistage de l'anomalie et dans sa cure. Ils cherchent à fixer le rendement scolaire et le rendement social des écoles d'anormaux. »
(Édouard Petit. — *Journal des Instituteurs.*)

A consulter :

L'Éducation et la Société en Angleterre, par Max Leclerc (voir page 24) :

Questions du Temps présent. Collection de brochures in-16 (p. 18).

QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET AGRICOLES

Manuel d'Économie commerciale : *La Technique de l'Exportation*, par **Pierre Clerget**, professeur à l'École supérieure de Commerce de Lyon. Un vol. in-18, VII-451 pages, relié toile souple. . . . . 4 fr. 50

« Écrit pour les élèves des écoles de commerce, ce manuel rendra de grands services à beaucoup d'autres catégories de lecteurs : aux étudiants de nos facultés de droit, aux commerçants soucieux de culture générale, aux hommes politiques, au grand public. On y trouvera, étudiées avec compétence et talent, un certain nombre de questions vitales pour notre pays et que tout le monde a intérêt à connaître. » (*Revue d'Économie politique.*)

« C'est là un ouvrage extrêmement utile, non seulement à quiconque veut s'éclairer sur la pratique commerciale contemporaine, mais aussi à tous les hommes d'étude et de cabinet qui se préoccupent d'une adaptation des principes aux faits de chaque jour. Les renseignements statistiques y abondent. Une lecture approfondie de ce volume serait donc un très heureux complément, ou, mieux encore, une heureuse préparation à une étude doctrinale de l'économie politique. » (*Le Polybiblion.*)

L'Enseignement professionnel en France : *Son histoire, ses différentes formes, ses résultats*, par **J.-B. Paquier**, docteur ès lettres, ancien prof. au lycée Saint-Louis. In-18, br. . 3 fr. 50

« Voici un livre excellent et fortement documenté, où sont abordées dans toute leur complexité les deux questions de l'enseignement professionnel et de l'apprentissage. Clair et méthodique dans son exposé, impartial dans ses appréciations et ses jugements, l'auteur a choisi avec un parfait discernement les points de vue les plus suggestifs d'où il pouvait le mieux dominer le vaste champ de ses observations. Les exposés historiques, ses études administratives, ses emprunts aux organisations en vigueur à l'étranger ne laissent dans l'ombre aucun des éléments importants d'un problème dont la gravité préoccupe justement les bons esprits et les pouvoirs publics ».
(*La Revue Pédagogique.*)

La Propriété rurale en France, par **Flour de Saint-Genis**, précédé d'un rapport de M. de Foville à l'Académie des Sciences morales et politiques. Un volume in-8° écu, broché. . . . 6 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Il est rare de rencontrer sur des sujets aussi étendus, des études aussi complètes, aussi consciencieuses, d'une telle richesse de documents, d'une érudition si vaste et en même temps d'un aussi libre esprit. Les statistiques de tout genre, l'enregistrement, les questions fiscales, le régime hypothécaire, le code de procédure, les enquêtes, les projets de réforme, n'ont aucun secret pour l'auteur et il ne nous laisse rien ignorer. » (*Rev. des Etudes historiques.*)

« Nous n'hésitons pas à recommander cet ouvrage à tous ceux qui s'intéressent en France aux questions de propriété foncière : ils y trouveront une mine inépuisable de renseignements utiles et de vues judiciaires. »
(*Annales des Sciences politiques.*)

Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui, par **Daniel Zolla**, professeur à l'École nationale d'Agriculture de Grignon. Un volume in-18 jésus, broché . . . . 3 fr. 50

« On retrouve, dans ce volume, les qualités de netteté et de vigueur qui distinguent les écrits de cet économiste agronome, qui sait si bien rendre vivantes et attrayantes les discussions que soulèvent les problèmes relatifs à la terre. L'ouvrage est à lire en entier : il est instructif et d'une clarté limpide. » (*Revue des Deux Mondes.*)

La Fortune privée à travers sept siècles : *L'Argent, la Terre,* par le Vicomte **G. d'Avenel**. Un volume in-18 jésus, (3e ÉDITION), broché. 4 fr.

« A la fois érudit, historien, moraliste et économiste soucieux des problèmes les plus contemporains, M. d'Avenel nous trace l'histoire de l'argent et de la terre à travers sept siècles. Œuvre minutieuse et colossale que l'auteur oriente vers un double but : mettre en lumière les côtés les plus obscurs et peut-être les plus intéressants de notre vie ancienne ; projeter cette même lumière sur les problèmes sociaux d'aujourd'hui. Peu d'ouvrages auront rendu autant de services à notre histoire nationale. » (A. RAMBAUD. — *Revue Bleue.*)

Paysans et Ouvriers depuis sept cents ans : *Salaires, Dépenses,* par le Vicomte **G. d'Avenel**. Un volume in-18 jésus (4e ÉDITION), broché. 4 fr.

« Ce volume nous présente des conclusions tout à fait neuves sur l'évolution ancienne du salaire des journaliers, domestiques, ouvriers de métier de l'un et l'autre sexe. C'est une nouvelle étape parcourue dans cette histoire de la civilisation matérielle que l'auteur a entreprise et poursuit avec une science très informée et l'art si rare de donner une valeur et un attrait littéraire à une masse énorme de renseignements et de chiffres. »

(*Journal des Débats.*)

« M. d'Avenel a traité ce sujet avec une précision de détails, une clarté, un agrément pittoresque et une impartialité de jugement qu'on ne saurait trop louer. C'est la vie même du peuple en France, durant sept siècles, qui se déroule devant nous dans toute sa variété. » (*L'Illustration.*)

Les Riches depuis sept cents ans, par le Vte **G. d'Avenel.** Un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

« Dans ce livre qui fait tout naturellement suite à *Paysans et Ouvriers depuis sept cents ans*, et où il passe en revue toutes les sortes d'appointements, de bénéfices, d'honoraires depuis le Moyen âge jusqu'à nos jours, M. G. d'Avenel a démontré une fois de plus comment l'histoire des chiffres bien interprétée devient la plus grosse part de l'histoire des hommes, comment le XIXe siècle où s'est fondée l'égalité dans les codes, a vu croître l'inégalité dans les fortunes ; que l'influence des révolutions politiques sur le salaire réel a été nulle jusqu'en 1850 ; quels résultats prodigieux, au contraire, les découvertes scientifiques ont eus sur les salaires depuis cette date... On sait du reste pour les avoir déjà appréciés, l'intérêt de ces travaux si personnels et si originaux et quelle en est la portée économique. » (*Revue des Deux Mondes.*)

Le Mécanisme de la Vie moderne, par le Vicomte **G. d'Avenel** (Ouvrage complet en *5 séries*) :

Chaque série, un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

1re série : *Les magasins de nouveautés. — L'industrie du fer. — Les magasins d'alimentation. — Les établissements de crédit. — Le travail des vins.* (5e ÉDITION).

2e série : *Le papier. — L'éclairage. — Les compagnies de navigation. — La soie. — Les assurances sur la vie.* (4e ÉDITION).

3e série : *La maison parisienne. — L'alcool et les liqueurs. — Le chauffage. — Les courses.* (4e ÉDITION).

4e série : *L'habillement féminin. — La publicité. — Le théâtre. — Le prêt populaire.* (2e ÉDITION).

5e série : *Les grandes hôtelleries. — La Bourse. — Les moyens de transport urbains. — Porcelaines et faïences. — Tapis et tapisseries.*

« On ne saurait dire à quel point M. d'Avenel a réussi à rendre intéressants tous ces sujets si divers, de quelle espèce de vie pittoresque il a su les éclairer et les grandir en quelque sorte, se préoccupant surtout, en ses incessantes recherches, de trouver la preuve et la mesure des progrès accomplis de nos jours dans la division du travail, tandis que d'une plume si sincère et si délicate, toujours sobre et spirituelle, il démêlait la complexité du mécanisme de la vie moderne. Sur toutes ces questions, on n'a rien écrit de mieux informé, de plus consciencieux, ni — tout en étant agréable à lire — de plus grave, et qui prouve plus de largeur d'esprit. » (*Revue des Deux Mondes.*)

« On sait avec quelle ferveur ont été accueillies ces excellentes études. Comme toujours, en traitant de matières techniques et parfois d'apparence un peu aride, l'auteur s'attache à revêtir sa solide érudition d'une forme vraiment littéraire. Aussi lira-t-on avec autant d'intérêt que de profit ces chapitres instructifs et clairs, où l'on fera une ample moisson de notions exactes, utiles et très méthodiquement classées. » (*Journal des Débats.*)

Fleuves, Canaux, Chemins de fer, par **Paul Léon**, avec une Introduction de PIERRE BAUDIN, sénateur, ancien ministre. Un vol. in-18, avec *4 planches hors texte*, broché . . . . 4 fr.

« Cet ouvrage consciencieux, très documenté et sa magistrale préface seront lus avec intérêt par tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la France, au développement de son commerce et de son industrie. »

(*Journal des Débats.*)

« Ce livre est un exposé précis et documenté de la situation actuelle de l'industrie des transports en France et des méthodes à employer pour tirer le meilleur parti des instruments dont on dispose. Les solutions préconisées par l'auteur peuvent appeler la discussion, non le combat. C'est une lecture qui s'impose à tout esprit s'intéressant aux efforts de l'activité humaine, à tout homme d'action qui veut se faire une opinion raisonnée sur une question où sont en cause de graves intérêts nationaux. » (A. VACHER. — *Notes critiques.*)

Le Fer, la Houille et la Métallurgie à la fin du XIXe siècle, par **Georges Villain.** Un vol. in-18 jésus, br.. 3 fr. 50

« M. Villain s'est attaché particulièrement au développement de l'industrie et aux *trusts* auxquels le fer a donné naissanee. Il a fait œuvre de savant et son livre, qui réunit la clarté de l'exposition à la précision des faits, constitue un des documents les plus intéressants et les plus précieux que l'on puisse avoir sur la matière. » (*Journal Officiel.*)

« M. G. Villain, enquêteur judicieux, ne laisse de côté aucun des détails qui peuvent éclairer son sujet, et on ne peut songer à trouver moisson plus riche de faits. Ce sont les organisations de producteurs, syndicats ou comptoirs de vente, que l'auteur a surtout étudiées; et l'on ne saurait rencontrer de guide mieux informé pour bien connaître le fonctionnement de tous ces groupements nouveaux. » (*Journal des Débats.*)

Voyage autour de l'Octroi de Paris, par **Charles Mayet** Un volume in-18, broché . . . . 2 fr.

Ce livre est toujours d'actualité. En mettant en lumière les vices rédhibitoires du système fiscal des octrois, l'auteur conclut à la nécessité de leur suppression et de leur remplacement par un système fiscal moins gênant, moins ruineux pour le commerce et l'industrie de notre pays.

Les Régimes douaniers : *Législation douanière et Traités de Commerce*, par MM. **Bertrand Nogaro** et **Marcel Moye**, prof. à la Faculté de Droit de Montpellier. Un vol. in-18, br. 3 fr. 50

« Il n'y avait pas en langue française d'ouvrage synthétisant et mettant au point les multiples détails de l'organisation douanière. Les auteurs de ce livre ont résumé la matière souvent diffuse et complexe en un petit volume de lecture agréable et de consultation aisée. Ils ont dégagé les caractères essentiels des dernières tendances de la politique douanière contemporaine et ils ont ainsi éclairé une question dont les multiples subtilités rendent parfois difficile une claire compréhension. »

(*Revue économique internationale.*)

« Les auteurs de cet ouvrage se sont systématiquement abstenus de faire œuvre d'érudition ou de science abstraite. Ils ont voulu présenter au public le livre simple et pratique qui faisait défaut sur le sujet qu'ils abordent. »

(*Bulletin de la Société belge d'Études coloniales.*)

L'Or dans le Monde (*Géologie, Extraction, Économie politique*), par **L. de Launay**, professeur à l'École supérieure des mines. Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 3 fr. 50

« Le développement considérable de l'extraction aurifère (Transvaal, Australie, Mexique, Colorado, Alaska) est certainement un des traits caractéristiques de l'industrie minière à notre époque. Ce mouvement si singulier est examiné, dans ses causes et dans ses conséquences, par M. de Launay avec la compétence, le sens pénétrant et l'esprit philosophique dont il a donné tant de preuves. Quand on a terminé la lecture de cet ouvrage captivant, on reste malgré soi étonné, presque stupéfait, du grand nombre de conclusions et de prévisions du plus haut intérêt auxquelles on a été conduit. »

(AUGUSTE HOLLARD. — *Revue générale des Sciences.*)

Bulletin de l'Office du Travail, publié par le Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, paraissant le 20 de chaque mois.

ABONNEMENT ANNUEL (de janvier).

France et Colonies. . . . . 2 fr. 50 | Union postale . . . . . . 3 fr. 50
Le numéro. . . . . 20 cent.

A consulter :

Bibliothèque du Mouvement Social Contemporain (voir page 3).
Syndicats et Services publics, par MAXIME LEROY (voir page 7).

QUESTIONS DU TEMPS PRÉSENT. Collection de brochures in-16.

Chaque brochure. . . . . 1 fr.

Littérature et Conférences populaires, par *Paul Crouzet.*
Le Rôle social des Universités, par *Max Leclerc.*
Le Baccalauréat de l'Enseignement secondaire (Projets de réforme), par *E. Boutmy.*
De l'Éducation moderne des Jeunes Filles, par *M. Dugard.*
L'Âme française et les Universités nouvelles, selon l'esprit de la Révolution, par *J. Izoulet.*
L'État et l'Église, par *Charles Benoist.*
Ce qu'on va chercher à Rome, par *Léon Ollé-Laprune.*
La Doctrine politique de la Démocratie, par *Henry Michel.*
M. Brunetière et l'individualisme (A propos de l'article « Après le procès »), par *A. Darlu.*
La Lutte contre le Socialisme révolutionnaire, par *Georges Picot,* de l'Institut.
Autour de la Conférence interparlementaire, par *Gaston Moch.*
Le Parti modéré ; ce qu'il est, ce qu'il devrait être, par *Paul Laffitte.*
L'Impôt démocratique sur le Revenu, par *Kergall.*
Les Grèves et la Conciliation, par *Arthur Fontaine.*
La Morale de la Concurrence, par *Yves Guyot.*
Le Féminisme aux États-Unis, en France, dans la Grande-Bretagne, en Suède et en Russie, par *Kaethe Schirmacher.*
L'Émigration des Femmes aux Colonies, par *J. Chailley-Bert.*
Le Problème de la dépopulation, par le *Dr J. Bertillon.*
Les Pays de France. Projet de fédéralisme administratif, par *P. Foncin.*
La Politique coloniale de la France (L'Age de l'Agriculture), par *J. Chailley-Bert.*
Le Gouvernement de l'Algérie, par *Jules Ferry.*
Lettres d'un Economiste classique à un Agriculteur souffrant, par *Ernest Brelay.*
Une voix d'Alsace, par *Ignotissimus.*

ÉTUDES ET ENQUÊTES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

RANCE

Les Grands Ports de France ; *Leur rôle économique*, par **Paul de Rousiers.** Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Étude très précise, sans être extrêmement détaillée. Par là, elle intéresse non seulement les initiés, qui trouveront profit à voir comment un esprit informé et clairvoyant entre tous juge tel port, ses mérites, ses insuffisances, mais aussi tous les Français cultivés, désireux de connaître l'exacte situation de notre commerce maritime, exagérément décrié. ». (*Revue Bleue.*)

« L'enquête scientifique de M. de Rousiers doit être méditée par tous ceux qui sont soucieux de la prospérité de la France maritime. » (*Le Figaro.*)

Les Syndicats Industriels de Producteurs en France et à l'Étranger (*Trusts — Cartells — Comptoirs*), par **Paul de Rousiers.** Un volume in-18 jésus, broché. . . 3 fr. 50

« Dans ce volume où sont mis en comparaison *trusts* américains, *cartells* allemands et *comptoirs* français, on se plaira à apprécier de nouveau la manière de M. de Rousiers, sa claire érudition et son expérience des affaires. En une succincte et complète exposition, l'auteur nous fait admirablement connaître les origines, les éléments et les effets des *trusts*, ces énormes engins dont l'Europe elle-même sentira la toute-puissance. » (*Revue de Paris.*)

Les Syndicats agricoles et leur œuvre, par le **Comte de Rocquigny** (*Bibliothèque du Musée social*). Un volume in-18 jésus, *1 carte hors texte* [3ᵉ ÉDITION augmentée d'une préface, exposant le mouvement syndical agricole de 1900 à 1908], broché. . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« Nul n'était mieux indiqué que M. de Rocquigny, l'un des directeurs du Musée social, pour écrire ce livre documenté et intéressant qui rectifiera bien des erreurs, et où le lecteur trouvera tous les renseignements désirables. » (HENRI MAZEL. — *Mercure de France.*)

Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du travail, par **Léon de Seilhac.** Un volume in-18 jésus, broché. . 3 fr. 50

« Étude impartiale et très documentée du mouvement d'organisation ouvrière depuis un demi-siècle. Ouvrage fort utile à consulter pour les personnes qui, n'ayant pas suivi au jour le jour la grande évolution de l'idée syndicale, veulent connaître les formes par lesquelles s'est manifestée l'énergie corporative, les résultats obtenus par les organisations ouvrières et les idées successives qui ont eu cours dans le monde du travail. » (*Revue de Synthèse historique.*)

Les Congrès ouvriers en France (1876-1897), par **Léon de Seilhac**. [*Bibliothèque du Musée social.*] Un volume in-8 écu, broché . . . . 4 fr.

« Cet ouvrage est bien le memento le plus substantiel et le plus commode qu'on puisse consulter sur l'histoire du socialisme en France. C'est avec raison que l'auteur a préféré laisser la parole aux rédacteurs officiels des congrès, au lieu d'en écrire, comme cela lui eût été facile, doctoralement l'histoire. Son livre forme ainsi le résumé des « protocoles » de ces congrès, et c'est ce qui lui donne son intérêt documentaire. » (*Le Temps.*)

Les Traités ouvriers. *Accords internationaux de Prévoyance et de Travail.* (Textes officiels, commentaire et historique), par **Albert Métin**, chef du Cabinet du Ministre du Travail. Un volume in-18 jésus, broché. 3 fr. 50

M. Albert Métin nous expose dans ce livre, fortement documenté, la suite des faits qui ont abouti à la situation actuelle en matière de prévoyance et de protection internationale des ouvriers : Convention franco-italienne (1904); Conférences de Berne (1905 et 1906), etc. De très intéressants tableaux statistiques font connaître, en appendice, les catégories de la population bénéficiant des traités ouvriers, et présentent des notes comparatives sur le travail des jeunes gens, des adultes, et sur le travail à domicile dans les États occidentaux.

Les Sociétés coopératives de consommation, par **Charles Gide**, professeur d'Économie sociale à la Faculté de droit de Paris. (*Deuxième Edition refondue et augmentée*). Un volume in-18 jésus de 306 pages, broché. . . . . 3 fr. 50

La rédaction première de cet ouvrage, réduite au moindre nombre de pages, constituait un petit manuel destiné aux membres des sociétés coopératives et à leurs administrateurs. Cette *Deuxième Edition refondue et augmentée* contient plus du double des matières de la précédente. Elle ne s'adresse plus seulement aux seuls coopérateurs ; elle s'adresse aussi aux personnes étrangères à la pratique de la coopération qui désirent cependant être renseignées exactement et complètement sur l'importance et sur l'évolution du mouvement coopératif.

La Femme dans l'Industrie, par **M. Gonnard**, professeur à la Faculté de droit de Lyon. Un volume in-18, broché . . 3 fr. 50

« Voici un livre à recommander qui se lit avec beaucoup d'agrément. Les choses y sont présentées sous une forme vive, pittoresque et émue, et avec une certaine grâce qui convient bien au sujet. Les citations sont aussi très heureusement choisies. Ajoutez à cela une bibliographie très soignée qui fournit à ceux qui veulent approfondir davantage le sujet, tous les moyens de le faire. » (*Revue Économique.*)

L'Expansion de la Nationalité française : *Coup d'œil sur l'avenir*, par **J. Novicow**, vice-président de l'Institut international de Sociologie. Un volume in-18 jésus, broché. . . . 3 fr.

« Il y a peut-être des exagérations dans cet ouvrage qui nous est si particulièrement favorable ; mais l'ensemble s'appuie sur des faits. C'est un livre d'une lecture facile et rapide, d'une lecture saine et bienfaisante. » (*Revue Bleue.*)

Dix années de Politique coloniale, par **J. Chailley-Bert**, membre du Conseil supérieur des colonies. In-18, br. . 2 fr.

« A mesure que l'on a acquis une notion exacte des difficultés de la mise en valeur de notre empire colonial, on a appris simultanément comment il convient de les résoudre. Il s'est ainsi fait un travail immense dans les esprits, et M. Chailley-Bert, qui y a pris une si grande part, en a tracé une esquisse brillante qui se distingue, comme tous ses écrits, par l'abondance des idées et par la sûreté de la documentation. » (*Le Temps*.)

Le Recrutement des Administrateurs coloniaux, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut, directeur de l'École libre des Sciences politiques. In-18, broché . . . . 1 fr. 50

Notre Marine marchande, par **Charles-Roux**, ancien député. Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 4 fr.

(*Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques*).

« Bien que M. Charles-Roux s'en défende dans son « Avant-propos », son livre est un véritable traité sur la marine marchande. Ses études théoriques comme sa pratique des affaires et ses travaux au Parlement l'avaient admirablement préparé à cette tâche. L'ouvrage se recommande par son excellente méthode, sa clarté d'exposition et son généreux esprit. » (*Le Siècle*.)

Marine française et Marines étrangères, par **Léonce Abeille**, capitaine de frégate, sous-directeur de l'École supérieure de Marine. Un volume in-18 jésus, broché. . 3 fr. 50

« Nul mieux que le commandant Abeille ne pouvait entreprendre et mener à bien cette tâche si ardue d'exposer ce qu'est et ce que doit être la marine française en elle-même et par rapport aux marines étrangères. Admirablement préparé par sa situation et de nombreuses années d'études, il a pu rédiger un véritable cours, rempli de faits que ne pourront se dispenser de connaître ceux qui s'intéressent à ces questions. » (*Le Polybiblion*.)

A consulter :

Bibliothèque du Mouvement Social Contemporain (voir page 3).
Études de Droit constitutionnel, par Émile Boutmy (voir page 8).
La Propriété rurale en France, par Flour de Saint-Genis (v. p. 14).
La France et Guillaume II, par Victor Bérard (voir page 23).
L'Affaire Marocaine, par Victor Bérard (voir page 30).
La Conquête du Sahara, par E. F. Gautier (voir page 30).
La France en Afrique, par le Commt Ferry (voir page 30).
Les Musulmans français du Nord de l'Afrique, p. Ismaël Hamet (p. 30).
L'Afrique du Nord, par Henri Lorin (voir page 29).
Les Civilisations de l'Afrique du Nord, par V. Piquet (v. p. 29).
Questions politiques, par Émile Faguet (voir page 7).
Les Régimes douaniers, par B. Nogaro et M. Moye (voir page 17).
Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui, par D. Zolla (v. p. 15).
Questions du Temps présent. (Collection de broch. in-16) (v. p. 18).

ALLEMAGNE

L'Impérialisme allemand, par **Maurice Lair.** Un volume in-18, (2e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« L'intérêt de ce livre n'échappera à personne. C'est un très sérieux document sur le développement politique et économique d'un des plus grands Etats d'aujourd'hui. M. Lair y fait, pour l'Allemagne, ce que M. Victor Bérard a fait pour l'Angleterre dans son ouvrage *L'Angleterre et l'Impérialisme*. Les deux volumes se complètent et s'éclairent mutuellement et seront inséparables l'un de l'autre sur la table de l'homme politique comme sur celle de l'homme d'étude. » (*Annales des Sciences politiques.*)

Hambourg et l'Allemagne contemporaine, par **Paul de Rousiers.** Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« C'est là un livre d'éducation économique d'une valeur incontestable où nous retrouvons le talent si net, si concis, qui distingue les enquêtes de M. de Rousiers. » (*La Géographie.*)

« M. de Rousiers étudie dans ce livre remarquable une des manifestations les plus caractéristiques de la puissance économique de l'Allemagne. Son enquête méthodique et minutieuse met en pleine lumière les faits les plus intéressants au point de vue économique et social. » (*Le Temps.*)

Les Cartells de l'Agriculture en Allemagne, par **A. Souchon,** professeur à la Faculté de droit de Paris. Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 4 fr.

« Ce qu'étaient et ce que sont les cartells en Allemagne, voilà ce que nous apprend M. Souchon. Ecrit dans un style très clair, accompagné de nombreux appendices donnant la traduction des divers traités du Kornhaus, des traités des cartells de l'alcool, du sucre, etc., son livre sera lu en France avec autant d'intérêt que de profit, car il vient à son heure. »

(H. HITIER. — *Journal d'Agriculture.*)

L'Expansion allemande hors d'Europe (*Etats-Unis*, *Brésil*, *Chantoung*, *Afrique du Sud*), par **E. Tonnelat.** Un volume in-18 jésus, broché. 3 fr. 50

« C'est le tableau des ambitions, des méthodes, des déceptions de la *Weltpolitik* impériale, dans ses tentatives d'expansion chez les Blancs, les Jaunes, les Noirs. Et c'est une psychologie précise et curieuse de l'Allemand qui, un peu honteux de sa langue à l'étranger, disposé à adopter pour patrie la terre où il peut vivre en paix, oublieux assez vite de son pays d'origine, finit par se fondre dans les autres peuples. » (*Revue de Paris.*)

« Ce livre est un de ceux qu'il faut lire avec attention, parce qu'il comporte en même temps un enseignement et une critique, tous deux également profitables à l'avenir économique de notre pays. » (*Gil Blas.*)

La France et Guillaume II, par **Victor Bérard**. Un vol. in-18 (2e ÉDITION), broché. . . . . 3 fr. 50

« Il n'y a pas de sujet qu'il faille toucher d'une main plus délicate. A cette heure, il était utile qu'un historien donnât, en des pages claires et précises, une idée des relations existant entre la France et l'Empereur allemand. Mais, pour traiter ces questions, il fallait une plume alerte, un esprit renseigné et clairvoyant, un tact spécial à discerner dans la masse des documents apportés par une actualité en fièvre d'information, ceux dont il convient de faire état. M. Bérard s'est acquitté de sa tâche avec bonheur. Il parle le langage de la raison sans se défendre d'une franchise audacieuse, lorsqu'il sent que cette franchise sert la cause de la vérité. » (*Le Figaro.*)

« Très nourri, très instructif, très agréable à lire et révélateur d'un esprit solide autant que curieux, ce livre presque toujours fait penser et, ce me semble, penser juste. » (EMILE FAGUET. — *Revue latine.*)

A consulter :

La Question polonaise, par R. DMOWSKI (voir page 27).
Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger (*Trusts, Cartells, Comptoirs*), par PAUL DE ROUSIERS (v. p. 19).
L'Émigration européenne au XIXe siècle (*Allemagne*, etc.), par R. GONNARD (voir page 6).
Marine française et Marines étrangères (*Allemagne*, etc.), par le Ct L. ABEILLE (voir page 21).
Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page 20).
Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 17).

ANGLETERRE ET EMPIRE BRITANNIQUE

La Crise Anglaise : *Scènes électorales. La Réforme constitutionnelle. Le Problème financier. La terre. Libre échange et réforme douanière*, par **Philippe Millet**. Un volume in-18 br.. . 3 fr. 50

« Ce livre n'a rien d'académique : l'auteur décrit ce qu'il a vu et aussi ce qu'il a vérifié et appris dans les documents après qu'une conversation l'a mis sur la piste d'un problème. C'est la déposition d'un témoin impartial que sa connaissance de la langue et des mœurs anglaises et son goût de l'observation directe ont préparé à bien voir et à bien entendre. » (*Revue de Paris.*)

Le développement de la Constitution et de la Société politique en Angleterre, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut, directeur de l'École libre des Sciences politiques. Un volume in-18 jésus (5e ÉDITION), broché.. . . . . 3 fr. 50

Comment se sont formés les éléments essentiels qui constituent l'Angleterre politique moderne, voilà le problème dont M. Emile Boutmy va chercher la solution dans l'étude approfondie de son histoire. Nous suivons l'auteur, avec le plus grand intérêt, à travers les époques parfois si troublées des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles jusqu'à cette Angleterre contemporaine que l'évolution démocratique de nos jours semble en voie de transformer.

Essai d'une Psychologie politique du Peuple Anglais au XIX[e] siècle, par **Émile Boutmy**. Un volume in-18 jésus (3[e] ÉDITION), broché . . . . 4 fr.

« Cet ouvrage est une œuvre des plus importantes, des plus riches en observations profondes, fines et instructives... M. Boutmy a une connaissance approfondie de l'histoire et de la littérature anglaise. Il voit les choses en plein relief et en mouvement. Sa pensée et son style en font le tour et savent en saisir et en rendre tous les aspects. » (G. MONOD. — *Revue Historique.*)

Le Trade-Unionisme en Angleterre, par **Paul de Rousiers**, avec la collaboration de MM. de CARBONNEL, FESTY, FLEURY et WILHELM (*Bibliothèque du Musée social*). Un volume in-18 jésus (2[e] ÉDITION), broché . . . . 4 fr.

« La pensée maîtresse exprimée par M. de Rousiers dans ce volume est que les *Trade-Unions* sont le résultat des conditions du travail salarié au XIX[e] siècle. Le « phénomène social des syndicats d'ouvriers est la manifestation d'une force existante; la science sociale a pour objet d'étudier cette force », c'est ce qu'a fait l'auteur avec une méthode solide, non seulement pour l'observation des détails, mais pour l'étude des rapports entre les faits sociaux. Cet ouvrage est l'un des meilleurs fruits scientifiques produits par le Musée social. »

(CH. SEIGNOBOS. — *Revue critique.*)

L'Angleterre et l'Impérialisme, par **Victor Bérard**. Un vol. in-18, avec *une carte en couleur hors texte* (5[e] ÉDITION), br. 4 fr.

(*Ouvrage couronné par l'Académie française*).

« Ce livre magistral contient une série d'études faites de données précises, de chiffres exacts, nourries d'une abondance de renseignements neufs, et pourtant vivantes, séduisantes. Il n'est pas de tableau où ressorte avec plus de relief la crise dramatique du commerce et de l'industrie britanniques, et la croissance prodigieuse de l'Allemagne économique. » (*La Revue de Paris.*)

L'ÉDUCATION ET LA SOCIÉTÉ EN ANGLETERRE

Ouvrage couronné par l'Académie française (Prix Marcelin-Guérin).

★ **L'Éducation des classes moyennes et dirigeantes en Angleterre**, par **Max Leclerc**, avec un Avant-propos par E. BOUTMY, de l'Institut. Un vol. in-18 (5[e] ÉDITION), broché. . . . . . . 4 fr.

« M. Max Leclerc a cherché ce que font la famille, l'État, l'École pour former les classes qui constituent l'élite politique, intellectuelle, industrielle, commerciale de l'Angleterre et qui ont fait la grandeur prodigieuse de ce pays. Le résultat de cette enquête, poursuivie avec une patience et une sagacité rares, est bien fait pour troubler les idées de la pédagogie continentale. »

(*Revue de Paris.*)

★★ **Les Professions et la Société en Angleterre**, par **Max Leclerc**. Un volume in-18 jésus (3[e] ÉDITION), broché. . . . 4 fr.

« Ce livre de M. Max Leclerc est une remarquable contribution à cette science nouvelle que les Allemands appellent la psychologie des peuples. Je crois qu'en France on n'a jamais rien écrit de plus pénétrant ni de plus réfléchi sur les mœurs et le caractère des Anglais. » (*Journal des Débats.*)

Les nouvelles Sociétés anglo-saxonnes (*Australie et Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud*), par **Pierre Leroy-Beaulieu.** (NOUVELLE ÉDITION [3e] ENTIÈREMENT REFONDUE). In-18, br. 4 fr.

Couronné par l'Acad. française et par l'Acad. des Sciences morales et polit.

« M. Leroy-Beaulieu nous donne, dans cet ouvrage d'un intérêt et d'une valeur incontestables, des observations toutes personnelles, originales, vivantes et pittoresques à la fois, faites sur les hommes et les choses et recueillies sur les lieux mêmes. » (*Revue des Deux Mondes.*)

Un Épisode de l'Expansion de l'Angleterre. Lettres au *Times*, sur l'Afrique du Sud, traduites avec l'autorisation spéciale du Conseil de Rédaction du *Times* et précédées d'une introduction, par le **Colonel Baille.** Un volume in-18, *1 carte* de l'Afrique australe, broché. . . . . 3 fr. 50

« C'est une très agréable et très instructive lecture qu'un tel livre. On y voit avec quelle habileté et quelle énergie les Anglais ont su faire de l'Afrique australe une des plus prospères de leurs colonies. » (*Revue historique.*)

Les Anglais aux Indes et en Égypte, par **Eugène Aubin.** Un vol. in-18 (4e ÉDITION), broché . . . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« M. E. Aubin a longtemps vécu au Caire : il a été témoin des événements qu'il nous raconte. Comme d'autre part il est allé aux Indes, il a pu aussi se rendre compte de l'organisation indienne et il nous en explique le mécanisme avec une clarté parfaite... C'est toute une analyse de la politique anglaise coloniale que le lecteur trouvera dans ce volume : souhaitons qu'il soit beaucoup lu en France et beaucoup médité. » (*La Revue de Paris.*)

A consulter :

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE (voir page 17).
Études de Droit constitutionnel (France, *Angleterre*, États-Unis), par EMILE BOUTMY (voir page 8).
Questions extérieures, par V. BÉRARD (v. p. 6).
L'Émigration européenne au XIXe siècle, par R. GONNARD (v. p. 6).
Marine française et Marines étrangères, par LÉONCE ABEILLE (v. p. 21).
La Rivalité anglo-russe au XIXe siècle, en Asie, par le Dr ROUIRE (voir page 32).
Révolutions de la Perse, par VICTOR BÉRARD (voir page 31).
L'Inde britannique, par JOSEPH CHAILLEY (voir page 34).
L'Inde d'aujourd'hui, *Étude sociale*, par ALBERT MÉTIN (voir page 34).
Le Canada. *Les deux Races*, par A. SIEGFRIED (voir page 37).
La Colombie britannique, par ALBERT MÉTIN (voir page 37).
La Production du Coton en Égypte, par CHARLES-ROUX (voir p. 31).
La Démocratie en Nouvelle-Zélande, par A. SIEGFRIED (v. p. 38).
L'Évolution sociale en Australasie, par L. VIGOUROUX (voir page 38).
Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page 20).

AUTRICHE-HONGRIE

La Hongrie au XXe siècle : *Étude économique et sociale*, par **René Gonnard**, professeur d'Economie politique à l'Université de Lyon. Un volume in-18, broché . . . . 4 fr.

« Voici un livre qui pourrait être fastidieux et que son auteur a su rendre intéressant, plus que cela : captivant, parce que, dès qu'on s'occupe de politique générale, on se rend compte que les amitiés ou les haines de peuple à peuple sont basées moins sur les tempéraments et la race que sur les nécessités économiques. L'ouvrage de M. Gonnard, écrit de première main, sur place et d'après des documents incontestables, est de ceux qui rendent service non seulement au lecteur, mais au pays. »

(*Le Correspondant*.)

« C'est là le livre le plus documenté qu'on puisse recommander au lecteur français désireux de se renseigner sur la Hongrie. »

(Emm. de Martonne. — *Annales de Géographie*.)

A consulter :

La Question polonaise, par R. Dmowski (voir page 27).
Les Régimes douaniers, par B. Nogaro et M. Moye (voir page 17).

BELGIQUE

La Belgique morale et politique (1830-1900), par **Maurice Wilmotte**, avec une préface de Émile Faguet, de l'Académie française. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Voici un des ouvrages les plus documentés et aussi les plus lumineux que je sache. M. Wilmotte est un historien, un critique, un psychologue et un sociologue. Il s'est tiré avec bonheur de la tâche considérable qu'il avait entreprise. Je ne crois pas qu'il y ait sur l'histoire de la Belgique rien de plus pénétrant, rien de plus avisé et rien de plus définitif. »

(Émile Faguet. — *Revue latine*.)

A consulter :

Les Régimes douaniers, par B. Nogaro et M. Moye (voir page 17).
Les Traités ouvriers, par Albert Métin (voir page 20).

ITALIE

Notes sur l'Italie contemporaine, par **Paul Ghio**. Un vol. in-18 jésus, broché . . . . 3 fr

« Ce livre, agréablement écrit, mérite de retenir l'attention à cause des documents qu'il nous apporte et par la manière pénétrante et sagace dont l'auteur a entendu son office de critique psychologique, politique et social de l'Italie contemporaine. Le changement de politique qui s'y est manifesté au cours de ces dernières années et le rôle du parti socialiste dans la vie de la nation y sont particulièrement bien retracés. » (*Revue Historique*.)

La Prévoyance sociale en Italie, par **Léopold Mabilleau**, directeur du Musée social, avec la collaboration de MM. Ch. Rayneri et de Rocquigny (*Bibliothèque du Musée social*). Un volume in-18, broché . . . . 4 fr.

La transformation économique de l'Italie date d'hier ; et l'on peut se montrer surpris de la rapidité de l'évolution de ce pays. Par quel miracle d'ingéniosité et d'énergie, par quels procédés l'Italie est-elle parvenue à tirer parti des conditions défavorables qui lui étaient faites, c'est ce qu'ont étudié les auteurs de ce volume. Ils nous exposent le résultat de leurs enquêtes par le menu, après nous avoir donné une vue d'ensemble qui permet de dégager l'idée maîtresse de l'œuvre et de situer à leur place respective les éléments dont elle se compose.

A consulter :

Les Régimes douaniers, par B. Nogaro et M. Moye (voir page 17).
L'Émigration européenne (*Italie*, etc.), par R. Gonnard (voir page 6).
Le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie, par G. Loth (voir page 30).
Marine française et Marines étrangères (*Italie*, etc.), par Léonce Abeille (voir page 21).
Les Traités ouvriers, par Albert Métin (voir page 20).

RUSSIE

L'Empire Russe et le Tsarisme, par **Victor Bérard.** In-18 de 400 pages, *1 carte hors texte* (2e édition), broché. . . . 4 fr.

« Le peuple russe, dit M. Victor Bérard, ignore tout de la France ; le public français n'a de la Russie qu'une idée rudimentaire ou même une imagination assez fantaisiste. » Et l'éminent écrivain étudie le problème russe avec tout le calme et toute la liberté d'esprit de l'historien. Il n'est pas de livre dont la lecture s'impose plus impérieusement au public tout entier. » (*Le Temps.*)

La Question Polonaise, par **R. Dmowski.** Traduction du polonais par V. Gasztowtt, revue et approuvée par l'auteur. Préface de Anatole Leroy-Beaulieu, de l'Institut. Un volume in-18, *une carte hors texte*, broché . . . . 4 fr.

« L'auteur de ce livre est certainement l'homme le mieux qualifié pour traiter le sujet qu'il présente aujourd'hui au public. Non seulement il le connaît à fond dans tous les détails, mais il a été aussi pendant ces dernières années la personnification des aspirations du peuple polonais, puisqu'il fut président du *Kolo* polonais à la deuxième et à la troisième Douma. Grâce à l'excellente traduction de M. Gasztowtt, cet ouvrage est d'une parfaite clarté. Il convaincra tout le monde. » (*Journal des Débats.*)

La Question de Finlande, *au point de vue juridique*, par **René Henry**, professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques. Une brochure in-18. . . . . 1 fr.

M. René Henry, dont on connaît la compétence en matière de politique extérieure, nous donne l'exposé le plus clair et le plus attachant de la question finlandaise, l'une des plus brûlantes de l'heure actuelle : c'est un document de premier ordre, non seulement pour ceux que les problèmes de droit international intéressent, mais encore pour tous les amis de la liberté.

Le Développement économique de la Russie, par **J. Machat.** Un volume in-18 jésus, avec *4 cartes* et *10 diagrammes*, broché. . . . . 4 fr.

« On trouvera dans ce remarquable ouvrage les données les plus sûres et les plus complètes sur l'avenir prochain de la nation russe. La comparaison de tous les faits économiques étudiés avec les faits de même ordre chez les autres peuples contribue à en rendre la lecture singulièrement claire et attachante. » (*Le Temps.*)

A consulter :

L'Émigration européenne au XIXe siècle (*Russie, etc.*), par R. Gonnard (voir page 6).

Marine française et Marines étrangères (*Russie, etc.*), par le Ct Abeille (voir page 21).

La Rivalité Anglo-Russe au XIXe siècle en Asie, par le Dr Rouire (voir page 32).

Révolutions de la Perse, par Victor Bérard (voir page 31).

Les Régimes douaniers, par B. Nogaro et M. Moye (voir page 17).

SUISSE

La Suisse au XXe siècle. Étude économique et sociale, par **Pierre Clerget**, professeur à l'École supérieure de commerce de Lyon. Un volume in-18 jésus, broché. . . . . **3 fr. 50**

« M. Pierre Clergot, qui a appartenu au corps enseignant suisse, étudie en ce livre bien documenté et fort intéressant, tous les problèmes que pose la Suisse contemporaine : population, organisation politique et fiscale, agriculture, industrie, commerce, situation internationale. Il montre à juste titre l'intérêt que présente pour nous l'étude de ce peuple chez qui tous les problèmes qui s'agitent dans notre pays sont résolus ou à la veille de l'être. »

(*La Revue.*)

TURQUIE

La Révolution Turque, par **Victor Bérard.** Un volume in-18 de 358 pages, broché. 4 fr.

« Dans ce volume on trouvera, clairement et impartialement résumé, ce que la Porte et l'Europe ont tenté depuis un siècle et demi pour la réforme de la Turquie; ce que les Jeunes Turcs ont essayé, il y a trente ans, pour l'établissement du régime constitutionnel; ce qu'Abd-ul-Hamid et l'entente austro-russe ont fait pour le maintien du régime de massacres; comment enfin la crise est survenue et ce que l'on peut en espérer. Est-il besoin de dire avec quelle aisance, quelle logique et quel art M. Victor Bérard sait rassembler un long passé et le braquer sur les faits contemporains pour les illuminer? »

(*Revue de Paris.*)

La Politique du Sultan, par **Victor Bérard.** Préface de E. Lavisse, de l'Académie française. In-18 (4e édition), br. 3 fr. 50

Ce livre ne peut manquer de nous intéresser à plus d'un titre. M. Bérard y trace d'abord en des pages saisissantes les terribles massacres qui ensanglantèrent l'Orient. Il nous donne ensuite, du Sultan, une psychologie avisée et pénétrante, qui nous explique en partie ses actes et sa politique. Enfin, abordant l'étude des questions diplomatiques, il montre et juge l'action isolée ou simultanée des grandes Puissances intéressées.

Pro Macedonia, par **Victor Bérard.** In-18, broché. . . 2 fr.

L'Action austro-russe. — Les bombes de Salonique. — Le Mémorandum bulgare. — Une action anglo-franco-italienne. — Aux Hellènes.

Les Affaires de Crète, par **Victor Bérard.** Un volume in-18 (2e édition), broché. . . . . 3 fr. 50

Après nous avoir tracé d'une main sûre l'historique de la question crétoise, M. V. Bérard aborde les différents problèmes de diplomatie que suscita le jeu des ambitions européennes. Il nous montre, documents en main, l'action simultanée des grandes Puissances, et il termine en nous exposant ses vues sur les véritables besoins des Crétois.

A consulter :

Le Sultan, l'Islam et les Puissances, par V. Bérard (voir page 32).
Questions extérieures par V. Bérard (voir page 6).
Les Régimes douaniers, par B. Nogaro et M. Moye (voir page 17).

AFRIQUE

L'Afrique du Nord (*Tunisie, Algérie, Maroc*), par **Henri Lorin,** ancien professeur au lycée Carnot de Tunis, professeur à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, *27 gravures, 3 cartes hors texte* et un index, relié toile, 3 fr. 50; — broché . . . . . 3 fr.

« L'ouvrage est divisé en quatre parties : esquisse géographique générale, géographie régionale, géographie économique et géographie politique. De nombreux croquis et gravures illustrent cet ouvrage que complètent des notes bibliographiques, un index et l'explication des termes arabes employés. Ce travail vient à son heure et il est appelé à rendre de nombreux services. »

(*Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris.*)

Les Civilisations de l'Afrique du Nord (*Berbères, Arabes, Turcs*), par **Victor Piquet.** In-18, *4 cartes hors texte*, br. . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Le gros travail de M. Victor Piquet se réfère au passé, long et parfois glorieux, du littoral méditerranéen du continent noir, mais il est propre à éclairer le présent obscur et complexe de la Berbérie. C'est une œuvre très consciencieuse, agrémentée d'abondantes citations de chroniqueurs arabes, et qui comble une lacune, car aucun ouvrage ne groupait encore dans une étude d'ensemble les grandes civilisations historiques qui se sont succédé en Tunisie, Algérie, Maroc. »

(*Revue Bleue.*)

L'Affaire Marocaine, par **Victor Bérard.** Un volume in-18 jésus de 470 pages (2e ÉDITION), broché. . . . . 4 fr.

« On ne saurait trouver meilleure mise au point de la question marocaine. C'est avec son talent habituel, que M. Bérard a ici développé cette idée, qu'avec l'assentiment de l'Europe, la France est capable, sans attentat à la souveraineté du chérif, sans atteinte à la liberté du commerce mondial, d'amener les Marocains à prendre leur place parmi les nations autonomes et parmi les serviteurs de la civilisation et de la paix. » (*Journal des Débats.*)

Les Musulmans français du nord de l'Afrique, par **Ismaël Hamet,** officier interprète principal à l'État-Major de l'Armée. Un vol. in-18 jésus, *2 cartes*, broché. . . . . 3 fr. 50

« Étudier dans notre Afrique méditerranéenne la distribution de la population musulmane, les mélanges ou oppositions de races et la société qui en découle, l'évolution agricole, commerciale et intellectuelle de cette société et les résultats probables de son influence; essayer de déduire de cette étude quelques prévisions pour l'avenir : tel est le double but que l'auteur s'est assigné et qu'il a pleinement atteint. » (*La Revue de Paris.*)

La France en Afrique, par le Comm[t] **Ed. Ferry.** In-18, br. 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« Des renseignements précieux par leur précision, des aperçus exacts et des plus intéressants sur le monde musulman, telle est la caractéristique de cet ouvrage dans lequel l'auteur expose les principes directeurs de notre politique en Afrique. (*La Dépêche Coloniale.*)

« Le C[t] Ferry doit à ses longs séjours en Afrique, une connaissance approfondie des hommes et des choses de l'Islam. Aussi ces pages d'un style par ailleurs attrayant, méritent-elles de fixer l'attention. » (*Rev. de Géographie.*)

Le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie, par **Gaston Loth,** docteur ès lettres, directeur du Collège Alaoui, à Tunis. Un vol. in-8° de 500 pages, avec *36 gravures* et *cartes* dont *10 planches hors texte*, broché. . . . . 10 fr.

« Il n'est pas d'aussi important problème dans l'Afrique française, il n'en est pas qui ait donné lieu à autant d'opinions divergentes dans le monde de la science et de la politique de colonisation. Avec ses observations pénétrantes, ses statistiques précises, ses vues ingénieuses, ce volume est indispensable à quiconque s'intéresse à notre domaine africain. » (*Revue Universitaire.*)

La Conquête du Sahara : *Essai de Psychologie politique*, par **E. F. Gautier.** Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

« Cet essai de psychologie politique, écrit d'une plume alerte par un explorateur et un savant, constitue à la fois la plus instructive et la plus attrayante des lectures. Une première partie raconte d'une façon nette et précise la conquête du « Sahara touareg » et celle du « Sahara marocain ». Puis suivent d'excellentes et pittoresques études, dont l'une, particulièrement suggestive, sur la race et les mœurs des Touaregs. Le volume se clôt sur la question du transsaharien, que l'auteur, se gardant des enthousiasmes exagérés comme des dédains injustes, sait mettre sagement au point. »

(*Le Correspondant.*)

La Production du Coton en Égypte, par **François Charles-Roux.** Un volume in-8° écu de 420 pages, broché . . . 7 fr. 50

Ouvrage couronné par la Société de Géographie de Paris.

« Le livre de M. Charles-Roux est le fruit d'une enquête consciencieuse, conduite sur place et doublée d'une sérieuse documentation. Le sujet est traité sous son triple aspect agricole, industriel et commercial. L'auteur nous conduit successivement aux champs, à l'usine et à la Bourse, pour nous faire assister à la culture du cotonnier, aux transactions commerciales auxquelles donne lieu la récolte, aux opérations de l'égronage et du pressage, à l'exportation du coton et de a graine. »

(*La Nature.*)

A consulter :

Les Anglais aux Indes et en Égypte, par E. Aubin (v. page 25).
Les Nouvelles Sociétés Anglo-saxonnes (*Afrique du Sud*, etc.), par P. Leroy-Beaulieu (voir page 25).
L'Expansion allemande (*Afrique du Sud*, etc.), par E. Tonnelat (voir page 22).
L'Or dans le Monde, par L. de Launay (voir page 17).

SIE

La Perse d'aujourd'hui : *Iran, Mésopotamie*, par **Eugène Aubin.** Un fort volume in-18 jésus de 450 pages, avec *une carte en couleur hors texte*, broché . . . . 5 fr.

« Il convient de recommander à tous ceux qui s'intéressent à l'évolution actuelle de l'Asie, la *Perse d'aujourd'hui*, de M. Eugène Aubin, comme une source de première importance et qui, au mérite d'une abondante documentation, joint celui d'une exposition remarquable par sa précision, sa lucidité et son agrément. »

(*Le Polybiblion.*)

« On ne peut pas analyser ce livre; il faut le lire. Et beaucoup de ceux qui, chez nous, parlent de la Perse, de sa vie économique et sociale, de sa politique et de son passé, trouveront dans cet ouvrage de M. Eugène Aubin une documentation plus abondante et, à coup sûr, plus exacte. »

(*Bulletin de la Société d'Economie Politique*).

Révolutions de la Perse : *les Provinces, les Peuples et le Gouvernement du Roi des Rois*, par **Victor Bérard.** Un volume in-18 jésus, avec *une carte en couleur hors texte*, broché. . . . . 4 fr.

« Des vingt-cinq siècles de l'histoire de Perse, M. Bérard a tiré la formule des révolutions persanes et c'est par la géographie du plateau de l'Iran et de sa ceinture de hautes montagnes, qu'il nous explique l'instabilité des dynasties qui, périodiquement, s'y fondèrent et s'y défirent. «L'Eternelle Perse», tel serait peut-être le titre le plus exact de ce livre qui, en ses descriptions et en ses déductions, nous peint, presque toujours d'ensemble, et avec le même éclat, la Perse des Achéménides, des Sassanides et des Kadjiars. »

(*La Revue de Paris.*)

Le Sultan, l'Islam et les Puissances, par **Victor Bérard.** Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 4 fr.

« Tout ce livre, avec son parallèle entre Turcs et Arabes, son histoire du chemin de fer sacré, son importante relation de « la politique du massacre », est rempli de documents précieux, émouvants, de renseignements et d'enseignements utiles. C'est une œuvre à lire, à étudier et à méditer. » (*Le Figaro.*)

La Révolte de l'Asie, par **Victor Bérard.** Un vol. in-18 de 440 pages (2e ÉDITION), broché . . . . 4 fr.

L'Asie et l'Europe. — Le Japon et l'Europe. — La descente russe. — L'Expansion japonaise. — Le rôle de l'Angleterre.

« M. Victor Bérard confronte tour à tour « l'Asie et l'Europe », « le Japon et l'Europe »; il nous fait assister à « la Descente russe » et à « l'Expansion japonaise », et nous montre enfin avec une précision impressionnante « le Rôle de l'Angleterre ». Il faut lire ce livre qui présente un très vif intérêt et qui fera comprendre au public un certain nombre de questions brûlantes, dont tout le monde parle et que bien peu de gens connaissent. » (*Le Figaro.*)

L'Islam. Impressions et études, par le comte **Henry de Castries.** In-18 jésus (4e ÉDITION), broché . . . . 4 fr.

« Sous une forme attachante, littéraire et très personnelle, l'auteur aborde dans ce livre des questions de psychologie, d'histoire, de science religieuse et de philosophie, dont le développement et la solution sont de nature à transformer les notions le plus généralement répandues sur l'islamisme et sur son fondateur. » (*Le Temps.*)

La Rivalité Anglo-Russe, au XIXe siècle, **en Asie** (*Golfe Persique — Frontières de l'Inde*), par le **Dr Rouire.** Un volume in-18 jésus, avec *1 carte hors texte*, broché. . . . . 3 fr. 50

« M. le Dr Rouire expose dans cet ouvrage les données du problème extrême-oriental. Il fait un rapide et intéressant résumé de l'histoire moderne des puissances asiatiques, un récit plus complet des événements de leur histoire contemporaine depuis l'intervention active de l'Europe jusqu'à la fin de la guerre russo-japonaise. Son livre n'est pas seulement un historique pittoresque de la lutte séculaire entre l'Angleterre et la Russie; c'est un guide précieux pour tous ceux qu'intéresse l'avenir prochain de l'Asie occidentale. »

(*Le Courrier Européen.*)

Le Japon d'aujourd'hui. Études sociales, par **Georges Weulersse.** Un vol. in-18 (5e ÉDITION), broché . . . . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« Ce volume très substantiel en même temps que d'une lecture fort attrayante est le résumé d'observations rapportées par l'auteur d'un voyage d'études qu'il a accompli en Extrême-Orient : c'est donc vraiment sur le vif, qu'il a pu peindre la société japonaise. Il s'est attaché à mettre en lumière tout ce qui, dans cette civilisation toute faite de juxtapositions, peut fournir une matière d'études précises au sociologue ». (*Revue de Géographie.*)

Le Japon politique, économique et social, par **Henry Dumolard**, docteur en droit, ancien prof. de droit français à l'Université impériale de Tokyo. In-18 (4e ÉDITION), broché. . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« Admirablement documenté, l'auteur dédaignant de nous dépeindre « le Japon classique des estampes et des bibelots artistiques », nous offre le tableau du Japon puissant empire de 45 millions d'hommes, et nous montre « ce que veut et ce que peut cette nation dont l'unique souci, depuis 35 ans, a été de se transformer et de s'aguerrir ». Son livre contient l'histoire de cette transformation matérielle, suivie d'un essai sur l'influence que pourra avoir une telle évolution sur la vie sociale. » (*Revue des Questions historiques.*)

Paix Japonaise, par **Louis Aubert**. In-18, broché . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française.

L'expansion japonaise : Le Japon et la paix de l'Extrême-Orient. — Le Japon et la Chine : — Japonais et Américains : la lutte pour le Pacifique. *La vie japonaise :* Le paysage japonais. — Routes japonaises. — L'Inkyo.

« C'est autour de cette « Paix japonaise », que s'ordonnent aujourd'hui et se développent toutes les ambitions du Japon. M. Louis Aubert s'efforce de lever quelques voiles et de faire mieux comprendre les questions qui s'agitent entre le Japon et la Chine, entre les Japonais et les Américains, nous montrant dans toute son ardeur la lutte qui se produit en ce moment pour le Pacifique. Rempli de documents et d'observations judicieuses, ce livre apporte une contribution précieuse à une étude dont l'urgence paraît chaque jour plus impérieuse pour tous les peuples de notre civilisation. » (*Le Figaro.*)

Américains et Japonais, par **Louis Aubert**. Un volume in-18, *1 carte hors texte*, broché. . . . . 4 fr.

L'Émigration japonaise aux Hawaï, en Californie, au Canada et dans l'Amérique du Sud. — Le conflit économique, social et politique. — Les États-Unis, le Japon et les Puissances.

Composé avec des documents de première main, le plus souvent inédits, ce livre, où les faits et les idées s'organisent vivement, clairement, fortement est indispensable à quiconque veut connaître non seulement le conflit des diplomaties de Washington et de Tôkyô, mais encore les éléments permanents d'un durable conflit de races qui, pour la première fois, est l'objet d'un travail d'ensemble.

Chine ancienne et nouvelle. **Impressions et réflexions,** par **Georges Weulersse.** Un volume in-18 (2e ÉDITION), broché. 4 fr.

« Ce n'est là, ni une œuvre d'érudition livresque, ni un simple recueil d'impressions. C'est une étude à la fois approfondie et vivante du contraste et de la lutte des « Deux Chines », dans lesquels l'auteur cherche l'explication du spectacle que nous présente l'Empire chinois à l'aube du XXe siècle. »

(*Journal des Débats.*)

« M. Weulersse décrit d'abord ce qu'il a vu; puis il aborde l'étude économique et sociale de l'Empire Céleste et y consacre une série de chapitres très documentés et très suggestifs. On goûtera la dialectique serrée de ces *réflexions* autant que le charme des descriptions. » (*Revue de Géographie.*)

La Chine novatrice et guerrière, par le Commandant **d'Ollone.** Un volume in-18 jésus, broché . . . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« Avec ses grandes divisions très précises consacrées tour à tour à la Chine guerrière, à la Chine novatrice, religieuse, administrative et sociale, puis à la Chine actuelle et à sa transformation, le livre est d'une lecture attrayante et facile ; renseignements, faits et documents y sont présentés d'une façon vivante, sans recherche et sans pédantisme ; c'est tout à la fois une étude très savante et une œuvre excellente de vulgarisation. » (*Le Figaro.*)

L'Inde d'aujourd'hui. Étude sociale, par **Albert Métin.** Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 3 fr. 50

« C'est là un bon livre, plein de conscience, appuyé sur de vastes connaissances antérieures, sur une documentation suffisamment large et très impartiale. Je ne puis guère en faire un plus bel éloge. J'ajoute encore que je ne redouterais pas de mettre ce manuel entre les mains d'une personne qui n'aurait pas vu l'Inde ; elle en aurait une idée exacte et juste. »

(J. Chailley. — *La Quinzaine coloniale.*)

L'Inde Britannique (*Société indigène — Politique indigène : les Idées directrices*), par **Joseph Chailley.** Un volume in-8° raisin de 520 pages, avec *2 cartes en couleur hors texte*, br. 10 fr.

« Tous ceux qui s'intéressent aux passionnantes questions commerciales sauront gré à M. J. Chailley d'avoir accumulé pour eux les renseignements, les exemples, les constatations. L'Inde est de plus en plus un des problèmes les plus ardus de l'Asie contemporaine. M. Chailley aura le mérite peu banal d'en avoir exposé les données : libre à chacun d'en prévoir la solution la plus probable. En tous cas, cet important ouvrage est désormais indispensable à tous ceux que cette solution préoccupe ».

(*Le Correspondant.*)

Java et ses habitants, par **J. Chailley-Bert.** Un volume in-18 (3ᵉ édition, *corrigée et augmentée*), broché . . . . 4 fr.

« M. Chailley-Bert est allé à Java. Il y est demeuré plusieurs mois, et il nous transmet dans ce volume les résultats de son voyage. D'une lecture facile, voire même fort agréable, cet ouvrage contient des études étendues et pénétrantes sur la société indigène et la société européenne à Java ; la concurrence économique entre Européens et Orientaux ; la question chinoise ; la concurrence politique entre Hollandais et Javanais ; la question si complexe de l'éducation des indigènes. » (*Le Musée social.*)

A consulter :

L'Expansion allemande (*Chantoung*), par E. Tonnelat (page 22).
Les Anglais aux Indes et en Égypte, par Eugène Aubin (v. page 25).
Marine française et Marines étrangères (*Japon*, etc.), par le Commᵗ L. Abeille (voir page 21).
Questions extérieures (*Traité anglo-japonais*, etc.), par V. Bérard (voir page 6).

MÉRIQUE

Les États-Unis au XXe siècle, par **Pierre Leroy-Beaulieu.** Un vol. in-18 de 480 pages (4e ÉDITION), broché. . . . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« M. Pierre Leroy-Beaulieu a vu de près toutes les choses dont il parle avec la compétence d'un économiste et le sens pénétrant d'un observateur très informé, qui sait mettre en relief le côté social aussi bien que le côté économique des questions qu'il aborde. Son ouvrage offre un tableau complet de l'activité du peuple américain, de toutes les productions du pays, de toutes ses forces et de toute son œuvre. » (*Revue des Deux Mondes.*)

Les États-Unis, Puissance mondiale, par **Archibald Cary Coolidge.** (Traduction de Robert L. Cru.) Préface par Anatole Leroy-Beaulieu, membre de l'Institut. In-18 broché. . . . 4 fr.

« Ce livre nous présente une excellente histoire résumée des États-Unis dans leurs relations extérieures récentes, histoire écrite par quelqu'un qui l'a vraiment vécue, soit par ses lectures et ses conversations, soit par ses voyages. Le ton même de la leçon parlée ajoute à l'exposé fait par l'auteur une vivacité qui rend la lecture de son livre attrayante et facile. » (*Revue Critique.*)

Éléments d'une Psychologie politique du Peuple américain, par **Émile Boutmy.** In-18 (3e ÉDITION), broché. . 4 fr.

« M. Boutmy, plus que personne, était qualifié pour se livrer à des recherches aussi compliquées et en exposer avec une éblouissante clarté les résultats. Je crois que dans ce genre d'études où la psychologie se mêle nécessairement à l'érudition, où il faut que la psychologie soit aussi pénétrante que l'érudition se fait perspicace, ces *Éléments* sont un véritable chef-d'œuvre. C'est l'opinion unanime, incontestée. » (J.-Ernest Charles. — *Revue Bleue.*)

Aux États-Unis (*Les Champs. — Les Affaires. — Les Idées*), par le Vicomte **G. d'Avenel.** Un vol. in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Préparé comme il l'était par ses nombreux et si importants travaux d'histoire et d'économie sociale, M. le Vte G. d'Avenel devait profiter de son séjour chez un peuple enfiévré d'affaires, de progrès, pour faire œuvre originale et noter, durant son voyage de l'Atlantique au Pacifique, les évolutions des idées et des œuvres aux Etats-Unis, assez récentes pour n'avoir pas encore eu d'annalistes. » (*Revue des Deux Mondes*).

La Religion dans la Société aux États-Unis, par **Henry Bargy.** Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Comment toutes les Églises des Etats-Unis, protestantes, catholiques, juives et indépendantes, ont quelque chose de commun ; comment elles sont plus voisines entre elles que chacune d'elles ne l'est de son Église-mère en Europe : voilà ce que l'auteur nous expose en homme qui habite les Etats-Unis depuis plusieurs années. Ce qu'il a vu et compris en observateur pénétrant, il le présente avec méthode et clarté. » (*Revue des Deux Mondes.*)

L'Idéal américain, par **Th. Roosevelt**, traduit par A. et E. de Rousiers, avec une préface par Paul de Rousiers. Un volume in-18 (5e édition), broché. . . . . 3 fr. 50

« Cet ouvrage constitue, dans la diversité des sujets qu'il embrasse, une synthèse de l'esprit américain de notre temps. Il est infiniment intéressant; il ne vaut pas seulement par les lumières qu'il nous donne sur l'Amérique, mais encore par les enseignements qu'il comporte au point de vue social, et dont nous pouvons faire tous notre profit.... Cette œuvre, d'une très noble et très utile inspiration, méritait de traverser les mers. » (*Le Figaro.*)

La Femme aux États-Unis, par **C. de Varigny**. Un vol. in-18 jésus, broché. . . . . 3 fr. 50

« M. de Varigny nous offre en cette étude rapide, conçue dans une forme singulièrement attrayante, le livre le plus instructif peut-être qui ait encore été publié sur la femme américaine. Enfant, jeune fille, épouse, il nous la montre partout et toujours en possession de droits et de privilèges soigneusement défendus par la loi. Après avoir fait équitablement la part des qualités et des défauts de la femme américaine, l'auteur se plait à lui rendre hommage en constatant sa grande et heureuse influence sur la société aux Etats-Unis. » (*Journal des Débats.*)

Les Industries monopolisées (trusts) aux États-Unis, par **Paul de Rousiers** [*Bibliothèque du Musée social*]. Un volume in-18 jésus (3e édition), broché . . . . 4 fr.

« M. de Rousiers est allé étudier sur place le fonctionnement et la composition des trusts, et dans une étude, dont on ne se lasse pas d'admirer la patiente sagacité, il nous en a donné une minutieuse et intelligente explication. Il est peu de livres plus utiles que celui-ci pour l'étude de l'organisation industrielle aux Etats-Unis et d'une compétence aussi sûre et aussi exacte. » (*Revue historique.*)

La Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord, par **Louis Vigouroux** [*Bibliothèque du Musée social*]. Un volume in-18, broché.. . . . . 4 fr.

« Ouvrage intelligent et consciencieux.... Après avoir recherché les causes du mouvement qui, dans l'Amérique du Nord, a groupé les travailleurs et dans certains métiers les a réunis en grandes fédérations les portant à nouer des relations avec les syndicats ouvriers du monde entier, l'auteur a particulièrement étudié l'influence exercée sur le travail par la double concentration des employeurs d'une part, et de l'autre des employés. » (*Le Temps.*)

L'Anarchisme aux États-Unis, par **Paul Ghio**. Un volume in-18 jésus, broché. . . . . 2 fr. 50

Après un « aperçu de la doctrine anarchiste », l'auteur nous expose les « causes et formes de l'action révolutionnaire aux Etats-Unis »; puis il nous présente les anarchistes intellectuels, B.-R. Tucker en particulier, et les anarchistes insurrectionnels qui tiennent aujourd'hui une si grande place dans la vie américaine. En manière de conclusion, l'auteur met en lumière les raisons de croire au triomphe final en Amérique des doctrines d'individualisme fécond et viril dont l'anarchisme de M. Benjamin-R. Tucker nous offre un type extrêmement curieux et digne d'attention.

Le Canada, *les deux races* (Problèmes politiques contemporains), par **André Siegfried**. In-18 de 420 pages (2ᵉ ÉDITION), br.. **4 fr.**

« Nous retrouvons dans cette étude sur le Canada les qualités d'observation précise et la variété d'informations qui avaient fait le succès du précédent volume de M. Siegfried, *la Démocratie en Nouvelle-Zélande*. L'auteur est allé sur place recueillir les éléments de son travail. Son livre, essentiel, s'impose à l'attention du public français, qui ne s'est jamais désintéressé du sort de nos frères d'Amérique restés attachés à leur ancienne patrie. »
(*La Quinzaine coloniale.*)

La Colombie britannique, *Etude sur la colonisation au Canada*, par **Albert Métin**, docteur ès lettres, professeur à l'Ecole coloniale. Un vol. in-8° raisin, avec *20 cartes et cartons et 33 phototypies hors texte*, broché. . . . . **12 fr.**

« Ce livre se présente dès l'abord au lecteur avec des références de premier ordre : il est l'utilisation intelligente, détaillée, synthétique de la collection considérable de publications officielles auxquelles le problème de la colonisation a donné lieu dans la Colombie britannique, comme dans les autres pays de civilisation anglo-saxonne ; mais il est aussi le résultat des enquêtes personnelles d'un esprit qui a su voir vite et bien et qui sait nous communiquer l'impression de la réalité vivante... Un tel livre peut être donné comme modèle aux monographies futures de « pays neufs et de colonies anglo-saxonnes. »
(*Revue du Mois.*)

Le Brésil au XXᵉ siècle, par **Pierre Denis**. Un volume in-18 (3ᵉ ÉDITION), broché . . . . **3 fr. 50**

« On lira avec intérêt et profit ce que M. Denis dit du paysage brésilien, de la vie politique et des progrès de l'esprit fédéraliste, de la vie économique de ce pays. L'auteur possède, pour bien écrire, une sympathie dont il ne se défend pas à l'égard de cette vieille société agricole qui garde ses traditions, sa vie familiale, son folk-lore. »
(*Revue du Mois.*)

L'Argentine au XXᵉ siècle, par **Albert B. Martinez**, ancien sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Finances de la République Argentine, et **Maurice Lewandowski**, docteur en droit. Avec une Préface par EMILE LEVASSEUR, membre de l'Institut et une Introduction par CHARLES PELLEGRINI, ancien Président de la République Argentine. (3ᵉ ÉDITION *entièrement refondue et mise à jour*). In-18 de 470 pages, *2 cartes hors texte*, broché . . . . . . **5 fr.**

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« Ce qui constitue la valeur de cette belle étude, c'est l'absence absolue de parti pris des auteurs. Ils ont dit ce qu'ils ont vu et constaté. C'est un mélange de critiques et d'éloges qui donne bien réellement le sentiment de la vérité. »
(*Le Temps.*)

« C'est la troisième édition refondue et mise à jour d'un ouvrage qui décrit l'Argentine au quadruple point de vue économique, agricole, commercial, industriel et financier. Les auteurs ont fait ressortir la mise en valeur rapide des richesses de son sol et les débouchés nouveaux qu'il offre aux capitaux européens. »
(*Le Musée social.*)

« Quiconque désire savoir ce qu'est l'Argentine et ce qu'elle peut être, doit lire ce travail. » (*American Geographical Society. New-York.*)

Les Chemins de fer aux États-Unis, par **Louis-Paul Dubois**. Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

Résultat d'une enquête sur place, ce livre expose le régime actuel de l'industrie des transports en Amérique et donne des documents précis sur l'organisation financière des grandes compagnies.

A consulter :

Américains et Japonais, par Louis Aubert (voir page 33).
Paix japonaise, par Louis Aubert (voir page 33).
L'Expansion allemande, par E. Tonnelat (voir page 22).
Marine française et Marines étrangères, (*États-Unis*, etc.) par le Cᵗ L. Abeille (voir page 21).
Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger (*Trusts*, *Cartells*, *Comptoirs*), par Paul de Rousiers (v. page 19).
L'Or dans le Monde, par L. de Launay (voir page 17).
Études de Droit constitutionnel, par É. Boutmy (voir page 8).
Les Régimes douaniers, par B. Nogaro et M. Moye (voir page 17).
Les Traités ouvriers, par Albert Métin (voir page 20).

OCÉANIE

La Démocratie en Nouvelle-Zélande, par **André Siegfried**. Un vol. in-18, avec *1 carte en couleur hors texte*, br. . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« De cette Nouvelle-Zélande que l'on a appelée le grand laboratoire et le champ d'essai des doctrines socialistes, M. Siegfried nous rapporte une étude documentée sur ces audacieuses innovations politiques : arbitrage obligatoire, vote politique des femmes, lois agraires, etc. Les illusions anglaises sur le loyalisme désintéressé et les véritables sentiments de cette communauté lointaine donnent une actualité piquante à ce livre curieux, sérieux, et pourtant très facile à lire. » (*La Revue de Paris.*)

L'Évolution sociale en Australasie, par **Louis Vigouroux**. (*Bibliothèque du Musée social*). Un vol. in-18 jésus, br . . 4 fr.

« On trouvera dans cet ouvrage des vues très curieuses sur les causes du prompt développement des villes australiennes, sur l'origine du mouvement démocratique et sur la législation ouvrière. Partout l'auteur s'est efforcé de rattacher les faits observés à leur cause et d'en démontrer les conséquences. Tous les traits relevés par lui gagnent à cela beaucoup d'intérêt, de vie et de valeur scientifique. » (P. de Rousiers. — *La Science sociale.*)

A consulter :

Les Nouvelles Sociétés Anglo-saxonnes (*Australie, Nouvelle-Zélande*), par Pierre Leroy-Beaulieu (voir page 25).
L'Or dans le Monde (*Australie*, etc.), par L. de Launay (v. page 17).

TABLE DES OUVRAGES

621-11. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — P10-11.